





Les pays du

## INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 16 JANVIER 1999

**EUROPE** La motion de censure de la commission a été repoussée au parlement européen, jeudi 14 janvier, par 293 voix contre, 232 voix pour et 27 abstentions. La Commis-

sion sort affaiblie de cette épreuve. La gestion de l'exécutif communautaire sera dorénavant contrôlée par un « comité d'experts indépendants » qui enquêtera sur les cas de

fraude ou de népotisme et qui devra rendre un rapport avant le 15 mars. L'AUTORITÉ du président Jacques Santer a été atteinte, même s'il ne devrait pas, dans l'immédiat, être

handicapé pour poursuivre les négociations sur l'Agenda 2000. A MOYEN TERME la capacité d'initiative de la Commission en matière d'élargissement et de réforme insti-

tutionnelle risque d'être celle d'une institution peu ou prou paralysée jusqu'à son remplacement au début de l'an prochain. Lire aussi notre éditorial page 16.

# En fin de mandat, la Commission de Bruxelles est menacée de paralysie

Le Parlement de Strasbourg a repoussé la motion de censure déposée contre l'exécutif communautaire par 293 voix contre 232. C'est la première fois qu'un vote de défiance donne un score aussi important au moment où l'Europe a besoin de nouvelles initiatives pour l'après-euro

**STRASBOURG**  
(Union européenne)

de notre correspondant  
« Soutage et satisfaction du déroulement de l'opération » : telle a été la réaction de Jacques Santer à l'issue du vote sur la motion de censure contre la Commission de Bruxelles, jeudi 14 janvier. L'apparente sérénité affichée par le président démocratique-chrétien de l'exécutif communautaire et par les autres commissaires ne repose en réalité que sur un seul motif : le texte du viliériste Hervé Fabre-Aubrespy n'a même pas obtenu la majorité simple - 232 voix pour, 293 contre et 27 abstentions -, alors qu'il fallait 368 voix pour adopter la motion, compte tenu du nombre des 552 votants (la censure est validée si elle reçoit au moins 51 % des suffrages de l'ensemble des eurodéputés et deux tiers de ceux des votants).

Il n'empêche : c'est la première fois qu'un texte de censure obtient un score aussi important. La crise de la « vache folle », qui avait pourtant conduit à la création d'une commission d'enquête

parlementaire, n'avait réuni en 1997 que 118 députés européens pour demander le renvoi de la Commission. Cette dernière est aujourd'hui contrainte d'accepter l'audit d'un « comité d'experts indépendants » qui enquêtera sur les « cas de fraude, de mauvaise gestion et de népotisme ». Certes, M. Santer estime que les « sages » qui seront désignés ne pourront « interférer » dans la politique du

collège bruxellois. Mais l'Espagnol José María Gil-Robles, président du Parlement, affirme, de son côté, que la Commission est désormais « sous tutelle ». Et la Britannique Pauline Green, présidente du groupe socialiste, d'enfoncer le clou : « La Commission a pris un coup de pied aux fesses. » Autant dire que l'affirmation de Jacques Santer selon laquelle le Parlement lui a renouvelé sa

confiance suscite pour le moins des interrogations, sinon des sourires. D'autant que c'est parmi ceux qui l'ont porté à la présidence - démocrates-chrétiens, libéraux et conservateurs britanniques - qu'il a obtenu le moins de soutiens, alors que les socialistes, qui avaient voté contre son investiture en juillet 1994 (acquiesce par vingt-deux voix de majorité seulement), lui permettant de rester en place. Mais en lui faisant payer un prix élevé : la création du « comité des sages ».

Jouant la stabilité pour ne pas provoquer de crise au moment de la négociation sur le financement futur de l'Union (l'Agenda 2000), clé de voûte des réformes nécessaires avant l'élargissement, Mme Green a pris la tête de la défense de M. Santer. Et l'initiative de déposer une motion de censure, qui n'était qu'un vote de confiance déguisé (dans la mesure où elle échouait) destiné, notamment, à effacer le refus du quinquennat pour la gestion financière de 1996. Son autre souci était de préserver le sort des deux

commissaires socialistes, la Française Edith Cresson et l'Espagnol Manuel Marín, dont les têtes étaient demandées par les libéraux, les conservateurs et une partie des démocrates-chrétiens.

**SEMAINE DE DUFES**

Ce double objectif atteint, Pauline Green a remporté un succès personnel. Son texte, adopté par 319 voix, renforce le contrôle sur la Commission. Quant aux démissions de Mme Cresson (165 voix pour, 357 contre) et de M. Marín (155 pour, 364 contre), elles ont été largement refusées. Il fut ensuite aisé à Mme Green de retirer sa motion de censure. Le score, relativement élevé, obtenu par le texte de M. Fabre-Aubrespy, lui ne gêne pas réellement la travailleur britannique, qui n'avait aucun intérêt à renforcer la position d'un exécutif conduit par un démocrate-chrétien.

Les socialistes ont eu beau jeu de stigmatiser la droite, qui a emboîté le pas à une initiative prise par un membre de la formation Europe des nations, à la répu-

tion anti-européenne, et cautionnée par l'extrême droite du Parlement. Ce fut le cas des élus RPR et de Démocratie libérale, ainsi que d'une partie de l'UDF, même si tous n'avaient pas les mêmes motivations. D'autres formations opposées à l'Europe, comme les communistes, se sont retrouvées dans l'opposition pour demander le départ de la Commission. Ce fut aussi le cas des Verts, qui sou-

**Jan Karlsson à la tête de la Cour des comptes européenne**

La Cour des comptes de l'Union européenne a élu, jeudi 14 janvier, le Suédois Jan Karlsson à sa présidence. Il succède pour trois ans à l'Allemand Bernhard Friedrich. Chargée de contrôler les finances de l'UE et de rendre compte d'éventuelles irrégularités, cette instance est à l'origine de certaines des rapports ayant été les accusations de mauvaise gestion envers la Commission européenne et mené au dépôt d'une motion de censure. Agé de cinquante-neuf ans, M. Karlsson appartient à la Cour des comptes depuis 1993. Il a été auparavant secrétaire d'Etat du gouvernement suédois pour la coopération entre pays nordiques, puis chargé des Finances. M. Friedrich avait démissionné mercredi le développement d'une « mentalité de subvention » dans l'UE et déploré qu'une certaine « immorale » s'y soit, « d'une manière générale, installée ».

haïtaient le renvoi d'un exécutif qu'ils considèrent défaillant.

Les cas des eurodéputés allemands et, quant à lui, exemplaire. Outre les Grünen (Verts), pratiquement tous les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates ont voté la censure : les représentants du SPD, parce qu'ils n'ont plus confiance dans la Commission Santer, et ceux de la CDU-CSU, parce qu'ils voulaient la tête de Mme Cresson. Les démocrates-chrétiens sont d'ailleurs les grands perdants de cette semaine de dufes, même si une riposte de leur part n'est pas exclue : l'un des leurs, M. Gil-Robles, est venu au secours de ses amis politiques en n'exhant pas une nouvelle motion de censure, en avril prochain, après le dépôt du rapport du « comité des sages », le 15 mars.

Philippe Lemaître

M. S.

## Une institution efficace dans la gestion des dossiers mais privée d'initiatives

**BRUXELLES** (Union européenne)

de notre correspondant  
Jusqu'à quel point l'affaiblissement de la Commission, qui résulte de la défiance manifestée depuis le début de la semaine par une large partie du Parlement européen, va-t-il affecter sa capacité d'action et, par voie de ricochet, porter préjudice à la construction européenne ? La censure ayant été rejetée, dispose-t-elle vraiment, comme on veut le croire à Bruxelles, d'une année de plein exercice pour assurer les tâches qui lui ont été confiées ? A l'évidence la réponse doit être nuancée.

Comme en témoigne les propos tenus par Gerhard Schröder lorsqu'il a reçu la Commission lundi, à Bonn, comme l'illustre aussi le communiqué publié par Hubert Védrine, le ministre français des affaires étrangères, à l'issue du vote à Strasbourg, les gouvernements des quinze rejettent une remise en cause des compétences institutionnelles telles qu'elles ont été définies par les traités.

Ces gouvernements, que l'opinion imagine trop facilement en train de compléter pour amoindrir ses pouvoirs, ne veulent pourtant certainement pas d'une commission-marioulette, trop dépendante du Parlement, et le proclament. Ce sont les mêmes raisons qui ont poussé Pauline Green, la présidente britannique du groupe des socialistes au Parlement européen - un des rares protagonistes qui sort grand de ces combats douteux -, à regretter que l'Assemblée, pour cause d'affaires, ait refusé en décembre la « décharge » du budget 1996. Puis, une fois l'erreur commise, à sou-

haïter qu'elle puisse (par cette voie indirecte qu'est le rejet d'une motion de censure) manifester son soutien au collège bruxellois.

Ces appuis confortent la position de la Commission Santer, et inclinent à penser que le rendez-vous que le Parlement lui a fixé en mars ne doit pas être regardé d'une manière trop préoccupante. Les suites des débats qui viennent de se dérouler à Strasbourg, et notamment l'engagement pris par Jacques Santer de produire dans des délais très courts divers projets de réforme, vont mobiliser l'énergie d'une partie des personnels de la Commission : cabinet du président, secrétariat général, direction générale compétente pour l'administration, etc. De ce fait - et ces problèmes d'intendance sont trop souvent sous-estimés -, ils n'auront plus, les uns et les autres, beaucoup de loisirs pour s'acquitter de tâches plus opérationnelles.

**ÉPISODES DESTRUCTEURS**

Ravie d'apparaître sous les feux des projecteurs, la « Cocobu » (Commission de contrôle budgétaire), qui doit donner la décharge à la Commission pour les budgets 1996 et 1997, va se faire toujours plus pressante. D'autant plus qu'il lui faudra subir la concurrence de ce nouveau comité des experts indépendants, dont il reste à voir comment il sera composé, et comment il mènera sa mission.

Bref, le vote de mardi n'a pas mis un terme aux discussions sur les fraudes, les moyens d'y remédier et les responsabilités des uns et des autres. Celles-ci ont toutes

chances de se dérouler dans un climat encore plus tendu qu'auparavant, certainement peu propice à une gestion sereine.

Un tel handicap ne devrait cependant affecter ni la vie des principales directions générales opérationnelles (concurrence, affaires économiques et financières qui pilotent l'euro et l'agriculture) ni le déroulement des grandes négociations en cours. Il s'agit, notamment, de celles sur l'Agenda 2000, c'est-à-dire sur le financement de l'Europe de 2000 à 2006, de la réforme de la politique agricole commune (PAC), de celle des Fonds structurels, de la préparation de l'élargissement, et du réajustement budgétaire demandé par les Allemands et les Néerlandais.

Compte tenu de sa complexité et de la volonté des quinze de la terminer en mars, compte tenu aussi des divergences entre les États membres, seule la Commission est capable de produire un compromis qui tienne la route. Elle maîtrise le dossier et dispose sur ces thèmes d'équipes de grande qualité dont on ne voit pas en quoi les « affaires » auraient diminué l'expertise technique.

Le même raisonnement peut s'appliquer aux relations avec les pays d'Europe centrale candidats à l'adhésion, même s'il convient peut-être ici d'apporter des nuances de nature politique. La stratégie de négociation, sur laquelle la Commission et certains États membres, dont la France, ont des opinions divergentes, n'a pas été définie avec netteté. Les difficultés du moment n'aidant pas à clarifier les choses, si bien que, sur ce terrain de la négociation d'élargissement, il serait sans doute vain d'at-

tendre des progrès tangibles d'ici la fin de l'année.

Capable en effet de continuer à piloter avec efficacité des dossiers déjà bien balisés, la Commission ne disposera plus de la crédibilité nécessaire pour prendre des initiatives de grande portée politique et institutionnelle.

**QUELLES AMBITIONS ?**

Bonne gestionnaire, en dépit d'irrégularités montées en épingle, elle n'a pas brillé par ses capacités imaginatives. Un conseil européen extraordinaire est prévu pour le mois de septembre, à Tampere, en Finlande, pour faire progresser, une fois la ratification du traité d'Amsterdam acquise, la mise en place d'un espace judiciaire européen. Après l'Agenda 2000, l'étape suivante sera la réforme institutionnelle, condition à l'élargissement. Quelles ambitions ? Quel champ pour cette réforme ? Le moment est-il venu de tracer les contours définitifs de l'Union ? La Commission Santer avait manifesté l'intention de mettre ses idées sur la table. Elle n'a probablement plus l'autorité pour lancer un tel débat.

Arbitre reconnu et respecté pour la grande négociation financière en cours, elle apparaît trop comme une institution finissante. Les épisodes des jours passés ont, à cet égard, été destructeurs. Et, au second semestre, alors que le successeur de Jacques Santer aura été désigné, l'impression de fin de règne, compte tenu de l'ambiance, risque fort de confiner à la paralysie.

## La succession de Jacques Santer est désormais ouverte

S'IL EN AVAIT EU le secret espoir, les chances du président luxembourgeois Jacques Santer de se succéder à lui-même à l'issue du mandat de sa Commission, début 2000, sont aujourd'hui devenues quasiment nulles. La course à sa succession, qui doit être décidée au début de l'été, n'est cependant pas encore véritablement lancée. D'abord parce qu'il n'y a pas de candidat évident qui s'imposerait d'office, ensuite parce que la procédure de nomination fait encore l'objet de discussions.

Le Parlement européen a adopté mercredi 13 janvier à une très forte majorité de 427 voix pour et 90 contre une résolution proposée par le député démocrate-chrétien allemand Elmar Brock, proche de l'ex-chancelier Kohl, suggérant que le choix du futur président de la Commission tienne compte « des résultats des élections européennes et de la préférence indiquée par les partis politiques européens ».

Ceux-ci sont appelés, comme l'a proposé la fondation Notre Europe de Jacques Delors, à faire connaître avant l'élection quels seraient leurs candidats à ce poste. Du coup, le Parlement demande aux gouverne-

ments de ne pas faire connaître leur choix, comme ils en ont l'intention, lors du prochain sommet européen de Cologne, qui doit se tenir les 3 et 4 juin, mais d'attendre l'élection du nouveau Parlement européen.

Cette demande ne peut pas être ignorée par le Conseil. Le nouveau traité d'Amsterdam, qui devrait entrer en vigueur d'ici l'été si la France achève la procédure de ratification, prévoit en effet pour la première fois que le candidat désigné par le Conseil doit être approuvé par le Parlement avant la formation de la Commission. Cette procédure, qui vise à renforcer le pouvoir du président sur les autres membres de la Commission, confère aux parlementaires un droit de regard qu'ils n'avaient pas dans le traité de Maastricht. Celui-ci ne leur conférerait que le droit d'approuver par un vote la constitution de la Commission en tant que collège, après en avoir auditionné les membres.

Il est clair que la résolution du Parlement, si elle était retenue par les gouvernements, modifierait sensiblement l'approche des candidatures. Pour le moment, le seul candidat sérieux officiel est Romano

Prodi, l'ancien président du conseil italien, dont la candidature est appuyée officiellement par le gouvernement italien. Le problème est que M. Prodi serait plutôt un candidat de compromis que celui d'un parti : s'il a dirigé un gouvernement de centre-gauche, il est lui-même chrétien-démocrate.

Il va falloir attendre les prochaines semaines pour voir surgir d'éventuelles autres candidatures. Plusieurs noms ont été cités ces derniers mois, ceux de Felipe Gonzalez, l'ancien président du gouvernement socialiste espagnol, Oskar Lafontaine, l'actuel ministre social-démocrate allemand des finances, et même Helmut Kohl, l'ancien chancelier allemand. Mais aucun d'eux n'a fait connaître jusqu'ici son intérêt pour le poste. M. Lafontaine et Kohl ont fait démentir leur candidature. La seule chose certaine est que le candidat recherché devra avoir un profil plus marqué que celui de Jacques Santer, auquel il est reproché de ne pas avoir assez affirmé le rôle d'entraînement de la Commission.

Henri de Bresson

**RUE DE PARADIS SOLDES**  
sur Bernardaud, Haviland, Raynaud, Baccarat, Saint-Louis, Daum, Sèvres, Ercuis, Guy Degrenne, et d'autres marques.  
Rue de Paradis - PARIS 10°  
Métro Gare de l'Est-Poissonnière

Propos recueillis par  
Marcel Scotti



## Les pays du G 7 soutiennent le Brésil en ordre dispersé

Alors que la dévaluation du real continue de provoquer d'importants remous sur les places boursières, le FMI examine l'opportunité d'une remise en cause de l'accord passé avec Brasilia

La crise brésilienne continue de provoquer d'importants remous sur les places boursières. Tous les marchés d'Amérique latine sont affectés, alors que les analystes commencent à mesurer l'ampleur des effets

**LA MODIFICATION** de la politique de change annoncée par les autorités brésiennes a été peu appréciée par le Fonds monétaire international (FMI). Cette décision, contraire à l'engagement pris par Brasilia en échange d'une aide de 41,5 milliards de dollars (35,7 milliards d'euros), a été signifiée au dernier moment à l'institution - comme pour la Russie en juillet - et pourrait remettre en cause le soutien financier de la communauté internationale. Dans un communiqué lapidaire, Michel Camdessus n'a pu que constater le revirement du gouvernement brésilien : « Les autorités brésiennes ont informé le

FMI des modifications du système de change intervenues. Elles ont simultanément réaffirmé au FMI leur détermination à mettre en place, avec l'aide du Congrès et dans les meilleurs délais, le plan d'ajustement fiscal annoncé en novembre 1998 dans sa totalité (...). Je me réjouis de ces assurances ».

Bien que les encouragements au gouvernement Cardoso affluent des capitales occidentales pour tenter de ne pas aggraver la débalance des marchés à l'égard du Brésil, les membres du G 7 se contentent pour l'instant d'observer, impuissants, une situation dont l'issue ne dépend que d'un consensus poli-

tique intérieur. « La communauté ne peut et ne doit rien faire », a déclaré, jeudi 14 janvier, à Rome, le ministre italien du Trésor et président du comité intermédiaire du FMI, Carlo Azeglio Ciampi. « Les autorités sont très certainement conscientes de la gravité de la situation et sont déterminées à la gérer. Elles savent qu'elles ont le soutien des organisations internationales qui ont déjà été à leurs côtés en octobre. » Même tonalité à Paris où, selon Dominique Strauss-Kahn, « il n'y a pas de décision nouvelle du G 7 à annoncer ». Pour le ministre français de l'économie, des finances et de l'industrie, la crise brésilienne « n'est pas d'une

très grande gravité ». « Nous ne sommes pas devant quelque chose d'aussi grave qu'en Asie ou en Russie en août dernier », a-t-il assuré. La veille, le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, avait martelé qu'il était « important que le Brésil mette en application un programme économique fort et crédible ». La crise brésilienne démontre que « la vigilance est essentielle autant qu'un engagement persistant et renforcé envers la réforme du système financier international », a estimé de son côté le premier ministre britannique, Tony Blair.

Après la démission, mercredi, du gouverneur de la banque centrale

brésilienne, puis, jeudi, de son numéro deux, les grandes puissances mettent tous leurs espoirs dans le maintien du ministre des finances, Pedro Malan, qui incarne à leurs yeux la crédibilité économique du Brésil, confiée-on à Washington. M. Malan est actuellement dans la capitale américaine pour rencontrer les responsables de l'administration et du FMI. Selon un porte-parole du Trésor, c'est la raison du report du voyage que l'adjoint du secrétaire au Trésor, Larry Summers, devait effectuer du 17 au 23 janvier en Asie.

Babette Stern

## Le coûteux retour du général Pinochet devant les Lords

LONDRES

Il y aura deux rôles de plus, lundi 18 janvier, à Londres, pour le retour de la saga Pinochet devant les Lords de justice anglais. Son initiateur d'abord, avec la présence annoncée du célèbre « petit juge » Baltasar Garçon dans l'auguste enceinte, et celle d'un représentant du gouvernement chilien ensuite, puisqu'un panel de trois Lords a décidé, mercredi, que celui-ci peut désormais se faire entendre. Mauvais signe pour les partisans de l'extradition du sénateur à vie ? Rien n'est joué puisque, par la faute de Lord Hoffman qui avait « oublié » de déclarer sa longue association avec Amnesty International - ce qui a permis aux avocats de l'ancien dictateur de plaider avec succès le conflit d'intérêts et obtenu la cassation du verdict historique de novembre - tout est à recommencer.

Premier changement, les Lords, qui étaient cinq précédemment, seront deux de plus, les sept autres Lords en fait plus la plus haute juridiction anglaise en compte douze. Baltasar Garçon, si sa présence se confirme, ne devrait pas pour autant être autorisé à s'exprimer, l'avocat de la Couronne britannique se chargeant de défendre le principe de la non-immunité et de l'extradition. La seconde nouveauté sera la présence, par avocats interposés, du pouvoir chilien. Lors de l'audience préliminaire, mercredi, Lord Brown-Wilkinson, qui présidait, a reconnu que la demande de Santiago venait « bien tard ». U

l'a cependant autorisée, parce que les Lords ne vont pas se prononcer sur la culpabilité de Pinochet s'agissant des trois mille meurtres et disparitions qui lui sont reprochés, mais seulement sur la validité de « l'immunité souveraine » qui lui avait été accordée par la Haute cour de Londres.

700 000 FRANCS PAR SEMAINE

Le panel des Lords a également renouvelé le droit de Amnesty International à faire entendre ses arguments pourvu, a dit le président du panel, que ce soit « succinct ». Trois mois après l'arrestation du général à Londres, les sept magistrats suprêmes veulent visiblement conclure. C'est que « toute cette affaire commence à coûter bien cher au contribuable britannique », déplorait dimanche dans le *Sunday Telegraph* le député conservateur James Clappison. Le Journal, favorable au renvoi de Pinochet dans son pays, comme l'est la quasi-totalité du camp conservateur à commencer par la baronne Thatcher, a calculé que les seuls frais de garde de l'intéressé s'élevaient à 700 000 francs (107 000 euros) par semaine. Qui paiera les frais de justice, les 35 juristes consultés par la Couronne, sachant que la facture provisoire est déjà évaluée à près de 10 millions de francs (1,5 million d'euros) ? Pour l'instant, mystère.

Patrice Claude

## Le real reste sous pression

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant  
Selon TV Globo, la banque centrale brésilienne serait intervenue à hauteur de 1,5 milliard de dollars (1,3 milliard d'euros) pour éviter que le real ne crève, jeudi 14 janvier, le cours plafondit fixé la veille à la faveur d'un réajustement de sa bande de fluctuation par rapport à la devise américaine. En clôture d'une journée décevante pour le marché financier, la monnaie brésilienne s'échangeait à 1,3189 pour un dollar, très près de sa limite supérieure de 1,32 atteinte mercredi, en conclusion d'une dévaluation expresse de 9 %.

L'explosion des taux d'intérêt sur le marché à terme et la débâcle de la Bourse de Sao Paulo, en chute libre à - 9,97 %, ajoutaient au pessimisme des analystes consultés par les chaînes de télévision. La « dévaluation contrôlée » espérée par le gouvernement se heurte d'évidence au scepticisme des investisseurs étrangers.

A la lecture des principaux journaux brésiliens de jeudi, seuls les porte-parole du gouvernement semblaient pleinement satisfaits de la correction du taux de change. Les défenseurs irréductibles du real fort craignent, pour leur part, qu'elle n'ait « ouvert la boîte de Pandore » en prélude à un effondrement de la monnaie brésilienne comparable à celui du peso mexicain ou du baht thaïlandais. Les exportateurs et les industriels soumis à la concurrence des produits importés la jugent, eux, trop timide. En cette période de fortes turbulences, les maisons de change se refusent à vendre du dollar. M. Cardoso, qui avait précédemment écourté ses vacances dans le Nordeste, a quand même décidé de prendre quelques jours de repos. Pedro Malan, le ministre des finances, a embarqué pour les Etats-Unis pour une tournée d'explications auprès du FMI et du Congrès américain.

**DETTE ALLOURDIE**  
Les principales agences internationales de notation se sont empressées de baisser la « qualité » des titres de la dette extérieure brésilienne, qui se monte à 225 milliards de dollars (194 milliards d'euros). La dévaluation risque en effet d'entraîner des défaillances en série. Selon les conclusions d'un rapport de la Soberet, un institut local d'études économiques, la dépréciation du real enregistrée jusqu'ici alourdit la dette extérieure des entreprises brésiennes de près de 15 milliards de reais (soit 11,36 milliards de dollars). Les Etats et les municipalités sont logés à la même enseigne.

Accusé d'avoir mis le feu aux poudres en décrétant un moratoire de quatre-vingt-dix jours, le gouverneur du Minas Gerais, Itamar Franco, avait cependant assuré qu'il honorerait la prochaine échéance en euros d'un montant de 108 millions de dollars (93 millions d'euros). A en croire la presse brésilienne, le remboursement prévu est remis en question en raison de la dévaluation du real.

J.-J. S.

## Les marchés ne croient pas à une dévaluation contrôlée

**LE MORAL** des boursiers s'est sérieusement dégradé jeudi 14 janvier. Ils doutent désormais que les nouvelles marges de fluctuation de la devise brésilienne, fixées mercredi par la banque centrale, puissent tenir longtemps. La démission, officiellement pour des motifs personnels, du directeur du département des taxes a été du plus mauvais effet. Dans un communiqué, la banque centrale brésilienne a dû assurer que « les spéculations de marché sur l'éventuelle adoption d'un régime qui permettrait au real de flotter librement (étaient) totalement fausses et sans fondement ». Mais l'histoire ne plaide pas en faveur des autorités brésiennes. D'autres pays émergents comme le Mexique, la Corée du Sud et la Russie ont échoué récemment dans leur tentative de dévaluation contrôlée de leur monnaie.

Pour défendre le real, la banque centrale brésilienne a dû, une nouvelle fois, puiser dans ses

réserves de changes, qui auraient fondu de 4 milliards de dollars (3,4 milliards d'euros) depuis le début de la semaine. Le real est parvenu à se maintenir à la parité de 1,32 contre le dollar mais les taux d'intérêt à trois mois ont dû être portés à 57 %, les sorties nettes de capitaux se sont élevées à 1,4 milliard de dollars (près de 1 milliard d'euros) et la Bourse de Sao Paulo a clôturé sur un plongeon de près de 10 %. Tous les marchés d'Amérique latine sont désormais affectés. La Bourse mexicaine est parvenue à progresser de 1,7 %, mais le peso est au plus bas face au dollar. Le marché de Buenos Aires a connu son sixième repli consécutif, avec un recul de 4,38 %, et celui de Santiago a perdu 2,65 %.

Wall Street, qui avait ouvert sur une baisse limitée, a accentué ses pertes, l'indice Dow Jones cédant 2,45 % en clôture. Les analystes commencent à mesurer l'ampleur des effets de

## Les occasions perdues de Fernando Henrique Cardoso

**RIO DE JANEIRO**  
de notre correspondant  
« Je ne serai pas le gestionnaire de la crise. Le peuple m'a élu pour la vaincre », proclamait solennelle-

**ANALYSE**  
Le Brésil devra réaliser en catastrophe les réformes trop longtemps différées

ment, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, le président Fernando Henrique Cardoso au cours du discours d'investiture qui inaugurerait son second mandat consécutif de quatre ans. Onze jours plus tard, la « crise » redoublait d'intensité sous la forme d'une violente attaque spéculative contre le real. Le lendemain, la monnaie brésilienne se dépréciait de 9 % à l'occasion de l'élargissement de sa marge de fluctuation par rapport au dollar. Source de fructueux dividendes électoraux, le real fort donne désormais des signes de grande vulnérabilité.

Sociologue de renom international et auteur, dans les années 60, de plusieurs ouvrages de théorie économique très marqués à gauche, M. Cardoso, âgé de soixante-sept ans, a prestement épousé les thèses néolibérales après la chute du mur de Berlin. Au cours de son premier mandat, il s'est attaché à consolider - en amplifiant notamment le programme de privatisations - l'insertion du Brésil dans l'économie de marché mondialisée, aggiornamento radical dont l'ex-président Fernando Collor (destitué en 1992 pour corruption) fut le précurseur. Néanmoins, le premier président de l'histoire du Brésil réélu au suffrage universel risque de payer au prix fort son manque d'empressement à adopter, par pur opportunisme politique, des mesures impopulaires conformes au credo auquel il s'est converti.

Lors de sa prise de fonctions, en janvier 1995, la poursuite du démantèlement des barrières protectionnistes se faisait d'autant plus pressante que l'ouverture commerciale en cours allait comme prévu, en favorisant la concurrence des produits importés, contribuer de façon décisive, avec l'appoint d'une monnaie notablement surévaluée, à éradiquer un fléau devenu endémique : l'hyperinflation, qui a miné l'économie brésilienne durant la « décennie perdue » (1984-1994), a effective-

ment succombé au traitement de choc du plan Real, dont M. Cardoso fut l'un des architectes. Il y a à quelques semaines, un chroniqueur économique osait cependant lui rappeler que « la stabilisation des prix n'est pas une fin en soi, mais la condition nécessaire à la mise en place d'un solide projet de développement ».

Dans son premier programme de gouvernement, M. Cardoso avait certes inclus des « réformes structurelles » (fiscale, de l'administration fédérale et de la sécurité sociale) que tous les analystes, même de l'opposition de gauche, jugeaient indispensables à l'assainissement durable des finances publiques, minées par des déficits monstrueux. Mais, porté au pouvoir par une coalition de partis du centre et de la droite la plus rétrograde, M. Cardoso est vite devenu l'otage impuissant d'une majorité parlementaire acharnée à marchander implacablement son soutien au coup par coup : les fameuses « réformes structurelles » ont été reportées aux calendes grecques.

En novembre 1997, alors que l'onde de choc de la crise asiatique ébranlait l'ensemble des pays émergents, M. Cardoso avait annoncé la mise en place d'un sévère pro-

gramme d'austérité, qui n'a jamais dépassé le stade de l'effet d'annonce : à cette époque, le président était davantage préoccupé par les manœuvres politiques destinées à lui garantir, via le vote d'un amendement constitutionnel, la possibilité de postuler à sa propre succession.

**FUITE EN AVANT**

Les compressions budgétaires n'étant pas de mise, la « force » du real reposait alors essentiellement sur des taux d'intérêt alléchants, susceptibles de contenir la gourmandise des capitaux spéculatifs. Corollaire de cette fuite en avant suicidaire : le ralentissement de l'activité économique consécutif au renchérissement du crédit mit bientôt fin à la nette amélioration de la redistribution des revenus qui décollait de la maîtrise de l'inflation, cauchemar du salarié. « Grâce au real, les pauvres peuvent enfin se payer un dentier », assurait M. Cardoso, au paroxysme de l'autosatisfaction.

Après les avertissements lancés par l'effondrement du peso mexicain (décembre 1994), puis du baht thaïlandais (juillet 1997), la brutale dévaluation du rouble russe, survenue en août 1998, s'est définitivement chargée de faire sortir le gou-

vernement brésilien de sa léthargie. Lorsque les investisseurs étrangers, paniqués par le moratoire décrété par Moscou, ont estimé que le « risque Brésil » ne valait plus la chandelle, M. Cardoso n'a eu d'autre recours que celui de solliciter les bons offices du Fonds monétaire international (FMI), dont il disait pis que pendre il n'y a pas si longtemps.

Condamné à rattraper en catastrophe le temps perdu, le président brésilien mise aujourd'hui sur la dramatisation de la situation pour forcer l'adoption par le Congrès des douloureuses mesures fiscales trop longtemps différées. En moins de six mois, les parlementaires ont été priés d'apprécier quantité de projets législatifs, y compris les « réformes structurelles » soudain devenues urgentissimes en vertu de l'accord passé avec le FMI. Quoi qu'il en soit, la défense du real fort a déjà causé des dégâts irréparables. La Fédération des industries de l'Etat de Sao Paulo vient ainsi de confirmer la suppression de 130 000 emplois en 1998. Avec tant de gains-pains disparus, les humoristes peuvent ironiser à loisir sur les derniers prétendument mis à la portée de tous...

Jean-Jacques Sévilla

## Les événements dans Le Monde

Une nouvelle collection pour mieux comprendre les grands épisodes de l'histoire contemporaine

Les événements dans le Monde

1959  
Castro prend le pouvoir

1959 : il y a 40 ans, la révolution cubaine  
Les articles de l'époque replacés dans leur contexte.  
Un récit sur le vif d'une histoire en train de se faire.

Editions du Seuil

كتاب في التاريخ



## Les procureurs américains ont lancé leurs accusations à l'encontre de Bill Clinton

« Aidez-nous, Seigneur, en ces temps difficiles »

Le procès en destitution du président américain s'est ouvert, jeudi 14 janvier à 13 heures devant le Sénat. Durant cette journée, les procureurs

ont usé de tous les moyens pour présenter au Sénat et à l'opinion publique la teneur de leurs arguments. Pour la première fois dans l'enceinte

du Sénat, de larges écrans plats de télévision diffusaient des extraits de témoignages de Bill Clinton.

**WASHINGTON**  
de notre correspondant  
La première journée du procès en destitution du président Clinton, jeudi 14 janvier, a été consacrée aux

**RÉCIT**  
Les procureurs ont présenté un président menteur, comploteur et manipulateur

débuts du réquisitoire des mandataires (procureurs) républicains de la Chambre des représentants. Auparavant, l'annonceur du Congrès avait demandé au Très Haut d'accorder aux sénateurs-jurés « une dose spéciale de sagesse ». « Aidez-nous, Seigneur, en ces temps difficiles (...) à chercher la vérité et l'expression de la justice ». Mais la procédure a déjà pris du retard puisque la séance a été levée à 19 heures. L'accusation aura donc besoin d'au moins quatre jours au lieu des trois prévus.

Une journée historique - la première d'un procès en destitution d'un président depuis 1868 - peut aussi être une journée ennuyeuse. Les Américains ont beau se pas-

sionner pour le spectacle du prétoire - des *Sorcières de Salem* à *Ouzon sur le Caine* et *Perry Mason* -, celui qui leur est offert manque de suspense et d'effets de manche.

Comme l'a affirmé le nouveau sénateur démocrate Charles Schumer qui, en tant que membre de la commission judiciaire de la Chambre, a participé au débat sur l'impeachment, l'accusation n'a pas apporté un seul élément nouveau, qui ne se soit trouvé dans les 60 000 pages du dossier ou qui n'ait été évoqué devant la Chambre, tout cela n'est qu'un « tas de crasse ».

Les procureurs se trouvaient en effet devant un dilemme. Comment affirmer que leur cas était bien ficelé, complet, et juger nécessaire de faire appel à des témoins ? Pourquoi avoir besoin de témoins aujourd'hui pour appuyer un dossier qui est le même que celui pour lequel, l'automne dernier, les républicains n'avaient pas jugé utile d'en convoquer à la barre ? Pourtant, ils se sont démenés pour insister sur l'importance de ces témoins qui sont le principal objet de litige entre républicains et démocrates et qui risquent de diviser les sénateurs qui

étaient parvenus à l'unanimité il y a une semaine.

Les procureurs ont présenté un président menteur, comploteur, manipulateur, criminel à répétition. Ils ont assuré qu'il ne s'agissait pas de sexe, mais de parjure et d'abus de pouvoir. Ce qui ne les a pas empêchés de parler abondamment des rapports entre Bill Clinton et Monica Lewinsky. Ils ont passé de nombreux extraits des témoignages du président pour le montrer sous son plus mauvais jour.

**DES PROPOS TRÈS DURS**

C'était en quelque sorte un retour de *Sexe, mensonges et vidéo*. Mais, pour avoir tiré régulièrement argument de l'affaire Paula Jones, ils ont été pris à partie par les démocrates qui les ont accusés de ne pas respecter les règles du jeu : l'affaire Paula Jones est close depuis l'accord financier entre le président et la jeune femme ; de plus, la Chambre avait rejeté l'impeachment de M. Clinton sur ce dossier.

L'accusation s'est peut-être répétée, mais elle a eu des mots très durs contre Bill Clinton : « Ne pas être capable de faire payer le président (...) causerait un cancer qui af-

fecterait notre société pendant des générations (...) Nous devons éradiquer ce cancer », s'est écrié James Sensenbrenner. Faisant l'amalgame entre les agissements présidentiels, Ed Bryant a mis en garde les sénateurs, tenus au silence « sous peine de prison » comme l'a aboyé l'huissier : « N'oubliez pas que des mots et des événements qui peuvent paraître innocents ou même à décharge dans l'abstrait peuvent prendre une connotation sinistre ou même criminelle dans le contexte d'un complot ».

Pendant ce temps, les autres procureurs attendaient leur tour devant une table en arc de cercle fabriquée pour l'occasion ; la défense du président leur faisait face assis à une table similaire. Le président de la Cour suprême n'a guère eu à intervenir. Mais il faudra que cet homme concis, et qui n'aime pas les affaires qui traînent, prenne son mal en patience. Les avocats de Bill Clinton ne devraient pas prendre la parole avant mardi 19 janvier, le jour même où le président prononcera au Capitole son discours sur l'état de l'Union.

Patrice de Beer

## La crise politique s'aggrave en Haïti

**SAINT-DOMINGUE**

de notre correspondant régional

La crise politique a pris un dangereux tournant en Haïti au cours des derniers jours, après l'attentat dont a été victime la sœur du président haïtien, Marie-Claude Préval-Calvin a été blessée par balles mardi 12 janvier à Port-au-Prince, après que deux hommes en moto eurent ouvert le feu sur la voiture de celle qui dirige le secrétariat privé de son frère. Son chauffeur, Jean Versailles, a été tué sur le coup. Cet attentat non revendiqué intervient alors que la tension est vive en Haïti, où une partie de bras de fer oppose le président René Préval au Parlement.

En refusant la prolongation du mandat des parlementaires alors que de nouvelles élections n'ont toujours pu être organisées, le président Préval a pris le risque de fragiliser un peu plus la démocratie, restaurée il y a quatre ans par les troupes américaines. En novembre dernier, les sénateurs avaient voté une résolution prolongeant leur mandat jusqu'à la fin de l'année « pour éviter un vide institutionnel ». Dans un discours télévisé, lundi soir, le président Préval a cependant affirmé qu'il ne pouvait prolonger le mandat des législateurs. Il a annoncé la « mise sur pied d'une instance de contrôle de l'exécutif » et la nomination par arrêté présidentiel du nouveau premier ministre, Jacques Edouard Alexis, et des membres de son gouvernement. Le chef de l'Etat a appelé ses concitoyens au calme après les violents incidents qui se sont produits lundi dans le centre de Port-au-

Prince, où des centaines de jeunes membres d'organisations populaires soutenant l'ex-président Jean-Bertrand Aristide ont exigé la dissolution du Parlement.

Plusieurs responsables politiques de l'opposition ont accusé le président Préval de « vouloir instaurer une dictature ». « Confirmer le premier ministre sans ratification de son programme par le Parlement constitue une violation de la Constitution », soutient le dirigeant social-démocrate Victor Benoit, tandis que le sénateur Paul Denis, responsable de l'Organisation du peuple en lutte (OPL), proclamait qu'il n'abandonnerait pas ses fonctions. L'éclatement du mouvement *Lavalas*, qui avait porté le président Aristide au pouvoir en 1990, sert de toile de fond à la crise qui bloque la ratification d'un nouveau chef de gouvernement depuis la démission du premier ministre Rosny Smarth, en juin 1997.

Après avoir rejeté la candidature d'Eric Pierre, un fonctionnaire international, et de l'économiste et dramaturge Hervé Denis, les deux Chambres ont finalement ratifié à la mi-décembre la nomination de Jacques Edouard Alexis, le titulaire du portefeuille de l'éducation, au poste de premier ministre. Mais les

tractations se sont à nouveau enlaidies à propos de la formation du gouvernement, dont le programme doit être approuvé par les Chambres. L'OPL, majoritaire au Parlement, voulait six portefeuilles et s'opposait à la nomination à des postes-clés de trois proches de Jean-Bertrand Aristide : Fred Joseph, Marie Michèle Rey et François Séverin. Selon Gérard Pierre-Charles, le leader de l'OPL, le président Préval n'a pas respecté un accord conclu le 14 juillet dernier.

**AIDE INTERNATIONALE GELÉE**

Conséquence de l'imbroglio politique, plusieurs centaines de millions de dollars d'aide internationale sont gelés alors que la population s'enfonce dans la misère. L'organisation rapide de nouvelles élections apparaît comme la seule issue à la crise. Le président Préval s'y est dit prêt, lundi soir, « par le dialogue avec les secteurs politiques et la société civile ». Mais la guerre ouverte entre les factions du mouvement *Lavalas* a jusqu'à présent empêché la formation d'un nouveau conseil électoral.

La semaine dernière, la France a d'autre part réagi avec humeur à de récents propos du président Préval, qui avait pris à partie l'an-

cienne puissance coloniale. Convoqué au Quai d'Orsay, l'ambassadeur d'Haïti, Marc Trouillot, a été sommé de « donner des explications ». Son homologue français à Port-au-Prince, Patrick Roussel, s'est dit « surpris et peiné d'entendre le président Préval évoquer le passé en ne retenant que les moments les plus sombres de l'histoire franco-haïtienne ».

Dans un discours prononcé aux Gonâves le 1<sup>er</sup> janvier, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance, René Préval avait demandé à la France de « reconnaître sa responsabilité historique (...) dans la maladie économique dont souffre Haïti ». « Une bonne partie de la richesse de la France est liée à la pauvreté d'Haïti », s'était-il exclamé avant de rappeler que la France avait imposé une dette de 150 millions de francs ou en échange de l'indépendance d'Haïti. « Pour corriger l'histoire », le président haïtien a réclamé « l'annulation de toute la dette d'Haïti en 1999 ». La France, qui a fourni en 1998 une aide bilatérale supérieure à 100 millions de francs, figure parmi les principaux bailleurs de fonds d'Haïti.

Jean-Michel Caroit

## Nuages sur la paix au Pays basque

**MADRID**

de notre correspondante

Est-ce déjà l'impasse ou seulement les premiers nuages à l'horizon du fragile processus de paix engagé au Pays basque ? Depuis le 16 septembre, date de la « trêve unilatérale » décrétée par l'organisation séparatiste basque armée, ETA, les pourparlers autorisés par le gouvernement de centre-droit de José María Aznar s'étaient ouverts prudemment, mais sous de bons auspices. Le gouvernement, dans un geste « humanitaire » à l'égard des cinq cents prisonniers de l'ETA, dispersés dans tout le pays, avait autorisé le transfert d'une vingtaine d'entre eux pour les rapprocher du Pays basque, ce qui est une revendication essentielle de l'ETA. De nouveaux « gestes », disait-on, devaient suivre. De son côté, à plusieurs reprises, l'ETA avait confirmé sa volonté de « consolider la paix ».

Or, depuis plusieurs semaines, la violence réapparaît au Pays basque. Le 6 janvier, une trentaine de manifestants portant cagoule ont attaqué la Guardia Civil d'Algora. Deux jours plus tard, la caserne d'Eibar subissait un nouvel assaut, au cours duquel un policier a été blessé. Le premier depuis la trêve. Dans le même temps, les menaces contre les représentants locaux du Parti populaire, le parti

de M. Aznar, se multipliaient. Enfin, l'Association des patrons basques confirmait à la presse la véracité de rumeurs auxquelles personne ne voulait plus croire : l'ETA avait bel et bien repris sa campagne d'extorsions en réclamant « l'impôt révolutionnaire » à une quarantaine d'entrepreneurs.

**LE RÔLE DE L'ETA**

L'inquiétude sur l'avenir de la paix a donc tourné au malaise politique, auquel personne n'échappe. A commencer par le nouveau gouvernement autonome basque, entièrement « nationaliste ». Le Parti nationaliste basque (PNV, modéré), qui, en théorie, « gouverne » à travers le nouveau président basque, Juan José Ibarretxe, est en train de conclure des accords pour assurer son assise parlementaire avec Henri Batasuna-Euskal Herri-tarrok, la « vitrine politique » de l'ETA.

Or comment tendre la main à une formation qui ne renie pas la violence et a déclaré, l'autre jour, que « les attaques des rues sont une conséquence de l'immobilisme du gouvernement », sans faire figure d'otage politique de l'ETA ? Un commentateur dont socialistes et conservateurs ne se sont pas privés, au point que M. Ibarretxe, embarrassé, a réclamé à ses futurs « associés » de HB-EH de condam-

ner sans équivoque la violence, sans qu'il aucun accord ne serait possible. En réponse, Arnaldo Otegi, porte-parole de HB-EH a souhaité que disparaissent « toutes » les violences (sous-entendu, celle qui fait régner aussi Madrid).

En fait, la grande inconnue est de savoir à quel point l'ETA en laissant la situation se dégrader ? Certains croient à une manœuvre pour forcer la main du gouvernement sur les prisonniers, au moment où une grande partie de l'opinion est en faveur de leur rapprochement du Pays basque, comme l'a montré l'imposante manifestation de dimanche, à Bilbao. D'autres penchent pour une tactique de « déstabilisation » du Parti populaire en vue des cruciales élections municipales. D'autres, enfin, se demandent si l'ETA tient encore bien en main les mouvements de jeunesse qui poursuivent la « lutte » dans les rues ? Après tout, des dissensions face à la violence n'existent-elles pas déjà au sein de HB-EH ? Quel qu'il en soit, le gouvernement n'entend pas se laisser intimider. M. Aznar a même été très clair : « Je garde encore bon espoir pour la paix, a-t-il déclaré, mais aucune violence ne conditionnera mes décisions ».

Marie-Claude Decamps

## De nouveaux massacres dénoncés dans l'ex-Zaïre

**WASHINGTON.** Des tirs nourris ont éclaté, jeudi 14 janvier, autour du bâtiment de la radiotélévision à Bukavu, capitale de la province du Kivu tenue par les rebelles, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a indiqué le bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires. Cette offensive, qui pourrait être le fait de guerriers Mai-Mai, ralliés au gouvernement, intervient alors que de nouveaux massacres sont révélés. Une organisation non gouvernementale congolaise, la Société civile congolaise, a accusé la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), en lutte contre le pouvoir de Kinshasa, de « vouloir tout faire pour causer les preuves » de massacres, notamment celui qui aurait été perpétré dans la zone de Makobola, dans l'est de la RDC. Cette tuerie, révélée à Rome par l'agence catholique Misa sur la foi des témoignages de religieux italiens, aurait été perpétrée le 30 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier, en représailles à une attaque de miliciens Mai-Mai. De nombreux réfugiés congolais en Centrafrique ont fait état également, jeudi, de massacres perpétrés cette fois-ci par l'armée de Kinshasa dans la province de l'Equateur et qui auraient causé la mort d'au moins 300 personnes. - (AFP)

## Fin de pèlerinage tragique en Inde

**NEW DELHI.** Au moins 51 pèlerins hindous ont été tués et plus de 50 autres blessés dans l'effondrement d'une colline du sud de l'Inde, site sacré où se pressaient quelque 1,5 million de fidèles, ont indiqué des témoins, vendredi 15 janvier. La catastrophe s'est produite jeudi soir à Sabarimala, au Kerala (sud-ouest), à environ 300 km au nord de Trivandrum, lorsque des centaines de milliers de pèlerins, tous des hommes pieds nus habillés de noir, se bousculaient pour apercevoir une « fleur céleste » censée apparaître au crépuscule certains jours sacrés.

Selon plusieurs témoins, une partie d'une colline haute de 18 mètres sur laquelle se trouve un temple s'est effondrée, suscitant la panique générale et une bousculade qui entraîna à son tour l'effondrement de la majeure partie du terrain. Le rassemblement de jeudi marquait la fin d'un pèlerinage de deux mois. - (AFP)

**DÉPÊCHES**

**ISRAËL :** le député israélien Uzi Landau a annoncé vendredi 15 janvier qu'il a retiré sa candidature aux élections primaires du Likoud, dans la perspective des élections générales du 17 mai. Cette décision réduit l'enjeu des primaires du 25 janvier à un affrontement entre le premier ministre, Benjamin Netanyahou, et Moshe Arens, ancien ministre de la défense, qui a annoncé lundi sa candidature. Jeudi, le chef de l'opposition travailliste, Ehoud Barak, a été désigné à l'unanimité candidat du parti pour le poste de premier ministre lors des élections du 17 mai en Israël. - (Reuters).

**LIBAN :** l'aviation israélienne a effectué, vendredi 15 janvier, un raid contre des positions présumées du parti intégriste libanais Hezbollah au Liban sud, après un duel d'artillerie qui a opposé l'armée israélienne et sa milice auxiliaire libanaise à la milice islamiste. La chasse israélienne a mené depuis lundi une quinzaine de raids au Liban sud et dans la Békaa, contre des positions supposées du Hezbollah qui revendique la plupart des attaques contre les forces d'occupation israéliennes. - (AFP).

**RUSSIE :** les habitants de Moscou sont exposés à la radioactivité de nombreux déchets disséminés dans la ville et de produits alimentaires contaminés, a rapporté jeudi 14 janvier l'entreprise chargée de la décontamination de la ville qui est intervenue dans 156 bâtiments en 1998, dont 20 établissements scolaires. Plus de 5 tonnes de champignons, de myrtilles et d'autres fruits contaminés ont, par ailleurs, été détectés et saisis dans l'année sur les marchés moscovites, pour la plupart des produits récoltés dans des régions contaminées par la catastrophe de Tchernobyl, précise le quotidien *Moskovski Komsomolets*. - (AFP).

**Le premier ministre russe, Evgueni Primakov, a estimé nécessaire d'augmenter le budget de la défense à 3,8 % du PIB en 1999, rapporte vendredi 15 janvier l'agence Interfax. Dans le premier projet de budget présenté par le gouvernement à la Douma, le budget de la défense représentait 3,1 % du PIB. Les députés examinent actuellement la loi de finances, qu'ils ont déjà votée en première lecture. M. Primakov, en visite dans la ville de Kemerovo, en Sibérie, a déclaré pour justifier sa proposition : « Nous voulons avant tout aller vers les forces armées, nous ne voulons pas tourner le dos à l'armée. » - (AFP).**

**PAKISTAN :** le FMI a débloqué un crédit de 575 millions de dollars, jeudi 14 janvier, décision qui marque la reprise du programme d'assistance au Pakistan, gelé depuis les essais nucléaires menés par Islamabad en mai 1998. Ce crédit devrait améliorer l'état des finances du pays, mises à mal par la diminution des exportations, et ouvrir la voie au rééchelonnement de la dette pakistanaise et à de nouveaux prêts d'autres donateurs. - (Reuters).

**ALLEMAGNE :** Tony Blair s'est vu attribuer le prix Charlemagne 1999, qui distingue une personnalité pour son engagement en faveur de l'intégration européenne, a annoncé, jeudi 14 janvier, à Bonn, le comité d'attribution. Le jury a honoré M. Blair pour avoir « tourné le dos à l'isolement auto-imposé de son pays et lui avoir cherché un rôle plus actif et plus constructif en Europe », et pour sa « contribution personnelle décisive » au processus de paix en Irlande du Nord. - (Reuters).

**IRLANDE DU NORD :** plusieurs personnes ont été arrêtées et des armes à feu saisies à la suite de tirs visant un commissariat, jeudi 14 janvier au soir, à Belfast. Plusieurs coups de feu ont été entendus aux abords du commissariat de Woodbourne, proche du quartier catholique nationaliste d'Andersonstown. Personne n'a été blessé. - (Reuters).

## Londres prône la suppression de toute subvention à l'agriculture

**LONDRES.** Tout en appuyant la volonté de la présidence allemande de l'Union de parvenir, d'ici à la fin mars, à un accord sur le financement de l'Union jusqu'en 2006, Londres, par la voix de son secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Joyce Quin, a réaffirmé, jeudi 14 janvier, son soutien d'une quasi-suppression de la politique agricole commune avec l'abolition totale, à terme, des subventions à l'agriculture.

Dans un discours prononcé à Versailles à l'occasion d'un colloque franco-britannique, la secrétaire d'Etat a défendu la nécessité de ramener les cours d'intervention européens, c'est-à-dire le niveau de prix déclenchant les subventions, au niveau des cours mondiaux du marché. « Nous reconnaissons que nos exploitants auront besoin de compensations. Mais pas à 100 % et pas indéfiniment. Il faut que les aides directes soient dégressives et qu'elles disparaissent avec le temps », a-t-il déclaré M<sup>me</sup> Quin. Elle s'est également prononcée pour la suppression des quotas laitiers, instaurés pour réguler la production laitière et juguler les surplus en évitant une baisse drastique des prix.

**Concours ENM exceptionnel**  
SESSION SEMESTRIELLE du 18 janvier au 10 juin  
■ Taux de réussite exceptionnel en 1998  
■ Réunion d'information à l'ISTH : semaine du 18 janvier  
■ Dates des concours : 16 au 18 juin 1999  
■ Clôture des inscriptions : 19 février  
ENDRECHES ÉCRITS ET ORAUX COURS DU SOIR & SAMEDI  
**ISTH**  
Depuis 1934  
Enseignements Supérieurs Privés  
Tél. : 01 42 24 10 72  
75016 Paris



## Les Etats-Unis veulent supprimer le plafond des ventes de pétrole irakien

Cette proposition équivaut, estiment des diplomates à l'ONU, à une levée de facto de l'embargo pétrolier imposé à Bagdad. Pour d'autres, les Américains veulent priver Saddam Hussein de « l'argument des souffrances du peuple irakien »

Au surlendemain de l'annonce par la France de ses « idées » pour une sortie de crise entre l'Irak et les Nations unies, les Etats-Unis ont proposé, jeudi 14 janvier, au Conseil de sécurité de l'ONU, de lever les limitations

imposées aux ventes de pétrole irakien, en vertu de la formule dite « pétrole contre nourriture ». Les quinze membres du Conseil ont commencé, jeudi, à discuter des propositions françaises et devaient continuer leurs

discussions vendredi. La Russie devait, à son tour, formuler des « propositions complémentaires » de celles faites par Paris. La proposition américaine doit permettre à Bagdad d'augmenter, en théorie, considérablement

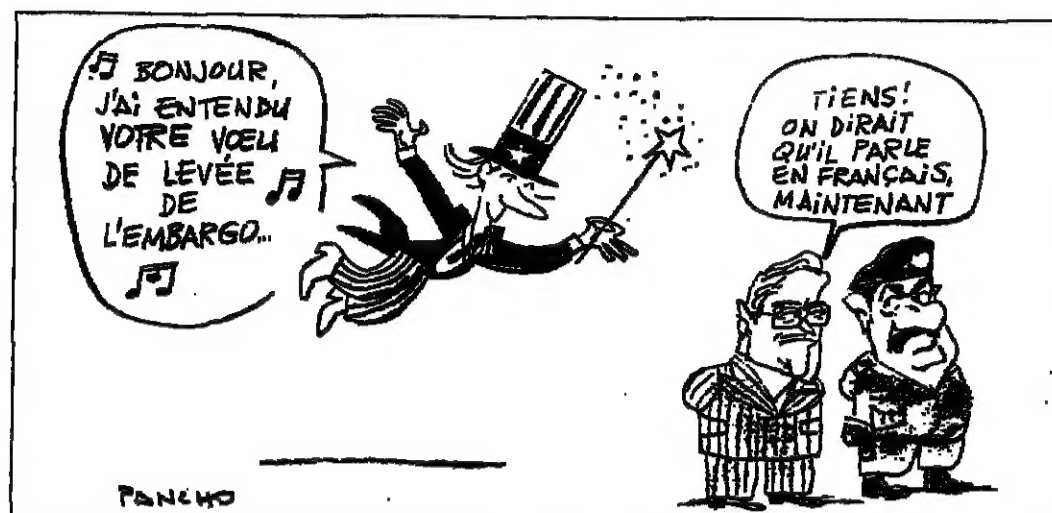
ses revenus, mais ceux-ci continueront à être étroitement contrôlés par les Nations unies. L'Irak est cependant incapable de produire ce qu'il est déjà autorisé à exporter, en raison du délabrement de ses installations.

**NEW YORK**  
de notre correspondante  
L'Irak, disent désormais les Américains, pourra vendre « autant de pétrole que possible ». Lancée simultanément, jeudi 14 janvier, à Washington et à New York, cette proposition est diversement interprétée à l'ONU. « Offensive humanitaire » pour les uns, « début de la fin des sanctions » pour d'autres, elle aurait pu, de l'avis de tous, débloquer la situation, si elle avait été faite avant les bombardements de décembre 1998. Aujourd'hui, c'est peut-être « trop peu, trop tard ».

Peter Buzeligh, le représentant des Etats-Unis à l'ONU, a proposé jeudi, lors d'une réunion à huis clos du Conseil de sécurité, « la suppression » du plafond imposé aux ventes de pétrole irakien par la formule « pétrole contre nourriture ». Parfaitement conscients du fait que Bagdad est dans l'incapacité de produire les quantités de brut qu'il est déjà autorisé à vendre (à hauteur de 10 milliards de dollars par an), en raison du délabrement de ses installations pétrolières, Washington propose aussi l'adoption de « mesures rationnelles » pour faciliter la distribution des produits, en « rendant plus automatique » l'approbation des contrats de vente des vivres et de médicaments.

En clair, cela revient à lever les obstacles que les Américains ont eux-mêmes posés. Il ne s'agit pas, insistent-ils, « de lever l'embargo » – les revenus de l'Irak continueraient d'être contrôlés par l'ONU –, mais de priver le régime de Bagdad de « l'argument des souffrances du peuple irakien ».

« Ce que propose Washington n'a



aucun sens. Ce n'est qu'un écran de fumée », a aussitôt commenté l'ambassadeur irakien, Nizar Hamdoun.

**VERS LA FIN DE L'UNSCOM**  
Certains diplomates à l'ONU ont une interprétation radicalement différente. Pour eux, la proposition américaine équivaut à une « levée de facto de l'embargo », même si Washington, « pour des raisons de politique intérieure, ne peut pas le dire ».

« Si vous décidez d'éliminer le plafond des exportations pétrolières, c'est en pratique quelque chose qui est très proche d'une levée de l'embargo », a commenté l'ambassadeur français, Alain Dejammet, pour qui les propositions françaises et américaines sont « très proches ».

Pour d'autres diplomates, les suggestions américaines vont « dans le bon sens ». Ceux-là notent que les réactions américaines aux « idées » françaises, qui prévoient la levée de l'embargo pétrolier, ont été « extrêmement modérées ». De fait, pour Washington, « certains aspects » des propositions de Paris sont « intéressants ». Mais l'idée qui consiste à dire qu'il faut considérer l'Irak comme étant désarmé, et se concentrer sur les moyens de l'empêcher de se réarmer, leur paraît fautive.

Bagdad « n'est pas désarmé tel que semble le présumer la France », a déclaré M. Buzeligh. Les Etats-Unis, relève un diplomate occidental, « veulent que l'Irak accepte le contrôle à long terme de son armement, sans rien lui donner en échange ». Aux Etats-Unis, explique un diplomate informé, les positions sont diver-

gentes. « Il faut comprendre que désormais, sur l'Irak, nous avons à faire à deux Amériques : une Amérique qui a opté pour une solution militaire et une autre pour qui, en effet, c'est la fin des sanctions ». C'est pour cela, estime-t-il, que les propositions américaines sont « si ambiguës ». De retour de Washington, ce diplomate explique qu'au Pentagone, on entend surtout dire : « Le Ramadan prend fin demain » – ce qui veut dire que les bombardements vont reprendre – alors qu'à quelques mètres de là, on parle d'une nouvelle page. C'est là que les propositions françaises sont jugées comme un bon moyen de sortir de la crise.

Parmi les pays membres du

### La Turquie réclame des missiles Patriot à Washington

Les Etats-Unis discutent avec la Turquie de l'éventualité de lui livrer des missiles anti-aériens et antimissiles Patriot, à la suite des incidents survenus ces jours-ci dans la « zone d'exclusion aérienne » du nord de l'Irak. C'est de la base d'Incirlik, dans le sud de la Turquie, que décollent les avions américains chargés de surveiller la zone. Craignant que l'aviation irakienne ne devienne une menace directe contre Ankara, le ministre turc des affaires étrangères a estimé, jeudi 14 janvier, que des missiles sol-air Patriot représentent la réponse la mieux adaptée. Le Pentagone a promis à la Turquie de prendre une décision rapide.

## Bagdad exige la levée « immédiate » des sanctions

L'IRAK a précisé, jeudi 14 janvier, ses conditions pour une sortie de la crise avec les Nations unies, après avoir pris connaissance des « idées » françaises prévoyant une levée de l'embargo pétrolier dans le cadre d'un nouveau régime de contrôle des armements (Le Monde du 14 janvier). Au terme d'une réunion du président Saddam Hussein avec ses principaux collaborateurs, Bagdad a énuméré, dans un communiqué, une série d'exigences, notamment la levée « immédiate » de l'embargo. Il a également demandé l'annulation des zones d'exclusion aérienne qui lui ont été imposées par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne au nord du 36° parallèle et au sud du 33°. Il a, par ailleurs, réclamé un examen de la question des dédommagements pour « toutes les agressions subies par l'Irak depuis 1991 » [la guerre de libération du Koweït par les alliés].

Les dirigeants irakiens jugent « injuste de supporter les frais des activités de l'ONU », qui doivent être « à la charge de toutes les parties concernées » – formellement, l'Irak doit financer la commission chargée de le désarmer (Unscod) et le programme humanitaire des Nations unies et alimenter le fonds de compensation des victimes de l'invasion du Koweït. Bagdad revendique « le respect strict de la souveraineté et de la sécurité de l'Irak et la

fin des ingérences dans ses affaires intérieures ». Il estime enfin que ce qui s'applique à lui doit « s'appliquer également aux auteurs de l'agression, notamment l'Amérique et la Grande-Bretagne ». « Les mesures prises contre l'Irak doivent être imposées aussi à l'entité sioniste, notamment en ce qui concerne les droits spoliés des Arabes et dans d'autres territoires », affirme le communiqué.

L'Egypte, le sultanat d'Oman, l'Arabie saoudite, la Syrie et le Yémen, ont demandé à la Ligue arabe d'arrêter une stratégie pour aider le peuple irakien

La réunion, consacrée aux « différentes initiatives » pour sortir de la crise, a groupé autour du chef de l'Etat irakien le vice-président Tahar Yassine Ramadan, le vice-premier ministre Tarek Aziz, le général Ali Hassan Al-Majid, membre du Conseil de commandement

de la révolution (la plus haute instance dirigeante), et le chef de la diplomatie Mohamed Sâid El-Sahhaf. Elle est survenue au lendemain d'une rencontre de M. Aziz avec le chef de la section des intérêts français en Irak, Yves Aubin de La Messuzière.

Ainsi, l'Irak n'a pas fermé la porte aux idées françaises, mais il a déjà rejeté une proposition saoudienne de levée des sanctions commerciales, jugée suspecte parce qu'inspirée, selon lui, par la Grande-Bretagne. Cela n'a pas empêché les ministres des affaires étrangères d'Egypte, du sultanat d'Oman, d'Arabie saoudite, de Syrie et du Yémen, réunis jeudi au Caire, de demander à la Ligue arabe d'arrêter une stratégie, destinée à aider le peuple irakien sans que son gouvernement puisse en profiter. Le Yémen souhaite la tenue d'un sommet arabe, mais les six monarchies pétrolières du Golfe ont d'ores et déjà prévenu qu'elles ne participeraient à aucun forum de ce genre si l'Irak y était invité. Sana'a a affirmé qu'il était disposé à jouer les médiateurs.

Sur le terrain, des chasseurs américains ont attaqué des installations de la défense aérienne irakienne dans la zone d'exclusion aérienne au nord du 36° parallèle. C'est le quatrième incident du genre en quatre jours. (AFP Reuters.)

## « Longtemps militant anti-nucléaire », le ministre indien de la défense justifie les essais conduits par son pays

DÉROUANT et paradoxal, ce George Fernandes, ministre indien de la défense, qui était en visite en France, du 11 au 14 janvier, pour « renforcer le partenariat stratégique » entre Paris et New Delhi – à l'heure où l'Inde se félicite du « soutien » implicite de la France à l'égard de sa politique nucléaire.

Dérouant, parce que cet ancien farouche adversaire de « la bombe » défend aujourd'hui le principe des tests conduits par son pays l'an dernier. « J'ai toujours été convaincu que l'Inde ne devrait pas devenir puissance nucléaire », se souvient cet homme égaré à la crierie argentée, militant socialiste de toujours. « Quand elle a fait exploser sa première bombe, en 1974, sous Indira Gandhi, j'étais en prison pour avoir pris la tête d'un mouvement de grève dans les chemins de fer. J'ai écrit un pamphlet pour dénoncer "la bombe indienne" et

l'Inde d'Indira » et j'ai continué à militer contre tout ce qui était nucléaire, aussi bien en Inde qu'à l'étranger. Bien plus tard, après juin-juillet 1996, quand le « club » des cinq puissances nucléaires a décidé d'imposer la signature du traité d'interdiction des essais nucléaires (CTBT) au reste de la planète – à un moment où les pays riches ont voulu prendre en main, de manière hégémonique, la destinée de l'humanité –, j'ai estimé que c'était parfaitement inacceptable ». A partir de ce moment, poursuit George Fernandes, l'Inde « était en droit » de se réserver la possibilité de conduire des tests nucléaires. « J'ai donc dû changer de position, mais cela m'a coûté ».

Paradoxal, aussi, parce que cet homme de gauche, qui a passé cinq ans en prison en raison de ses prises de position militantes – la « dame de fer » indienne, Indira

Gandhi, l'embastilla plusieurs mois pendant l'Etat d'urgence entre 1975 et 1977 –, est aujourd'hui ministre d'une coalition réunissant quatre formations, dominée par le Bharatiya Janata party (BJP, Parti indien du Peuple), qui rassemble... la droite nationaliste hindoue.

**POSITIONS « COMMUNALISTES »**  
M. Fernandes ne voit pas là matière à polémique. Dans le passé, il s'est déjà allié avec le précédent avatar de cette même droite, dans le but avoué de faire pièce au parti du Congrès des Nehru-Gandhi, dont il est un farouche adversaire. L'alliance de son parti, le Samata, avec l'actuelle formation dominante du gouvernement, explique la modération de ses propos quand on lui rappelle les positions « communalistes » du BJP, terme désignant, en Inde, la façon dont

certaines jouent sur les tensions inter-communautaires.

Seul ministre chrétien du gouvernement, M. Fernandes tend à relativiser les attaques menées ces derniers temps contre des églises et missions chrétiennes par des militants d'une organisation extrémiste hindoue liée au BJP : « Il y a eu un certain nombre de regrettables incidents contre les chrétiens », admet-il.

Une certaine d'agressions – destructions d'églises et viols de religieuses –, ont eu lieu depuis un an contre la minorité chrétienne (2,5 % de la population, hindoue à 80 %). Mais Georges Fernandes dément que « ces incidents ont augmenté sous le gouvernement auquel je collabore. En fait, on veut utiliser ces exactions pour nous noircir », affirme-t-il.

Bruno Philip

## Après l'assassinat de deux ministres, la rébellion propose une trêve en Sierra Leone

ABIDJAN

de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

Les chefs militaires de la rébellion sierra-léonaise ont affirmé, jeudi 14 janvier, que leurs troupes observeraient une trêve d'une semaine à compter de lundi 18 heures. Mais le « général » Sam Bockarie, qui commande les guérilleros du Front révolutionnaire uni (RUF), a prévenu que si, pendant cette semaine, le fondateur de son mouvement, le caporal Foday Sankoh, n'est pas libéré, les combats reprendront.

Foday Sankoh avait été condamné à mort en octobre 1998 par un tribunal sierra-léonais. Il est détenu au secret par la force ouest-africaine d'intervention, l'Ecomog, qui défend le régime civil sierra-léonais contre la rébellion, une coalition qui rassemble le RUF et les soldats restés fidèles à la junte au pouvoir de juin 1997 à février 1998. La condamnation de Foday Sankoh a été le déclencheur de l'offensive généralisée qui a conduit la rébellion à prendre, durant une semaine, le contrôle de Freetown, la capitale de ce petit pays d'Afrique occidentale. Selon Amara Essy, ministre ivoirien des affaires étrangères, Foday Sankoh pourrait être prochainement libéré.

Dans la journée de jeudi, les troupes ouest-africaines – essentiellement nigérianes – de l'Ecomog semblaient avoir repris le contrôle de Freetown, où subsisteraient des poches de résistance. Les combats ont été très violents. Deux ministres sierra-léonais et un officier supérieur de l'Ecomog ont été tués dans une embuscade. L'archevêque catholique de Freetown, Joseph Ganda, est aux mains de la rébellion. Résidant à Freetown, le prêtre a été emmené par les forces du RUF dans leur retraite.

Les autorités ont, par ailleurs, exigé le départ des cinq expatriés du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Le ministre sierra-léonais de l'information, Julius Spencer, a déclaré à la BBC que le CICR a achevé par avion des armes au RUF. Ces accusations dissimulent en fait la rancœur que le clan du président Kabbah a accumulée à l'égard d'une organisation qui a joué un rôle important lors de la conclusion de l'accord de paix d'Abidjan, en 1996. Un accord que les deux camps s'étaient immédiatement employés à violer de sa substance.

Afsané Bassir Pour

Thomas Sotnel

**Soldes**

DERNIERS JOURS

**ROCHE BOBOIS**

EMBELLES VOTRE VIE

PLANS 92/94/105/110/119, BOULEVARD DE SÉBASTIEN, 11 47 20 10 50 (BOULEVARD DE SÉBASTIEN) - PARIS 12<sup>e</sup> - 10 à 18, RUE DE LYON 01 53 46 10 20 (BOULEVARD DE SÉBASTIEN) - PARIS 7<sup>e</sup> 193/191/203/213, 80-84-86-88-90-92-94-96-98-100-102-104-106-108-110-112-114-116-118-120-122-124-126-128-130-132-134-136-138-140-142-144-146-148-150-152-154-156-158-160-162-164-166-168-170-172-174-176-178-180-182-184-186-188-190-192-194-196-198-200-202-204-206-208-210-212-214-216-218-220-222-224-226-228-230-232-234-236-238-240-242-244-246-248-250-252-254-256-258-260-262-264-266-268-270-272-274-276-278-280-282-284-286-288-290-292-294-296-298-300-302-304-306-308-310-312-314-316-318-320-322-324-326-328-330-332-334-336-338-340-342-344-346-348-350-352-354-356-358-360-362-364-366-368-370-372-374-376-378-380-382-384-386-388-390-392-394-396-398-400-402-404-406-408-410-412-414-416-418-420-422-424-426-428-430-432-434-436-438-440-442-444-446-448-450-452-454-456-458-460-462-464-466-468-470-472-474-476-478-480-482-484-486-488-490-492-494-496-498-500-502-504-506-508-510-512-514-516-518-520-522-524-526-528-530-532-534-536-538-540-542-544-546-548-550-552-554-556-558-560-562-564-566-568-570-572-574-576-578-580-582-584-586-588-590-592-594-596-598-600-602-604-606-608-610-612-614-616-618-620-622-624-626-628-630-632-634-636-638-640-642-644-646-648-650-652-654-656-658-660-662-664-666-668-670-672-674-676-678-680-682-684-686-688-690-692-694-696-698-700-702-704-706-708-710-712-714-716-718-720-722-724-726-728-730-732-734-736-738-740-742-744-746-748-750-752-754-756-758-760-762-764-766-768-770-772-774-776-778-780-782-784-786-788-790-792-794-796-798-800-802-804-806-808-810-812-814-816-818-820-822-824-826-828-830-832-834-836-838-840-842-844-846-848-850-852-854-856-858-860-862-864-866-868-870-872-874-876-878-880-882-884-886-888-890-892-894-896-898-900-902-904-906-908-910-912-914-916-918-920-922-924-926-928-930-932-934-936-938-940-942-944-946-948-950-952-954-956-958-960-962-964-966-968-970-972-974-976-978-980-982-984-986-988-990-992-994-996-998-1000-1002-1004-1006-1008-1010-1012-1014-1016-1018-1020-1022-1024-1026-1028-1030-1032-1034-1036-1038-1040-1042-1044-1046-1048-1050-1052-1054-1056-1058-1060-1062-1064-1066-1068-1070-1072-1074-1076-1078-1080-1082-1084-1086-1088-1090-1092-1094-1096-1098-1100-1102-1104-1106-1108-1110-1112-1114-1116-1118-1120-1122-1124-1126-1128-1130-1132-1134-1136-1138-1140-1142-1144-1146-1148-1150-1152-1154-1156-1158-1160-1162-1164-1166-1168-1170-1172-1174-1176-1178-1180-1182-1184-1186-1188-1190-1192-1194-1196-1198-1200-1202-1204-1206-1208-1210-1212-1214-1216-1218-1220-1222-1224-1226-1228-1230-1232-1234-1236-1238-1240-1242-1244-1246-1248-1250-1252-1254-1256-1258-1260-1262-1264-1266-1268-1270-1272-1274-1276-1278-1280-1282-1284-1286-1288-1290-1292-1294-1296-1298-1300-1302-1304-1306-1308-1310-1312-1314-1316-1318-1320-1322-1324-1326-1328-1330-1332-1334-1336-1338-1340-1342-1344-1346-1348-1350-1352-1354-1356-1358-1360-1362-1364-1366-1368-1370-1372-1374-1376-1378-1380-1382-1384-1386-1388-1390-1392-1394-1396-1398-1400-1402-1404-1406-1408-1410-1412-1414-1416-1418-1420-1422-1424-1426-1428-1430-1432-1434-1436-1438-1440-1442-1444-1446-1448-1450-1452-1454-1456-1458-1460-1462-1464-1466-1468-1470-1472-1474-1476-1478-1480-1482-1484-1486-1488-1490-1492-1494-1496-1498-1500-1502-1504-1506-1508-1510-1512-1514-1516-1518-1520-1522-1524-1526-1528-1530-1532-1534-1536-1538-1540-1542-1544-1546-1548-1550-1552-1554-1556-1558-1560-1562-1564-1566-1568-1570-1572-1574-1576-1578-1580-1582-1584-1586-1588-1590-1592-1594-1596-1598-1600-1602-1604-1606-1608-1610-1612-1614-1616-1618-1620-1622-1624-1626-1628-1630-1632-1634-1636-1638-1640-1642-1644-1646-1648-1650-1652-1654-1656-1658-1660-1662-1664-1666-1668-1670-1672-1674-1676-1678-1680-1682-1684-1686-1688-1690-1692-1694-1696-1698-1700-1702-1704-1706-1708-1710-1712-1714-1716-1718-1720-1722-1724-1726-1728-1730-1732-1734-1736-1738-1740-1742-1744-1746-1748-1750-1752-1754-1756-1758-1760-1762-1764-1766-1768-1770-1772-1774-1776-1778-1780-1782-1784-1786-1788-1790-1792-1794-1796-1798-1800-1802-1804-1806-1808-1810-1812-1814-1816-1818-1820-1822-1824-1826-1828-1830-1832-1834-1836-1838-1840-1842-1844-1846-1848-1850-1852-1854-1856-1858-1860-1862-1864-1866-1868-1870-1872-1874-1876-1878-1880-1882-1884-1886-1888-1890-1892-1894-1896-1898-1900-1902-1904-1906-1908-1910-1912-1914-1916-1918-1920-1922-1924-1926-1928-1930-1932-1934-1936-1938-1940-1942-1944-1946-1948-1950-1952-1954-1956-1958-1960-1962-1964-1966-1968-1970-1972-1974-1976-1978-1980-1982-1984-1986-1988-1990-1992-1994-1996-1998-2000-2002-2004-2006-2008-2010-2012-2014-2016-2018-2020-2022-2024-2026-2028-2030-2032-2034-2036-2038-2040-2042-2044-2046-2048-2050-2052-2054-2056-2058-2060-2062-2064-2066-2068-2070-2072-2074-2076-2078-2080-2082-2084-2086-2088-2090-2092-2094-2096-2098-2100-2102-2104-2106-2108-2110-2112-2114-2116-2118-2120-2122-2124-2126-2128-2130-2132-2134-2136-2138-2140-2142-2144-2146-2148-2150-2152-2154-2156-2158-2160-2162-2164-2166-2168-2170-2172-2174-2176-2178-2180-2182-2184-2186-2188-2190-2192-2194-2196-2198-2200-2202-2204-2206-2208-2210-2212-2214-2216-2218-2220-2222-2224-2226-2228-2230-2232-2234-2236-2238-2240-2242-2244-2246-2248-2250-2252-2254-2256-2258-2260-2262-2264-2266-2268-2270-2272-2274-2276-2278-2280-2282-2284-2286-2288-2290-2292-2294-2296-2298-2300-2302-2304-2306-2308-2310-2312-2314-2316-2318-2320-2322-2324-2326-2328-2330-2332-2334-2336-2338-2340-2342-2344-2346-2348-2350-2352-2354-2356-2358-2360-2362-2364-2366-2368-2370-2372-2374-2376-2378-2380-2382-2384-2386-2388-2390-2392-2394-2396-2398-2400-2402-2404-2406-2408-2410-2412-2414-2416-2418-2420-2422-2424-2426-2428-2430-2432-2434-2436-2438-2440-2442-2444-2446-2448-2450-2452-2454-2456-2458-2460-2462-2464-2466-2468-2470-2472-2474-2476-2478-2480-2482-2484-2486-2488-2490-2492-2494-2496-2498-2500-2502-2504-2506-2508-2510-2512-2514-2516-2518-2520-2522-2524-2526-2528-2530-2532-2534-2536-2538-2540-2542-2544-2546-2548-2550-2552-2554-2556-2558-2560-2562-2564-2566-2568-2570-2572-2574-2576-2578-2580-2582-2584-2586-2588-2590-2592-2594-2596-2598-2600-2602-2604-2606-2608-2610-2612-2614-2616-2618-2620-2622-2624-2626-2628-2630-2632-2634-2636-2638-2640-2642-2644-2646-2648-2650-2652-2654-2656-2658-2660-2662-2664-2666-2668-2670-2672-2674-2676-2678-2680-2682-2684-2686-2688-2690-2692-2694-2696-2698-2700-2702-2704-2706-2708-2710-2712-2714-2716-2718-2720-2722-2724-2726-2728-2730-2732-2734-2736-2738-2740-2742-2744-2746-2748-2750-2752-2754-2756-2758-2760-2762-2764-2766-2768-2770-2772-2774-2776-2778-2780-2782-2784-2786-2788-2790-2792-2794-2796-2798-2800-2802-2804-2806-2808-2810-2812-2814-2816-2818-2820-2822-2824-2826-2828-2830-2832-2834-2836-2838-2840-2842-2844-2846-2848-2850-2852-2854-2856-2858-2860-2862-2864-2866-2868-2870



**OPPOSITION** Jacques Chirac est intervenu dans le conflit entre les dirigeants de l'opposition afin de tenter de convaincre les uns et les autres de faire en sorte que l'épi-

sode de la présidence du conseil régional Rhône-Alpes n'entraîne pas la présentation de listes distinctes aux élections européennes. A l'UDF, certains plaident pour une liste au-

tonome ou, à défaut, pour une liste commune sans Philippe Séguin. **LES LIBÉRAUX**, partisans d'Alain Madelin, continuent à Paris et en Ile-de-France, l'offensive engagée

par leur chef de file pour la mairie de la capitale, en 2001. **PRÉSIDENT DU SÉNAT**, Christian Poncelet (RPR), plaide, dans un entretien accordé au Monde, pour un accord avec l'UDF

aux européennes, derrière M. Séguin. Il confirme son hostilité à l'interdiction du cumul des mandats, proposée par le gouvernement, et ses réserves sur la parité.

## Philippe Séguin tente de se rétablir en chef de file de la droite

Avec l'aide de Jacques Chirac, le président du RPR espère surmonter la crise provoquée par l'élection du président du conseil régional Rhône-Alpes. L'UDF lui demeure cependant hostile et songe toujours à présenter sa propre liste aux élections européennes

« L'UNION, l'union, l'union... » En répétant trois fois le mot, à la manière du général de Gaulle se moquant de l'obsession européenne des centristes, Philippe Séguin a choisi, jeudi 14 janvier sur TF1, d'enterrer d'une boutade la querelle née de l'élection du président du conseil régional Rhône-Alpes. Après cet « accident regrettable », le président du RPR s'est plu à espérer que, « peut-être, d'un mal va sortir un bien ». « Maintenant nous partons vers l'avenir, vers les européennes », a assuré M. Séguin.

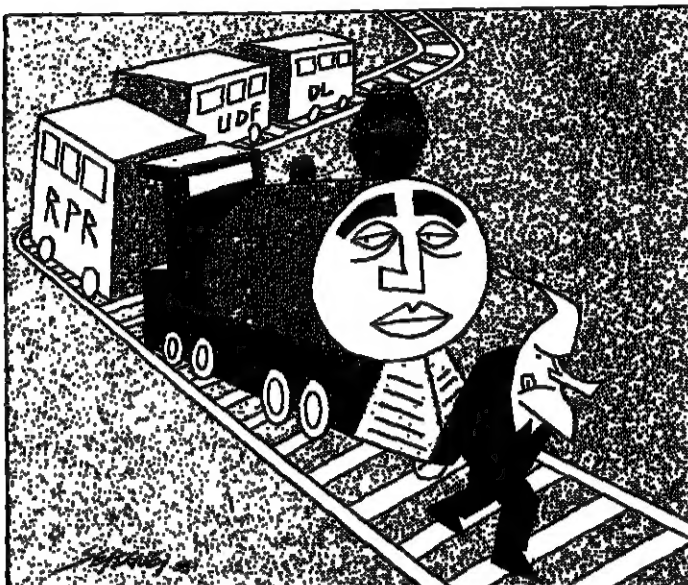
Quel changement de ton par rapport à la canonnade qui avait visé, les jours précédents, l'UDF et, plus particulièrement, son président, François Bayrou ! Dans un entretien publié, jeudi, par *Paris-Match* mais accordé, il est vrai, trois jours auparavant, M. Séguin soupçonnait encore l'UDF de préparer un rapprochement, sur le plan national, avec la gauche. C'est qu'entre-temps, même s'il n'est pas le chef de l'opposition, comme l'a assuré M. Séguin, Jacques Chirac a donné des consignes d'apaisement.

Dès mardi matin, le président de la République avait reçu Nicolas Sarkozy. Jean-Louis Debré et Josse-

lin de Rohan pour les inviter à ne pas gonfler démesurément « une péripétie locale ». Mercredi, M. Chirac s'entretenait avec un groupe de sénateurs, parmi lesquels l'un des principaux artisans de l'élection d'Anne-Marie Comparini en Rhône-Alpes, Michel Mercier, sénateur (UDF-FD) et président du conseil général du Rhône, pour leur demander de tout faire pour préserver les chances de constituer une liste unique de l'opposition aux élections européennes. Jeudi, enfin, M. Chirac a longuement reçu M. Bayrou.

### PLATE-FORME COMMUNE

Au même moment, le bureau politique du RPR avalisait ce changement d'attitude. Après avoir réaffirmé son soutien à M. Séguin, le bureau a considéré que ce qui s'est passé en Rhône-Alpes n'est qu'un « accident » qui ne doit pas remettre en cause l'« essai », à savoir l'union aux élections européennes. « C'est une liste commune que l'opposition doit défendre et incarner la politique européenne mise en œuvre par le président de la République », indique le RPR. A cette fin, le mouvement gaulliste propose à ses partenaires de l'UDF et de Démocratie libérale la constitution, « dans les plus brefs



délais », d'un groupe de travail chargé de rédiger une plate-forme commune pour le scrutin européen.

Aussitôt dit, aussitôt fait. DL a répondu favorablement à la proposition du RPR, tandis que l'UDF s'est félicitée de ce changement de ton. De son côté, Edouard Balladur, qui avait réuni, mercredi, une vingtaine de députés appartenant

aux trois composantes de l'opposition pour les convaincre de sortir de la querelle européenne par un débat de fond, décidait de publier un préprogramme, sur lequel il travaille depuis plusieurs semaines (lire ci-contre).

Pour autant, le feuilleton n'est pas terminé. L'UDF, qui a prévu de réunir une convention sur l'Europe, le 7 février à Bordeaux, n'en-

tend pas se laisser dicter un calendrier. Il n'est même pas sûr qu'elle arrête, à cette occasion, son choix entre une liste unique et une liste autonome.

Nombre de ses dirigeants estiment que, après l'épisode de Rhône-Alpes, la constitution d'une liste d'union conduite par M. Séguin est devenue beaucoup plus difficile à réaliser. Aux préventions déjà anciennes qui portent sur le combat mené par M. Séguin, en 1992, contre le traité de Maastricht s'ajoute désormais la blessure qu'ont pu causer les « coups de gueule » et les « coups de sifflet » de ces derniers jours.

### UNIE MAIS PAS UNIFORME

Le président du Parti radical, Thierry Cornillet, qui est aussi vice-président du conseil régional Rhône-Alpes, se défend de vouloir faire de la deuxième région française le « laboratoire » d'un changement de stratégie. Il milite, néanmoins, pour une diversité de listes à droite, à la façon de la gauche « plurielle ».

« L'opposition a le devoir de se présenter unie pour l'alternance politique. Unie mais pas nécessairement uniforme. Nous constatons que le RPR pratique déjà en son sein le débat d'idées lancé par Charles Pasqua. Pourquoi l'interdire aux autres partenaires ? », s'interroge M. Cornillet. A la faveur de la crise des derniers jours, cette idée de droite « plurielle » fait son chemin : il faut « sortir du terrorisme de l'union », indique ainsi Renaud Donnedieu de Vabres, député (UDF) d'Indre-et-Loire, proche de François Léotard.

Dans un entretien publié vendredi par *La Croix*, Raymond Barre affirme, pour sa part, qu'il est partisan d'une liste d'union et qu'il ne partage pas « les objections faites à ce que M. Séguin dirige cette liste », mais il demande qu'à tout le moins « les partenaires de l'Alliance [cessent] de boycotter la solution républicaine qui est mise en œuvre au conseil régional de Rhône-Alpes ». « Il n'est pas de bonne méthode de ruser une personne », estime, de son côté, Jacques Barrot, qui fait partie du petit groupe d'anciens ministres que M. Chirac reçoit régulièrement.

En revanche, Pierre Méhaignerie assure que « si, sur l'arc-en-ciel politique de l'opposition, nous avons Pasqua, Villiers et Séguin, nous laissons une grande partie de nos électeurs et de nos militants dans l'interrogation ». Le député d'Ille-et-Vilaine avance même les noms de M. Balladur ou de Valéry Giscard d'Estaing, ou encore ceux de Michel Barnier et d'Alain Lamassoure, qui « représenteraient une nouvelle génération ».

### Edouard Balladur et l'Europe de 2005

Edouard Balladur publie, dans *Le Figaro* du vendredi 15 janvier, une tribune intitulée « Un accord sur le projet européen reste possible », qui se veut une contribution à la plate-forme commune que le RPR appelle de ses vœux. L'ancien premier ministre avance huit propositions pour l'« Europe de 2005 », parmi lesquelles la création d'« une autorité gouvernementale, le Conseil de l'Europe » pour faire contrepoids à la Banque centrale européenne. Il préconise également l'élection d'un président pour deux ans de l'Union européenne par les membres du Conseil européen, la mise en place d'un scrutin régional pour les élections européennes avec une prime pour la liste arrivée en tête.

En matière d'élargissement, M. Balladur se prononce pour une échéance rapprochée, le 1<sup>er</sup> janvier 2002, ce qui laisserait le temps nécessaire aux quinze pour réformer les institutions européennes.

Le président de la République et celui du RPR se trouvent ainsi confrontés à une nouvelle ligne d'attaque, que certains appellent déjà, par référence à la dernière campagne présidentielle, la « TSS » - « Tout sauf Séguin » - et qui consisterait à sacrifier le président de l'Alliance sur l'autel de l'union.

Jean-Baptiste de Montvalon et Jean-Louis Saux

## Poussée de fièvre de Démocratie libérale à Paris et en Ile-de-France

**MARGINALISER** l'UDF, tout en poussant l'avantage par rapport au RPR : Alain Madelin et ses amis de Démocratie libérale ont mis à l'épreuve, jeudi 14 janvier, à Paris et en Ile-de-France, une stratégie née de la récente expérience rhodanienne, fondée sur l'idée, exprimée par le député parisien Laurent Dominati, secrétaire général de DL, que « l'affaire de la région Rhône-Alpes porte un mauvais coup à toute l'opposition, mais les libéraux sont ceux qui s'en sortent le mieux ».

Aors que le RPR réunissait son bureau politique, dans la matinée, les quatorze élus DL du conseil régional d'Ile-de-France ont mis à profit une séance consacrée aux orientations budgétaires pour improviser une « réunion de famille », consacrée à la constitution d'un groupe autonome, clairement démarqué de l'UDF. Plusieurs tentatives dans ce sens, suscitées par M. Madelin lui-même, avaient échoué en 1998. Cette fois-ci, le président de DL n'a pas donné de directives formelles, laissant l'initiative à ses relais locaux.

Menés par Christian Cambon, vice-président de l'actuel groupe UDF-DL-apparenté, et Philippe Dominati, partisan de l'autonomie, les libéraux ont, à la quasi-unanimité, exprimé leur souhait de rompre les amarres avec les « centristes », soupçonnés désormais de rechercher le « consensus » avec la gauche. La démarche rencontre cependant une difficulté : les centristes sont numériquement plus nombreux en Ile-de-France, et comptent dans leurs rangs le président du groupe, Bernard Lehideux, qui avait choisi de siéger au Parlement européen à Strasbourg ce jour-là. Si le principe de l'indépendance a été retenu, son officialisation attendra le 21 janvier et la bénédiction publique de M. Madelin.

### LE MAIRE LIBÉRAL, C'EST MOI

Ce délai sera mis à profit pour tenter d'agréger au groupe quelques-uns des cinq élus non inscrits de droite. Les libéraux, dont l'objectif est d'avoir plus d'élus que les centristes, espèrent même attirer un ou deux élus

UDF, déconcertés par l'élection d'Anne-Marie Comparini grâce aux voix de gauche à la présidence de Rhône-Alpes. Le soir même, ils ont lancé une autre offensive, en direction du RPR cette fois-ci, à l'Hôtel de Ville. Après avoir souhaité que le « prochain maire de Paris soit un maire libéral », Jacques Dominati, premier adjoint de Jean Tiberi, a demandé au RPR, qui gère la ville « depuis près d'un quart de siècle », de se déclarer rapidement.

« Nous n'allons pas attendre six mois avant les élections que son bureau politique nous sorte un candidat de son chapeau », a-t-il prévenu. La veille, Nicolas Sarkozy, secrétaire général du parti gaulliste, lors d'un dîner-débat dans le 16<sup>e</sup> arrondissement, avait répondu par anticipation en déclarant que le RPR ne laissera jamais un de ses « partenaires » de l'Alliance lui prendre la capitale. M. Tiberi complète la réponse en déclarant que « le maire libéral qui baisse les impôts, c'est moi ».

Pascal Sauvage

### Christian Poncelet, président du Sénat

## « Nous allons trouver, avec l'UDF, un accord pour une Europe confédérale »

« Le Congrès se réunit, lundi 18 janvier, pour réviser la Constitution et permettre la ratification du traité d'Amsterdam. Le débat dans les deux Assemblées a été rapide et largement consensuel. Est-ce la fin des guerres de religion sur l'Europe ? »

Dès mon élection à la présidence du Sénat, j'ai souhaité que la révision constitutionnelle soit adoptée rapidement, afin que la ratification du traité d'Amsterdam ne se « téléscopent » pas avec la campagne pour les élections européennes. C'est chose faite, et nous avons ainsi franchi une étape importante. L'ajout d'un amendement de sénateurs RPR visant à renforcer le contrôle des parlementaires français sur les actes communautaires n'a pas été retenu. Il est pour le moins paradoxal que l'on puisse, aujourd'hui, adopter une résolution sur un projet d'acte relatif à la grosseur des asperges et qu'on ne puisse pas discuter, au fond, de l'Agenda 2000 sur le financement des institutions européennes.

Pour le traité d'Amsterdam, êtes-vous favorable à l'introduction d'un article liant la ratification à la réforme des institutions de l'Union avant tout élargissement ?

Je suis favorable à une recommandation assez forte en ce sens, mais il ne faut pas créer une

source de conflit ni imposer à l'exécutif une sorte d'injonction qui entraverait sa capacité de négociation.

L'Alliance vous paraît-elle en mesure de présenter une liste unique aux élections européennes ?

Nous allons y arriver. Je ne crois pas que les divergences soient telles qu'on ne puisse pas aller ensemble aux élections européennes, à condition que personne ne prétende imposer sa voix. Je suis convaincu que nous allons trouver, avec l'UDF, un accord pour une Europe confédérale. Aujourd'hui, les esprits ne sont pas mûrs pour envisager une construction fédérale de l'Europe, comme ils ne l'étaient pas, hier, pour la monnaie unique. Mais il est évident que les institutions actuelles de l'Europe, du fait même de la mise en place de l'euro et de l'harmonisation économique, fiscale et sociale qu'elle suppose, vont très rapidement apparaître inadéquates. Pour faire avancer le processus européen enclenché il y a une quarantaine d'années, il convient donc, dans une nouvelle étape, d'envisager une structure européenne confédérale, plus respectueuse des différences et des traditions qu'une fédération. Il ne servirait à rien de vouloir sauter les étapes, si cela risque de créer des tensions et d'amplifier les craintes des uns ou des autres.

Vous êtes très loin de la conception gaulliste traditionnelle de l'Europe des nations...

Non. La confédération est acceptable pour le RPR. Et il ne faudrait pas faire dériver la construction européenne pour des raisons idéologiques ou doctrinales.

Charles Pasqua mène donc, à vos yeux, un combat d'arrière-garde ?

Ses idées sont respectables. Pour l'instant, il envisage de présenter une liste. Ce n'est pas souhaitable, je le lui ai dit. Nous verrons s'il va jusqu'au bout. Dans ce cas, il se placerait en marge du RPR.

En cas de liste unique, la question se pose de son chef de file. Or Philippe Séguin suscite de nombreuses réserves...

Je suis surpris que certains en fassent un point de fixation et brandissent les choix passés comme un péché originel et indébile. Philippe Séguin a été contre le traité de Maastricht, le peuple s'est prononcé en 1992, et M. Séguin respecte ce choix, en républicain. C'est un mauvais procès qui lui est fait.

Il n'y a donc aucune raison que les centristes présentent une liste autonome ?

Je ne pense pas. Il est normal qu'on fasse un peu monter les enchères quand on commence une négociation. Je suis convaincu que le bon sens va l'emporter.

Ce n'est pourtant pas le « bon sens » qui a prévalu en Rhône-Alpes...

L'affaire de Rhône-Alpes vient de se créer. L'affaire de Rhône-Alpes relève de ce qu'on pourrait appeler une maladie d'enfance. C'est une péripétie, même si nous avons donné, à Lyon, un spectacle détestable pour la démocratie.

L'affaire de Rhône-Alpes a pu être interprétée comme une façon pour l'UDF de laver le camouflet qu'elle avait subi lors de votre élection à la présidence du Sénat, au détriment d'un des siens, René Monory...

Lorsque je me suis présenté, je n'ai pas demandé l'investiture du RPR, auquel j'appartiens, et je n'ai pas eu le pouvoir de deviner la couleur ou l'origine des votes qui se sont portés sur mon nom. Ma candidature puis mon élection, disaient, provoqueraient une tornade et des déchirures. Rien de cela ne s'est produit. Il faut savoir surmonter le ressentiment momentané pour aller à l'essentiel.

Le premier ministre adopte, aujourd'hui, un discours qui fait la part belle à la nation. Ne craignez-vous pas qu'il ne vienne chasser sur les terres de la droite ?

Cela prouve que de Gaulle avait raison : tout le monde a été, est ou sera gaulliste. En découvrant que la nation existe, M. Jospin devient gaulliste !

Parmi les archaïsmes qu'il

s'est dit décidé à combattre, M. Jospin a cité le cumul des mandats. Êtes-vous toujours aussi hostile au projet de loi en discussion ?

Nous ne sommes pas opposés à une limitation du cumul, mais il faut se garder d'une démarche excessive et éviter que le législateur ne délibère en chambre, coupé des réalités. Il faut donc un « et un seul » mandat national, mais aussi, afin de garder un lien avec le terrain, un mandat exécutif local, et un seul. Je dois dire que de nombreux députés, toutes tendances confondues, ne se gênent pas pour nous faire connaître leur accord avec cette position et nous dire de tenir bon. D'ailleurs, regardons la réalité : M. Jospin a demandé à ses ministres de démissionner de leurs fonctions exécutives locales. Mais, à une exception notable, celle de M<sup>me</sup> Trautmann, la plupart ont conservé la réalité de leurs pouvoirs. Ils ont, certes, démissionné de leurs mandats de président de conseil général ou de maire lorsqu'ils en avaient un, mais se sont fait élire vice-président ou premier adjoint. Tout cela relève parfois d'une certaine hypocrisie.

Mais il faut regarder au-delà. Avant de limiter strictement le cumul des mandats, il faut parachever la décentralisation et créer un véritable statut de l'élu. Ensuite, nous verrons si nous pouvons aller plus loin. Rien n'est figé pour l'éternité.

Cela veut donc dire qu'il n'y a pas de compromis possible ?

Après tout, le premier ministre peut reprendre notre projet ! Ainsi nous franchirions une étape. Dans le contexte actuel, en tout cas, le gouvernement a adopté une attitude jusqu'au-boutiste, et ce projet n'est pas acceptable.

Le projet de loi sur la parité hommes-femmes vient en débat au Sénat le 26 janvier. Le Sénat, longtemps réfractaire au droit de vote pour les femmes, est-il favorable à ce texte ?

Les femmes qui accèdent aux hautes responsabilités ont souvent montré des qualités de courage, de décision, supérieures aux hommes. En France, les partis ont longtemps freiné les choses et, effectivement, seule la loi permettrait d'accélérer l'accès des femmes aux responsabilités publiques. Peut-être le projet voté à l'Assemblée nationale est-il un peu trop contraignant par rapport au projet initial. Le Sénat, dans sa sagesse, pourrait revenir au texte du gouvernement. Après tout, nous avons le temps. Il ne faudrait pas, non plus, prendre prétexte de cette loi pour introduire le scrutin proportionnel. Mais je pense que cette loi passera sans difficulté.

Propos recueillis par Raphaëlle Bacqué et Gérard Courtois

Le gouver  
à réfo

SPÉCI

M. Jean V

M. Jacques

M. Pierre

M. Jean Bap

M. Jack L

de la Coll

des Att

M. Jean B

M. Jean B

M. Michel

M. Jean

M. Pierre

Découv

Samedi



## Le gouvernement pourrait renoncer à réformer la taxe d'habitation

Le nouveau dispositif fiscal ne sera pas soumis en février au Parlement

Déjà retardée à plusieurs reprises, la réforme de la taxe d'habitation, souhaitée par la gauche depuis dix ans, devait figurer dans le projet de loi

sur l'intercommunalité, qui doit être examiné en février par le Parlement. Finalement, ce ne sera pas le cas. Dans les milieux gouvernementaux,

on s'interroge même sur le principe d'une telle réforme, qui devait s'appliquer à l'automne 2000, à quelques mois des élections municipales.

LA RÉFORME fiscale à laquelle Lionel Jospin tenait le plus, voici encore un an, celle de la taxe d'habitation, sera-t-elle purement et simplement abandonnée ? Pas encore tranchée, la question doit néanmoins être prise au sérieux. Des indications concordantes, recueillies de sources gouvernementales, laissent en effet penser que ce projet, pour lequel les socialistes militent depuis dix ans, est en très mauvaise passe.

Certes, la version publique de l'histoire n'est pas celle-là. On admet tout juste, en haut lieu, qu'une succession de hasards a contribué à différer l'élaboration du projet de loi. Dans un premier temps, le premier ministre avait suggéré que, de toutes les réformes fiscales, celle de la taxe d'habitation lui semblait la plus urgente. « Les ménages les moins favorisés ne paient pas l'impôt sur le revenu. Si on veut les aider, c'est sur la fiscalité locale qu'il faut agir et, sans doute, sur la taxe d'habitation », déclarait-il ainsi, le 21 avril 1998, dans un entretien au Monde.

A la même époque, Dominique Strauss-Kahn ne cachait pas que, selon lui, l'urgence devait plutôt aller à une réforme de la taxe professionnelle. Il avait fait plusieurs déclarations publiques plaçant en ce sens, qui avaient passablement agacé Matignon. De longue date,

les socialistes considéraient, en effet, que la taxe d'habitation, qui ne tient aucun compte des revenus des contribuables, est un prélèvement particulièrement injuste. Ils réclamaient une modification de son assiette, afin que le système tienne compte des facultés contributives des redevables.

Pourtant, au début de l'été 1998, le ministre de l'Économie et des Finances est parvenu à convaincre M. Jospin que la réforme de la taxe professionnelle devait passer avant celle de la taxe d'habitation. La loi de finances pour 1999 a donc mis en œuvre la première et fait l'« impasse » sur la seconde. Cependant, il n'était, alors, nullement question d'abandonner ce projet : ce n'était que partie remise.

Le feuilleton s'est cependant poursuivi. Dans un deuxième temps, le gouvernement a annoncé que la réforme figurerait dans le traditionnel « collectif » budgétaire de fin d'année, mais qu'elle serait moins ambitieuse que prévu : elle ne viserait pas à prendre en compte les revenus des contribuables et se bornerait à réactualiser l'assiette de l'impôt, c'est-à-dire les « valeurs locatives cadastrales » — qui servent aussi, partiellement, de base à l'impôt foncier et à la taxe professionnelle. Mais, à l'approche de ce « collec-

tif », nouveau rebondissement : le gouvernement a, cette fois, fait savoir qu'il ne serait pas raisonnable d'accrocher les trente ou quarante articles de cette réforme à un projet de loi de finances rectificative déjà très chargé. Berry a alors indiqué que l'on rechercherait un nouveau support législatif pour parvenir au même but, un support qui pourrait être, en février 1999, le projet de loi de Jean-Pierre Chevènement sur l'intercommunalité (Le Monde du 5 novembre 1998). Officiellement, l'histoire s'arrête là : la réforme est sur le point d'aboutir.

### UN ÉLECTORAT SENSIBLE

Pourtant, ce ne sera pas le cas. D'autres rebondissements sont à attendre. D'abord, les simulations que Berry a commencé à faire pour mesurer les effets fiscaux de la réactualisation des valeurs locatives ne sont pas achevées. Contrairement à ce qui avait été suggéré, la réforme ne figurerait donc pas dans le projet de loi sur l'intercommunalité, lui-même assez fourmi.

Quand, alors, sera-t-elle mise en chantier, puis en œuvre ? Malgré ces retards successifs, le ministère des Finances a toujours répondu que tout serait fait pour que la réforme voie le jour pour l'impôt local d'ici à l'automne 2000. Mais il n'a

pas échappé au gouvernement que les prochaines élections municipales auront lieu quelques mois plus tard, au printemps 2001. Est-il opportun d'engager des transferts fiscaux qui, même s'ils sont « liés » sur plusieurs années, conduiront à des baisses, mais aussi à des hausses d'impôt, risquant d'être diversement appréciées par les électeurs-contribuables ?

En haut lieu, on admet qu'on se pose la question, et cela a évidemment valeur d'aveu. C'est exactement de cette façon que la réforme précédente de la taxe d'habitation avait été enterrée. En 1989, la majorité de gauche, emmenée par... Dominique Strauss-Kahn et par François Hollande, avait longtemps bataillé contre Pierre Bérégovoy et Michel Charasse pour que ce prélèvement local soit, en partie, assis sur les revenus des contribuables, grâce à la création d'un nouvel impôt, dénommé taxe départementale sur les revenus (TDR). Le gouvernement de l'époque s'y était fermement opposé, s'engageant seulement à engager une révision des valeurs locatives.

Cette révision promise été repoussée d'année en année, avant d'être abandonnée pour cause d'élections, les législatives de 1993.

Laurent Mauduit

## Laurent Fabius, François Mitterrand et la « bivalence »

LA FAMILLE est là, au grand complet. Danielle Mitterrand, bien sûr, et Gilbert Mitterrand, mais aussi Pierre Bergé, Louis Mermaz, Louis Mexandeau. A la tribune, Roland Dumas pose à l'exécuteur testamentaire, heureux d'avoir, réuni, pour un hommage, au grand homme disparu, jeudi 14 janvier, dans une salle de l'Assemblée nationale, toute la parenté. Il y a, entre beaucoup d'autres, Pierre Mauroy et plusieurs de ses anciens ministres : Anicet Le Pors, le communiste ; Claude Cheysson, le ministre des « relations extérieures » ; Yvette Roudy, préposée aux droits des femmes.

Le président de l'Institut François-Mitterrand, qui, depuis que ses embarras judiciaires l'ont rattrapé au Conseil constitutionnel, adore les cérémonies publiques, a organisé, avec la Fondation nationale des sciences politiques, un colloque intitulé : « Changer la vie, les années Mitterrand, 1981-1994 ». Il coprésidera cette matinée d'ouverture avec René Remond. Pendant trois jours, les historiens, pour qui ont été ouvertes les archives de l'ancien président de la République, confronteront leurs travaux aux souvenirs des acteurs, au

long de séances animées notamment par Hubert Védrine, Jacques Delors, Jean-Louis Bianco et Jack Lang.

Laurent Fabius, dans son discours inaugural, après un sobre salut à la « Fondation François-Mitterrand » et à « ceux qui l'ont animé », a donné le « la ». Il est de ces fils qui savent discerner les erreurs d'un père admiré. « François Mitterrand, j'en témoigne, possédait un certain nombre de défauts et, même, quelques qualités », sourit-il. Au milieu de phrases décrivant avec cœur le parcours de celui qui, pendant quatorze ans, allait loger la gauche à l'Élysée, il glisse « les cris indistincts d'une "jeunesse française" au milieu d'amis qui ne sont pas toujours ceux de la raison ».

### OMBRES ET LUMIÈRES

La litanie des réussites, au pouvoir, est longue, mais M. Fabius ajoute : « Il aurait fallu mieux deviner les déchirements anciens que raviverait telle décision, loi imprudente ici, propos excessif là. (...) Il aurait fallu, à un certain moment, mieux distinguer le changement et le tournis. Il aurait fallu, en permanence, mieux expliquer, mieux hiérarchiser, mieux associer.

(...) Il aurait fallu mieux comprendre que la réforme obéit à son propre rythme, percevoir les limites du volontarisme pour ne pas céder à la fatalité des enchaînements. » Le jugement ne peut donc être « simple », il « doit être bivalent, donc typique de Mitterrand », car « le recul nous montre sans doute encore pour voir toutes les lumières et les ombres ».

Pas de fête de famille sans un lointain cousin racontant une vieille histoire qui laisse tout le monde pantois. Jeudi, le rôle fut tenu par Vadim Zagladine, observateur des affaires françaises pour le comité central du PC soviétique, dans les années 70 et 80, avant de conseiller Mikhaïl Gorbatchev. A la fin de juillet 1984, l'ayant invité à Latche, François Mitterrand lui aurait dit : « Je suis malade. Je vous le dis parce que vous êtes un ami, mais n'en parlez à personne ! Je vois m'y efforcer, mais je ne suis pas sûr de pouvoir tenir jusqu'à la fin de mon mandat. » « Je peux le dire à Gorbatchev ? » lui aurait demandé M. Zagladine. « Oui, mais à lui seul », aurait répondu son hôte. La « famille » a peine à le croire.

Thierry Bréhier

## Daniel Cohn-Bendit choisit Villepinte pour répondre à Jean-Pierre Chevènement

« Allez voir ce qui se passe en Europe ! »

### « AU THÉÂTRE CE SOIR » :

trois décors pour le premier meeting de Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts pour les élections européennes, jeudi 14 janvier, soit un logement social pour travailleurs handicapés, une association dans un quartier sensible et la grande salle Jacques-Brel de Villepinte (Seine-Saint-Denis). Sur la scène, des sièges vert tendre autour d'une table, une nappe bleue comme le drapeau des Quinze, le slogan était tout trouvé : « Verts l'Europe », pouvait-on lire sur un grand panneau bleu, étoilé. « C'est une grande première pour tout le monde », souligne Christian Bret, président du groupe Verts du conseil régional d'Ile-de-France. « Villepinte, là où [Jean-Pierre] Chevènement a tenu son conseil de sécurité intérieure, en octobre 1997 », a cru bon de rappeler un militant à l'entrée.

Les oreilles du ministre de l'Intérieur ont dû siffler, jeudi soir, tant il a été la cible des attaques de « Dany », qu'il avait lui-même maltraité le 10 janvier sur TF 1. Tout au long de son one man show, articulé autour de trois thèmes — la sécurité, l'emploi et l'immigration —, la tête de liste des Verts aux élections européennes a répondu au ministre en expliquant : « Un problème m'oppose à Jean-Pierre Chevènement. Pour lui, l'Europe, c'est un conglomérat des nations et, pour moi, l'Europe, c'est autre chose, c'est la naissance d'une nouvelle institution politique capable de mieux protéger les citoyens des pays qui constituent l'Europe, un pas vers un type de fédéralisme. »

M. Cohn-Bendit s'est félicité que Lionel Jospin, lors de son intervention sur TF 1, mercredi soir, ait « rééquilibré [les] propositions » de M. Chevènement sur la sécurité, en écartant l'idée de centres de rétention pour les mineurs délinquants. Le ministre de l'Intérieur a répliqué, jeudi, en quittant l'hôtel Matignon, qu'il n'avait « pas du tout été désolé » par le premier ministre. « Il n'a rien dit d'autre que ce que j'ai dit », a noté M. Chevènement.

Zéro partout, le match continue. Sur la violence dans les banlieues, l'ancien adjoint au maire de Nanterre, responsable des affaires multiculturelles, a opposé les « réponses républicaines » de M. Chevènement et les initiatives « communautaires » des Pays-Bas. Morale de l'histoire : l'Europe est une « chance extraordinaire », car elle va permettre de comparer « l'efficacité » des politiques. Encore faut-

il que les ministres « sortent de leurs donjons ». C'est la deuxième leçon, « être curieux » : « Allez voir ce qui se passe en Europe ! », a lancé l'ancien animateur de mai 1968 à l'attention des ministres de M. Jospin.

Un autre compte avec le locataire de la place Beauvau devait être réglé. Non, « Dany » n'est pas un « libéral » ni le représentant des « élites mondialistes ». Le député européen a repoussé le « néolibéralisme d'un certain [Milton] Friedman, d'un certain Madelin, qui a soutenu le gouvernement de Pinchot ». Retour en 1968 : « Quand il [M. Madelin] brandissait la barre de fer, je défendais le théâtre de l'Odéon », a rappelé l'ancien étudiant. Retour vers le futur : l'Europe, qui a été « néolibérale » parce que la majorité des gouvernements l'était, « peut changer » à l'avenir, compte tenu du nouveau contexte politique.

« Ton discours manque un peu de concret. Ici, 30 % de gens votent FN ! »

« Ton discours manque un peu de concret. Ici, 30 % de gens votent Front national ! », lance un participant, au moment des questions. « Euh... si tu veux, je veux bien préciser », répond Daniel Cohn-Bendit, expliquant comment le score de l'extrême droite à Francfort est passé de « 12 % [en 1989] à 7 % huit ou neuf ans plus tard ». Djamel, l'un des trois jeunes du quartier sensible que M. Cohn-Bendit a rencontrés en privé, lui a dit qu'il est « contre la dépenalisation de la drogue », ce qui a « un peu étonné » l'ancien étudiant. « Dans nos quartiers, y'a pas que le shit, nous, on sait où la drogue peut mener », explique Djamel.

Après 23 heures, pendant que « Dany » répond inlassablement à son public, devant les caméras, une participante au meeting juge que M. Cohn-Bendit a donné le sentiment de « jouer une pièce ». Jean-Luc Bennaïmas, secrétaire national des Verts, lance un appel au co-votage. « Moi, dit-il, je fais de l'écologie pratique ! »

Clarisse Fabre

## LE FORUM DE LA DÉCENNIE

## SPÉCIAL QUESTIONS ORALES SUR RADIO CLASSIQUE

M. Jean-Marie COLOMBANI, directeur du journal Le Monde

M. Jacques DELORS, ancien président de la Commission européenne, président de l'association Notre Europe

M. Pierre FAURRE, président-directeur général du Groupe SAGEM, membre de l'Académie des sciences

M. Jean-Baptiste de FOUCAULD, ancien Commissaire général au Plan

M. Jack LANG, député-maire de Blois, ancien ministre de l'Éducation nationale, de la Culture et de la Communication. Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Mgr. Jean-Marie LUSTIGER, archevêque de Paris

M. Jean-François MATTEI, professeur de médecine, député Démocratie libérale des Bouches-du-Rhône, ancien membre du Comité consultatif national d'éthique (1993 à 1995)

M. Michel PEBEREAU, président-directeur général de la BNP

M. Jean-Marie PELT, président de l'Institut européen d'écologie

M. Pierre TRUCHE, Premier président de la Cour de cassation

Découvrez les principaux extraits de leurs témoignages  
Samedi 16 janvier 1999 de 12 h à 13 h



AIX-EN-PROVENCE 100,9  
ALENÇON 88,7  
AMIENS 101,4  
ANTIBES 102,7  
APT 92,1  
ARCAÇON 107,1  
AVIGNON 99,4  
BASTIA 93,1  
BEAUVAIS 107,0  
BORDEAUX 82,3  
BOURSAUDREUSE 97,2  
BOURGES 98,9  
BREST 106,6  
CAEN 90,4  
CANNES 102,7  
CARCASSONNE 105,7  
CHAMBERY 91,0  
CHATEAUBRIANT 90,2  
CLERMONT-FERRAND 92,6  
COURMAYEUR 102,9  
DEAUVILLE 93,7  
DIJON 99,0  
EVREUX 90,3

GAT 88,9  
GRASSE 102,7  
GRENOBLE 102,4  
HONFLEUR 93,7  
LAVAL 101,1  
LE HAVRE 93,7  
LE MANS 101,6  
LILLE 88,2  
LIMOGES 95,9  
LORIENT 95,0  
LYON 96,5  
MANTONVILLE 95,7  
MARSEILLE 100,9  
MENTON 102,5  
MONACO 102,5  
MONTPELLIER 107,3  
NANCY 88,2  
NARBONNE 83,4  
NICE 102,7  
NORMANDIE 104,2  
ORLÉANS 97,9  
PARIS-ILE-DE-FRANCE 101,1  
PAU 107,2  
POITIERS 107,1  
QUIMPER 101,6  
ROANNE 91,5  
ROUBAIX 93,2  
ROUEN 106,1  
SAINT-ETIENNE 85,1  
SAINT-TROPEZ 102,7  
SAINTES 92,0  
TOULON 103,3  
TOULOUSE 103,1  
TOURCOING 88,2  
TOURS 102,3  
TROYES 106,4  
VALENCE 106,4  
VALENCIENNES 88,3  
VICHY 91,0

هناك من لا



**COUR DE JUSTICE** A trois semaines de l'ouverture du procès de Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé dans l'affaire du sang contaminé, un casse-tête juridique mé-

nage les débats qui vont se tenir devant la Cour de justice de la République à partir du 9 février. **CERTAINS DES TÉMOINS** hésitent à venir déposer devant la Cour car ils devront prêter ser-

ment et « dire toute la vérité, rien que la vérité ». Or, ils sont mis en examen dans le volet non ministériel de l'affaire et comparaitront peut-être un jour devant la justice. Au nom du respect des

droits de la défense, ils auront alors le droit de mentir, voire de se taire. **POUR ÉVITER LA PRESTATION DE SERMENT** qui constitue, selon eux, une violation des droits de la défense, cer-

tains envisagent de ne pas témoigner. Leurs dépositions sont pourtant capitales puisqu'elles devraient permettre de reconstituer l'histoire des différentes prises de décision ministérielles.

## Casse-tête et imbroglios juridiques pour le procès du sang contaminé

Le procès de Laurent Fabius, Georgina Dufoix, et Edmond Hervé doit s'ouvrir le 9 février. Certains acteurs capitaux hésitent à témoigner devant la Cour de justice de la République car ils estiment que les droits de la défense sont bafoués. Leur absence compromettrait l'équilibre des débats

LE PROCÈS des trois anciens ministres socialistes Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé devant la Cour de justice de la République (CJR) permettra-t-il de faire toute la lumière sur l'affaire du sang contaminé ? A quelques semaines de ce procès hors norme, dont la première audience est fixée au mardi 9 février, la question est posée tant les obstacles à l'audition des principaux témoins de l'affaire s'accumulent. Mis en examen dans l'instruction menée à Paris sur le sang contaminé, certains acteurs capitaux de l'affaire hésitent à venir témoigner devant la Cour car ils estiment que les droits de la défense ne sont pas pleinement garantis. S'ils renoncent à venir, une partie du procès sera vidée de son sens car la compréhension de l'affaire repose en grande partie sur leur témoignage.

Au total, une soixantaine de personnes seront appelées à témoigner devant la CJR à l'initiative soit des avocats des trois ministres, soit du procureur général près la Cour de justice, Jean-François Burgelin. Parmi les treize convocations qui ont d'ores et déjà été envoyées par M. Burgelin, dix-sept concernent des personnes qui ont été mises en examen, à Paris, par le juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Geffroy (voir ci-dessous). Et c'est là que le bât blesse : mis en examen pour « empoisonnement » ou « complicité d'empoisonnement », ces anciens conseillers, responsables de l'administration sanitaire ou médecins de renom, comparaitront peut-être, un jour, devant un tribunal pour le volet non ministériel de l'affaire du



sang contaminé. Pour certains d'entre eux, cette perspective leur interdit, au nom de raisons de principe, de venir témoigner devant la Cour de justice.

### SE TAIRE OU PRÊTER SERMENT

S'ils doivent un jour comparaître devant une cour d'assises ou un tribunal correctionnel, ils bénéficieront en effet, comme tous les prévenus et les accusés, d'un des principes fondamentaux de notre procédure : le respect des droits de la défense leur donnera le droit de mentir, mais aussi de se taire. Or, s'ils comparaissent comme témoins devant la CJR, ils devront « parler sans haine et sans crainte », mais

surtout, prêter serment de dire « toute la vérité, rien que la vérité ». Pour M. Michel Roubach, l'un des avocats du professeur François Gros, ancien conseiller scientifique de Laurent Fabius, cette contradiction constituerait donc « une situation procédurale aberrante ».

« Les qualités de mis en examen et de témoin sont radicalement incompatibles, c'est soit l'un, soit l'autre, explique M. Roubach. Les déclarations des témoins devant la Cour de justice pourraient en effet être retenues à charge contre eux, sans qu'ils aient la possibilité de se défendre. Et si, finalement la Cour portait une appréciation sévère sur leur comportement dans son jugement, cela aura forcément des conséquences s'ils comparaitront à leur tour devant un tribunal. » Ces questions taraudent à témoigner, jusqu'à les faire hésiter à venir déposer devant la Cour. Beaucoup estiment, à l'instar de leurs avocats, que cette situation qui n'est pas prévue par le code de procédure pénale est en contradiction avec les droits de la défense.

ment des conséquences s'ils comparaitront à leur tour devant un tribunal. » Ces questions taraudent à témoigner, jusqu'à les faire hésiter à venir déposer devant la Cour. Beaucoup estiment, à l'instar de leurs avocats, que cette situation qui n'est pas prévue par le code de procédure pénale est en contradiction avec les droits de la défense.

### CONTRADICTION MENAÇANTE

Le président de la Cour de justice de la République, Christian Le Guehrec, sait que cette contradiction pourrait miner de l'intérieur le procès du sang contaminé. Si la Cour demande aux témoins de « dire toute la vérité, rien que la vérité », elle risque de menacer le droit de tout accusé ou prévenu à un procès équitable. Si, pour échapper à cette menace, les témoins décident de ne pas venir au procès, ce qui les exposerait à une simple amende, le procès perdrait son sens puisque les principaux acteurs de l'affaire ne viendraient pas raconter, devant la Cour, l'histoire de la prise de décision ministérielle dans l'affaire du sang contaminé.

Pour résoudre cette difficulté, le président de la CJR, Christian Le Guehrec, a envisagé une solution. Bien que la procédure correctionnelle, applicable aux débats de la Cour de justice de la République, impose, en théorie, une prestation de serment à toutes les personnes appelées à témoigner, M. Le Guehrec a décidé qu'il ne la demanderait pas aux personnes mises en examen par le juge Bertella-Geffroy. Il s'agit, pour le président de la Cour, de

mieux faire respecter les droits de la défense, tout en comblant une lacune juridique. Mais ce faisant, M. Le Guehrec prend le risque de contrevenir au code de procédure pénale. Et d'exposer le procès, le cas échéant, à un éventuel motif de cassation.

Pour certains avocats, cette solution, de toute façon, ne résout pas tous les problèmes. Avec ou sans prestation de serment, la procédure menée par la Cour de justice de la

décisions que prendront les anciens conseillers des trois ministres et les responsables de la santé publique de l'époque.

Michel Garretta, déjà condamné en 1993, à quatre ans de prison pour « tromperie sur la qualité substantielle d'un produit » lors du premier procès du sang contaminé, devrait ne pas déferer à la convocation. Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé, et Jean-Baptiste Brunet, qui appar-

### Les associations ne pourront pas plaider leur cause

L'Association française des hémophiles – qui est à l'origine d'une partie des plaintes déposées devant la Cour de justice de la République (CJR) – a adressé un mémoire à chacun des membres de la Cour ainsi qu'aux trois anciens ministres, dans lequel elle expose son point de vue. Cette association, comme les autres groupes de victimes, pourra assister au procès sur les bancs du public, mais ne pourra pas être représentée par un avocat pendant les débats puisque les textes fondateurs de la CJR interdisent toute constitution de partie civile.

Dans un courrier du 11 janvier, le président de l'AFH, Edmond-Luc Henry, rappelle que, pour cette raison, les victimes « n'ont pas eu accès au dossier au cours de l'instruction et ne pourront se faire représenter par un avocat pour faire valoir leurs arguments au cours du procès ». M. Henry justifie sa prise de position par le fait que « le procureur [général près la Cour de justice], M. Burgelin, ayant déjà requis un non-lieu, le procès qui va s'ouvrir laissera peu de place à l'accusation ».

République leur paraît inéquitable. « Si nos clients sont des témoins-clés de l'affaire, ils auraient dû être entendus par la commission d'instruction de la Cour, bien avant le procès, affirme M. Françoise Touboul-Fischer, avocate du Dr Claude Weisselberg, ancien conseiller d'Edmond Hervé. Or, ils n'ont jamais été convoqués par les magistrats de la commission, comme ils n'ont jamais été confrontés aux anciens ministres. La commission d'instruction, qui s'est contentée de dépositions qu'ils avaient faites devant le juge Bertella-Geffroy, les mettrait ainsi en cause, dans son arrêt de renvoi. Sans qu'ils aient pu se défendre. »

Certains des témoins qui ont été mis en examen par le juge Bertella-Geffroy ont déjà décidé qu'ils ne comparaitront pas. L'un d'eux a ainsi écrit au président de la Cour, Christian Le Guehrec, pour lui signifier qu'il répondrait à la convocation, mais qu'il ne déposerait pas. D'autres s'apprêtent à comparaître, mais accompagnés de leurs avocats, ce qui n'est pas l'usage. Mais le procès est surtout conditionné par les

naît à la direction générale de la santé (DGS), devraient, eux, répondre aux questions de la Cour. M. Mario Stasi, avocat de Jean Weber, ancien directeur de la firme Diagnostec Pasteur, indique que son client devrait, lui aussi, témoigner « ne serait-ce que pour répondre aux inexactitudes grossières de l'arrêt de renvoi ». Enfin, Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, n'a pas encore arrêté sa position.

Reste le choix des anciens conseillers des ministres dont devrait dépendre, en partie, le cours du procès. Comment en effet éclairer l'attitude d'Edmond Hervé dans le drame du sang contaminé si Claude Weisselberg, son ancien conseiller refusé de témoigner ? Comment déterminer la responsabilité pénale de Laurent Fabius si Louis Schweitzer, son ancien directeur de cabinet, et François Gros, son conseiller scientifique, sont absents ? Pour l'heure, chacun d'entre eux, réserve sa réponse. Une inconnue de plus dans ce procès à la délicate équation.

Cécile Prieur

### Un dossier, deux procédures

● Le procès de trois anciens ministres socialistes devant la Cour de justice de la République (CJR). Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé comparaitront, à partir du mardi 9 février, devant cette nouvelle juridiction, habilitée à juger d'anciens membres du gouvernement. Ils sont renvoyés devant la CJR pour « homicides involontaires et atteintes involontaires à l'intégrité des personnes ».

● L'instruction du juge Marie-Odile Bertella-Geffroy

pour « empoisonnement » vise les anciens conseillers des ministres et responsables de la santé publique et devrait aboutir à un autre procès. Déjà condamné pour « tromperie sur la qualité substantielle d'un produit », le docteur Garretta, ancien directeur du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), a été à nouveau mis en examen, le 28 juillet 1994, à la suite de nouvelles plaintes. Cette fois, la qualification retenue est celle d'« empoisonnement ». Au total, une trentaine de

personnes – médecins, responsables de centres de transfusion sanguine, membres de cabinets ministériels... – ont été mis en examen pour « empoisonnement » ou « complicité d'empoisonnement » dans ce volet du dossier. Malgré ses demandes répétées, M. Bertella-Geffroy n'a jamais pu obtenir du parquet de Paris la réquisition supplétive qui lui aurait permis d'enquêter sur l'affaire du sang contaminé dans sa globalité, notamment sur les collectes en milieu carcéral. La magistrature a bouclé son enquête et l'a transmise au

parquet de Paris, le 21 octobre 1998. Tenant compte d'une jurisprudence restrictive de la Cour de cassation sur l'empoisonnement, elle pourrait requérir les faits pour « violence ou voie de fait ayant entraîné la mort sans intention de la donner », infraction criminelle. Sans attendre les réquisitions du parquet, elle pourrait également, à l'issue du délai légal de trois mois à partir de la clôture de son instruction, renvoyer certains mis en examen devant les assises, avant même l'ouverture du procès des anciens ministres.

## Des témoignages essentiels pour la bonne compréhension de l'affaire

LE PROCÈS des trois anciens ministres, Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, sera décisif pour l'histoire de la santé publique et de la République. Au-delà de son caractère inédit – ce sera la première fois que la Cour de justice siègera sous la V<sup>e</sup> République –, il présentera bien d'autres « particularités » : ainsi que le veut la loi, il n'y aura pas de parties civiles ; l'accusation sera soutenue par un procureur général qui avait requis un non-lieu en faveur des trois anciens ministres ; enfin, certains des témoins les plus importants hésitent à venir déposer devant la Cour car ils estiment que cette déposition violerait leurs droits à la défense dans l'éventuel procès sur le volet non-ministériel du sang contaminé (lire ci-dessus).

Mis en examen pour « empoisonnement » ou « complicité d'empoisonnement » dans cette autre procédure, ces témoins sauront vraisemblablement, par un extraordinaire hasard du calendrier, au moment même de l'ouverture du procès devant la CJR, s'ils sont renvoyés devant la justice. Certains envisagent de ne pas déferer à la convocation de la Cour car ils craignent que leurs dépositions soient retenues contre eux lors du procès du volet non-ministériel. Or, étant donné le rôle essentiel joué par plusieurs d'entre eux dans la gestion de l'épidémie de sida, on voit mal comment les juges de la

Cour de justice pourraient se passer de leurs témoignages. L'affaire du sang contaminé consiste en effet, pour l'essentiel, à décrypter les responsabilités et éventuellement les fautes commises par les personnes ayant eu à intervenir dans un certain nombre de processus de prises de décisions. De ce point de vue, les cas du professeur François Gros, de Louis Schweitzer ou du docteur Claude Weisselberg sont particulièrement éloquentes.

Mis en examen le 6 février 1994 pour « complicité d'empoisonnement » par le juge Bertella-Geffroy, le professeur François Gros était conseiller scientifique au cabinet de Laurent Fabius. Scientifique très prestigieux, ancien directeur de l'Institut Pasteur, c'est lui qui, le 9 mai 1985, présida à Matignon une réunion interministérielle dans le compte rendu de laquelle on peut lire que « le cabinet du premier ministre demande que le dossier d'enregistrement [du test de dépistage de la firme américaine] Abbott soit encore retenu quelque temps au Laboratoire national de la santé ». Figurant dans le rapport sur la contamination des hémophiles établi par le patron de l'IGAS, Michel Lucas, ce document est essentiel dans la mesure où il laisse apparaître que des considérations de type protectionniste ont pu interférer

dans le processus de mise en place du dépistage systématique du sida dans les dons de sang.

Dans un entretien accordé au Monde (daté 11 février 1994), le professeur Gros avait longuement analysé ce processus de décision. Récusant les accusations de protectionnisme, il expliquait que le directeur de cabinet de Laurent Fabius, Louis Schweitzer, avait transmis tous ses avis au premier ministre. Il avait également précisé que dès le 20 mai

phrase, lourde de sens, figure en marge d'une note adressée le 20 mai par le professeur Gros au directeur de cabinet de Laurent Fabius dans laquelle l'ancien directeur de l'Institut Pasteur fait savoir que M. Hervé estime « urgent » de connaître la position du gouvernement sur l'opportunité d'instaurer un dépistage. Elle est contestée par Louis Schweitzer qui affirme qu'elle est de sa propre main, et non de celle du premier ministre.

Étant donné le rôle essentiel joué par plusieurs d'entre eux dans la gestion de l'épidémie de sida, on voit mal comment les juges de la Cour de justice pourraient se passer des dépositions de ces témoins

1985, il avait « mis les points sur les i en demandant de permettre à [Edmond] Hervé de faire une annonce [de mise en place du dépistage systématique chez les donneurs de sang] au congrès de Bordeaux ». « Et Laurent Fabius m'a répondu qu'il n'en était pas convaincu », ajouta-t-il. « Je n'en suis pas convaincu » : cette

Ce document est l'un des éléments essentiels de l'accusation. Dans leur arrêt de renvoi, les trois magistrats de la commission d'instruction de la Cour de justice de la République l'utilisent en effet largement pour formuler un certain nombre d'accusations à l'encontre de l'ancien premier ministre. Ils re-

prochent en effet à ce dernier d'avoir voulu annoncer lui-même le dépistage et d'avoir empêché Edmond Hervé de le faire lors du congrès d'hématologie qui se tenait à Bordeaux le 22 mai 1985. « Il faudra attendre un mois, écrivent les trois magistrats, pour que Laurent Fabius prononce son « annonce choc » à l'Assemblée nationale [le 19 juin]. Il en faudra plus de deux pour qu'elle entre dans les faits. »

Considéré par avance comme l'un des moments-clés du procès de février, cette discussion sur le rôle joué par Laurent Fabius dans la mise en place du dépistage pourrait difficilement avoir lieu sans que François Gros et Louis Schweitzer fassent connaître leur version – pour le moins contradictoire – des faits. De la même manière, si le docteur Claude Weisselberg décidait de ne pas venir témoigner, c'est tout le processus de mise en place du dispositif de prévention de la contamination des hémophiles qu'il serait difficile d'analyser. Conseiller du secrétaire d'Etat à la santé Edmond Hervé, chargé plus particulièrement du dossier du sida, Claude Weisselberg a été mis examen le 4 octobre pour « complicité d'empoisonnement » par le juge Bertella-Geffroy. Il avait été le destinataire de deux documents considérés comme étant à la base du processus de mise en

alerte des autorités sanitaires et gouvernementales. Le premier fut la note adressée le 12 mars par un épistémologiste de la direction générale de la santé, le docteur Jean-Baptiste Brunet. Dans ce document, on pouvait lire que si la proportion de donneurs séropositifs retrouvée à l'hôpital Cochin est représentative de la situation parisienne (6 pour mille), « il est probable que tous les produits sanguins préparés à partir de pools de donneurs parisiens sont actuellement contaminés ».

La deuxième mise en alerte du docteur Weisselberg et, par ce fait, du cabinet de M. Hervé et de M. Hervé lui-même, remonte au 10 mai 1985 lorsque la sous-directrice de la santé, Marie-Thérèse Pierre, lui adressa une note l'informant de la nécessité d'un dépistage systématique et, plus encore, de l'urgence qu'il y avait à administrer aux hémophiles des produits chauffés. Que s'est-il passé après réception de ces notes ? De quelle manière le docteur Weisselberg en informa M. Hervé ? L'information remonta-t-elle plus haut, soit au cabinet de M. Dufoix, soit à Matignon ? Pour le savoir, la Cour de justice aura du mal, là encore, à se passer du témoignage d'un des hommes-clés de ce dossier.

Franck Nouchi



## Les modifications des programmes du lycée seront plus ambitieuses que prévu

Claude Allègre engage une réforme de l'enseignement des mathématiques de l'école primaire à l'université

Le ministère de l'éducation nationale a rendu publics, jeudi 14 janvier, les nouvelles orientations concernant les programmes des lycées. Quelques

mois après le mouvement lycéen et les premiers allègements mis en œuvre, M. Allègre confie à des universitaires le soin de repenser les contenus

de l'enseignement. Ces orientations ont été inspirées par le Conseil national des programmes et par la consultation nationale des lycées.

LES NOUVELLES orientations concernant les programmes du lycée, ainsi que les noms des présidents des « groupes techniques disciplinaires » (GTD) chargés de les mettre en œuvre, ont été rendus publics, jeudi 14 janvier, par le ministère de l'éducation nationale. Définies par le Conseil national des programmes (CNP) et approuvées par Claude Allègre, ces orientations revoient à la hausse les ambitions affichées par le texte sur la réforme des lycées, soumis à la concertation depuis le 21 décembre.

Il était alors question de « changements progressifs, continus, souvent de petite ampleur, de manière à actualiser les connaissances sans entraîner de bouleversement ». Après les allègements publiés lors des vacances de la Toussaint, qui concernaient essentiellement les sciences (*Le Monde* du 7 novembre), le ministère semble s'engager dans une rénovation de fond. Celle-ci tient également compte du travail accompli par le Conseil scientifique de la consultation sur les lycées. Réunis au ministère mardi 12 janvier, les présidents des GTD ont présenté leurs travaux et arrêté un calendrier. Les nouveaux programmes entreront en vigueur en septembre 2000 pour la classe de seconde, en 2001 pour la première et 2002 pour la terminale. En voici les principes, discipline par discipline. Le nom indiqué est celui du président du groupe technique disciplinaire correspondant.

● **Lettres** – Alain Viala, professeur à Paris-III Sorbonne-Nouvelle. « L'enseignement du français est la première préoccupation du ministre », affirme le texte. L'objectif essentiel de l'enseignement du français au lycée est une meilleure maîtrise des repères culturels fondamentaux, des lectures plus ouvertes, la rédaction de textes divers, un travail sur la langue. Les épreuves du baccalauréat devraient être revues dans ce sens. La revalorisation de la filière littéraire passera par la création d'une option « littérature » en première et en terminale. Les lycéens étu-

dieront l'histoire littéraire et des courants de pensée. Dans le cadre du programme, le professeur aura la liberté de choisir « les œuvres qui lui paraissent les mieux adaptées aux besoins des élèves ».

● **Histoire et géographie** – Michel Winock, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Toujours délicats et complexes, l'allègement et la rénovation des programmes dans ces disciplines sont soumis à l'organisation d'une large table ronde, sous la responsabilité de M. Winock.

« L'enseignement du français est la première préoccupation du ministre »

● **Sciences économiques et sociales** – Jacques Guin, professeur d'économie à Montpellier-I. Celui-ci doit, en sus du GTD, réunir un groupe comprenant notamment des historiens, des juristes et des philosophes, pour préparer le programme de la nouvelle éducation civique, juridique et sociale.

Le « non à Allègre » de trois cents enseignants

Plus de trois cents enseignants ont répondu à l'appel du « collectif pour la démission d'Allègre » et de la Coordination enseignante du nord-pas-de-calais, auxquels s'était jointe la Coordination des AG de la Seine-Saint-Denis, jeudi 14 janvier, à la Bourse du travail, à Paris. Extrêmement composite, allant de professeurs adhérents de base du SNES à des militants d'extrême gauche en passant par des professeurs de classe préparatoire, mais aussi des enseignants non syndiqués, l'assemblée s'est soulevée sur un seul mot d'ordre : non à Allègre.

Les méthodes et les réformes du ministre de l'éducation nationale ont été violemment critiquées. Étonnés eux-mêmes de se retrouver si nombreux, les participants, dont quelques-uns étaient venus de province, ont fustigé le « lycée light » ou la déconcentration. « Le refus de la politique d'Allègre est ultra-majoritaire en salle des profs », a lancé un intervenant, très applaudi. La « réconciliation » entre Claude Allègre et les SNES a fait l'objet de vives critiques. Appelant à la grève, ces enseignants devaient se retrouver jeudi 21 janvier à 18 h 30, au même endroit.

● **Langues vivantes** – Jean-Louis Duchet, maître de conférences à l'université de Poitiers. L'enseignement des langues devrait évoluer vers une meilleure compréhension et expression orales et mettre l'accent sur les aspects de communication. Le travail oral avec des étudiants étrangers ne se substitue pas aux heures d'enseignement dispensées par les professeurs, mais représente « une possibilité supplémentaire de converser » dans une langue étrangère.

● **Arts** – Pierre Baqué, professeur à l'université Paris-I René Descartes. Longtemps conseiller de la direction des lycées et collèges, M. Baqué est « chargé de mettre en place les ateliers de pratique artistique dans l'ensemble des lycées ». Les professeurs auront les moyens de faire intervenir des professionnels de la culture et des arts.

● **Education physique et sportive** – Gilles Klein, maître de conférences à l'université de Toulouse. Avec le GTD, il devra notamment définir les contenus du nouveau baccalauréat technologique EPS, débouchant sur un ou plusieurs BTS « métiers du sport ».

● **Mathématiques** – Claudine Robert, professeur à Grenoble-I. Une profonde réforme allant du primaire au supérieur et qui

s'étendra sur plusieurs années, est prévue. Parallèlement, répondant à la demande des associations de spécialistes, un groupe se met en place pour prendre en compte les développements des mathématiques liés à l'informatique. Rémi Langevin, professeur à l'université de Dijon est chargé de faire la liaison entre les deux groupes.

● **Physique et chimie** – Jacques Treiner, professeur à Paris-VI, Etienne Balibar, directeur de recherches à l'école normale supérieure (ENS). En filière littéraire et en sciences économiques, les sciences deviennent obligatoires afin de « préparer les futurs citoyens à assumer leurs responsabilités ». D'une manière générale, l'appropriation des concepts fondamentaux et des démarches essentielles est visée. Un plan national de formation est prévu pour les enseignants.

● **Biologie et Géologie** – Jean-Claude Boucaut, professeur à Paris-VI. La réflexion menée depuis plus d'un an par le CNP avec des scientifiques de haut niveau et des associations de spécialistes sera poursuivie pour procéder aux allègements nécessaires, sans « courir » derrière les dernières découvertes scientifiques. Les lycéens devront être préparés à comprendre les problèmes éthiques que soulève l'évolution de la biologie depuis quelques années.

● **Philosophie** – Alain Renaut, professeur à Paris-IV. Il est « chargé d'élaborer les mesures qui permettront à un plus grand nombre d'élèves de profiter de cet enseignement et d'avoir au baccalauréat des résultats comparables à ceux des autres disciplines ».

● **Environnement, nouvelles technologies**. Thèmes pluridisciplinaires par excellence, ces deux domaines devront conquérir une place importante dans l'enseignement, sans prendre la forme d'une discipline traditionnelle. Les « travaux personnels encadrés » en seront notamment l'occasion.

Béatrice Gurrey

## Alain Carignon encourt une nouvelle peine d'emprisonnement

Il est poursuivi pour abus de biens sociaux

LYON

de notre correspondant régional

L'ancien maire (RPR) de Grenoble de 1983 à 1995, Alain Carignon, qui fut également président du conseil général de l'Isère jusqu'en 1996, comparaitra une nouvelle fois, au printemps prochain, devant la justice. Le juge d'instruction Christian Blaes, en charge de l'enquête sur plusieurs affaires financières grenobloises, a notifié, le 12 janvier, aux avocats de M. Carignon ainsi qu'à une dizaine d'autres prévenus – dont le sénateur (RI) de l'Isère Jean Boyer – leur renvoi devant le tribunal correctionnel. Est également visé par les poursuites l'intermédiaire financier Michel Pacary, déjà mis en cause dans d'autres procédures instruites à Paris.

M. Carignon est poursuivi pour « abus de biens sociaux, faux et usage de faux ». Il encourt une peine d'emprisonnement de cinq ans et pourrait aussi être privé de ses droits civils et civiques. L'ancien élu a déjà été condamné le 9 juillet 1996 par la cour d'appel de Lyon pour corruption dans l'affaire Dauphiné News. Il s'était alors vu infliger une peine de cinq ans de prison dont quatre fermes, ainsi qu'une privation de ses droits civiques pour une période de cinq ans. M. Carignon avait été remis en liberté le 5 mai 1998, après avoir bénéficié d'une mesure de libération conditionnelle (*Le Monde* du 7 mai 1998).

Cette fois, il est reproché à l'ancien président du conseil général de l'Isère d'avoir, en qualité de « dirigeant de fait » des sociétés d'économie mixte départementales SADI, puis Grenoble Isère Développement (GID), utilisé celles-ci « à des fins personnelles d'amitié ou de clientélisme » et pour « favoriser l'entreprise politique dans laquelle il était intéressé ». Trois opérations lui sont principalement imputées : la concession fictive d'aménagement d'un circuit automobile à proximité de l'aéroport de Grenoble, assortie du versement d'une somme de 1,8 million de francs à l'opérateur de ce projet, qui n'a jamais vu

le jour ; le versement d'une somme de 2,2 millions de francs « en dehors de tout contrat de mandat ou de concession et sans contrepartie » pour rémunérer « l'étude d'un projet de zone aéroportuaire » dans la plaine de la Bièvre ; enfin, le versement, en août 1989, d'une commission de 1,6 million de francs à la société Rhoddlams, spécialisée dans le refinancement des dettes des collectivités locales. Cette société, dirigée par Michel Pacary, avait été chargée par GID d'établir le montage financier d'un échangeur routier. La Cour des comptes en 1991, puis la Chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes avaient successivement révélé plusieurs infractions, dont elles attribuaient la responsabilité à M. Carignon. Mais, à l'époque, le parquet de Grenoble n'avait pas ouvert d'information judiciaire.

L'ancien élu avait déjà été condamné en 1996 à cinq ans de prison pour corruption

Il est enfin reproché à l'ancien président du conseil général d'avoir fait usage d'un faux document comptable devant l'assemblée départementale, au mois de juillet 1993, lors de la présentation du bilan prévisionnel de l'opération d'aménagement de la Bièvre. « Il avait falsifié par la suppression d'un montant de dépenses de 2,2 millions de francs », indique l'ordonnance du juge Blaes.

Le procès à venir constituera la première comparution de M. Carignon devant le tribunal de la ville dont il fut le maire durant douze ans. Selon un magistrat de la cité, il sera « symptomatique du système Carignon » qui prévalait à Grenoble et dans l'Isère, au cours du règne de l'ancien élu.

Claude Francillon

## M. Chevènement qualifie de « tâche sacrée » l'enquête sur la mort du préfet Erignac

BASTIA

La visite du ministre de l'intérieur en Corse a débuté, jeudi 14 janvier, dans une ambiance de fronde. Désireux d'afficher son soutien aux représentants de l'Etat dans l'île, dont l'action a été ouvertement contestée au cours des derniers jours, Jean-Pierre Chevènement a modifié son programme et adapté son discours aux exigences de l'actualité. « Le premier objectif de la politique du gouvernement en Corse est d'y faire respecter la loi », a lancé M. Chevènement dès son arrivée à la mairie de Bastia. Mais cette entreprise ne saurait être l'œuvre de quelques mois ou d'une année. Ce sera une œuvre de longue haleine, l'œuvre de plusieurs gouvernements.

Rendant hommage « au courage et à la ténacité » du préfet Bernard Bonnet, le ministre a évoqué l'enquête sur l'assassinat de son prédécesseur, Claude Erignac. « L'élucidation des conditions de l'assassinat du préfet de Corse est une tâche impérieuse, j'allais dire sacrée, a-t-il déclaré. J'ai la conviction, plus forte que jamais, que les auteurs seront découverts et jugés. L'enquête pro-

gressée et je vous demande d'avoir confiance dans son succès, loin des polémiques subalternes et nuisibles. Un seul intérêt doit dominer, au-dessus de tout, c'est le succès de l'enquête sur cet assassinat lâche et cruel. »

Le ton avait été donné quelques heures plus tôt, à Paris, à l'issue d'une réunion des préfets de région à l'hôtel Matignon : évoquant l'incident protocolaire de la veille, lorsque le préfet Bernard Bonnet avait quitté l'audience de rentrée du tribunal d'Ajaccio pour protester contre sa prise à partie par le bâtonnier de la ville (*Le Monde* du 15 janvier), M. Chevènement avait glissé : « Il y a quelquefois des gens qui perdent une occasion de se faire. » Au même moment, en Corse, la polémique se poursuivait néanmoins. Le bâtonnier contestataire, Antoine Sollacaro – qui est aussi l'avocat de Matthieu Filidori, suspecté par la police d'être le rédacteur du communiqué revendiquant l'assassinat du préfet Erignac (*Le Monde* du 15 janvier) –, réitérait ses propos, avec le soutien des barreaux d'Ajaccio et de Bastia.

Le président (RPR) du Conseil exécutif de Corse, Jean Baggioni,

lançait pour sa part : « Je ne peux accepter que l'on mette en cause la communauté, au quelconque prétexte de soutenir un Etat de droit. L'Etat de droit, c'est l'exercice d'une citoyenneté responsable, encadrée par la loi. J'y souscris (...) Mais je dis que tout ce qui est excessif doit être rejeté car l'excès, même dans l'application de la loi, n'a jamais été au service de la loi. »

« J'ai la conviction, plus forte que jamais, que les auteurs seront découverts et jugés »

A la préfecture de Bastia, M. Chevènement a rencontré une douzaine de chefs d'entreprise de Haute-Corse, avec lesquels il a évoqué les contraintes du développement économique de l'île. Au terme de cette première journée, le ministre a choisi de retarder son départ pour Ajaccio afin de s'entretenir, durant une heure

et demie, avec les deux principaux magistrats de l'île, le procureur général, Bernard Legras, et le premier président de la cour d'appel de Bastia, Michel Jeannot. Ici encore, M. Chevènement s'est efforcé d'apaiser les tensions entre les services de l'Etat, qu'il a qualifiés de « subalternes ». « Le ministre nous a confirmés sa volonté d'améliorer dans toute la mesure du possible la synchronisation qui doit exister sur le terrain », a expliqué M. Legras. (...) Il faut définir des règles très simples de répartition des compétences entre tous les services. »

La deuxième journée de la visite de Jean-Pierre Chevènement s'est poursuivie à Ajaccio, vendredi 15 janvier, où il a présidé, à la préfecture de région, une cérémonie devant la plaque apposée à la mémoire de Claude Erignac. Le ministre de l'intérieur devait ensuite s'entretenir avec le président du Conseil exécutif de Corse et les parlementaires insulaires, la fin de son déplacement devant être consacrée à une rencontre sur l'intercommunalité avec les trois cent soixante maires de l'île.

Michel Coduccioni

## La Cour de cassation donne raison à la victime d'une secte

APRÈS HUIT ANS DE PROCÉDURE, la Cour de cassation a donné gain de cause à la victime d'une secte, M<sup>me</sup> Geneviève Bosse-Platière, dans un différend immobilier. Elle avait vendu, en 1980, sa maison de Brunoy (Essonne) à la société Jojema, émanation de la secte des Trois Saints Cœurs. En 1996, la cour d'appel de Paris avait prononcé la résolution de la vente, en invoquant des violences commises contre M<sup>me</sup> Bosse-Platière. En cassation, la société Jojema soutenait qu'il ne suffisait pas de constater la violence pour annuler la vente, mais que les magistrats auraient dû rechercher si cette violence avait à elle seule vicié le consentement. La 3<sup>e</sup> chambre civile de la Cour de cassation a rejeté cet argument, mercredi 13 janvier. L'arrêt constate que la cour d'appel avait souverainement apprécié les faits en observant que la propriétaire avait subi des violences morales et physiques « de nature à faire impression sur une personne raisonnable et à inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent ».

DÉPÊCHES

■ **VIOLENCES** : quelque six cents personnes ont manifesté, jeudi 14 janvier à Givors (Rhône), pour protester contre des incendies de voitures et des dégradations de locaux publics commis par des bandes de jeunes gens, dimanche 10 janvier. La préfecture avait émis l'hypothèse que ces incidents faisaient suite à la rumeur selon laquelle l'un des auteurs d'un hold-up avec prise d'otage commis quelques jours plus tôt à Tain-Hermitage (Drôme), originaire de Givors, était décédé des suites des blessures reçues lors d'une fusillade avec les gendarmes.

■ **ÉDUCATION** : le ministre de l'éducation, Claude Allègre, a déclaré, vendredi 15 janvier, sur Europe 1, qu'il voulait « que les enseignants soient totalement respectés et en sécurité ». « Tout acte d'agression sur un enseignant doit être un acte aggravé et jugé rapidement », a-t-il estimé, demandant que « les services d'école soient à l'avenir mieux surveillés ».

## Il faut peu de vacances aux Suisses. Pourquoi ?

Vous le savez tout de suite en feuilletant notre nouveau catalogue d'hiver. Vous découvrirez la magie d'un monde alpestre naturellement reposant. Ski, snowboard, luge, fitness et vacances en famille : la Suisse a tout à vous offrir. A des

prix surprenants. N'hésitez pas à appeler Suisse Tourisme pour demander le catalogue d'hiver : 01 44 51 65 51. Vous pouvez aussi taper [www.suissevacances.ch](http://www.suissevacances.ch) ou 3615 Suisse. Enfin les vacances. A vous la Suisse.



سويسرا هي الجنة



كلمة من

DISPARITIONS

# Raymond Peynet

Le dessinateur des « Amoureux »

RAYMOND PEYNET, célèbre pour le couple d'amoureux qu'il avait dessiné pendant la seconde guerre mondiale, est mort jeudi 14 janvier à l'hôpital de Mougins (Alpes-Maritimes). Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Né le 16 novembre 1908 à Paris, de parents ouvriers qui tenaient un commerce de bois-charbon, Raymond Peynet a suivi dès son enfance les cours d'une école de dessin de son quartier. Après avoir réalisé des illustrations pour des agences de publicité, il travaille ensuite pour deux journaux réfugiés en zone sud. C'est au printemps 1942, alors qu'il cherche à animer un dessin représentant le kiosque à musique de Valence, que Peynet crée son couple d'amoureux, aujourd'hui très « fleur bleue » : un jeune homme aux allures de musicien des années 30, portant cheveux longs et chapeau melon, arborant une lavallière, et sa compagne, jeune fille au chignon sage et à l'air timide, dont il dira ensuite qu'il s'était inspiré des traits fins de sa propre épouse, Denise, au nom prédestiné puisqu'elle était née demoiselle Damour.

Raymond Peynet envoie son dessin à Max Favallo, alors rédacteur

en chef du journal de la maison Fayard, *Ric et Rac*, hebdomadaire pour tous. Le futur animateur de jeux télévisés tire ce dessin *Les Amoureux* de Peynet, signant ainsi l'acte de naissance de deux personnages qui feront la renommée du dessinateur. Georges Brassens composera sa chanson, *Les Amoureux des bancs publics*, à la vue de ce dessin.

## CONSECRATION INTERNATIONALE

Les années de l'Occupation verront de très rares dessinateurs de presse collaborer aux journaux collaborateurs. Le ministre de l'Information de Vichy tente toutefois d'attirer des dessinateurs reconnus pour illustrer sa propagande, tout en prenant garde, afin de ne pas les faire fuir, de les cantonner au divertissement et à la fantaisie. C'est ainsi que, comme de nombreux autres confrères, le « père » des *Amoureux* fournit en août 1943 une centaine de dessins pour un jeu de loto récompensant un concours de la campagne coloniale. Comme Sennep, Dubout, Effel et d'autres artistes réfugiés en zone sud, Peynet participe ensuite, en avril 1944, à « Satyre 44 », exposition de dessins d'humour renouant avec la tradition d'avant-guerre. Il prend aussi part avec Effel et Dubout à une ex-

position de dessins animés censés concurrencer les productions de Walt Disney, apparues juste avant la guerre.

La Libération sera un véritable âge d'or pour les dessinateurs qui n'ont pas ouvertement collaboré. Dans les années 50-60, Peynet devient, avec Sennep et Jean Effel, l'un des dessinateurs humoristiques les plus recherchés, même s'il avoue aimer seulement une cinquantaine de ses six mille dessins, qu'il s'agit de dessins de presse, d'affiches ou d'images publicitaires. Ses *Amoureux* quittent progressivement les pages des journaux pour décorer cendriers, plats, foulards, pochettes de disques, cartes de vœux.

En 1953, naissent les fameuses poupées en latex d'une vingtaine de centimètres et d'armature en fer, devancières des fameuses Barbie d'outre-Atlantique. Blondes, brunes ou rousses, ces deux cents poupées de Peynet, baptisées « Saint Trop », « Hula Hoop », « L'Etourdie », « Nouvelle vague », « Gros chagrin » et même « Strip-tease », vêtues parfois de costumes folkloriques ou d'habits de corps de métier, sont collectionnées avec fièvre par les fillettes des années 50-60. Plus de quatre millions de figurines sont vendues. Il y a deux ans, la société Masport a d'ailleurs relan-

cé, à l'occasion de la fête de la Saint-Valentin, des poupées à l'image de celles qui avaient enchanté l'imagination des jeunes filles de l'après-guerre.

Mais Raymond Peynet n'en reste pas à ces « produits dérivés ». Il collabore à des décors de théâtre – la Huchette à Paris, le Capitole de Toulouse, l'Opéra de Bordeaux –, ou encore des salons ou les bars de paquebots. Il illustre aussi des livres, *Les Lettres de mon moulin* d'Alphonse Daudet, des œuvres de Jean Anouilh ou d'Alfred Musset. Son petit poète romantique et sa jeune

filie rangée ont accédé à la consécration internationale : quatre musées, dont deux au Japon (à Hiroshima notamment) et deux en France – dans le village natal de sa mère, Brascac-les-Mines (Puy-de-Dôme), et à Antibes (Alpes-Maritimes), où il vivait retiré – abritent les répliques imprimées de ses poupées, tandis que les éditions Hôbeke ont réédité *Les Amoureux* et *Peynet de tout cœur* et que le kiosque de Valence a été classé monument historique.

Yves-Marie Labé

## NOMINATIONS

### AGRICULTURE ET PÊCHE

Alain Merckelbach a été nommé directeur de l'Office national interprofessionnel des produits de la mer et de l'aquaculture (Ofimer) qui se substitue au Fonds d'intervention et d'organisation des produits de la pêche maritime (FIOM), lors du conseil des ministres de mercredi 13 janvier.

[Né le 25 juin 1942 à Paris, Alain Merckelbach est titulaire d'un diplôme d'études supérieures de sciences économiques. Il a été notamment chargé d'études, puis secrétaire général au Centre d'étude et d'ac-

tion sociale maritimes (1969-1979), directeur du Centre international pour le développement de la pêche et de l'aquaculture (1979-1981), avant d'être conseiller technique aux cabinets de Louis Le Pen, ministre de la mer, et de Guy Lemaire, secrétaire d'Etat à la mer (1981-1983). Responsable du service de valorisation de la recherche à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) de 1983 à 1990, puis président de Crécéan, filiale d'Ifremer, de 1990 à 1996, Alain Merckelbach était conseiller technique au ministère de l'Agriculture et de la Pêche, chargé de la pêche maritime, des cultures marines et des gens de mer, auprès de Louis Le Pen, puis de Jean Glavany, depuis juin 1997.]

## DIPLOMATIE

Serge Smessow a été nommé ambassadeur au Kazakhstan, en remplacement d'Alain Richard, par décret publié au *Journal officiel* du 13 janvier.

[Né le 23 mars 1947 à Marseille (Bouches-du-Rhône), Serge Smessow est titulaire d'une licence d'anglais et d'une maîtrise de russe. Il a été notamment en poste à Bucarest (1974-1976), à Vienne auprès de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (1986-1989), à Moscou (1990-1991), à Stockholm (1992-1994) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay. Depuis mars 1996, Serge Smessow était ambassadeur à Chisinau, en Moldavie.]

## AU CARNET DU « MONDE »

### Anniversaires de naissance

Christine et Philippe souhaitent un très joyeux anniversaire au meilleur des hommes et des pères.

Hubert NICOLAS.

### Décès

M<sup>me</sup> François Contenay, son épouse, M<sup>me</sup> Vania Contenay, M. Steve Allen et leur fils Alexander, ses enfants et petits-fils, M. et M<sup>me</sup> Daniel Contenay, M. Jean Contenay, ses frères et belles-sœurs, M. et M<sup>me</sup> François-Laurent Contenay, Nathalie, Thomas, Jérôme, Anne-Julie et Lisa, ses neveux et nièces, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

François CONTENAY,

survenu à Tenerife, le 2 janvier 1999, à l'âge de cinquante-six ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée à son intention le mercredi 20 janvier, à 17 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6.

53, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

Le conseil d'administration, La direction, Le personnel de la Société Convergences, ont le profond regret de faire part du décès de

François CONTENAY,

président-directeur général, survenu à Tenerife, le 2 janvier 1999, à l'âge de cinquante-six ans.

Une messe sera célébrée à son intention, le mercredi 20 janvier, à 17 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6.

120, avenue Gambetta, 75020 Paris.

L'Association Française Tourisme d'Affaires et Congrès a le profond regret de faire part du décès de

François CONTENAY,

vice-président, 47 bis, rue du Rocher, 75008 Paris.

Christiane Laudet, son épouse, Ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jean LAUDET,

survenu le 13 janvier 1999, à Grenoble (Isère).

Les obsèques auront lieu au cimetière d'189-1 Evêque (Sainte-et-Léon), samedi 16 janvier, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue de Miribel, 38000 Grenoble.

Les Eclairés et Eclairés de France, L'Association laïque du scoutisme français ont le regret d'annoncer le décès de

Jean ESTÈVE,

commissaire général de 1960 à 1969.

M<sup>me</sup> Catherine Jouffa, née Belyou, son épouse, François, Nathalie, Etienne, Sylvie, Alexis, Susie, Joseph, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Yves JOUFFA,

avocat honoraire au Barreau de Paris, ancien membre du conseil de l'Ordre, ancien conseiller d'Etat en service extraordinaire, président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme, président d'honneur de l'Amicale des Anciens Internés du camp de Drancy, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Arts et Lettres, médaille du Combattant volontaire de la Résistance, survenu le 13 janvier 1999, dans sa soixante-dix-neuvième année.

L'inhumation aura lieu le lundi 18 janvier, à 15 h 30, au cimetière du Montparnasse, à Paris-14.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Ligue des Droits de l'Homme a la tristesse de faire part du décès de

Yves JOUFFA,

président d'honneur de la LDH (président de 1984 à 1991).

Elle partage la peine de sa famille et rendra hommage à Yves Jouffa le lundi 18 janvier 1999, à 11 heures, au siège de la Ligue des Droits de l'Homme, 27, rue Jean-Dolomieu, Paris-14.

(Le Monde du 15 janvier)

M<sup>me</sup> Eva Katan, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jacques Robert Katan, M. et M<sup>me</sup> Philip Barwell, Christophe, Valérie, Emmanuelle, Olivier, Isabelle, Didier et Nicolas, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 12 janvier 1999, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de

André KATAN.

L'inhumation aura lieu le lundi 18 janvier, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14.

On se réunira devant l'entrée principale.

Ni fleurs ni couronnes.

Isabelle, Olivier, Christian, ses frères, son cinquième, Plum, La Mauric et ses arbres, font part du décès de

M<sup>me</sup> Jacqueline

MARIE-QUINARD, ancien professeur, ancien directeur adjoint de l'enseignement agricole, survenu le 13 janvier 1999, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Marcel Rampazzi, son épouse, M. l'ingénieur général Georges Bousquet et M<sup>me</sup>, née Paulette Rampazzi, son fils et sa belle-fille, Marc et Julia, son petit-fils et sa petite-fille, M<sup>me</sup> Alice Tachard, sa sœur, M<sup>me</sup> Catherine Tachard, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès, le 10 janvier 1999, dans sa soixante-dix-neuvième année, du

M. Marcel RAMPAZZI,

ancien élève de l'Ecole polytechnique, survenu le 12 janvier 1999, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Sainte-Thérèse, 62, rue de l'Anceinte-Mairie, à Boulogne (Hauts-de-Seine), le lundi 18 janvier, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

66, rue de Sully, 92100 Boulogne.

Le président, Les membres du conseil d'administration, Le directeur général de la Fondation Léopold Bellan, ont la douleur de faire part de la mort de

M. Marcel RAMPAZZI,

administrateur de l'Association Léopold Bellan de 1976 à 1996, administrateur honoraire de la Fondation Léopold Bellan, survenu le 12 janvier 1999, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

Fondation Léopold Bellan, 64, rue du Rocher, 75008 Paris.

M. François Roustang, son épouse, M<sup>me</sup> Eve-Alice Roustang, sa fille, La comtesse de Ferrier de Montal, sa mère, Les familles Ferrier de Montal et Roustang, Ses frères et sœurs, Ses beaux-frères et belles-sœurs, Ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> François ROUSTANG,

née Jacqueline de FERRIER de MONTAL, survenu le 14 janvier 1999, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée samedi 16 janvier, à 15 h 30, dans l'intimité familiale, en l'église de Mondragon. Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière de Mondragon (Vaucluse).

96, rue de Mironneuil, 75008 Paris.

Toulouse.

Les familles Libert, Ruffié, de Gary, Forges, Scheld, Dou, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Charles RUFFIÉ,

avocat, survenu le 11 janvier 1999.

Une messe à sa mémoire sera célébrée le lundi 25 janvier, à 18 heures, en la chapelle Sainte-Anne de la cathédrale Saint-Etienne de Toulouse, où l'on se réunira.

Robert Vaez-Oliviera, son épouse, Les docteurs Jean-Louis et Pascaline Vaez-Oliviera, son fils et sa belle-fille, Marc et Julia, son petit-fils et sa petite-fille, M<sup>me</sup> Alice Tachard, sa sœur, M<sup>me</sup> Catherine Tachard, sa sœur, ont la tristesse de faire part du décès, le 10 janvier 1999, dans sa soixante-dix-neuvième année, du

docteur

Geneviève VAEZ-OLIVIERA, née VAURINOT.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Saint-Sylvestre-sur-Lot (Lot-et-Garonne).

Le préfet de région honoraire Michel Vireque, M. et M<sup>me</sup> Lucien et Françoise Genin, M<sup>me</sup> Marie-Claude Vireque, M<sup>me</sup> veuve Hélène Lafaye, M. et M<sup>me</sup> Gervais et Lydie Delmaud, M<sup>me</sup> Jeanne Vireque, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Vireque, son beau-frère, président honoraire de chambre de Cour d'appel, La famille Remonville, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jeanne VIREQUE,

née REMONVILLE, survenue à Fournassou, Saint-Sylvestre-sur-Lot, le 13 janvier 1999.

Ses obsèques auront lieu le samedi 16 janvier, à 10 heures, en l'église de Saint-Marcel, commune de Saint-Sylvestre-sur-Lot, suivies de l'inhumation au cimetière de Saint-Marcel.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Simone Vuillemin, Alain et Claire Vuillemin, Gérard Vuillemin, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, font part du décès de

M. André VUILLEMIN,

nouveau directeur honoraire du ministère de l'Éducation nationale, chevalier de la Légion d'honneur, ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, survenu le 12 janvier 1999.

Les obsèques auront lieu le 16 janvier, à Saint-Caprais-de-Lalande (Dordogne), 5, rue de Sactay, 92290 Chantilly-Malsbury.

Remerciements

M<sup>me</sup> Kity Chesselet, Et toute la famille, particulièrement sensibles aux marques d'amitié que vous leur avez témoignées lors du décès de

Roger CHESSELET,

vous expriment leurs très sincères remerciements.

Vous pouvez

nous transmettre

vos annonces la veille

pour le lendemain

jusqu'à 17 h

## Avis de messe

Sa famille, Ses collègues, Ses élèves et amis, invitent à rendre un dernier hommage à

M. René PORTET,

chevalier de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, président honoraire de l'Ecole pratique des hautes études, décédé à Toulouse, le 19 décembre 1998.

en assistant à la messe qui sera célébrée à son intention le vendredi 22 janvier 1999, à 11 h 45, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, 1, place du Panthéon, Paris-5.

Le 23 décembre 1998, disparu sans en laisser de nouvelles, dans des conditions dramatiques,

Sophie TOSCAN DU PLANTIER,

productrice.

Son souvenir sera évoqué le dimanche 17 janvier, à la messe de 11 heures, en l'église Saint-Eustache, Paris-1.

Soutenances de thèse

M<sup>me</sup> Valérie Depard-Sabag a soutenu le 8 janvier 1999 avec succès sa thèse de doctorat d'Etat en droit, sur « La justification du maintien de l'article 1386 du code civil ».

Le jury, composé de M<sup>me</sup> le professeur Geneviève Viney, M<sup>me</sup> le professeur Marie Goré, M<sup>me</sup> les professeurs Philippe Brun et André Castaldo, sous la présidence de M. le professeur Jérôme Hus, directeur de thèse, lui a décerné la mention Honorable avec félicitations du jury.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

SOUTENANCES DE THÈSE

83F TTC - 12,65 € la ligne

Tarif Étudiants 99

Le 14 décembre 1998, Jean-Pierre Kamleniak a soutenu sa thèse de psychopathologie fondamentale et psychanalyse intitulée « Freud, un enfant de l'histoire » à l'université Paris-VII. Denis-Diderot.

Le jury, présidé par M<sup>me</sup> J. Carroy, professeur à l'université Paris-VII et composé de M. Y. Bess, directeur de recherche, professeur à l'université Paris-VII, M<sup>me</sup> A. Aubert, professeur à l'université de Rouen, M. E. Jallat, professeur à l'université Paris-XIII, M. E. Blondel, professeur à l'université Paris-I, lui a décerné la mention Très Honorable, avec ses félicitations.

## Conférences

CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES JUIFS DU MAROC Président Robert Assaraf 189, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris

Bourses de recherches : années universitaires 1998-1999. Les bourses de recherches du CRJM seront décernées le mardi 19 janvier, dans les salons de la SEJN, 4, place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6.

La cérémonie sera suivie par une conférence de l'écrivain et historien Marcel BERNABOU

LA MÉMOIRE OBSTINÉE

RSVP par fax : 01-45-48-24-83 ou tél. : 01-45-49-61-40.

## CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

# LE MONDE

diplomatique

ECONOMIE

Comment refonder le système financier international

par Susan George

L'euro, vecteur de l'orthodoxie

par Laurent Carroué

Le libre-échange, dernière Bastille

par Bernard Cassen

AFRIQUE : Ambitions rivales dans les Grands Lacs, par Mwanya Tshiyembé. - Au Congo-Kinshasa, de la rébellion à l'insurrection, par Catherine Coquery-Vidrovitch.

GOLFE : Guerre sans fin contre l'Irak, par Alain Gresh. - Pourquoi le président Saddam Hussein ne cédera pas, par Raad Alkadiri. - Des sanctions qui tuent, par Dennis Holliday. - Diplomatie américaine, un domaine réservé, par Eric Alterman.

ALGÉRIE : Le mur du silence se fissure, par Jume Ray.

COMMUNICATION : M. Rupert Murdoch, empereur des médias, par Jean-Claude Sergeant. - Acheter Manchester United pour mieux vendre, par Niels Kadritzke. - Le nouvel ordre informatique, par Denis Duclos. - Des droits du publicitaire, par François Brune.

SOCIÉTÉ : « La Deuxième Sexe » en héritage, par Sylvie Chaperon.

GÉOPOLITIQUE : Danger ! Prolifération étnique, par Pascal Boniface.

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F

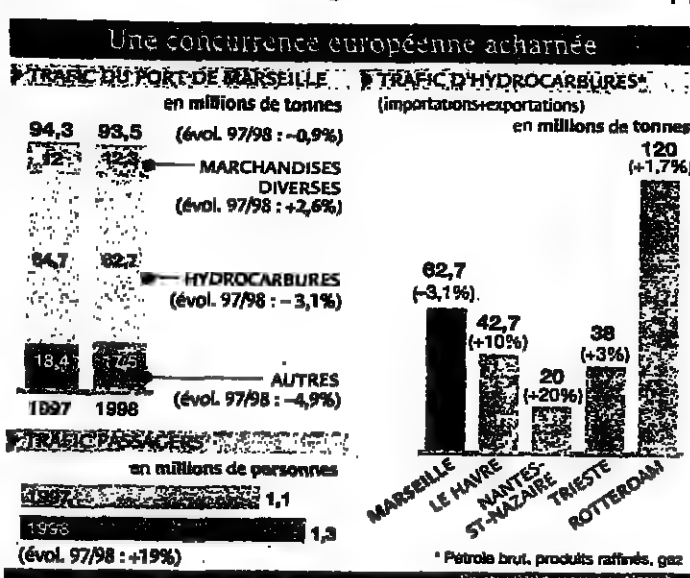


## Le port de Marseille fragilisé par la chute du trafic d'hydrocarbures

La restructuration de l'industrie européenne du raffinage, accélérée par la baisse des cours du brut, affecte les recettes du principal port méditerranéen. Ses dirigeants veulent diversifier davantage ses activités et développer le transbordement des conteneurs, secteur le plus rentable à terme

**MARSEILLE** de notre correspondant régional. 63 millions de tonnes d'hydrocarbures, acheminées par un petit millier de navires, ont transité par le Port autonome de Marseille (PAM) en 1998. C'est 3,1 % de moins qu'en 1997 et, même si les prévisions d'origine étaient plus pessimistes, ce résultat dit l'importance du problème pour le nouveau directeur du PAM, Eric Brassard, et ses équipes : le pétrole représente les deux tiers des quelque 93,4 millions de tonnes que traite chaque année le troisième port d'Europe, et 75 % de ses droits perçus sur les marchandises. La tendance est ancienne et surtout durable. Elle a deux causes générales : la diminution constante des besoins de pétrole brut en Europe de l'Ouest et le suréquipement en raffineries de la zone, maintenant que les progrès technologiques permettent d'en implanter dans tous les pays du monde pour peu qu'ils soient politiquement stables. Le handicap singulier du port de Marseille est qu'étant situé sur les routes pionnières il dessert les raffineries les plus anciennes, celles que les nouvelles normes européennes de 2002 condamneront à court terme. Le PAM alimente en brut les raffineries de l'étang de Berre, du sillon rhodanien français, de Suisse et de Karlsruhe (Allemagne), à 770 km de ses terminaux. Cette destination est sensiblement à la même distance de son concurrent le plus sérieux, le port de Trieste (Italie), mieux placé sur la route de l'Est méditerranéen.

Sur le plan local, la transformation récente sur la raffinerie de



Shell-Berre a ramené sa capacité de 6,3 millions de tonnes par an à 4. Devant la surproduction européenne, Shell renonce en effet à ces 2,3 millions d'autant plus volontiers que la réexportation de produits finis n'est, selon elle, plus rentable : il faut aller chercher les marchés trop loin, au-delà de l'Argentine ou du Pakistan. Entre la baisse d'importation du brut et celle de l'exportation des produits raffinés, c'est donc 3 millions de tonnes qui sont perdues pour le PAM avec cette seule raffinerie. Si l'usine suisse de Cressier (3,2 millions de tonnes) doit fonctionner sans changement prévisible, ce n'est pas le cas de celle de Reichstett (Bas-Rhin), dont Shell est aussi l'opérateur : « Elle n'est pas dans une situation pérenne au-delà

de 2005 » en raison des nouvelles spécifications européennes en matière d'essence, explique Georges Ritter, de Shell-Berre. Quatre millions de tonnes par an s'ajoutent donc aux pertes d'ici quelques années. Et, si personne n'ose encore annoncer lequel est menacé, tout le monde sait que les risques pèsent à court terme sur un autre site de l'Hinterland.

M. Brassard est parfaitement conscient de ces difficultés : elles étaient évidemment annoncées dans son plan d'entreprise, qui table sur un passage de 55,3 millions de tonnes seulement pour 2004. En chiffre d'affaires, cela se traduit par une baisse substantielle : de 420 millions de francs (64 millions d'euros) en 1997, on est passé à 397 en 1998, et les pré-

visions sont de 350 pour 2004. Si on précise que l'essentiel des bénéfices du port provient de cette ressource - car les transbordements des conteneurs ne sont pas rémunérateurs pour cause d'investissements passés et à venir -, on saisit l'importance de la question. Dans la bataille féroce de la concurrence, Marseille garde, selon le directeur du PAM, quelques atouts majeurs. D'abord, les autres ports, français ou européens, vont connaître eux aussi la baisse, au fur et à mesure de l'obsolescence des raffineries qu'ils desservent. Ensuite, le PAM offre les tarifs les plus bas du pays : Le Havre et Nantes - Saint-Nazaire restent plus chers. Une récente visite à la conférence des armements pétroliers, à Oslo, a aussi rassuré le directeur : en comparaison internationale, son établissement reste un des meilleurs tant en prix qu'en qualité des prestations : la sécurité est absolue, la fiabilité et la coordination des services restent réputées.

### NÉGOCIATIONS DÉCISIVES

C'est un de ces arguments développés face à l'Union française des industries pétrolières (UFIPI), avec qui des discussions sont en cours. Celle-ci profite de la tendance pour demander une baisse de la taxe facturée à l'heure actuelle à 6,40 francs. Si elle se félicite que les tarifs du PAM aient été gelés depuis 1996, l'UFIPI estime qu'il est possible de supprimer la taxe sur la marchandise de 0,6 franc par tonne, qui est « une spécificité française », et de diminuer la taxe d'usage des canalisations (2,29 francs par tonne) « dont seu-

lement un franc/tonne environ rémunère le service réellement fourni ». Elle rappelle au PAM que la comparaison ne doit pas s'effectuer avec les autres ports français, mais avec l'Italie, meilleur marché. M. Brassard refuse toute idée de baisse de ces prix mais propose en

revanche de travailler avec ses interlocuteurs sur des gains communs de productivité réalisables dans les années à venir. Pour aboutir, il rappelle régulièrement à ses interlocuteurs que les raffineries locales ne sont pas demandeuses par priorité d'une baisse des prix, mais « d'une amélioration constante des process », c'est-à-dire de la rapidité et de l'amélioration des procédures de déchargement des navires. Il souligne aussi que les armateurs pétroliers, qui sont ses clients directs et sont désormais indépendants des compagnies de raffinage, ne formulent pas de demandes insistantes sur la baisse des tarifs portuaires : ils sont d'abord intéressés par une baisse des prix du remorquage, mais aussi des améliorations pour le traitement des marins. Travaillant en flux continu, ils veulent que les escales, de plus en plus brèves, soient mieux aménagées afin que leurs marins puissent dépendant en profiter. Il sait que les pétroliers ont autant besoin que lui d'un accord équilibré : les 40 millions de tonnes qui transitent durablement par Marseille sont des marchés captifs.

### Les présidents se font attendre

« L'ensemble des ports de commerce a connu en 1998 une augmentation de trafic très correcte, avec un taux de 3,9 % pour les établissements de métropole », a indiqué, mardi 12 janvier, Claude Gressier, directeur du transport maritime, des ports et du littoral. La palme revient à Nantes - Saint-Nazaire, mais Le Havre ou Brest affichent aussi de bons scores. Les baisses sont sensibles à Dieppe, Calais et Marseille. 1999 commence cependant sous des auspices incertains car le mandat des administrateurs des ports autonomes s'est achevé fin 1998 et les nouveaux membres ne seront pas désignés avant plusieurs semaines. Le décret en Conseil d'Etat à ce sujet n'étant toujours pas prêt en raison du retard pris par le ministère de l'équipement pour organiser ces nouvelles nominations. Il n'y a donc plus de présidents, aujourd'hui, à la tête des grands ports, le directeur expédiant par délégation les affaires courantes. Quant aux conditions juridiques d'emploi des dockers dans les zones de logistique terrestre, elles n'ont toujours pas été clarifiées.

Michel Samson

## Fin de l'imbroglio administratif autour du Parc naturel régional de Chevreuse

LE DÉCRET de renouvellement du classement du Parc naturel régional (PNR) de la Haute Vallée de Chevreuse devrait être publié, signé par le premier ministre, dans les prochains jours au Journal officiel. Ainsi prendra fin l'imbroglio administratif provoqué, depuis un an, par l'absence de charte pour le premier PNR français, qui couvre 30 000 hectares à l'ouest de Paris, dans le département des Yvelines.

Le parc a été créé en 1985. La loi du 2 janvier 1993 lui avait permis de conserver sa charte fondatrice deux ans de plus que les dix années initialement prévues. Fin 1997, le conseil régional d'Ile-de-France demandait au syndicat mixte de 21 communes de faire un bilan des douze premières années et d'élaborer une nouvelle charte. Mais le processus a été rapidement interrompu, en raison des risques d'incohérence entre le document en préparation et le schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) de 1994.

La densité de projets d'urbanisation en lisière de parc, fondée sur les dispositions du SDRIF, dépassait en effet les quotas inscrits dans la charte. Mais surtout, le dossier du prolongement de l'autoroute A 12, en provenance de Paris et qui se termine en cul-de-sac dans la ville de Trappes (Le Monde du 21 novembre 1997), bloquait le processus de renouvellement de la charte.

### UNE SOLUTION POUR L'A 12

Les différents tracés, évoqués depuis trente ans, passent tous plus ou moins à travers le parc de Chevreuse. Dans le document préparatoire de la nouvelle charte, les élus se disaient « opposés à toute nouvelle infrastructure d'intérêt national à travers le parc ». Le préfet de région a refusé ce projet, non conforme au SDRIF, qui dessine en pointillés un tracé en limite du parc. Un nouveau document a donc été élaboré sans référence au projet d'autoroute. Le projet de charte est cependant resté près d'un an sans être signé par les ministères de tutelle. Dominique Voynet, ministre de l'environnement, savait en effet que l'absence de tracé pour l'A 12 pouvait provoquer des recours des communes riveraines de la RN 10,

sur laquelle s'écoule actuellement le trafic de l'A 12. Et Jean-Claude Gysso, ministre des transports, qui souhaite trouver une solution, voulait garder ouverte une possibilité de passage par le PNR.

L'affaire a été transmise au Conseil d'Etat. Celui-ci estime, dans un avis remis au gouvernement à la mi-décembre 1998, que le maintien de la charte sur l'A 12 ne rend pas ce document incompatible avec le SDRIF. Les obstacles administratifs et juridiques étant levés, la charte pouvait être signée par le premier ministre. Si on se félicite, dans les cabinets ministériels, de voir le parc de Chevreuse retrouver une existence administrative, il reste à trouver une solution pour l'A 12. Les communes qui se sont mobilisées pour le prolongement de l'autoroute à travers le PNR se sont réunies, mercredi 13 janvier, pour continuer leur action.

Christophe de Chenay

## M. Jospin souhaite « un partenariat » pour les contrats de plan

LE PREMIER MINISTRE, Lionel Jospin, a demandé, jeudi 14 janvier, aux 26 préfets de région, réunis à Matignon, d'engager « la consultation » avec les présidents de région pour l'élaboration des contrats de plan (2000-2006) sur la « base d'un partenariat démocratique, équilibré et républicain ». Le premier ministre leur a enjoint de « ne pas donner le sentiment aux présidents de région que le contrat préparé par l'Etat serait à prendre ou à laisser ». Il a souligné, en présence de Dominique Voynet, ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire, qu'« un bon contrat ne se juge pas au nombre de kilomètres de route construits mais au nombre d'emplois créés ». Il a appelé les préfets de Picardie, Bourgogne, Languedoc-Roussillon - trois régions aux mains d'un exécutif élu avec des voix du Front national - à la « vigilance » sur le contenu des contrats de plan, qui devra être conforme aux « principes républicains ».

### DÉPÊCHE

■ COLLECTIVITÉS LOCALES : l'Association des maires de France (AMF) a souhaité, jeudi 14 janvier, « une meilleure articulation » des compétences entre les différentes collectivités locales avant la discussion du projet de loi sur l'aménagement du territoire, prévue le 19 janvier à l'Assemblée nationale. L'AMF estime qu'il ne faut « pas introduire une complexité supplémentaire dans le paysage administratif ». « Ceci exclut que le pays soit érigé directement ou indirectement en un échelon supplémentaire d'administration territoriale ». De son côté, l'Assemblée des districts et communautés de France (ACDF) a souhaité que « la mission du pays » n'aille pas « au-delà de l'élaboration d'une charte de développement du territoire ».

## Les trop longues files d'attente des cinémas rennais

### RENNES

de notre correspondant régional. Les Rennais étanchent enfin leur soif de cinéma. Jusqu'au lundi 18 janvier, une centaine de films sont à l'affiche du festival Travelling, dont la dixième édition est consacrée aux « villes imaginaires ». L'abondance et la variété (voire l'éclectisme) de la programmation font exception dans le quotidien du cinéophile rennais. Jérôme et François, deux étudiants en informatique, s'apprennent à pénétrer dans L'Antre de la folie, de John Carpenter.

Comme tous les amateurs de cinéma de la ville, ils ont leurs trucs pour éviter la foule. « Mieux vaut ne pas aller au Gaumont, c'est toujours archi-plein. » Et leurs récriminations : « A Rennes, le choix est limité, les salles passent surtout des films commerciaux. » Gaëtan, vingt-huit ans, fidèle du Ciné-TNB et de l'Arvor, les deux cinémas art et essai de Rennes, reste aussi sur sa faim : « J'ai beau aller 5 ou 6 fois par semaine au cinéma, je rate des films. Ils ne restent jamais assez longtemps à l'affiche. »

Le district de Rennes compte une vingtaine d'écrans pour 340 000 habitants. A peu près autant qu'à Quimper (60 000 habitants). Et pendant quelques années encore, le public devra s'agglutiner le samedi soir sur le quai Duguay-Trouin, dans l'espoir d'accéder à

l'une des huit salles obscures du Gaumont avant que la séance n'affiche complet. « Le cinéma est le parent pauvre de la culture à Rennes. En créant Travelling, nous voulions projeter des films qu'on ne voit pas ici », résume Hussam Hindi, directeur artistique du festival, qui était étudiant à Rennes quand il a lancé le projet. Eric Gouzamet, délégué général, ajoute : « Rennes compte beaucoup de cinéphilas. L'année dernière, 40 000 ont fréquenté le Travelling consacré à Tokyo. »

Le sous-équipement de la capitale bretonne plonge la municipalité (PS) dans l'embarras. Farouchement opposée à la construction d'un multiplexe en périphérie, elle donne pour l'heure la priorité à la rénovation des cinémas existants. « Il faut garder un centre-ville vivant », martèle Martial Gabillard, adjoint à la culture, qui craint de voir un « supermarché du cinéma » vider les salles du cœur de Rennes. Quatre nouvelles salles pourraient donc venir s'ajouter aux six écrans du Colombier, le cinéma implanté dans le grand complexe commercial du centre-ville.

Jusqu'à présent, la municipalité a réussi à bloquer tout projet d'implantation d'un multiplexe dans le district. Mais cette résistance pourrait céder. Pour les grandes sociétés de distribution (UGC, Gaumont, Kinopolis...), Rennes reste une ville à prendre : 1 350 000

personnes ont fréquenté les salles de la ville en 1998. « Si la progression se poursuit au rythme de celle de Nantes, la fréquentation pourrait doubler dans les prochaines années, prévoit Philippe Paumelle, président de la Soredic (Société rennaise de diffusion cinématographique). Un marché d'un million d'entrées, ça fait forcément rêver. » M. Paumelle sait de quoi il parle : sa société, propriétaire du Colombier à Rennes, mais aussi de multiplexes à Saint-Nazaire et Lorient, est sur les rangs.

Le district de Rennes pourrait ne plus avoir d'autre choix que d'accepter l'ouverture d'un complexe en périphérie : les petites communes situées en dehors de ses limites auraient en effet été contactées par de grandes sociétés de distribution. « Dans ce cas, nous préférons que le projet aboutisse à l'intérieur des frontières du district », admet, à contrecœur, M. Gabillard. L'éventuelle arrivée d'un multiplexe n'ébranle pas la confiance des créateurs de Travelling. « Il faut satisfaire la demande, avance M. Hindi. Si les petites salles font bien leur travail, en créant l'événement et en se rapprochant de leur public, elles s'en sortent. Et nous, avec notre festival, nous ferons de la résistance ! »

Gaëlle Dupont

## Le Grand Débat France Culture - Le Monde

animé par Alain Rollat

“ Quelle justice internationale ? ”

avec Patrick Baudouin, Mario Bettati,

Monique Chemillier-Gendreau, Gilbert Guillaume

et Serge Sur.

les lundis 18 et 25 janvier 1999, 21h-22h



Le Monde

هذا هو الحد



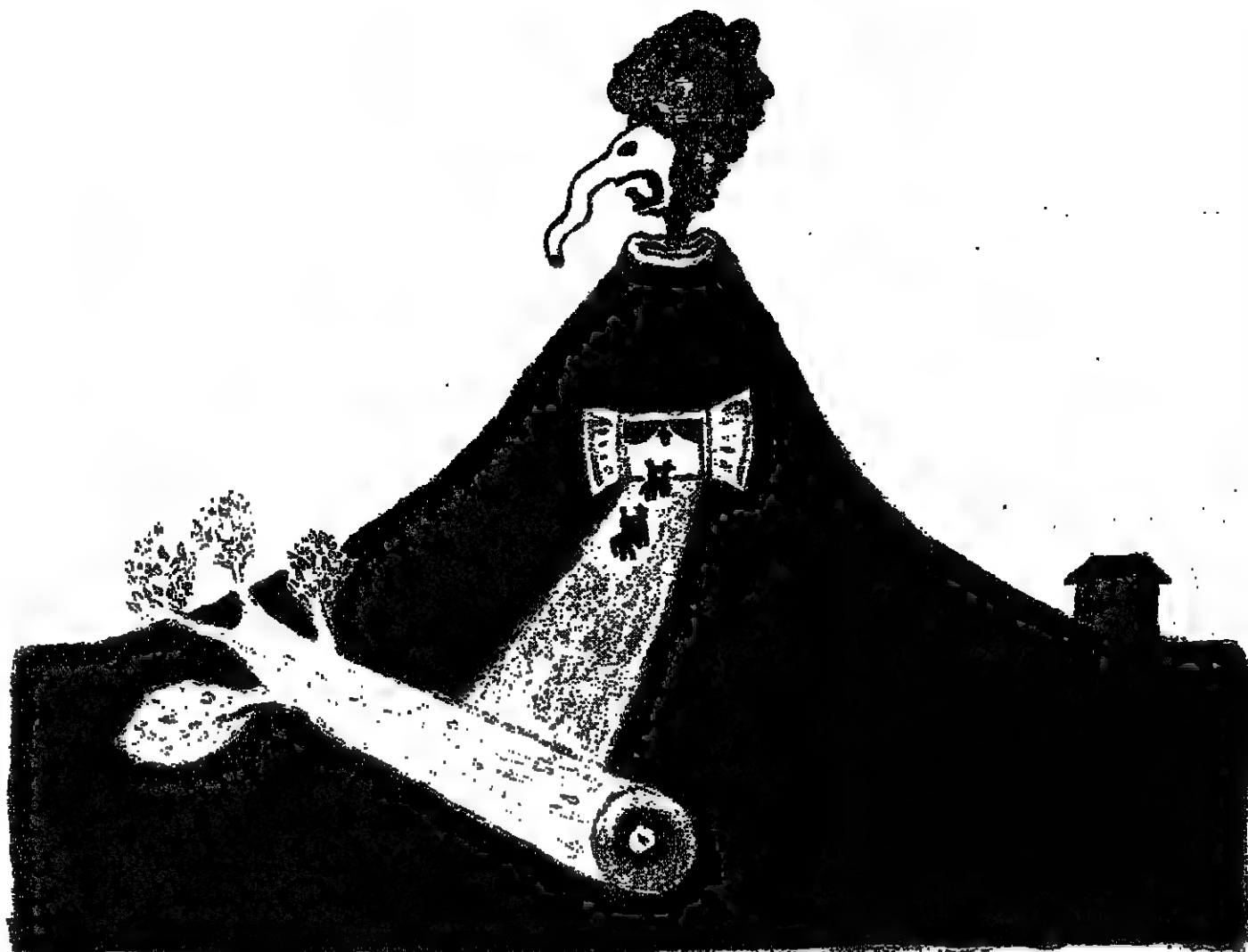
**P**AK BUDI a répondu sans hésiter : la « krisman ? Cela ne change rien ici ». C'est ainsi que les Indonésiens se sont appropriés la kris monétaire ou crise monétaire. Le petit homme sec, tout en muscles, exprime avec un sourire de pendeur et d'infinie patience un appétit de vivre sans limite. Parler politique, il y a un an, c'était risquer la prison. Pak Budi n'ignore rien des récents événements. Il sait l'ampleur de la corruption qui gangrène l'Etat, il parle des milliards que Suharto a placés à l'étranger et se demande si c'est la pénurie de papier qui empêche le nouveau gouvernement d'imprimer des billets de banque. Mais Pak Budi n'est pas un expert en économie. Ses vrais soucis sont ailleurs, chez lui.

A Sawai, sur la côte nord de l'île de Seram, à l'extrême est de l'archipel indonésien, à quatre jours de bateau de Surabaya, le grand port de Java, le pêcheur, comme le paysan, se contente de peu. La société de consommation est ici un concept vide de sens. Les centres commerciaux, vitrines du luxe, mis à sac en mai dans la capitale, à 3 000 kilomètres de là, semblent un mirage. Pas d'eau courante à Sawai, comme dans la plupart des îles. Même à Bali, on se lave dans la rivière, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. L'électricité est distribuée avec parcimonie à ceux qui peuvent payer. Pas un seul téléphone, hormis celui de la police, pour l'ensemble des quinze villages côtiers qui jalonnent la baie. De minuscules épicerie-quincaileries qui sont aussi merceries et tabacs, généralement tenues par des Chinois, détaillent l'essentiel. En petites portions : huile, riz, gousses d'ail, graines de coriandre, piments, bonbons, lames de rasoir, du fil de couleur et des boutons, du savon, du shampoing, des brosse à dents, des kratok, cigarettes fortement parfumées au clou de girofle, du tissu. Mais les prix n'arrêtent pas d'augmenter. Le kilo de riz, élément de base de l'alimentation, a plus que doublé en un mois, passant de 1 500 à 3 500 roupies.

Pak Budi ne dit rien de la difficulté grandissante, dans cette île oubliée des Moluques, à trouver de l'essence pour le moteur de sa pirogue qu'il a lui-même taillée dans un tronc de teck. Il ne se plaint pas du manque de médicaments quand Ibu Siti, sa femme, tombe malade. Pour l'essence, il se débrouille, un litre par-ci, un litre par-là, glanés auprès des pêcheurs de thon qui viennent d'Ambon. En cas de coup dur, il y a le gotong royong, l'entraide, principe-clé de la société indonésienne. Il y a la famille, Wallulu, son village natal, à une heure de pirogue, de l'autre côté de la baie.

Renonçant à son emploi de second à bord du prahu, sorte de pinasse locale, qui assure le transport des passagers et des vivres d'un bout à l'autre de l'île, Pak Budi est, avec ses deux grands fils, chargé de l'entretien des six bungalows, ancrés sur des fonds coralliens, du premier et modeste complexe hôtelier de Seram. Il est quasi intacte, l'une des plus vastes de l'archipel. Tout à son affaire, il se dédiesse pour raconter la jungle, montrer comment on récolte le sago, sorte de mélasse que l'on tire d'un palmier nain et dont on fait des galettes pour remplacer le riz. Habile à décrocher des noix de coco à 15 mètres du sol, fier de repérer l'aigle blanc cohabitant avec les chauves-souris à fourrure, toujours prêt à traquer le crocodile ou à pêcher le barracuda.

L'attente dans le « routier » de Saka a défilé les langues. Cinq tables de bois peintes en bleu, des tabourets de plastique rouge. Il est 11 heures. On tue le temps devant un plat de nasi goreng, riz rose épicé accompagné d'un œuf frit, et un thé brûlant très sucré. Saka, une dizaine de baraques autour d'un ponton, marque, sur la côte nord de l'île de Seram, la fin de l'unique route transversale. Le seul véhicule à quatre roues motrices capable de traverser la jungle montagneuse transformée en fondrière par la mousson a deux heures de retard. L'heure élastique, jam karet, est une particularité indonésienne. Rien ne sert de s'impatienter. La pluie a parlé, et la boue fait loi. Les passagers de la ligne régulière doivent se résoudre à partir à pied



## L'irrationnel au secours des Indonésiens

**Loin de Djakarta et de ses émeutes, la crise économique sévit aussi dans les treize mille îlots de l'archipel. Mais l'entraide et une vie spirituelle en harmonie avec la nature la rendent plus supportable**

en portant leur barda à la palanche... jusqu'au car, bloqué à 5 kilomètres. Il n'y a pas le moindre mouvement d'humeur contre les autorités, incapables d'entretenir correctement la route. L'indonésien a sa fierté et garde le sourire dans les situations les plus difficiles.

**E**n pleine crise, Wallulu, le village de Budi, organise une collecte pour les jeunes mariés. A l'ombre de la mosquée, avec son bulbe rouillé au-dessus des maisonnettes de bambou, deux haut-parleurs géants, loués pour l'occasion, hurlent du disco destiné à ramener la population. C'est jour de fête religieuse. Les notables collés du calot noir musulman siègent devant les baffes. Les doyennes édentées, en sarong et blouse de dentelle rose, agenouillées sur une natte, recitent, dans une corbeille d'osier, les billets de 5 000 roupies (4 francs). Le revenu mensuel d'un employé oscille entre 100 000 et 200 000 roupies, de 90 à 180 francs). Que ce soit aux Moluques, dans les petites îles de la Sonde, à Flores comme à Bali, ou en plein centre de Java, les surpeuplés, où vivent plus de la moitié des deux cent deux millions d'Indonésiens, on ne peut que s'étonner de la noblesse avec laquelle ce peuple fait face aux événements les plus tragiques. L'étranger qui débarquerait sans avoir lu la presse ni regardé la télévision depuis un an n'aurait aucune idée des difficultés économiques dans lesquelles se trouvent les gens.

D'un bout à l'autre de l'archipel, étirant ses treize mille sur 5 000 kilomètres, distance égale à celle qui sépare l'Europe de l'Amérique, domine une atmosphère non enfant. Ni bousculade ni tension sur le marché de Yogyakarta, noir de monde, en plein midi, comme à la gare, tout au bout de Malioboro, alors que les vendeurs à la sauvette se mêlent aux voyageurs. Pas plus d'excitation sur le port de Surabaya, où des milliers de passagers attendent, en somnolant ou en plaignant, assis au milieu de leurs baluchons, un bateau qui a plus de vingt-quatre heures de retard.

Ni les trois cent cinquante ans de colonisation néerlandaise, ni la guerre avec les Japonais, ni trente-deux ans du totalitarisme de la famille Suharto, ni la déroute économique, ne semblent avoir ébranlé

le naturel des Indonésiens. Il n'y a pas un mot à ajouter à ce qu'écrivait Henri Michaux en 1933 : « Ce peuple a quelque chose de sain, de noble, de propre, d'humain... Accueillant, plein d'humour, moqueur... [Il] déteste l'éclat. Quand il se met en colère, c'est vraiment qu'il n'en peut plus, qu'il est excédé. Alors sa colère fait massacre et se termine par sa propre mort. »

Lors d'un premier voyage à Yogyakarta, à la mi-avril, un mois avant la démission de Suharto, on avait rencontré, Fendry, vingt-trois ans, étudiant en philosophie. A la nuit tombée, il assurait la permanence du QG d'un groupuscule révolutionnaire dans un réduit de l'université Gadjah Mada. En chemise noire, un casque de moto sur le crâne, il déclarait : « Je veux seulement que notre pays soit meilleur. On exige la démocratie. On n'a pas peur, on veut montrer à Suharto qu'on a la force de lui résister. Pour être nous-mêmes, pour gagner notre âme, on veut atteindre le peuple, chaque élément de la société, les gens de la rue, les conducteurs de becak (cyclo-pousse). » La force secrète des indonésiens s'appelle le rasa, commente une lettrée javanaise. « C'est à la fois le sentiment, la sensation et la perception, par le plus intime en soi, de la vraie vision du monde. Une vision qui ne passera pas par le rationnel et qui intègre toutes les forces de l'invisible. »

A Yogyakarta, au centre de Java, la capitale culturelle du pays, l'aura du sultan, Hamengkubuwono X, chef spirituel des javanais, qui se présente lui-même comme le médiateur entre Dieu et son peuple, est immense. Alors qu'il recevait très simplement, avec du Coca-Co-

la et des biscuits, dans une salle ouverte à tous vents de son palais, il confiait : « Comme chef religieux, je suis chargé de vérifier l'existence de la loi coranique pour le bien du peuple. J'ai pour mission de le protéger, de proposer la paix, d'apporter la prospérité et de limiter la passion humaine. Comme descendant des rois javanais, je suis obligé de rappeler au chef de la nation qu'il a oublié de tenir son rôle protecteur et providentiel. »

**« Le volcan Merapi marque la relation verticale entre le peuple, le roi et Dieu. »**

Le 19 mai, un mois après cette discussion, le sultan a évité le pire à sa ville. Arpentant les rues, debout sur le marchepied de sa voiture, il appelait au calme, avec un porte-voix, les émeutiers qui commençaient à s'attaquer aux édifices de la ville. Le lendemain, le 20 mai, Suharto annonçait sa démission.

En écoutant le sultan, on percevait la manière indonésienne de mêler les cultes animiste, islamique, hindouiste (les épopées du Ramayana et du Mahabharata inspirent largement la culture populaire) et bouddhiste qui forment la mosaïque culturelle et religieuse du quatrième pays de la planète par sa population. « Le Javanais doit avoir l'intention de s'unifier avec la nature, dit Hamengkubuwono X. Le volcan

Merapi est un symbole très important - ce cône parfait, l'un des six volcans les plus actifs de la planète, domine la ville de ses 2 911 mètres. Il donne une direction, une façon de vivre et d'élaborer le pouvoir, il marque la relation verticale entre le peuple, le roi et Dieu. Tandis que l'océan indien (situé à 27 km plein sud) symbolise la relation horizontale entre le pouvoir et la population. »

Le mont Merapi, source de puissance spirituelle, c'est le linga, l'emblème phallique de Shiva, divinité de la trilogie hindoue, représenté par le Tugu, obélisque située sur Malioboro, l'avenue centrale de la ville marquant l'axe nord-sud, du volcan au palais. L'océan Indien, c'est la matrice féminine, le yoni, complément du linga. Là, dans la longue houle du large et les mortels courants, vit Ratu Kidul, la reine des mers du Sud, épouse légendaire des sultans. Les puissances féminines invisibles légitiment le pouvoir temporel des hommes.

« Ici, à Yogyakarta, commente le peintre Heri Dono, on pense philosophie, concept d'atmosphère. Les gens vivent simplement, ils sont riches de spiritualité et survivent grâce à ce pribadi, symbole de vie. On sait que la vie est dure, mais on doit la regarder en face et non pas fuir les problèmes. Les gens sourient, mais, à l'intérieur, ce sont de grands combattants. » Le dessin du sarong porté par le sultan les jours de fête, ruban blanc en zig-zag sur fond brun, ne signifie-t-il pas « combat caché » ?

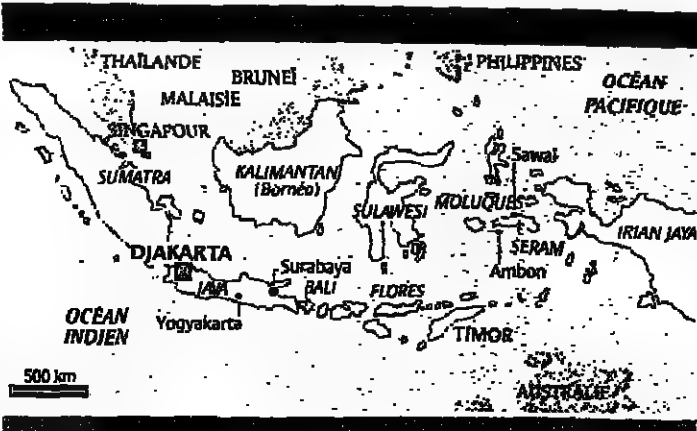
Les banderoles ont fleuri sur les murs de la ville, clamant la réforme, la fin de la corruption et du népotisme. Affiches placardées sur les vitrines, collées sur les poubelles, accrochées en travers des rues. Autour du kraton, le palais, les habitants du kampung, le pâté de maisons, ont même composé une chanson sur ce thème. La vitalité de la capitale culturelle javanaise a repris le dessus. Pour l'anniversaire du prophète, Yogyakarta est en liesse. La foire annuelle bat son plein comme si de rien n'était. Les conducteurs de cyclo-pousse jouent aux échecs en attendant les clients. Les stands ont été déployés sur la grand-place qui fait face à l'entrée principale du palais. Les deux gamelans sacrés, orchestres de percussions, vont être bénis, en grande pompe, dans l'enceinte de la mosquée. Des milliers de badauds espèrent apercevoir Hamengkubuwono X.

Foule compacte, étonnamment calme, presque silencieuse. Devant les gongs au cuivre étincelant, se tiennent les musiciens assis en tailleur. Veste bleu canard et fleur de jasmin à l'oreille. Enfin, telle une apparition divine, le sultan surgit. Excitation, bousculade. Le voilà dispersant les piécettes de cuivre porte-bonneure, comme il aurait semé du grain à la volée.

Le lendemain soir, lors d'une représentation de wayang kulit, théâtre de marionnettes, le dalang, le meneur d'ombres, met en scène Gareng, l'un des trois serviteurs de Semar, l'ancêtre mythique des javanais. Le dalang manipule des dizaines de personnages derrière un écran blanc, pour raconter une histoire, sorte de parabole inspirée des grandes épopées hindoues et réactualisée au goût du jour. Ce soir-là, le personnage de Gareng, qui devint roi après avoir usurpé le pouvoir le temps d'un bref règne, a la voix du président Jusuf Habibie, ex-bras droit et successeur du général Suharto.

Fin 1998, au lendemain d'affrontements sanglants entre l'armée et les étudiants, Djakarta pansait ses plaies et cherchait à démasquer les coupables parmi les soldats. En même temps, Yogyakarta commémorait, dans la stricte tradition, l'intronisation de son sultan. Des offrandes préparées au palais, sarongs, riz et pétales de fleurs, étaient portées au sommet du Merapi. Mbah Maridjan, le gardien des clés du volcan, officie. A mi-pente, dans le village de Kinahrejo, le spectacle d'ombres dura toute la nuit. Jusqu'à la pointe de l'aube, Mas Vishnu, le jeune dalang, n'en finit pas de dire, avec ses marionnettes, les difficultés du légendaire Semar à reconstruire le paradis. « Il s'agit, commentait une javanaise, de restaurer le paradis non pas dans le ciel, mais à l'intérieur de soi. »

Florence Evin  
Dessin de Heri Dono





# Les Indiens de la République

par Simone Dreyfus-Gamelon

**L**A FRANCE a dernièrement célébré le cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui constitue, à bien des égards, un progrès considérable, notamment par la prise en compte des droits économiques et sociaux. Une lacune, néanmoins, y subsistait : rien n'était précisé sur les droits, alors ignorés ou bafoués, des peuples autochtones dont certains vivaient dans des pays encore colonisés. Il fallut la tenue de la conférence de l'ONU à Vienne, en 1993, pour qu'ils fussent reconnus et que la décennie 1994-2004 fût déclarée « Décennie des peuples autochtones ».

L'histoire (faits de colonisation et/ou de conquête) a voulu que ces peuples se trouvent englobés dans des États dont les institutions leur restent étrangères, dont ils ne comprennent, souvent, ni la langue ni les mœurs, dont ils ne partagent pas les croyances et les systèmes de valeurs. Ces peuples minoritaires sont marginalisés politiquement, économiquement, culturellement, menacés dans leurs cultures et dans leurs vies par la perte de leurs territoires, de leurs ressources, de leurs moyens d'existence. D'où la nécessité d'une reconnaissance particulière de leurs droits.

Lors des cérémonies de commémoration qui ont eu lieu à Paris les 8 et 10 décembre 1998, le président de la République a souligné l'importance de ces peuples qui représentent aujourd'hui 300 millions d'êtres humains. On ne peut que se féliciter de cette prise de position de la plus haute autorité de l'État, mais il demeure que la France a, vis-à-vis de certains de ces peuples, une responsabilité particulière.

Certes, en Nouvelle-Calédonie, la République a finalement fait droit aux principales revendications du peuple kanak. Mais celles des Amérindiens de Guyane française restent ignorées. Elles devraient pourtant

pouvoir s'appuyer sur la Convention 169 (de 1989) de l'Organisation internationale du travail qui reconnaît aux peuples autochtones le droit d'« exercer leur contrôle sur leurs propres institutions, leurs modes de vie, leur développement économique, à maintenir et à développer leurs identités, leurs langues, leurs religions dans le cadre des États où ils vivent ». Hélas ! la France n'a pas encore adhéré à cette Convention.

Un signe de cet oubli est fourni par le récent rapport Poignant sur la pratique et pour l'enseigne-

ment des langues « régionales » sur les territoires français, qui ne fait aucune mention des langues amérindiennes de Guyane (il en existe six différentes), alors que les créoles des départements et les langues des territoires d'outre-mer y sont cités.

Or de lourds problèmes posent aujourd'hui sur la vie des peuples indiens de Guyane et des Noirs réfugiés (descendants d'esclaves fugitifs des plantations qui avaient reconstruit en forêt des sociétés autonomes, hors du monde colonial). Ces problèmes se posent principalement dans trois domaines : la propriété et la gestion foncières, la santé et le statut des territoires du sud du département.

Les droits coutumiers collectifs traditionnels partagés par les groupes locaux et de parenté sur les territoires de culture, de chasse, de pêche n'ont jamais été reconnus par le droit français. Le gouvernement envisage même une individualisation de la propriété des terres (voir *Le Monde* du 25 septembre) qui aboutirait, chez les Amérindiens et les Noirs

proches des zones d'orpaillage avaient déjà signalé dans le *Bulletin épidémiologique hebdomadaire* (no 14, 1<sup>er</sup> avril 1997) de la direction générale de la santé du ministère des affaires sociales que des groupes de ces populations, consommant des poissons, pouvaient présenter « des niveaux d'impregnation proches des seuls toxiques ».

Une controverse a éclaté à propos du projet de création d'un parc national dans la forêt guyanaise. Ce parc doit couvrir tout ou partie des territoires traditionnellement amérindiens qui sont leurs depuis des millénaires. La controverse concerne l'emplacement et les délimitations du parc, les activités qui y seraient autorisées, l'octroi, ou non, de concessions minières, notamment à des multinationales qui sont déjà sur les rangs, etc. Comment peut-on admettre que les Amérindiens, désignés par les autorités administratives ou politiques comme des « populations locales » sans spécificité, ne soient pas associés aux discussions du « comité de pilotage » chargé de mettre en œuvre le projet ?

Les Amérindiens de Guyane ont beau se mobiliser, les autorités françaises font la sourde oreille. Ainsi, une importante réunion d'Amérindiens et de Noirs réfugiés tenue au mois de juin 1998 dans un village indien wayana a débattu de ces problèmes, entre autres de la reconnaissance de leurs droits face au projet d'établissement du parc et de l'octroi de concessions minières à des compagnies. Aucune suite n'a été donnée à la résolution adoptée alors et transmise aux autorités par la Fédération des organisations amérindiennes de Guyane (FOAG). Pas davantage de réponse n'a été apportée à la lettre que la FOAG a écrite récemment au premier ministre au sujet de l'absence de mention des langues amérindiennes dans le rapport Poignant.

La situation des « Indiens de la République » a été trop longtemps occultée par ignorance, indifférence ou mépris. La France a reconnu, pour la Nouvelle-Calédonie, le traumatisme constitué par la domination coloniale et des actes politiques ont traduit dans les faits cette reconnaissance. S'agissant des Amérindiens de Guyane qui étaient soumis, il n'y a pas si longtemps, à une législation qui leur confierait un statut égal à celui de la flore et de la faune, la reconnaissance de droit reste largement à accomplir.

Les graves problèmes à résoudre concernent actuellement trois domaines ministériels : l'outre-mer, la santé, l'environnement, mais on ne pourrait admettre que les Amérindiens eux-mêmes ou les organisations qui les représentent en Guyane française continuent à être tenus à l'écart de décisions qui engagent leurs conditions d'existence et leur avenir.

**Simone Dreyfus-Gamelon** est ethnologue américaniste, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, vice-présidente de Survival International France.

# La France et les services publics

par François Rachline

**A**UJOURD'HUI, la vision manichéenne d'un combat opposant services publics et marché est dépassée. Pas en théorie. En pratique. Et en France même ! A l'idéologie anglo-saxonne qui tend à prôner le tout-privé, notre pays oppose un véritable pragmatisme. Il a mis au point depuis longtemps un système de gestion des biens collectifs qui rend caduc le vieil antagonisme privé-public. Nous semblons toujours l'ignorer, alors même que de nombreux pays dans le monde le découvrent et l'adoptent peu ou prou.

L'expression « service public à la française » exprime d'ailleurs à elle seule un consensus historique : le système français se caractérise, depuis des siècles, par l'appel à de nombreuses formes de collaboration entre la puissance publique et des acteurs économiques très souvent privés. De ce fait, le débat sur les services publics souffre d'une véritable ambiguïté. Beaucoup continuent de penser que le public et le privé sont inconciliables. Le premier serait le lieu d'exercice de la moralité économique ; le second l'espace quelque peu cynique du marché. D'un côté se trouverait la garantie de l'égalité des citoyens pour l'accès à certains biens essentiels comme l'électricité ou le transport ferroviaire ; de l'autre régnerait la loi d'airain du profit et de la rémunération des actionnaires. La réalité ne se laisse pourtant pas réduire aussi facilement.

Il existe des entreprises publiques profitables (EDF), et d'autres (SNCF) dont les milliards de pertes sont loin d'être éponges. Ces entreprises, encore monopolistes, offrent des services industriels et commerciaux intitulés « publics ». Par déduction hâtive, beaucoup croient qu'une entreprise publique détendant un monopole rend obligatoirement un service public. Ce raisonnement est très dangereux. Il oublie que de nombreuses entreprises à capitaux publics se trouvent en concurrence et produisent des biens et des services qui ne relèvent pas du « service public » (Air France, Renault, le Crédit lyonnais...). Il occulte le fait qu'une entreprise publique peut perdre son monopole sans pour autant cesser de remplir des missions de « service public », c'est-à-dire des obligations nationales spécifiques : c'est notamment le cas de France Télécom.

Enfin, il confond « service public » et services rendus à une collectivité. Or, en France, 75 % de la distribution d'eau, 80 % du traitement des ordures ménagères, 90 % des transports urbains et interurbains, 87 % du chauffage urbain, 70 % des pompes funèbres, 68 % de l'enlèvement des ordures ménagères et 60 % des parcs de stationnement sont réalisés par des entreprises privées. La notion de « service public » n'exige donc pas l'existence d'une entreprise monopolistique à capitaux publics. Il faut cesser d'entretenir la confusion entre celui qui décide, celui qui réalise et celui qui arbitre.

Du côté de la décision se trouve la collectivité, qui doit offrir des services à ses résidents, au niveau d'une commune, d'une ville, d'une région, d'un pays ou de l'Union européenne. Du côté de l'opération, se rangent les firmes, dont le statut juridique et la propriété du capital peuvent largement différer. S'y côtoient entreprises privées, publiques et sociétés d'économie mixte. La régulation est le troisième pôle. Organiser la rencontre entre la souveraineté et l'opérateur suppose l'existence de règles fermes pour assurer la réalisation de certains grands principes, notamment la concurrence.

Un peu comme dans l'ordre politique ou institutionnel, la démocratie économique doit donc elle aussi s'appuyer sur une séparation des pouvoirs. La collectivité décide, l'opérateur agit, le régulateur contrôle. Cette articulation marque nettement les frontières entre les différents protagonistes. Celui qui définit une politique et arrête des décisions d'intérêt national (aménagement du territoire, par exemple) ou local (infrastructures de développement) confie à celui qui opère le soin de les mettre en œuvre, mais aussi de rendre des comptes. Celui

qui contrôle vérifie la conformité aux règles, le respect des engagements ; il peut aller jusqu'à intervenir dans la détermination des prix.

Cette structure ternaire s'incarne dans l'idée de « délégation » : une organisation par laquelle une autorité publique concède à une entreprise (un « opérateur ») le soin de produire et de distribuer des services à une collectivité. L'autorité qui délègue dispose du choix de l'opérateur, conserve son droit de regard en permanence et peut décider de ne pas reconduire le contrat à l'échéance si elle n'est pas satisfaite des services rendus, c'est-à-dire si les utilisateurs sont mécontents. En cela, le système est l'équivalent dans l'ordre économique de ce qu'est l'élection dans l'ordre politique : pluralité de candidatures, attribution d'un droit exclusif de gestion pour une période donnée, contrôle de l'exercice du mandat, renouvellement du contrat ou non à l'échéance.

**La démocratie économique doit elle aussi s'appuyer sur une séparation des pouvoirs. La collectivité décide, l'opérateur agit, le régulateur contrôle**

A l'antique relation binaire entre public et privé se substitue alors une nouvelle relation, ternaire. A condition, bien entendu, que la régulation soit indépendante, et du pouvoir de décision, et de la puissance d'action. De telles autorités se développent un peu partout dans le monde et en France, où, par exemple, le projet de loi sur l'électricité propose de créer une telle institution. Ce mouvement témoigne, sur le fond, de la dissociation progressive des fonctions : une chose est de déterminer une priorité politique (par exemple, l'indépendance énergétique du pays), une autre de produire et de distribuer de l'électricité, une autre encore de s'assurer des bonnes pratiques concurrentielles.

Le système français représente ainsi une vieille nouveauté trop souvent méconnue. Entrée dans les faits depuis fort longtemps (Colbert utilisait déjà des entrepreneurs privés pour moderniser la marine royale), la gestion déléguée à la française conduit la Banque mondiale, dans son rapport de 1994, à en traiter comme d'un « modèle ». L'Union européenne va aujourd'hui de plus en plus dans ce sens. Les vrais services publics « à la française » sont ceux qui témoignent d'un accord négocié entre la puissance publique (quel que soit le niveau territorial auquel on se situe) et un opérateur (privé ou public et parfois mixte). L'ensemble étant contrôlé par une autorité régulatrice. Cette logique s'appuie sur un démarquage strict entre le public et le privé, afin de ne pas mélanger les genres, dont la confusion est le plus souvent cause de corruption. Certes, des affaires ont pu noircir le partenariat privé-public, mais faut-il condamner la réussite de la gestion déléguée au nom de la lutte contre la corruption, ou condamner la corruption au nom du soutien à la réussite ?

Quoique ancien, le système français n'est pas encore définitivement stabilisé. Il est possible de l'améliorer afin qu'il parvienne à combiner au mieux éthique et efficacité, à quoi il aspire, car il témoigne d'une organisation des rapports entre public et privé qui va très au-delà du tout-Etat et du tout-marché. Il préfigure aussi peut-être ce que pourrait être un capitalisme bien tempéré, au sein duquel le combat entre public et privé aurait laissé place au contrat.

**François Rachline** est économiste (IEP-Paris et université Paris-X).

# Fin du jacobinisme électoral ?

par Hugues Portelli

**C**ES AFFRONTEMENTS qui secouent depuis mars 1998 le conseil régional de Rhône-Alpes ne se limitent pas à la seule question des rapports entre droite traditionnelle et extrême droite. Ils sont aussi et peut-être surtout la conséquence du choix fait lors de la composition des listes patronnées par Charles Millon. Soucieux d'échapper aux oukases des états-majors parisiens, il avait pué largement dans la société civile de sa région, ce qui lui a permis, au lendemain des élections, de pouvoir disposer d'une large autonomie tactique.

Elle a permis l'alliance avec le Front national, malgré l'hostilité des directions nationales du RPR et de l'UDF. Elle permet maintenant à la minorité centriste de son groupe d'échapper tout autant aux directives parisiennes et d'être portée à la tête de la région avec l'appui de la gauche.

Ce type de situation se multipliera dans les années à venir, dans la mesure où les liens se distendent entre les différents niveaux de pouvoir et où le centralisme n'a plus les moyens d'imposer une stratégie uniforme pour l'ensemble des compétitions politiques. D'un niveau à l'autre (Europe, Etat, région, département, commune), les compétences exercées, et donc les enjeux, ne sont pas les mêmes et les clivages ne se juxtaposent pas : l'opposition entre fédéralistes et souverainistes sur l'Europe ne recoupe pas celle entre libéraux-conservateurs et sociaux-démocrates sur la vie nationale, entre régionalistes et jacobins dans la vie locale.

Il est parfaitement artificiel de faire entrer dans un même moule idéologique ces différents clivages, ce qui a conduit, par exemple pour les élections européennes, à des campagnes électorales fictives : ces dernières années, les différents partis de droite ont tenté de constituer une liste unique (1984, 1994) qui n'a duré que le temps du scrutin, puisque les élus se sont ensuite répartis entre trois formations européennes différentes (démocrates-

chrétiens, libéraux et gaullistes) durant leurs cinq années de mandat.

La différence de mode de scrutin contribue aussi à creuser les différences : le scrutin majoritaire des élections législatives et cantonales permet la constitution de blocs de gauche et de droite compacts. Le scrutin proportionnel des régionales favorise, à l'inverse, l'émergence des formations anti-système (extrême gauche, écologistes, extrême droite), qui diversifie les possibilités d'alliance en fonction des rapports de forces et des traditions locales : les écologistes, les chasseurs, l'extrême droite régionaliste (comme en Alsace) ou nationale peuvent ainsi fournir l'appui indispensable aux partis traditionnels.

Le développement progressif du non-cumul des mandats, en favorisant la constitution de carrières politiques diversifiées et donc de systèmes politiques autonomes, devrait accélérer cette différenciation des stratégies et des alliances.

Face à cet éclatement du système de décision et de représentation, les partis traditionnels auront toujours plus de difficulté à imposer une stratégie uniforme. Leur tentative de nationaliser les enjeux et les scrutins, constante sous la V<sup>e</sup> Répu-

blique, a connu son apogée au début des années 80, avec l'embrèvement des élus dans les grands partis, l'érosion des « divers » gauche ou droite, et l'imposition d'une discipline d'alliance fatale aux « trisismes forces » de la IV<sup>e</sup> et des débuts de la V<sup>e</sup>. Le développement parallèle de la construction européenne et de la décentralisation rend cet effort toujours plus difficile, comme en témoigne la multiplication des dissidences (avant ou après l'élection) des élus locaux. La transformation des élections en référendums pour ou contre le gouvernement du moment (si celui-ci est particulièrement impopulaire) reste la dernière tactique encore efficace de « nationalisation » du scrutin.

La diversification des systèmes politiques – européen, national et local – constitue en tout cas un défi difficile pour les partis. Ceux-ci doivent inventer un nouveau type de fonctionnement interne, lui aussi décentralisé, qui combine unité culturelle et programmatique et autonomie de gestion des situations politiques. C'est le système qui prévaut en Allemagne fédérale, par exemple.

Encore faut-il que cette décentralisation n'évolue pas vers une

formule notablement à la française, où la faiblesse traditionnelle des partis favorise l'indépendance des notables locaux et la constitution d'alliances purement opportunistes, reposant sur le débâchage (le « transformisme » à l'italienne), voire sur des accords avec des formations non démocratiques. L'exemple de l'UDF, incapable d'imposer en 1998 une éthique politique à ses élus prêts à pactiser avec l'extrême droite, montre ce à quoi une certaine forme de décentralisation de la décision, voulue ou subie, peut conduire.

La recomposition territoriale et décisionnelle des structures partisanes ne peut donc qu'accompagner la recomposition des structures institutionnelles. Favorisée par la fin progressive du jacobinisme électoral, elle peut conduire au meilleur – l'émergence d'une vie politique adaptée aux réalités locales plutôt qu'aux schémas tactiques élaborés par les appareils partisanes – mais aussi au pire : la généralisation du clientélisme et du cynisme politique.

**Hugues Portelli** est professeur de science politique à l'université Paris-II.

# Noir miroir du 18 janvier

par Max Gallo

**D**IX-HUIT JANVIER 1999 ! Mon beau miroir ! On se souviendra de cette date. L'euro vagissant s'y mire entouré de Rois mages qui déposent dans son berceau les promesses : croissance, emploi, unité politique. Quel merveilleux enfant ! Et ce jour-là, comme un autre cadeau, le Congrès – députés et sénateurs – réuni à Versailles votera la révision de la Constitution nécessaire à l'adoption du traité d'Amsterdam ! Dix-huit janvier ! Mon beau miroir ! Quelque chose grimace pourtant au fond. Quelle est cette sor-

cière ? Cette vieille édentée qui s'appelle l'histoire nationale ? Cette perverse, cette rouée, cette criminelle, cette empêcheuse de chanter en chœur, comme des anges, l'hymne à la joie ?

Pourquoi vient-elle troubler avec sa satanée mémoire et ses vieilles estampes tachées de sang, de douleur et d'humiliations, la grande fête de ce 18 janvier ? Pourquoi vient-elle ternir ce miroir ?

Car un 18 janvier – mais qui sait encore cela chez ces superbes constructeurs d'Europe qui imaginent qu'ils peuvent, en tapotant sur un clavier d'ordinateur, effacer la mémoire des peuples et

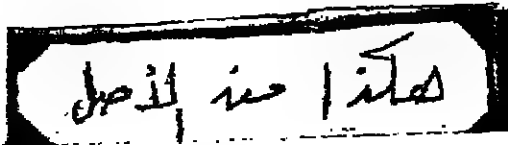
convertir les nations européennes en Euroland ! – donc, un 18 janvier, à Versailles aussi dans la Galerie des glaces, devant un parterre de généraux prussiens, de princes allemands casqués et bottés, fut proclamé le Reich et acclamé l'empereur d'Allemagne.

Mon noir miroir du 18 janvier 1871 : la France était vaincue, amputée. Paris assiégé. Quelle grimace ! Quelle fêlure symbolique dans notre beau 18 janvier 1999. Fermons les yeux, n'est-ce pas ? Et chantons.

**Max Gallo** est écrivain et historien.

سنة ١٩٩٩





# Les quatre scénarios de l'après-euro

**C'**est aujourd'hui que se conçoivent les politiques pour les années à venir, c'est-à-dire pour l'après-euro. Cette constatation d'évidence ne paraît cependant susciter aucune interrogation, aucun débat. Comme si l'euro ne changeait rien à la conception des politiques économiques. La monnaie unique est un instrument, non une fin en soi, et la façon dont cet instrument sera utilisé sera déterminante pour l'avenir des pays européens (...).

Pourquoi (alors) fait-on silence sur les politiques que l'on mettra en œuvre ? C'est que les règles de conduite, d'ores et déjà adoptées pour l'après-euro, interdisent de fait d'utiliser les instruments de la politique économique pour combattre le chômage (...).

Le système européen de banques centrales constituera très probablement l'autorité monétaire la plus indépendante du monde et le pacte de stabilité l'une des limitations les plus contraignantes au pouvoir des gouvernements pour financer leurs dépenses par l'emprunt. Sans instance centrale de coordination et de décision, les gouvernements des pays européens seront alors comme des collectivités locales jouissant des seules libertés que permet la gestion comptable. Ces règles, selon qu'on les considère comme exhaustives ou non, comme manipulables ou non, peuvent s'appliquer à quatre modèles alternatifs différents de développement économique en Europe.

## 1. Le modèle de la séparation

Dans ce premier modèle, l'économie est considérée comme étant disjointe de la société et, comme les politiques sociales restent de compétence nationale, la société est à son tour disjointe de l'Europe. Une double séparation est ainsi accomplie : l'économie serait « hors société » et la société « hors l'Europe » (...). Le sommet européen de Luxembourg sur l'emploi fournit une illustration concrète de cette vision du monde : il y aurait un sommet économique et financier et un sommet sur l'emploi. Ce qui revient à dire que l'emploi serait un problème de société alors que la finance et l'activité économique constitueraient des problèmes techniques gérés indépendamment de la société (...).

La nouveauté, à Luxembourg, n'est pas tant qu'après deux décennies d'aggravation du chômage on songe enfin à organiser un sommet sur l'emploi, mais que c'est probablement la première fois que l'on aborde la question de l'emploi comme étant d'emblée distincte de la politique macroéconomique, c'est-à-dire des questions monétaires et budgétaires. L'emploi relèverait ainsi d'une autre discipline, que l'on pourrait qualifier d'« ingénierie sociale » et n'aurait que peu à voir avec les questions de croissance et d'activité économique. La mise en exergue, par les autorités européennes, des « meilleures pratiques » confirme cette évolution (...).

Il existe, il est vrai, une façon de réconcilier cette étrange conception avec la logique économique. Il suffit d'affirmer que le chômage n'est plus aujourd'hui, comme il le fut par le passé, la conséquence d'un dysfonctionnement de l'économie, mais la conséquence d'un problème d'adaptation d'une partie de la population (...). Un exemple de ce type de conception est fourni par le « modèle hollandais », qui admet de considérer 10 % de la population active comme handicapée. Mais, d'une façon ou d'une autre, cette logique est déjà à l'œuvre dans les principaux pays européens, comme en témoigne le bas niveau de leur taux d'emploi. A une autre époque on aurait qualifié de telles situations de chômage déguisé.

## 2. Le modèle libéral pris au mot

Le modèle de la séparation, dominant aujourd'hui, est pourtant instable. Même s'il s'accommode de l'exclusion, il reste un modèle solidaire, et donc coûteux en termes de prélèvements obligatoires (...). C'est pourquoi le programme européen pourrait trouver une autre légitimation, plus positive, et qui paraît à terme la plus probable : le choix d'un modèle libéral de société. L'effacement du mur de Berlin a institué le modèle américain en référence universelle. Les États-Unis ne montrent-ils pas l'exemple des performances que peut accomplir une économie libérale ? (...) Ce que montre l'exemple des États-Unis, c'est surtout que la société américaine ne tolère pas le chômage. Qu'en complète opposition avec l'Europe les gouvernements américains utilisent massivement tous les instruments de la politique économique (budgétaire, monétaire et de change) chaque fois que l'essoufflement de la croissance fait remonter le chômage (...).

Les gouvernements américains n'ont jamais renoncé à leur responsabilité en matière de régulation macroéconomique. Leur libéralisme est limité à l'acceptation des inégalités de revenus, mais leur politique économique est des plus interventionnistes. Or c'est cette renonciation qu'entérinent les règles de conduite de la politique économique dans l'espace de la monnaie unique : pacte de stabilité (et de croissance) ; indépendance de la Banque centrale européenne ; absence de gouvernement économique (...).

Si les politiques monétaires continuent d'être conduites de main de fer, contraignant les gouvernements à persévérer dans l'ajustement budgétaire, la seule issue serait celle du « tout-structurel », ce qui d'ailleurs constitue la doctrine dominante aujourd'hui. Certes, pourrait-on dire, dans l'espace de la monnaie unique, les politiques structurelles nationales ont une efficacité redoutable. C'est que l'élasticité de la demande globale européenne par rapport aux prix sera forcément plus élevée qu'elle ne l'était dans un contexte de pluralité des monnaies : les consommateurs européens pourront plus facilement comparer les prix, et les entreprises les coûts. Les stratégies nationales de compétitivité pourraient alors se révéler des plus payantes. La désinflation compétitive, la concurrence fiscale et sociale, et donc, à terme, la baisse des dépenses publiques et sociales, représentent des alternatives beaucoup plus crédibles que par le passé à des politiques d'expansion. Elles sont, de fait, des substituts aux stratégies de dévaluation compétitive (...).

A ce stade du raisonnement, on perçoit le côté paradoxal de la construction européenne. A la question : quelles politiques « nationales » seront favorisées par les règles du jeu qui accompagnent la mise en place de la monnaie unique ? Force est de répondre, si on devait en rester là, que ce seront les politiques non coopératives. Si on devait en rester là,

**Quelques jours après le lancement de l'euro, une équipe indépendante d'économistes, celle de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), animée par son directeur, Jean-Paul Fitoussi, publie, pour la première fois, un Rapport sur l'état de l'Union européenne. Considérant qu'avec la monnaie unique « jamais l'Europe n'avait connu mutation aussi radicale », ils jugent plus nécessaire que jamais d'ouvrir le débat. Le Monde publie des extraits de ce premier rapport**

c'est-à-dire si l'on n'établissait pas d'autres règles du jeu ayant pour effet d'empêcher une concurrence fiscale et sociale par le bas. Mais admettons qu'un code de bonne conduite fiscale et sociale soit adopté, avec le même caractère contraignant que le pacte de stabilité. Que restera-t-il alors comme marge de manœuvre aux gouvernements ? (...)

## 3. Le « retour de la souveraineté nationale »

Le troisième modèle est celui où les gouvernements nationaux mettent à profit les marges de manœuvre supplémentaires créées par l'euro. La monnaie unique contient en effet en germe le retour du politique, son relatif affranchissement par rapport à une tutelle des marchés financiers devenue trop exigeante (...). Le paradoxe est que le retour du politique que permet la monnaie unique se produit dans le contexte d'une idéologie dominante qui fait du marché le lieu de tous les dynamismes et de tous les pouvoirs. Cette contradiction entre une potentialité réelle et une idéologie explique très probablement le silence que l'on fait sur cette marge de manœuvre retrouvée, cette liberté accrue du politique de maîtriser l'avenir.

Plus encore, le paradoxe s'approfondit lorsque l'on constate que les gouvernements européens ont adopté des règles, le pacte de stabilité notamment, qui leur interdisent de facto d'utiliser, au moins pour un temps, leur pouvoir retrouvé. Comme s'ils avaient eu, à l'avance, peur d'être confrontés à leur propre liberté. Et elle est grande. Le taux d'intérêt à court terme redevient désormais une variable politique, plutôt qu'une donnée imposée par les marchés. Les contraintes extérieures « nationales » disparaissent, alors que la contrainte extérieure européenne est bien légère en raison de la faible ouverture de l'économie européenne. La politique budgétaire nationale retrouve, dans ces conditions, une efficacité maximale, dans la mesure où ses effets ne sont pas dissipés par une augmentation du taux d'intérêt national.

On comprend mal alors la logique du pacte de stabilité, qui, sous prétexte de protéger l'ensemble des pays des conséquences de la conduite irresponsable de l'un d'entre eux, les contraint de fait à renoncer à un bénéfice important, celui qui était associé jadis au principe de la locomotive (...).

## Des économies liées mais mal coordonnées

**B**IEN que le marché unique européen soit loin d'être achevé dans le détail microéconomique, sa réalité s'est pourtant matérialisée. La densité des interdépendances commerciales l'emporte sur tout autre facteur pour propager rapidement, d'un pays européen à l'autre, l'expansion ou le repli de l'activité. Depuis quelques années, les forces de différenciation des conjonctures nationales n'ont pas manqué et le rôle d'impulsion des retournements conjoncturels n'a pas été uniformément réparti : le couple franco-allemand a été à l'origine du repli européen en 1992-1993, et puis de la reprise de 1995-1996, les pays dévaluationnistes de la reprise de 1993-1994. Les petits pays ouverts sont souvent en avance dans la phase d'expansion qui s'affirme en 1997-1998. Mais la similitude renforcée des cycles européens, via l'intensification des effets de transmission commerciaux et les progrès de la convergence macroéconomique, fait que la synchronisation n'a guère besoin que de quelques mois pour l'emporter. Cette communauté cyclique ne se limite pas au « noyau dur » mais inclut des pays longtemps considérés comme étant à sa périphérie (l'Italie, la Finlande, la Suède).

La synchronisation conjoncturelle récente résulte de facteurs qui se sont progressivement mis en place : système monétaire européen, marché unique et convergence des politiques économiques, notamment budgétaires, mais se cumulent désormais. Elle n'a pas suivi non plus une évolution parfaitement régulière. Après la coïncidence des récessions consécutives aux chocs pétroliers, elle était retombée à un niveau faible au milieu des années 80, lorsque les économies européennes affrontaient, dans le sillage de l'effondrement de l'Union soviétique, des importations massives de marchandises chinoises. Si l'on s'en tient au couple franco-allemand, les cycles de ces deux pays sont fortement synchronisés, depuis les années 60 parce qu'ils répondent à des impulsions communes de demande interne et externe. C'est cependant la corrélation des demandes internes privées, de consommation et d'investissement, et non celle des demandes publiques, qui a contribué, jusqu'au début des années 90, à cette synchronisation (...).

La synchronisation européenne est cependant loin d'être maîtrisée et coopérative. S'il arrive que l'Allemagne exerce sur ses partenaires des effets de transmission inverse – une expansion allemande ayant un impact partiellement restrictif sur ceux-ci, via les tensions engendrées sur les taux d'intérêt –, de tels effets sont dominés par le poids des interdépendances commerciales. Ni ces effets ni les réactions nationales, par la voie notamment de dépréciations monétaires comme en 1992-1993, ne suffisent désormais à différencier durablement les conjonctures. (...) La reconnaissance d'une communauté d'intérêts conjoncturels n'est de fait pas acquise au sein de l'Union. L'analyse et, plus encore, les choix politiques en restent encore trop distants.

La relation entre le cycle européen et le cycle américain est de nature duale. Elle fait jouer les effets d'entraînement exercés par l'économie américaine, mais aussi des effets d'éviction. Les premiers reposent sur la dynamique des échanges commerciaux et témoignent de la forte sensibilité de l'économie mondiale, et de l'Europe en particulier, à l'impulsion publique pratiquée par les États-Unis. Les seconds passent par la

## 4. Le modèle fédéraliste

Si les pays européens retrouvent une plus grande maîtrise de leur destin, c'est que la perte de souveraineté résultant du « fédéralisme monétaire » est plus que compensée par le gain résultant de l'affaiblissement de la tutelle des marchés. Le fonctionnement des marchés dans un système de change fixe, mais décentralisé, fut beaucoup plus attentatoire à la souveraineté nationale que ne pourra l'être la Banque centrale européenne. On pourrait y voir une ruse de l'histoire : le renoncement explicite à une part de souveraineté – l'abandon d'une liberté formelle – délivre d'un renoncement implicite à une liberté substantielle.

La marche obligée vers le fédéralisme, que certains dénoncent en raison de son caractère subreptice, n'a donc rien d'inéluctable. Elle n'est pas inscrite dans une espèce de transcendance de la construction européenne relative à la volonté des nations. Elle doit, elle aussi, faire l'objet d'un choix délibéré, fondamentalement politique. Ce choix doit être débattu au regard des avantages que l'on accorde au fédéralisme (...).

Or, il n'est que deux solutions au problème de la régulation globale en Europe : soit les pays disposent d'une grande liberté dans la conduite de leur politique budgétaire ; soit le budget européen devient suffisamment important pour permettre l'exercice d'une véritable politique fédérale.

La première voie semble bloquée par l'existence même du pacte de stabilité ; resta donc à imaginer le type d'action qui permettrait aux pays européens d'emprunter à terme la seconde.

Autrement, l'Europe serait une curieuse construction dans l'ordre du politique. L'exercice des souverainetés nationales est empêché non par des contraintes économiques, mais par des règles politiques décidées ensemble ; mais c'est au nom de la souveraineté nationale que l'on empêche une souveraineté fédérale d'émerger. Pour l'instant donc, apparemment, on assiste à un affaiblissement de toutes les formes de souveraineté. La construction politique est donc fondamentalement instable et il faudra bien y remédier d'abord par la « coordination » discrétionnaire des politiques économiques, ensuite, l'habitude étant prise, par la construction d'un échelon politique fédéral.

*Il n'est que deux solutions au problème de la régulation globale en Europe : soit les pays disposent d'une grande liberté dans la conduite de leur politique budgétaire ; soit le budget européen devient suffisamment important pour permettre l'exercice d'une véritable politique fédérale*

*L'Union européenne devrait prendre pleinement conscience que la croissance de son activité exerce sur le monde entier un effet expansif très proche de celui consécutif à une relance américaine*

compétition entre les exportations américaines et européennes et par l'impact des asymétries financières sur les demandes privées de chacune des deux zones. La pondération entre ces deux types d'effets est affaire de circonstances, notamment sur le front des changes. Les effets d'éviction sont à la source des déphasages cycliques fréquents entre les États-Unis et l'Europe. L'accentuation de ces déphasages est nettement depuis le début des années 80 une fois passés les chocs pétroliers qui ont suscité la coïncidence des récessions des deux côtés de l'Atlantique.

La désynchronisation croissante des mouvements conjoncturels des deux zones, américaine (plus largement anglosaxonne) et européenne, est un phénomène ambivalent. En dépit de l'évidente homogénéisation de la conjoncture européenne, les effets de transmission négatif qu'exercent, via la formation des taux d'intérêt et de change, les États-Unis sur l'Europe continuent de jouer, et on ne saurait donc parler d'une indépendance accrue vis-à-vis des influences monétaires et financières en provenance des États-Unis. La trajectoire du dollar, au cours des années 90, est assez bien compréhensible lorsqu'on fait référence à la notion de « taux de change d'équilibre fondamentaux » : le cours du dollar, sous-évalué en regard de la parité des pouvoirs d'achat, permet aux États-Unis de réaliser effectivement leur croissance potentielle et de rendre acceptable aux investisseurs internationaux la détention de créances en dollars. L'expansion américaine absorbe pour partie les excédents d'épargne associés, en Europe et au Japon, au sous-emploi durable du potentiel productif. La désynchronisation réelle va de pair avec

une synchronisation accentuée des mouvements de taux d'intérêt longs, au sein d'une économie financière internationale globalisée et polarisée, où les États-Unis, premier débiteur, restent le point fixe des créances internationales.

La conjoncture des années 1995-1996 a de nouveau illustré la force de cette polarisation. La dépression européenne a laissé libre, pour s'investir à l'extérieur du continent, un excédent d'épargne nourri par le désendettement des agents privés et mobilisé par les banques européennes (...). Les États-Unis ont été largement bénéficiaires de l'abondance de liquidités libérées par les faibles occasions d'investissement en Europe, qu'elles aient pris directement le chemin de placements aux États-Unis ou qu'elles aient concouru au financement de zones en forte expansion et demandeuses de produits américains. Bien sûr, ces évolutions ne sont pas sans mécanismes correcteurs (...). Les « cycles de change » suscités par la recombinaison périodique des patrimoines internationaux, dont les détenteurs n'ont pas de certitude sur les taux de change d'équilibre, participent à la régulation implicite des disparités cycliques (...). Les reflux de capitaux en provenance des places asiatiques ont soutenu le dollar et contribué à la modération des taux d'intérêt dans l'ensemble des pays occidentaux.

La constance affirmée de l'espace conjoncturel européen est devenue un fait d'évidence, qui ne va pourtant pas sans paradoxe : les Européens ne maîtrisent pas vraiment la dynamique interne de cet espace et n'ont guère de prise sur les interactions internationales auxquelles il participe. Pris comme une unité, l'espace européen n'est guère plus ouvert à

\* Le choix des extraits et les titres sont de la rédaction.



l'échange international que ne le sont les États-Unis ou le Japon. Mais, à la différence de ces deux pays, il ne fait pas l'objet d'une gestion publique qui le traite comme tel. Le groupe Euro XI, qui rassemblera, aux fins de coordination de leurs politiques économiques, les pays membres de l'union monétaire, sera le cadre naturel de l'apprentissage d'une telle gestion. La coordination des actions budgétaires qu'il aura à organiser devra équilibrer l'action monétaire de la BCE afin de parvenir à une gestion partagée du cycle européen.

La stabilisation conjoncturelle autour d'un sentier de croissance satisfaisant modifierait substantiellement et positivement la nature des anticipations des entreprises et des investisseurs, trop marquées encore par les soubresauts de la conjoncture européenne des années 90 : non seulement les anticipations des investisseurs européens, mais aussi celles des investisseurs extra-communautaires. L'attractivité exercée par l'Union européenne à l'égard des investisseurs externes s'était nettement renforcée de 1986 à 1990, pour faire place ensuite à un repli. La réussite du démarrage de l'union monétaire et sa bonne gestion conjoncturelle pourraient faire de nouveau de l'Europe une localisation privilégiée de l'investissement international, dans un contexte mondial très incertain. L'Union européenne devrait prendre pleinement conscience que la croissance de son activité exerce sur le monde entier un effet expansif très proche de celui consécutif à une relance américaine : prise comme un bloc, l'Union compte autant pour l'économie mondiale que les États-Unis. Et l'affirmation de cette puissance ne devrait pas laisser indifférents les entreprises et les investisseurs à vocation internationale.

## Les politiques de l'emploi sont restées nationales

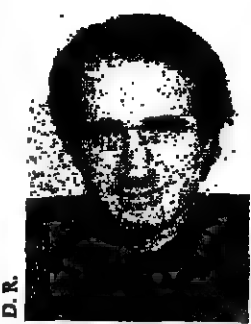
L'ANALYSE des remèdes prescrits par chacun des pays européens en matière de lutte contre le chômage montre qu'il n'y a pas de solution miracle. Toutefois, les pays qui réussissent à maîtriser le taux de chômage aux alentours de 6 % à 7 % sont ceux qui combinent au moins deux des quatre aspects mentionnés. Le premier aspect concerne l'exclusion volontaire de la population active de certaines catégories de personnes, comme les invalides aux Pays-Bas, les femmes, les jeunes et les préretraités au Royaume-Uni, en Autriche et en Belgique, et la formation des travailleurs, comme en Irlande et au Portugal. Le deuxième est la création d'emplois publics, telle que l'ont pratiquée la Grèce, le Portugal et l'Autriche. Le troisième est le mouvement de réduction du temps de travail, qui touche un grand nombre de pays européens, dont les pays scandinaves, les Pays-Bas, l'Allemagne et, tout récemment, la France et l'Italie. Le dernier aspect est relatif à la structure des économies européennes : les Pays-Bas, petite économie ouverte, ont tiré profit de la réorientation allemande en 1990 du fait de la structure particulière de leurs exportations, d'une part, et de leurs liens privilégiés avec l'Allemagne, d'autre part.

## L'impossible pacte de stabilité

Le pacte de stabilité et de croissance n'introduit ni solidarité ni prévention explicites face aux chocs pouvant affecter un membre de l'union monétaire (...). L'envi-sage des sanctions envers les pays s'écarteraient des normes budgétaires, sans définir les principes d'action collective qui les aideraient à prévenir et à résorber leurs déséquilibres autrement que par une correction nationale soignée et coûteuse. Peut-on raisonnablement envisager un fonctionnement viable de l'union européenne sur la base de telles règles d'action pseudo-constitutionnelles ? Si ces règles viennent à être perçues comme trop contraignantes par certains pays, ceux-ci risquent d'être tout simplement incités à les contourner en trichant, ou à s'en émanciper brutalement.

Certes, le pacte énonce des seuils, permettant d'apprécier la gravité d'une récession nationale et d'éviter en conséquence les sanctions au pays qui la subit. Les clauses concernant le caractère exceptionnel des situations et le caractère temporaire des déficits correspondants laissent de la place à une interprétation négociée. L'opposition entre l'automatisme de règles numériques qui ont le mérite de la clarté et la souplesse de jugements circonstanciés, susceptibles de fonder des décisions discrétionnaires, s'en trouve amoindrie. Il est difficile, en effet, de définir des règles adaptées à toutes les situations : comment traiter par exemple une récession qui, sans être instantanément violente, dure suffisamment longtemps pour creuser cumulativement les déficits publics ? Enfin, la contrainte exercée par le pacte est différente selon que l'économie européenne connaît un régime de croisière où les budgets publics sont équilibrés, ce qui laisse une marge appréciable pour faire face aux accidents conjoncturels, ou que le niveau initial des déficits les laisse au voisinage de la borne supérieure prévue par le pacte, ce qui inhibe le caractère actif de la politique budgétaire.

Même en appréciant aussi prudemment le dispositif du pacte de stabilité, il est difficile de le considérer autrement que comme un garde-fou minimal contre les risques de laxisme des politiques budgétaires nationales et comme une assurance donnée à cet égard à la Banque centrale européenne (BCE), dont les missions propres sont ainsi reconnues comme prioritaires dans le jeu des instances européennes. La légitimité du Conseil de l'euro, sa capacité à impulser la coordination positive des politiques budgétaires et à équilibrer l'action monétaire de la BCE sont encore en question. Le pacte ne choisit pas entre différents modes d'organisation budgétaire envisageables pour l'union européenne, celui d'une autonomie retrouvée de politiques budgétaires nationales prenant en charge les problèmes spécifiques des pays ou celui, polaire, d'un fédéralisme budgétaire organisant la solidarité mutuelle. Alors que les politiques budgétaires se libèrent potentiellement, avec l'union monétaire, de la contrainte extérieure (l'Europe est collectivement une zone assez fermée), la liberté effective de ces politiques apparaît au contraire davantage entravée. La crainte des effets externes négatifs qu'exerceraient les laxismes budgétaires nationaux sur la qualité de la monnaie européenne prend le dessus. L'union monétaire substitue une contrainte directe de compétitivité et de rentabilité à la contrainte de change sur les producteurs nationaux. Il en découlera un mouvement de restructurations et de reconversions, une allocation des ressources plus concurrentielle au sein de l'espace européen. Il est peu probable que ces évolutions puissent être convenablement gérées sans que la souveraineté limitée des politiques budgétaires nationales soit relayée par une action budgétaire européenne plus consistante.



Professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, Jean-Paul Fitoussi préside l'Observatoire français des conjonctures économiques. Secrétaire général de l'Association internationale des sciences économiques, il a enseigné dans de nombreuses facultés étrangères. Ayant notamment travaillé sur les théories du chômage, de l'inflation et le rôle des politiques économiques, il a publié de nombreux ouvrages, dont les plus récents sont : *Le Débat interdit : monnaie, Europe, pauvreté* (1995) et, avec Pierre Rosanvallon, *Le Nouvel Age des inégalités* (1996). Jean-Paul Fitoussi est éditeur associé du Monde.

\* Rapport sur l'état de l'Union européenne (1999), de Jean-Paul Fitoussi, avec Catherine Bruno, Jérôme Creel, Alexis Dantec, Pascal Delisle, Jacky Fayolle, Catherine Fuss, Réjane Hugounenq, Jacques Le Cacheux, Catherine Mathieu et Frédéric Zumer. Ed. Fayard - Presses de Sciences po., 257 p., 138 F.

## Il n'y a pas de marché européen du travail

À la veille de l'unification monétaire européenne, on ne peut pas parler d'un marché du travail en Europe car la mobilité de la main-d'œuvre est très faible dans l'Union européenne : en 1997, seulement 1,7 % des actifs de l'Union résident dans un État membre différent de leur État d'origine.

Pourtant la libre circulation du travail est effective depuis le début des années 70 au sein de la Communauté européenne. Elle est d'ailleurs favorisée par les procédures de reconnaissance mutuelle des diplômes. Mais le principal obstacle demeure celui des langues. De fait, la mobilité du travail est très réduite à l'intérieur de l'Union. C'est là une différence essentielle avec d'autres espaces intégrés, les États-Unis par exemple, ce qui obère la capacité de l'Union à faire face à des chocs macroéconomiques spécifiquement nationaux. En effet, la mobilité du travail des régions en difficulté vers les régions en expansion est un des moyens de limiter les effets des chocs macroéconomiques spécifiques sur le chômage.

Malgré cette faible mobilité du travail, l'évolution des marchés du travail à long terme comporte de nombreuses tendances communes : la féminisation de la population active ; la tertiarisation de l'emploi ; le ralentissement de la productivité du travail ; une segmentation du marché du travail et un chômage élevé et persistant.

Dans tous les pays d'Europe, on peut observer une féminisation rapide de la population active. Toutefois, le taux d'activité général de la population en âge de travailler a peu varié au cours des vingt dernières années. Cela résulte d'un double mouvement d'augmentation des taux d'activité féminins et de la réduction de la durée de vie active. Pour autant, il subsiste des différences entre les femmes grecques, luxembourgeoises et irlandaises, dont le taux d'activité, entre vingt-cinq et quarante-neuf ans, n'excède pas 60 %, et les Danoises, dont le taux d'activité avoisine 90 %. La réduction de la durée de vie active est due à l'allongement de la scolarité chez les jeunes et à la diminution de l'âge moyen de départ à la retraite.

La tertiarisation de l'emploi est aussi une caractéristique commune des pays européens, ainsi qu'une tendance à la division du marché du travail entre un secteur d'emplois précaires et un secteur d'emplois stables, tendance qu'il est cependant difficile de mettre en évidence. Il est indéniable qu'il y a eu un accroissement d'emplois à durée déterminée : en 1996, près de 40 % des salariés espagnols ont un contrat de travail à durée déterminée (Eurostat, 1998), alors que, dans les autres pays européens, ce pourcentage n'excède pas 20 % de l'ensemble des salariés hommes et femmes. Un tiers des contrats à durée déterminée en 1996 l'est pour une durée de sept à douze mois.

## La locomotive allemande en crise

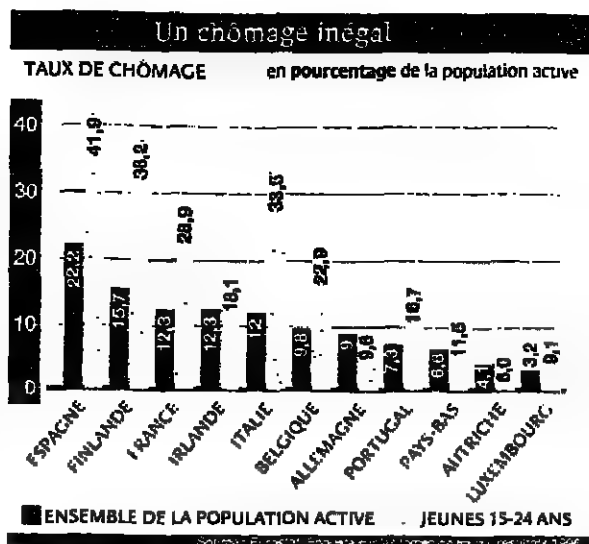
L'HÉTÉROGÉNÉITÉ structurelle des membres fondateurs de l'union monétaire reste forte, comme le montre la persistance des écarts de prix depuis une dizaine d'années, qui révèle des différences durables de productivité. Les niveaux de développement, appréciés par le revenu par habitant, vont du simple au double et les ratapages manifestent des succès inégaux. L'Espagne, l'Italie et le Portugal, dont la participation à l'union monétaire est restée longtemps incertaine, ont de bonnes raisons pour se réjouir de cette participation. Leur accès aux marchés, aux capitaux et aux technologies de l'espace européen s'en trouve facilité, car il ne sera plus troublé par l'incertitude pesant sur les taux de change. L'abandon de l'instrument du change incitera les entreprises de ces pays à poursuivre leur modernisation. La crédibilité de l'euro, si elle est garantie, bénéficiera à la politique économique de ces pays, alors qu'ils ont pu souffrir auparavant de mouvements erratiques dans la confiance qui était accordée à leur monnaie. (...) Dans le bilan positif qu'escomptent ces pays de leur participation à l'union monétaire, ces avantages pèsent lourd. Mais ils ne devraient pas masquer les contraintes nouvelles qu'ils auront à assumer : le taux de change ne sera plus à leur disposition pour corriger des déséquilibres qui leur seraient propres. Le fait que l'Espagne, l'Italie, le Portugal, l'Irlande aussi, disposent, au lancement de l'union monétaire, d'un avantage substantiel de compétitivité aide certes à la viabilité de leur participation. Mais ce n'est pas là un avantage définitivement acquis, compte tenu de l'effort de restauration de leur compétitivité engagé par les autres pays, et spécialement l'Allemagne.

Le positionnement concurrentiel de l'économie allemande

est un paramètre-clé de l'allure que prendra la compétition intra-européenne au sein de l'union monétaire. Les années 90 ont vu une oscillation ample et brutale de la compétitivité des coûts et des prix allemands. Il est évidemment tentant de rattacher cette oscillation à l'impact de l'unification allemande : aussi prononcée soit-elle, cet impact resterait transitoire, si bien qu'une fois son absorption réalisée la compétitivité allemande redevenirait normale. On peut cependant se demander si, dans la foulée des symptômes déjà perceptibles dans les années 80, l'économie allemande n'est pas confrontée à des mutations plus fondamentales, plus lentes aussi, de son insertion internationale, sur lesquelles vient se greffer la difficile gestion de l'unification. Quel cas, le devenir de ces mutations influencera aussi bien la compétitivité collective de l'Europe que celle des tensions concurrentielles intra-européennes.

La compétitivité du modèle allemand, fondée sur une spécialisation privilégiant les biens d'équipement classiques des entreprises et des ménages, était dépendante d'un certain type de croissance internationale. Lorsque les pays de l'OCDE rattrapèrent la frontière technologique américaine par une croissance intensive en capital, l'Allemagne retirait un bénéfice maximal de sa spécialisation et ses exportations étaient très sensibles à l'expansion de ses partenaires. Le ralentissement structurel de la croissance des pays de l'OCDE, l'achèvement ou l'arrêt du rattrapage sur les États-Unis et l'évolution de la nature des investissements, plus immatériels, ont altéré l'insertion internationale de l'économie allemande : le prix élevé, qui était la reconnaissance d'une qualité spécifique des produits allemands, est devenu le révélateur d'un excès de coûts dans le cadre d'une nouvelle structure concurrentielle, où le rythme et la diffusion des innovations menacent les primes de qualité allemandes. Entre la fin des années 70 et le milieu des années 90, le niveau de la productivité du travail de l'industrie germanique a plafonné quand il est comparé à une référence américaine qu'il ne parvient pas à atteindre.

Les règles de convergence européenne, en forçant l'adaptation des pays européens aux nouvelles conditions concurrentielles, ont révélé la montée de la vulnérabilité allemande au cœur même de l'ensemble européen. Les évolutions du



Cette évolution va de pair avec un fort mouvement de désyndicalisation : le pays le plus touché est la France, dont le taux de syndicalisation a chuté de 23 % en 1975 à moins de 10 % en 1997.

Le chômage touche tous les pays européens et exerce un poids sur les salaires, y compris ceux des travailleurs appartenant au secteur d'emplois stables. Il entraîne par conséquent un ralentissement de la progression de la rémunération des salariés, notamment dans le secteur privé. La croissance de la productivité du travail, quant à elle, connaît un net ralentissement depuis les années 80. Parmi les pays à plus forte chute du taux de croissance de la productivité du travail, on trouve l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède et l'Italie.

Malgré l'existence de tendances communes aux marchés du travail européens, leur fonctionnement comporte des particularités marquées. Par exemple, le Portugal et l'Irlande sont des pays à forts mouvements de population. De même, les Pays-Bas, la Belgique et l'Irlande sont des économies très ouvertes sur le reste du monde ; cette ouverture sur l'extérieur est un des déterminants du fonctionnement du marché du travail. L'hétérogénéité des marchés du travail européens reste donc forte.

commerce bilatéral franco-allemand, depuis quelques années, en portent témoignage, surtout s'agissant de deux pays dont les gestions monétaires et les mouvements conjoncturels sont désormais étroitement couplés : le redressement du solde bilatéral au profit de la France révèle une tendance, qui ne peut être réduite à l'impact des mouvements de changes ou des décalages conjoncturels. La politique de désinflation compétitive menée en France a été à l'origine d'une amélioration durable de la compétitivité française vis-à-vis de l'Allemagne. Plus concurrentielle, l'Allemagne a cherché à s'adapter par la maîtrise d'un marché intérieur élargi et l'exploration des nouveaux débouchés est-européens, où elle a pris une large avance. La reprise, depuis 1995, des investissements directs à l'étranger, participe à cet effort.

Ces évolutions ne pouvaient pas être sans effets importants sur le rôle international de l'Allemagne et sa régulation interne. Il lui est devenu plus difficile de jouer la locomotive de la croissance européenne, alors que son leadership monétaire et la domination du mark tendaient à lui conférer encore cette responsabilité. L'industrie allemande a dû affronter, dans les dernières années, une vague de restructurations, avec des suppressions d'emplois d'ampleur inédite, au point d'ébranler le modèle social du pays. Le destin des Länder orientaux n'a pas encore échappé au schéma du Mezzogiorno, la constitution d'un véritable tissu économique et la viabilité d'entreprises privées indépendantes s'y avèrent suffisamment difficiles pour handicaper l'émergence d'une capacité autonome d'accumulation.

Ce sont là des questions qui intéressent au plus haut point les autres Européens, car leur traitement ne sera pas sans influencer le destin collectif de l'Europe. La banalisation libérale de l'économie

*La banalisation libérale de l'économie allemande pourrait découler de l'actuelle priorité à l'unification de l'espace européen par le marché*

l'Union européenne qui s'en trouverait altérée, alors même que cette spécificité participait au rôle d'ancrage assumé par le deutsche mark. Jusqu'à présent, l'Allemagne s'est caractérisée par une meilleure reconnaissance matérielle et culturelle du travail salarié, spécialement dans l'industrie.

La résonance entre la stabilité économique et la force du mark a été au cœur du consensus interne sur les vertus du modèle allemand et de son pouvoir d'attraction externe. La fermeté de la Bundesbank sur l'objectif de formation des prix a participé à la clarté et à la solidité du contrat social et salarial, en garantissant la valeur de la monnaie nationale. Les syndicalistes et les patrons se sont fondamentalement entendus sur le bien-fondé d'une telle gestion. Mais le modèle allemand, confronté à des contraintes inédites, subit aujourd'hui une altération notable : la stabilité du contrat social devient un objectif second par rapport à celui de la stabilité des prix et de la valeur externe de la monnaie. Les accords des dernières années entre partenaires sociaux indiquent une inflexion vers la flexibilisation de la relation salariale.

La conséquence pour l'union monétaire européenne, c'est le risque de domination du principe de gestion monétaire sans la contrepartie d'un contrat social qui permette la reconnaissance de l'euro comme un véritable bien collectif. La Banque centrale européenne sera calquée sur la Bundesbank, mais l'Europe sociale sera bien loin du contrat social allemand, lui-même menacé. Les timides esquisses de l'Europe sociale ne sont pas encore à même de prendre le relais de modèles nationaux fragilisés. La question ainsi posée aux Européens peut néanmoins être énoncée sur un mode positif : comment passer d'une suprématie économique allemande, de fait contestée désormais, à un espace européen plus équilibré, sans qu'il s'agisse d'une simple banalisation par le marché ? Comment fonder la croissance européenne, non pas sur une locomotive introuvable, mais sur la mobilisation des gains procurés par une intégration accrue et une meilleure coopération ?

سكتا من الاصل



دنيا في يد

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75202 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F  
Tél. relations clients abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

### L'euro n'est pas l'Europe

**A**PRÈS l'économie, la politique - enfin ! Après le lancement, unique le 1<sup>er</sup> janvier, la crise qui vient d'opposer, à Strasbourg, le Parlement à la Commission constituée, paradoxalement, une nouvelle étape sur le long chemin de l'intégration européenne, étape dont on ne peut que se réjouir. L'Europe souffre d'une insuffisance de démocratie - les Britanniques ne sont pas les seuls à s'en plaindre ; la rébellion de l'Assemblée de Strasbourg face aux bureaux de Bruxelles va modifier les équilibres entre institutions et marque un réveil démocratique.

Strasbourg n'a certes pas censuré Bruxelles : jeudi, les eurodéputés ont reculé, in extremis, devant une telle audace. Il a fallu que le président de la Commission, Jacques Santer, mette sa démission dans la balance et que celui de l'Union, le chancelier allemand, Gerhard Schröder, rappelle à l'ordre ses amis députés sociaux-démocrates pour sauver les vingt commissaires. Plutôt que de s'en charger eux-mêmes, les parlementaires strasbourgeois ont décidé de confier à un « comité des sages » la tutelle de Bruxelles. Il n'en reste pas moins qu'en réagissant, le Parlement européen s'est affirmé. Composé d'élus au suffrage universel direct et porteur, à ce titre, de la principale des légitimités démocratiques, le Parlement européen existe enfin et vient de le prouver. Il serait souhaitable qu'il existe davantage encore.

Si la « commission Santer » a sauvé sa peau - son mandat s'achève le 6 janvier 2000 - elle

s'en trouve néanmoins fortement affaiblie. Ce que les parlementaires ont voulu sanctionner - et on ne peut que les approuver - ce ne sont pas essentiellement les irrégularités et fraudes relevées ici ou là dans la gestion et le fonctionnement de l'administration bruxelloise. Ce ne sont pas non plus les méthodes parfois peu transparentes des commissaires et de leurs équipes. C'est, bien plus, le maigre bilan politique de la Commission. Certes, l'équipe de M. Santer a plutôt bien géré la mise en place de l'euro, déjà bien engagée par l'équipe précédente. Souffrant à la fois d'une absence de vision et du manque de charisme de son président, l'actuelle Commission n'a pas réussi, surtout, à ouvrir des perspectives politiques et institutionnelles pour l'Europe. Peu présente durant la Conférence intergouvernementale (CIG), peu avisée dans son jugement sur les résultats, médiocres, d'Amsterdam, elle n'a conçu l'« Agenda 2000 » - la programmation budgétaire d'ici à l'an 2006 - que comme un exercice linéaire d'ajustement financier.

Face à ce réajustement entre la Commission et le Parlement, le gouvernement français reste discret et son premier ministre muet ; comme il l'est, d'une manière plus générale, vis-à-vis de l'Europe. Seul Dominique Strauss-Kahn semble s'y intéresser. Mais, ministre de l'économie, il contribue ainsi, bien involontairement, à réduire l'Europe à l'euro ! Or la monnaie unique n'est qu'un instrument, pas une fin. Paradoxalement, le refus de penser politiquement l'Europe laisse le champ libre à sa vision la plus libérale et monétariste.

## L'« Union » de Boris Eltsine et Alexandre Loukachenko

**DIMANCHE 17 JANVIER**, les ambassadeurs de l'Union européenne qui avaient déserté Minsk sept mois auparavant pour protester contre la confiscation de leurs résidences seront de retour. Ils marquent ainsi la fin de leur brouille avec le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, qui s'est emparé de leurs logements pour élargir sa demeure personnelle.

Ce retour intervient peu de temps après l'accord signé, le 25 décembre à Moscou, entre Alexandre Loukachenko et Boris Eltsine en vue d'une fusion prochaine de leurs deux États. A-t-on assisté ce jour-là à une farce politique jouée par deux chefs d'État loufoques et imprévisibles, l'un, gravement malade, l'autre soupçonné d'accès de folie ? Ou s'agit-il d'une amorce de chamboulement géopolitique en Europe orientale, aux frontières de la Pologne, futur membre de l'Union européenne ?

Certains opposants au pouvoir autocratique de M. Loukachenko y voient l'annexion rampante d'un pays voisin par la Russie, qui renouerait ainsi avec ses visées expansionnistes, comme à l'époque soviétique. L'accord prévoit dans un premier temps un rapprochement en matière de

politique économique, étrangère et de défense. A terme, comme l'a expliqué le premier vice-premier ministre russe, Vadim Goustov, une monnaie et un budget communs devraient voir le jour en l'an 2000. Cette nouvelle a aussitôt été saluée dans les deux pays comme l'avènement d'une « Euro slave ».

Au-delà de l'effet d'annonce (l'affaire a pu être interprétée comme une tentative de restauration de l'URSS), les explications ont singulièrement fait défaut côté officiel. C'est dans le secret qu'a été élaboré le texte de l'accord, et la portée concrète que les deux parties entendent lui donner reste bien floue. Cela avait déjà été le cas lors des deux épisodes précédents, en 1996 (création d'une « Communauté » russo-biélorusse) et en 1997 (signature d'un « traité d'union »).

Ce dernier rapprochement se produit à quelques mois de l'élargissement de l'OTAN vers trois des anciens satellites de Moscou (Pologne, République tchèque, Hongrie), un processus que la Russie a simplement dénoncé, faute de pouvoir s'y opposer. Les velléités d'union de Boris et Alexandre visent-elles à laver l'affront ? Cela n'aura certainement pas échappé à Evgeni Pri-

makov, l'ancien espion soviétique, devenu premier ministre russe qui, siôt après sa nomination, choisit d'effectuer à Minsk sa première visite officielle.

L'accord d'union, acte d'allégeance d'un petit État voisin (la Biélorussie a dix millions d'habitants, la Russie en a quinze fois plus), arrive à point nommé pour Moscou, brisée dans ses rêves de puissance lors des frappes américano-britanniques contre l'Irak, ou dans le cadre de la crise du Kosovo. C'est au moment où l'OTAN menaçait les Serbes de frappes au Kosovo que l'idée d'une confédération de Républiques slaves (Russie-Biélorussie-Yougoslavie) a été lancée pour « éviter le monopole de l'unique puissance américaine », selon l'extrémiste serbe Vojislav Seselj. Tout feu tout flamme, le président Loukachenko appela aussitôt à la rescousse des volontaires prêts à aller se battre contre les forces de l'Alliance atlantique parce qu'« après Belgrade, le tour de la Biélorussie allait venir ».

#### SÉCURITÉ NUCLEAIRE

Pour lui, l'union avec la Russie à valeur de contre-attaque des véhicules de la guerre froide : « Le paradoxe nucléaire russe sera notre parapluie, la Russie nous a garanti une sécurité nucléaire ! » Aussi regrette-t-il amèrement de s'être laissé convaincre par les États-Unis d'abandonner, en 1996, moyennant finance, ses dernières armes nucléaires : « Une erreur », dit-il aujourd'hui.

Mais les enjeux de l'union ne sont pas seulement géostratégiques. Ils consistent aussi à calmer les sérieux problèmes internes de Boris et Alexandre. Les économies de leurs deux pays sont chancelantes. En Biélorussie, deux régressions sur six ont introduit l'usage des cartes de rationnement, les pénuries de produits alimentaires de première nécessité sont la règle. L'échec de la politique économique dirigée du tyranisme Loukachenko est patent. Cela en dépit de résultats macroéconomiques gonflés par la falsification méthodique des données (de l'aveu même de l'ancien chef de la banque centrale, Stanislav Babdankevitch) et par les aides de Moscou que la naissance d'une union ne ferait qu'accroître, espère l'homme fort de Minsk.

Si l'idée implicite - faire de l'union de deux pays pauvres un ensemble prospère - peut susciter la perplexité, pour les deux chefs d'État elle offre avant tout de nouveaux débouchés de carrière. L'opposition biélorusse est depuis longtemps persuadée que la véritable ambition de M. Loukachenko - élu en juillet 1994 pour cinq ans, un mandat prolongé en 1996 par un référendum non reconnu par l'Occident - est rien de moins que de s'installer un jour au Kremlin. « Il rêve d'être le principal candidat à la présidence russe de l'an 2000. En 1998, trente-sept gouverneurs de régions russes se sont rendus en visite en Biélorussie, et le patriarche Alexis II est venu à deux reprises, ce sont des signes des préparations en cours », estime Sergueï Popkov, le vice-président du Front populaire biélorusse (opposition).

De même, une union de son pays avec la Biélorussie pourrait permettre au maître du Kremlin de se maintenir aux affaires au-delà de l'expiration de son mandat en juin 2000. « Je ne vois rien d'irréalisable en cela », a commenté Ivan Rybkine, représentant personnel de Boris Eltsine. Le trône de « tsar de l'Union », même doté de faibles prérogatives, s'il se concrétise, serait une porte de sortie honorable pour un président déjà marginalisé.

D'autant que l'idée d'union est populaire : selon un sondage, quatre Russes sur cinq y sont favorables, et 34 % seulement s'y opposent.

Marie Jégo et Nataïa Nougayrède

### Parure (s) par Martial Leïter



## Vendre les stock-options à la gauche plurielle

Suite de la première page

En rendant obligatoire, lors des assemblées générales d'actionnaires, la publication des stock-options accordées aux cadres dirigeants, le gouvernement pouvait donc, à bon droit, faire valoir qu'il faisait œuvre salutaire. Il s'agissait, en quelque sorte, de limiter les abus, nombreux, et de freiner cette forme légale d'évasion fiscale.

Mais ce premier volet, dont on a peu parlé, justifiait-il le second, qui a suscité toutes les polémiques ? C'est là que le gouvernement est moins à l'aise. Car, dans le même temps, il a voulu aussi abaisser fortement la fiscalité sur ces fameuses stock-options, ce qui a suscité les récriminations aussi bien de François Hollande, pour le PS, que de Robert Hue, pour le PCF.

On comprend bien, pour une part, la logique dans laquelle s'inscrivait le projet. De nombreux cadres dirigeants prennent des risques en créant de jeunes sociétés dynamiques, parfois en mettant au pot leurs propres économies ou en s'endettant, et le gouvernement cherche logiquement à les récompenser. Dans ce système, les créateurs d'entreprise, en se servant des stock-options, ne se paient pas « sur la bête », mais

bénéficient d'un indiscutable retour sur investissement. Le gouvernement entendait toutefois aller plus loin.

En contrepartie de règles nouvelles de transparence, il voulait aussi abaisser, de manière générale, de 40 % à 26 % le prélèvement fiscal sur les stock-options pour toutes les entreprises, et pas seulement pour les plus jeunes ou les plus dynamiques. Pourquoi ? De prime abord, le projet va évidemment à l'encontre des objectifs d'équité fiscale et de redistribution affichés traditionnellement par les socialistes. Ceux-là se sont toujours opposés, par exemple, pour cette raison, à la baisse des taux supérieurs de l'impôt sur le revenu, alors que la droite y voit, elle, un moyen de récompenser l'effort et l'initiative individuelle.

Cela étant - et c'est ce que révèle ce pas de clerc autour des stock-options -, le monde a changé. Et le capitalisme français n'est plus, depuis trois ou quatre ans, ce qu'il a longtemps été. Avec le dénouement des participations croisées entre les grands groupes industriels ou financiers, avec la montée en puissance spectaculaire des investisseurs étrangers dans les firmes françaises, notamment des grands fonds de pension américains, avec l'importation progressive d'un modèle de gestion mondiale, celui du « gouvernement d'entreprise », d'inspiration américaine, les spécificités du modèle économique français sont en train de se diluer.

A l'époque des nationalisations, mais aussi à l'époque des privatisations avec « noyaux durs », le système français était encore très fermé. Qu'on le baptise « capitalisme

monopoliste d'État », selon une formule qui a longtemps fait fureur chez les communistes, ou « oligopole cordial », selon une dénomination qu'affectionne Christian Sautter, le capitalisme français a longtemps été autocratique, protégé, ou si l'on préfère, imperméable aux grandes évolutions du capitalisme mondial. Or, depuis peu, ce n'est plus le cas. Indéniablement, le modèle anglo-saxon gagne du terrain. Et, avec lui, le système de rémunération très particulier des stock-options.

Or, pour le gouvernement, le dilemme est terrible. Peut-il refuser ce système des stock-options, au motif qu'il est fiscalement injuste, alors même qu'il prend de l'ampleur dans de nombreux pays européens ? Ce serait évidemment périlleux. Un membre du gouvernement, proche de Lionel Jospin, fait ainsi valoir que ce serait s'exposer au risque de perdre la bataille des sièges sociaux en Europe. En clair, alors que les cadres de haut niveau deviennent de plus en plus nomades, de nombreuses grandes firmes de dimension internationale pourraient préférer localiser leur siège européen ailleurs qu'en France - ce qui nuirait à l'emploi - s'ils trouvent hors de l'Hexagone des conditions fiscales plus avantageuses.

Cette affaire des stock-options prend donc valeur de symbole. L'équité fiscale recommanderait clairement que la réforme ne soit pas différée, mais purement et simplement enterrée. Pourquoi le PDG d'une très grande entreprise, qui dispose de confortables stock-options, bénéficierait-il d'un régime fiscal dérogatoire alors que sa secrétaire, ne disposant que de son

salaires, serait soumise au droit commun ?

C'est le drame des socialistes dans la détermination de leur politique fiscale. Vouloir démontrer qu'ils ne renoncent pas à réformer les impôts, ils sont contraints d'« habiller » leur projet sur les stock-options en arguant qu'ils ont, eux, un souci de transparence et de moralisation. Mais, ce faisant, ne renoncent-ils pas à leur identité de gauche ?

Voilà belle lurette que les fonds de pension américains, grands défenseurs des pratiques du « gouvernement d'entreprise », combattent eux-mêmes les abus auxquels ont donné lieu le système des stock-options pour promouvoir un système épuré de toute scorie affariste ou clientéliste, certes, mais un système... libéral, bien sûr.

Laurent Mauduit

#### RECTIFICATIFS

##### EURO

Les propos de l'économiste Christian de Boissieu (*Le Monde* du 9 janvier) ont été déformés. M. de Boissieu, professeur à Paris-I, considère que l'euro ne devrait pas monter « au-dessus de 1,30 dollar pour un euro », et non « au-dessus de 1,30 euro pour 1 dollar », comme publié par erreur.

##### MÉDIAMÉTRIE

La chaîne de télévision M6 n'est pas actionnaire de l'Institut de mesure d'audience Médiamétrie, contrairement à l'information parue dans l'article « Médiamétrie et Secodip sont condamnés pour l'opacité de leur politique commerciale » (*Le Monde* du 6 janvier).

### IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

#### La perfection Knock

LE PRÉSIDENT de la République assistait à la reprise de *Knock* à l'Athénée. Il a entendu, par la voix du professeur Etienne Bernard, fils de Tristan, la Médecine accorder l'aman à M. Jules Romains. Avec magnanimité et humour, le professeur a reconnu Knock comme un apôtre de la médecine préventive. Mais le président a pu songer aussi aux Knocks de la politique.

Plus j'écoute la pièce, plus je m'assure qu'elle est une manière d'art de persuader ; moins fin que ceux de Montaigne et de Pascal qui entendaient la persuasion d'homme à homme, alors que Knock persuade d'homme à masse, d'homme à foule. Knock est un conducteur de peuples, ce qui se dit en grec « démagogue » ; un beau mot. Savonnière fut un Knock ; et Hitler, éminentement. Mais tous les Knocks ne sont pas morts avec lui. Quand Knock proclame qu'au-dessus de

l'intérêt des malades, et même du médecin, il y a l'intérêt de la Médecine, je reconnais la noble ardeur, la grandeur d'âme du partisan qui laisse grandir de l'âme, de froid, périr par la disette de liberté des millions d'hommes pourvu que règne la Doctrine, immarcescible et cristalline.

La pièce, texte et interprétation, ne bronce pas : c'est un bloc d'acier. Jovet, toujours admirable ! Je me demande si ses successeurs n'essaieront pas de jouer Knock en « rondeur ». Il le joue géométriquement. Nous savons maintenant toutes ses répliques par cœur. Il n'a pas besoin de les parler si lent. Il tend à « officier ». Je croyais percevoir des accords d'harmonium sous la voix du célébrant. Mais quelle technique ! quelle perfection !

Robert Kemp  
(16-17 janvier 1949.)

#### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3607 code LMDOC  
ou 03-38-29-08-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-68-03-78

Pékin cl

Hongko

Des engagements pour les banques



## ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 16 JANVIER 1999

**FINANCE** Le gouvernement chinois tente de restaurer la confiance au sein de la communauté des créanciers étrangers, ébranlée par le discrédit croissant frappant les sociétés de la

province du Guangdong, qui multiplient les défauts de paiement. ● POUR PÉKIN, le naufrage program-

me de la Guangdong International Trust and Investment Company (GITIC) avait pour but d'assainir et non d'en-

tacher la perception du risque souverain chinois sur les marchés internationaux de capitaux. ● MAIS CE CALCUL

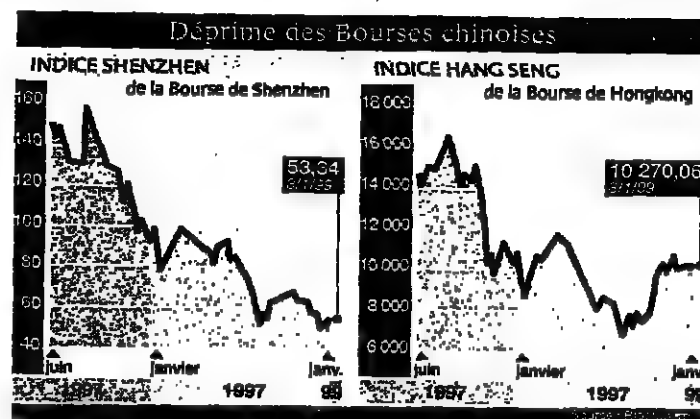
est contrarié par l'accumulation des défaillances de sociétés, comme Nam Yue et Guangdong Enterprises. Cette

# Pékin cherche à désamorcer la crise de confiance visant la Chine

Les autorités chinoises sont soucieuses de ne pas entamer leur crédibilité sur les marchés financiers internationaux. Mais l'annonce de nouvelles défaillances de sociétés de la province du Guangdong inquiète les créanciers étrangers

**PÉKIN** de notre correspondant  
Pékin s'efforce tant bien que mal de colmater la brèche. Confronté à un risque de crise de liquidité en raison du discrédit croissant frappant les sociétés de la province du Guangdong, qui multiplient les défauts de paiement, le gouvernement chinois tente de restaurer la confiance au sein d'une communauté de créanciers étrangers qui a troqué en quelques jours l'angélisme pour le catastrophisme. Exercice pour le moins difficile, le plaidoyer de Pékin peut se résumer à trois arguments.

Un : l'image de la Chine ne saurait souffrir de dérives provinciales dont les banques étrangères partagent la responsabilité pour avoir distribué des prêts avec une excessive légèreté. Deux : le refus de Pékin de garantir le remboursement de la dette de la Guangdong International Trust and Investment Company (GITIC), dont la faillite dimanche 10 janvier a déclenché un vent de panique à Hongkong, est conforme à l'évolution de la Chine vers une économie de mar-



La Bourse de Shenzhen est délaissée par les investisseurs étrangers et se trouve à ses plus bas historiques. Le marché de Hongkong reste très largement en dessous de ses plus hauts, pénalisé par les retraits financiers en Chine.

ché qu'appellent de leurs vœux les investisseurs étrangers eux-mêmes. Trois : s'il ne se sent nullement responsable des dérives d'entités locales, le gouvernement central assumera pleinement le risque souverain lié aux sociétés dépendant de l'Etat central.

Tel est le cas de la China International Trust and Investment Company (CITIC), la principale société de crédit et d'investissement en Chine, qui s'efforce de dissiper toute tentation d'amalgame avec son homologue de la province du Guangdong. Le calcul est de sépa-

rer le bon grain de l'ivraie. Selon l'intention de Pékin, le naufrage programmé de la GITIC devait assainir et non entacher la perception du risque souverain chinois sur les marchés internationaux de capitaux. Le succès de la récente émission de 1 milliard de dollars (854 millions d'euros) de bons du Trésor semblait indiquer que les investisseurs étrangers avaient compris le message.

La difficulté est que la série noire des mauvaises nouvelles ébrançant la réputation des sociétés chinoises jette une ombre sur ce scénario vertueux. La communauté des prêteurs internationaux basés à Hongkong ne s'était pas remise du choc de la faillite de la GITIC que d'autres sociétés vitrines de la province du Guangdong - la plus riche de Chine - se déclaraient insolubles. Nam Yue, émanation de Macao du gouvernement du Guangdong, a ainsi affiché mercredi une dette de 333 millions de dollars (284 millions d'euros) dont les deux tiers doivent être remboursés à la fin janvier, engagement qu'elle est bien incapable de tenir. Le gou-

vernement provincial a entamé de difficiles discussions avec les créanciers et ne propose d'honorer d'ici le 15 avril que le versement des intérêts. La Guanzhou International Trust and Investment Company (GZITIC), l'ITIC de la municipalité de Canton, peine aussi à honorer son échéancier.

Il y a encore plus grave. L'assise de Guangdong Enterprises (Holdings), le bras armé de la province du Guangdong à Hongkong, est à son tour ébranlée. Créée en 1980 pour lever des fonds dans l'ancienne colonie britannique, Guangdong Enterprises contrôle une des plus fameuses red chips de la place, Guangdong Investment, auprès de laquelle se bousculaient les investisseurs lors de la flambée boursière qui avait précédé la rétrocession de Hongkong à Pékin, le 1<sup>er</sup> juillet 1997.

Or Guangdong Enterprises est aujourd'hui aux abois quasiment pour les mêmes raisons que la GITIC : le gâchis d'opérations spéculatives qui ont saigné ses comptes au moment où ses actifs immobiliers et boursiers se sont effondrés sur la place de Hongkong en 1998. On a appris mercredi que la société était lésée d'une dette de près de 3 milliards de dollars (2,56 milliards d'euros) et que, à cours de liquidités, elle ne pouvait plus faire face à ses engagements. Comme dans le cas de Nam Yue, d'après négociations se sont engagées entre la province du Guangdong et les prêteurs de Hongkong pour restructurer sa dette. Le plus inquiétant est que de telles contre-performances révèlent un vice plus général : selon Goldmann Sachs, la dette de l'ensemble des red chips chinoises excéderait les 12 milliards de dollars (10,26 milliards d'euros).

Selon toute vraisemblance, Pékin devrait toutefois réserver à Guangdong Enterprises un traitement différent de celui imposé à GITIC. Enregistrée à Hongkong, et

donc à ce titre habilitée à intervenir sur les marchés internationaux de capitaux, Guangdong Enterprises ne s'est pas rendue coupable aux yeux des autorités centrales des mêmes illégalités que la GITIC dans la quête des financements étrangers. Elle ne s'expose donc pas à une sanction politique du même type.

## Une manifestation violemment réprimée

Des affrontements violents ont opposé plusieurs milliers de villageois à la police, le 8 janvier, dans le centre de la Chine, faisant un mort et plus d'une centaine de blessés, selon une organisation de défense des droits de l'homme basée à Hongkong, le Centre d'information sur les droits de l'homme et le mouvement démocratique en Chine. Les manifestants protestaient contre la corruption et les impôts. « Il s'agissait d'un rassemblement illégal et les policiers les ont contraints à partir », a confirmé une responsable du canton de Ninglang, dans la province méridionale du Hunan, qui s'est contentée de faire état de « quelques blessés » et de « plusieurs arrestations ». - (AFR)

Mais les créanciers étrangers s'y retrouveront-ils dans ces arcanes de la vie des affaires chinoises où se télescopent bureaucratie et capital et s'avère la rivalité entre Pékin et les riches provinces côtières ? Il faudra probablement plus de pédagogie de la part du gouvernement chinois pour redonner de l'éclat à un blason passablement terni.

Frédéric Bobin

## A Hongkong, les actions « rouges » commencent à faire peur

**HONGKONG**

Il y a dix-huit mois, Hongkong s'emballait pour les sociétés chinoises. Aujourd'hui, les actions « rouges » font peur. Depuis le début de la semaine, les « red chips », ces actions de sociétés de Hongkong filiales de groupes chinois, ont plongé de près de 20 %. Elles ont perdu plus de 60 % de leur valeur par rapport à leurs sommets atteints à la fin 1997, et nombre d'entre elles ont touché leurs plus bas niveaux historiques. En quatre jours, Cosco Pacific a chuté de 22 %, Guangdong Investments de 36 %, et Guangan de 70 %.

Les mauvaises nouvelles en provenance du continent se succèdent avec, à chaque fois, le même scénario : les créanciers apprennent que la société a un cash-flow libre insuffisant pour faire

face aux échéances du mois, que l'endettement est très supérieur à ce qu'ils pensaient, la trésorerie disponible réduite à une fraction de leurs espérances, et que la valeur des actifs est des plus incertaines.

« On réalise que personne, pas même la direction de ces groupes, ne connaissait véritablement le montant de leurs dettes », s'inquiète un directeur de la Sakura Bank à Hongkong, une grande banque japonaise très exposée sur Gitic. Qui précise : « En vérité, plus le groupe s'endettait et investissait, moins on avait d'informations fiables ».

L'angoisse a monté d'un cran lorsque les uns et les autres ont réalisé que même les sociétés chinoises travaillant sur le territoire, réputées plus fiables et mieux gérées que les sociétés du continent, étaient tout aussi vulnérables. « Hors

du canon chinois des autorisations, elles ont eu un accès plus facile à l'endettement auprès des banques étrangères », explique Caroline Bertrand, chez SG à Hongkong. Elles se sont donc beaucoup plus endettées, et ont beaucoup spéculé dans l'immobilier et à la Bourse.

« Ce mouvement de panique est néanmoins excessif et relève d'un amalgame, poursuit-elle. Certaines sociétés chinoises du continent - les actions H - ne sont pas ou peu endettées et ont des recettes très régulières. Alarmées par l'impact de cette crise de confiance sur le cours de leur action, des sociétés telles que Legend, ou Pung Hong, Beijing Enterprise, Shanghai Industrial, se sont empressées de calmer le jeu, en publiant le montant de leurs dettes et de leur trésorerie.

Valérie Brunschwig

## Des engagements limités pour les banques françaises

LES BANQUES françaises n'ont donné que peu d'indications précises sur le montant de leurs engagements en Chine. Tout au plus sait-on que la Société générale a prêté quelque 25 millions de dollars (21,5 millions d'euros) au Guangdong Investment Trust and Investment Company (GITIC), et la BNP quelques millions de dollars. Les analystes financiers ne s'inquiètent toutefois pas beaucoup de la situation chinoise. « Les banquiers n'ont jamais considéré ni la Chine ni le Brésil comme des états de crise », ont toujours été jugés comme des pays à risques », estime Romain Burnand, analyste chez Paribas. Il relève que c'est pour la Chine que le niveau de garanties sur les crédits est le plus élevé. Si l'on en juge par les statistiques de la Banque de France à fin juin 1998, l'exposition des banques françaises au risque chinois (hors Hongkong) s'élèverait à 50 milliards de francs (7,6 milliards d'euros), avec 23 milliards de francs de garanties (Coface...), ce qui fait tomber l'exposition nette à 27 milliards de francs (4,1 milliards d'euros). Ce montant comprend beaucoup de crédits aux établissements bancaires et à de grands groupes, qui dépendent de la solvabilité de l'Etat chinois, plus qu'à des petites et moyennes entreprises.

En considérant que la part de marché des différentes banques dans les crédits syndiqués accordés à des emprunteurs chinois reflète leur part de marché global, M. Burnand estime que la BNP et la Société générale sont les plus engagées en Chine, avec des risques de l'ordre de 7 milliards de francs (1,1 milliard d'euros) chacune. Le Crédit lyonnais, le Crédit agricole-indosuez et Natexis (ex-Crédit national-BFCE) seraient, selon ses es-

timations, dans un deuxième groupe, avec un engagement de l'ordre de 2 à 4 milliards de francs (305 à 610 millions d'euros). Ces chiffres ne sont toutefois que des estimations préliminaires assez vagues, précise l'analyste.

Selon les statistiques de la BRI au 30 juin 1998, les banques françaises sont, parmi les banques européennes, les plus engagées en Chine, avec 8 milliards de dollars de créances (6,9 milliards d'euros), suivies par les britanniques avec 7,8 milliards de dollars (6,7 milliards d'euros) et les allemandes avec 7,4 milliards de dollars (6,4 milliards d'euros).

Sophie Fay

## Le marché à terme londonien contre-attaque

**LONDRES**

de notre correspondant à la City  
« It's your Life... It's Euribor » : le Libor, le marché à terme londonien, a repris à son propre compte le titre du tube du D'Alban pour lancer de manière fracassante son nouveau contrat à terme sur les taux d'intérêt à trois mois : l'Euribor. Pour tenter de damer le pion aux places continentales concurrentes, le Libor a décidé de suspendre jusqu'à la fin février les frais de Bourse prélevés pour l'exécution des ordres sur les contrats Euribor.

Il existe actuellement deux références en matière de taux d'intérêt à court terme. Le Libor, déterminé par six grandes banques anglo-saxonnes, et l'Euribor, mis au point par cinquante-sept institutions financières, la plupart de la zone eu-

ro. Derrière ces deux références, se cache une formidable bataille commerciale sur les produits dérivés entre la Bourse britannique, d'une part, et les marchés à terme de la zone euro - le Matif et la plate-forme germano-suisse Eurex.

**PRIS DE VITISSE**

Le Libor, qui contrôle 90 % des transactions sur les taux courts en Europe, reconnaît avoir été pris de vitesse par la réussite du taux Euribor, qui s'est imposé dans la zone euro. Il est prévu que ses produits sur taux d'intérêt allemands et italiens à trois mois basculent tout naturellement sur le contrat Libor les 24 et 25 janvier. Mais, prenant acte du rôle prééminent que devra jouer l'Euribor, le Libor vient de lancer son propre contrat sur cette nouvelle référence. Dans la foulée

du succès de l'avènement de la monnaie unique, l'Euribor constitue désormais 80 % du marché des contrats « short ».

« Il s'agit de consolider notre position sur le marché euro, qu'il soit en Libor ou en Euribor. L'important est que le contrat soit traité sur le Libor. La gratuité des commissions, n'est pas ad vitam aeternam. Notre offre de promotion s'arrête fin février », explique un porte-parole, Richard Powell, à propos de cette campagne publicitaire dans la presse financière, en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne.

Visiblement, tout en s'en défendant en public, en bons pragmatiques, les dirigeants de la Bourse ont jugé que le Libor était condamné à terme. Beaucoup voient aussi derrière cette initiative une réponse musclée à la provoca-

tion allemande, en mars 1998, qui, moyennant une publicité jugée condescendante, avait proposé au Libor de rejoindre gratuitement sa plate-forme technique. « Le DTB a déjà répliqué au Libor le contrat sur les obligations d'Etat allemands à dix ans. Ecorché vif comme le reste de la City par la réussite de l'euro, il se devait de contre-attaquer. L'Angleterre a le génie de l'adaptation dès que les aléas de l'existence l'obligent à se mouvoir », souligne, non sans humour, un banquier français.

Après la série de revers en 1998, le Libor espère que l'introduction du système de cotation électronique Connect et la disparition progressive de la créde lui permettront de mieux résister à la puissante concurrence allemande.

Marc Roche

## Jean-Yves Haberer bientôt traduit devant la Cour de discipline budgétaire

L'ETAT se resserre autour de Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais de juillet 1988 à novembre 1993. Selon l'hebdomadaire Le Point paru le vendredi 15 janvier, l'inspecteur général des finances pourrait être traduit cette année devant la Cour de discipline budgétaire et financière.

Cette instance autonome est présidée par le premier président de la Cour des comptes, Pierre Joxe, et peut être saisie, entre autres, par le procureur général près la Cour des comptes, Hélène Gisserot. Ce qui a été fait. Selon Le Point, le réquisitoire de M<sup>me</sup> Gisserot, prononcé le 10 septembre 1998, met en cause non seulement M. Haberer, mais aussi Jean-François Hénin et Claude-Eric Paquin, deux dirigeants d'Altus Finance, la filiale du Lyonnais dans le collimateur de la Cour des comptes.

M. Haberer était le président d'Altus Finance.

La décision de déferer les trois anciens du Lyonnais devant la Cour de discipline budgétaire et financière repose sur un rapport de la Cour des comptes bouclé en 1997, qui, selon Le Point, s'attarde longuement sur la gestion du groupe Marland et de sa filiale de distribution Disco, auquel Altus a prêté, courant 1993, plus de 1,5 milliard de francs sans convention de prêt. La Cour des comptes met à l'index un « manquement aux usages professionnels et [une] faute de gestion d'une exceptionnelle gravité ». Selon l'hebdomadaire, le rapport épargne en revanche les responsables du Trésor, qui auraient avoué le principe de ce prêt.

La Cour de discipline budgétaire et financière a pour mission « de sanctionner les infractions aux règles

budgétaires et comptables de la comptabilité publique comme l'engagement de dépenses sans crédits prévus au budget, ou l'octroi à autrui d'un avantage pécuniairement injustifié ou de nature à entraîner un préjudice pour le Trésor ou la collectivité publique ». Elle peut prononcer des amendes pouvant atteindre le montant, voire le double du montant, du traitement brut annuel de l'intéressé à la date à laquelle les faits reprochés ont été commis.

**PERQUISITIONS**

C'est la première fois que des dirigeants d'entreprise publique auront à s'expliquer devant la Cour de discipline budgétaire et financière. Elle n'a jugé jusqu'à présent que des fonctionnaires. La date du procès n'est pas encore fixée.

Les ennemis de M. Haberer risquent de ne pas s'arrêter là. Pa-

rallement à la procédure menée par la Cour des comptes, le juge Jean-Pierre Zanoto poursuit également son instruction sur la qualité des comptes de la banque publique. Entre septembre et décembre 1998, il a mené des perquisitions à la Banque de France et à la Commission bancaire, au ministère des finances et au Crédit lyonnais, qui témoignent de sa détermination dans son enquête sur les éventuels faux bilans du Lyonnais. Selon Le Figaro du 15 janvier, le juge aurait mis la main sur l'agenda de Jacques de Larosière, le gouverneur de la Banque de France de 1987 à 1993, où il retranscrivait avec une grande précision ses rendez-vous et le contenu de ses conversations. Le juge aurait également trouvé « des notes prouvant que les autorités de tutelle de la banque publique ont pu arrêter d'abord le ratio

de solvabilité de l'établissement avant d'en reconstituer mathématiquement le niveau des pertes ». Il s'agit de l'arrêté des comptes de l'exercice 1992, un épisode connu et notamment relaté par François Gille, l'ancien directeur général du Crédit lyonnais dans son livre : *Crédit lyonnais, l'engrenage*.

Les comptes de 1992, marqués par les premières pertes de la banque publique (1,8 milliard de francs), auraient fait l'objet de vives tractations entre M. Haberer et Larosière. Jean-Claude Trichet, l'actuel gouverneur de la Banque de France, était alors directeur du Trésor et en charge de la tutelle du secteur bancaire public.

Le juge d'instruction, Jean-Pierre Zanoto, n'aurait pas encore commencé ses auditions.

S. F.

سكنا من الجاهل



## La Suède veut alléger sa fiscalité pour endiguer la fuite des grandes entreprises vers l'étranger

L'affaire Volvo provoque une prise de conscience gouvernementale

Les négociations que mène le constructeur automobile suédois Volvo avec le groupe italien Fiat et l'américain Ford inquiètent le gouvernement

social-démocrate. Plusieurs entreprises nationales ont déjà été rachetées ou ont transféré leur siège à l'étranger. A l'issue d'une réunion de

crise, le gouvernement envisage de supprimer la double taxation des entreprises et d'accélérer l'entrée dans la zone euro.

**STOCKHOLM**  
de notre correspondant  
Le gouvernement suédois semble décidé à agir pour enrayer le départ des entreprises hors du royaume. Répondant aux attentes de la puissante centrale syndicale LO, le ministre de l'Industrie Björn Rosengren a annoncé qu'il allait réunir les dirigeants des principales compagnies exportatrices, ainsi que les représentants des syndicats. Objectif : élaborer une tactique pour rendre la Suède plus attractive et éviter le transfert à l'étranger de ses joyaux industriels, à l'occasion de rachats, de fusions ou pour de simples raisons fiscales. En convoquant ce que le quotidien économique *Dagens Industri* appelle « une réunion de crise », le gouvernement démontre qu'il a pris la mesure du problème. « Il n'existe aucun autre pays qui, proportionnellement à sa population, est aussi dépendant de ses entreprises multinationales que la Suède. Lorsqu'elles se restructurent et qu'elles deviennent intéressantes pour d'autres firmes mondiales, cela se remarque plus qu'ailleurs », explique M. Rosengren. « La tendance est inévitablement à la fuite », dit-il, s'élevant contre l'« hystérie » qui entoure la question.

Le ministre a commencé à sonder une série d'entreprises. Parmi elles, Volvo, dont les rumeurs de rachat par Fiat ou par Ford sont à l'origine de cette prise de conscience. Le constructeur auto-

mobile occupe une place particulière dans l'esprit des Suédois, et le gouvernement social-démocrate de Göran Persson craint de rester dans l'histoire comme celui qui a laissé filer l'entreprise à l'étranger. Il semble prêt à envisager une série de mesures qui, si elles étaient adoptées, reviendraient à désavouer partiellement sa politique industrielle et fiscale. « Si quelque

dèrent comme un handicap par rapport aux pays n'appliquant pas ce régime, comme la Finlande, qui a réussi à attirer sur son territoire les sièges de deux nouvelles entreprises, la banque MeritaNordbanken et le groupe papeter Stora Enso, nés de fusions entre des firmes suédoises et finlandaises. MM. Persson et Rosengren n'excluent plus, désormais, la dispari-

deux partis qui soutiennent le gouvernement minoritaire au parlement, les ex-communistes et les écologistes.

L'abandon de la double taxation est loin d'être la seule mesure appelée de leurs vœux par les milieux industriels. L'ensemble du régime fiscal - l'un des plus lourds au monde - est perçu comme une barrière à l'emploi d'experts étrangers ou comme une incitation pour les cadres suédois à tenter leurs chances à l'étranger. Il expliquerait en partie la décision, en 1998, d'Ericsson (télécommunications) de transférer une partie de son quartier général à Londres. « Nous devons réduire les cotisations patronales, la taxe à la valeur ajoutée, les impôts sur le revenu et éliminer l'impôt sur la fortune, sinon nous nous dirigeons vers une vague de départs dont nous avons à peine idée », met en garde l'ancien PDG de Volvo, Pehr Gyllenhammar. La non-participation du royaume à l'euro constitue un autre handicap mis en avant par les patrons. Depuis le début de l'année, le gouvernement a adopté une approche plus favorable vis-à-vis de la monnaie unique. La tenue d'un référendum sur la question pourrait avoir lieu plus tôt que prévu, dès 2000. Mais, là encore, de sérieuses frictions risquent d'opposer les sociaux-démocrates à leurs alliés parlementaires, farouchement antérieurs.

Antoine Jacob

### Ford supprime 8 800 emplois dans le monde

En attendant de trouver une acquisition à réaliser - il est cité comme candidat au rachat de Volvo, mais aussi du japonais Nissan - qui lui permettrait de dégager des économies d'échelle, le constructeur américain Ford va procéder à nouvelle phase vigoureuse d'ajustement de ses effectifs. Le numéro deux mondial de l'automobile a annoncé, jeudi 14 janvier, qu'il allait passer dans ses comptes, au quatrième trimestre, une provision exceptionnelle de 950 millions de dollars (826 millions d'euros), dont 750 millions de dollars sont destinés à financer un plan de suppression de 8 800 emplois dans le monde en 1999.

L'Amérique latine sera la première touchée, avec 4 600 postes supprimés, dont 2 800 ont déjà été annoncés en décembre au Brésil. 2 200 emplois seront supprimés aux Etats-Unis et 2 000 en Europe, dans l'usine belge de Genk, mais aussi dans d'autres sites. Cette annonce intervient alors que le groupe doit publier ses résultats pour l'année 1998 le 21 janvier.

chose est bizarre dans notre système de régies, nous le changerons », a assuré le premier ministre.

La double taxation des entreprises - sur leurs bénéfices et sur les dividendes de leurs actions - est particulièrement dans le collimateur des patrons. Ils la consi-

derent comme un handicap par rapport aux pays n'appliquant pas ce régime, comme la Finlande, qui a réussi à attirer sur son territoire les sièges de deux nouvelles entreprises, la banque MeritaNordbanken et le groupe papeter Stora Enso, nés de fusions entre des firmes suédoises et finlandaises. MM. Persson et Rosengren n'excluent plus, désormais, la dispari-

## L'Etat confirme la commande de 48 avions Rafale à Dassault

LE GOUVERNEMENT a décidé de passer commande, en un seul contrat d'achat, d'un lot de 48 avions de combat Rafale, pour une somme globale de 17,2 milliards de francs (environ 2,6 milliards d'euros). Les constructeurs de l'appareil, Dassault-Aviation, Sncma et Thomson-CSF, recevront la notification officielle du contrat dans quelques semaines. Cette décision interministérielle, intervenue mercredi 13 janvier et annoncée le lendemain par le ministre de la défense, devrait lever définitivement toute hypothèque sur l'avenir du programme Rafale, alors que l'avion est proposé à l'exportation, notamment à Abou Dhabi.

En réalité, le gouvernement précédent avait déjà commandé 13 Rafale juste avant les élections législatives de 1997. Mais, depuis, le projet de grouper en un seul contrat une acquisition plus importante - comme le font les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne en matière de défense - a fait son chemin des lors que les constructeurs, forts d'une garantie qui leur permet d'approvisionner leurs chaînes de production, s'engageaient en retour à réduire les prix de série de l'ordre de 10 %.

Une dizaine de contrats grou-

pés de la sorte, portant sur des matériels moins importants ou moins lourds sur le plan budgétaire, ont été signés en 1997 et en 1998. Mais, s'agissant du Rafale, les armées ont dû vaincre la résistance du ministère des finances pour qu'une commande pluriannuelle de 17,2 milliards de francs à la double effet de geler des dépenses sur plusieurs années et de réduire la marge de manœuvre de l'administration et du Parlement dans la préparation de la loi de finances annuelle.

Le contrat qui sera notifié aux industriels est un engagement de l'Etat sur 48 Rafale (vingt-huit

commandés ferme et vingt options qui seront levées par étapes) à livrer entre 2004 et 2007 dans la version F1 de l'avion, dotée de systèmes d'armes air-air pour la défense aérienne. A la fin 1998, le ministère de la défense avait notifié le contrat de développement de la version F2, qui ajoute au standard précédent les moyens de remplir des missions d'attaque air-sol. Il est prévu une version F3, beaucoup plus complète encore, pour l'année 2008.

En principe, le Rafale remplace, dans la panoplie française, cinq types d'avions différents, selon les missions qu'on leur attribue, dans

### La fusion Aerospatiale-Matra dans « huit à dix jours »

Il faut encore « huit à dix jours » de travail pour mener à bien les discussions qui doivent aboutir à la fusion du groupe public Aerospatiale et de Matra hautes technologies (groupe Lagardère) à l'indépendant, jeudi 14 janvier, le ministre de la défense Alain Richard. Prudent, il a toutefois indiqué que « le succès des négociations n'est pas assuré à 100 % ». Le Trésor public, actionnaire d'Aerospatiale, et le groupe Lagardère ne sont toujours pas parvenus à un accord sur la valorisation des deux entreprises.

Le ministre de la défense a par ailleurs confirmé que le gouvernement français considérerait avec bienveillance la reprise de discussions entre l'industrie française et le groupe allemand DaimlerChrysler Aerospace (DASA) dans le cadre de la restructuration de l'industrie européenne (*Le Monde* du 15 janvier). « Nous avons fait savoir aux responsables de DASA que, s'ils voulaient rediscuter, nous étions toujours là », a déclaré Alain Richard.

l'armée de l'air et l'aéronavale. Les besoins nationaux sont estimés à 60 avions monoplaces dans la marine, 139 biplaces et 95 monoplaces dans l'armée de l'air. Outre les trois grands constructeurs, pas moins de 1 500 PME/PMI sont impliquées.

Ce contrat pluriannuel intervient alors que Dassault-Aviation, délégué de Dassault Systèmes, mais renforcé d'autres participations dans Dassault aéro service, Dassault International, Sogitec Industries, Dassault Falcon service et Industrial Procurement Services, a modifié ses statuts et son périmètre industriel. Cette opération doit permettre - ce qui a été réalisé le 23 décembre 1998 - de transférer à Aerospatiale les 45,76 % des actions détenues directement ou indirectement par l'Etat. Un pacte d'actionnaires, portant notamment sur un droit de préemption réciproque et relatif à Dassault Aviation, l'Etat, Aerospatiale à Dassault Industries, la holding familiale qui détient 49,9 % du capital de Dassault-Aviation. Cette opération a précédé la fusion, considérée comme imminente, entre Aerospatiale, Dassault Aviation et Matra hautes technologies (Groupe Lagardère).

Jacques Isnard

### NOMINATIONS

## Paribas réorganise son état-major

UN PEU PLUS d'un an après l'annonce de la fusion entre la Compagnie financière de Paribas et la Compagnie bancaire, le groupe Paribas clarifie l'organisation de son état-major. Une façon de répondre aux critiques du marché et de ses action-



naires sur le manque de visibilité de sa stratégie. Le conseil de surveillance de la banque a validé la réorganisation de l'organigramme mardi 12 janvier.

Quatre grands pôles de métiers sont mis en place, dirigés par des patrons opérationnels. Le pôle banque d'investissement est confié à Philippe Blavier, pilier de Paribas qui pilotait auparavant la banque commerciale, la gestion d'actifs et l'épargne à Jean Clamont, le pôle participations à Amaury-Daniel de Sèze, déjà le patron de Paribas affaires industrielles (PAI), et les services financiers

spécialisés sont confiés à Philippe Wahl.

Parallèlement, cinq directions fonctionnelles coiffent chacune les quatre métiers : Bernard Müller, membre du directoire, pilote la planification et la stratégie, Robert du directeur, les finances, Dominique Hoenn la trésorerie, Michel Clair le secrétariat général et Véronique Guillet-Pepel les ressources humaines et la communication. André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas, montre à sa volonté de prendre de la hauteur par rapport aux activités opérationnelles, tout en nommant des hommes de confiance à la tête de chaque pôle, dont la rentabilité sera clairement identifiée. M. Lévy-Lang, assisté de son proche collaborateur Bernard Müller, se consacrera encore plus à la stratégie de développement du groupe. M. Müller sera également chargé de la relation avec les grands actionnaires de la banque de la rue d'Antin.

■ **CRÉDIT AGRICOLE** : Yves Chevillotte, directeur général de la Caisse régionale du Crédit agricole d'Alsace depuis 1992, deviendra directeur général adjoint de la Caisse nationale du Crédit agricole début avril.

■ **SOCAP** : Jean-Paul Gollion, issu des Assurances du Crédit mutuel (ACM), devient président de la filiale commune du GAN et du CIC, à la demande du CIC, repris par le Crédit mutuel, qui met un peu plus sa marque sur le groupe. Il remplace Jean-François Court.

■ **ARJO WIGGINS APPLETON** : Philippe Beylier, qui était directeur général exécutif du groupe, va « quitter la société ». Le groupe se scinde en trois entités et le poste de directeur général disparaît. Ken Minton, actuel

lement président du conseil d'administration non exécutif, en devient le président exécutif. Lucie Favet-Fontana, administrateur non exécutif, prendra également des fonctions exécutives.

■ **NOVARTIS** : Daniel Vasella, déjà président de la direction du groupe chimique et pharmaceutique suisse, va devenir président du Conseil d'administration lors du départ du président actuel, Alex Krauer, prévu le 21 avril, a annoncé Novartis mercredi 15 janvier.

La rubrique nominations paraît le vendredi (*Le Monde* daté samedi). Merci de faire parvenir vos informations à Martine Piconet. Fax : 01-47-21-67, ou par e-mail : entreprises@lemonde.fr

## La perte des contrats allemands coûterait 30 milliards de francs à la Cogema

LE MINISTRE allemand de l'environnement Jürgen Trittin se serait engagé sur le retour, dès cette année, dans son pays des déchets nucléaires retraités à l'usine Cogema de la Hague (Manche) lors de son entretien avec le secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Pierret, le 14 janvier. Cette rencontre s'est déroulée après la décision des autorités allemandes de mettre fin au retraitement des déchets nucléaires en France et en Grande-Bretagne à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000. (*Le Monde* du 15 janvier). La loi doit être définitivement adoptée dès le 19 mars. Le chancelier Gerhard Schröder a affirmé, à Berlin, sa volonté de clarifier la question des engagements contractuels allemands avec les partenaires français et britanniques.

L'Allemagne doit prévoir des « indemnités » et des « compensations » pour les entreprises françaises concernées en cas de rupture des accords, a déclaré sur RTL, vendredi 15 janvier, François Hollande, premier secrétaire du PS. Selon la Cogema, la fin du

retraitement des déchets représenterait une perte globale de 30 milliards de francs (4,5 milliards d'euros) sur la durée des contrats, soit dix ans. Un autre problème se pose : celui de la sous-utilisation de l'une des deux usines de retraitement (UPS) de la Hague, qui a déjà perdu les contrats suédois (784 tonnes) et à présent allemands (3 112 tonnes), sur une capacité totale de 7 000 tonnes.

De son côté, British Nuclear Fuels (BNFL), la société publique britannique de combustibles nucléaires, a souligné que le retraitement de déchets allemands faisait l'objet de contrats qui engagent « légalement » les deux parties, en escomptant qu'ils soient « honorés ». Pour BNFL, cette activité « ne représente que 10 % du carnet de commandes de Thorp », son unité de retraitement sur le site de Sellafield. Une perte de ces contrats ne remettrait pas en cause la viabilité de cette unité et « encore moins celle de BNFL ».

Dominique Gallois



« Vous avez déjà vu une voiture avec un triple Airbag ? »

• Un Airbag Fiat\* conducteur et un Airbag Fiat\* passagers double volume.



## COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 16 JANVIER 1999

## Seize quotidiens régionaux sont candidats aux télévisions locales

L'évaluation des investissements publicitaires qui devraient se porter sur les chaînes de proximité a convaincu une grande majorité de la presse régionale de revendiquer une place importante dans la mise en œuvre des télévisions locales

APRÈS UN AN d'études et de réflexion, seize quotidiens régionaux décident de s'engager dans l'aventure des télévisions locales. Dans un communiqué publié, vendredi 15 janvier, « les entreprises signataires affirment leur rôle dans les appels à candidature présents et futurs qui seront lancés, et leur souhait de se positionner comme opérateurs de ces futures télévisions locales ».

Ce texte est l'aboutissement des travaux menés par la commission de diversification de la presse quotidienne régionale (PQR). Présidée par Jean-Pierre Caillard, PDG de La Montagne et Denis Huertas, PDG du Dauphiné Libéré, celle-ci a multiplié les études et les analyses sur la place de ces journaux face aux évolutions de leur environnement.

La préparation d'une loi sur l'audiovisuel, la perspective de la dérégulation de la publicité consacrée à la distribution et les appétits des grands groupes de communication, comme TF1, M6, Claude Berda ou NRJ pour les télévisions locales ont persuadé les responsables de la presse quotidienne régionale qu'il était

temps d'agir. D'autant que les études sur l'évaluation de la publicité susceptible de se porter sur les télévisions locales, avancent un chiffre proche de 600 millions de francs (91,5 millions d'euros).

« Il fallait choisir entre une position offensive ou rester sur la défensive. Le pari ne semble pas insensé et il devrait permettre de consolider l'influence de nos journaux et de gagner en image », explique Denis Huertas. Les partisans de l'implémentation des quotidiens régionaux dans les télévisions locales y voient l'occasion de reconquérir les positions perdues, depuis près de vingt ans, tant en matière de lectorat que de recettes publicitaires.

Dans ce domaine, les patrons de la PQR ont déjà décidé qu'ils devront regrouper leurs forces et que la syndication publicitaire, notamment pour attirer les annonceurs nationaux, est une condition à la réussite de leurs projets. En matière de distribution, pas question de lâcher la proie pour l'ombre : « On peut faire des télévisions locales sans la publicité de la distribution. Sur ce point, notre position n'a pas varié ; nous sommes contre l'accès des té-

lvisions à cette publicité », rappelle Fabrice Nora, directeur général adjoint du groupe Amaury.

Hors de ces considérations financières, les différents signataires n'ont pas de projet éditorial commun. Ils n'ont pas conçu un modèle idéal de télévision locale. Tout juste sont-ils d'accord pour estimer que le budget annuel se situe entre 10 et 20 millions de francs (1,5 et 3 millions d'euros) pour deux à trois heures de programmes par jour, essentiellement consacrés à l'information de proximité.

Certains d'entre eux ont déjà une expérience dans ce domaine : depuis près de deux ans, dix quotidiens régionaux sont regroupés dans le GIE France Images Régions, dont les bureaux composés de quatre à dix journalistes, fournissent des images à TF1, LCI, Arte, L'Equipe TV, etc. Aucun n'ambitionne de concurrencer TF1 et ne prône la syndication des programmes. En revanche, s'ils ont décidé d'être opérateurs, c'est parce qu'ils ont compris que mieux vaut être maître du jeu que de risquer de s'en faire sortir en

tant que prestataires de services. Il reste que les quotidiens régionaux ne pourront pas se lancer seuls dans cette aventure. D'abord parce que la loi leur interdit de posséder plus de 49 % du capital d'une télévision ; ensuite parce que la plupart d'entre eux préféreront partager les risques. Ils devront rechercher des partenaires parmi les acteurs économiques ou les institutions de leurs régions.

## TROIS ABSTENTIONS

Ouest-France, La Dépêche du Midi et La Nouvelle République du Centre-Ouest, trois des plus grands quotidiens régionaux français, restent en dehors de cette démarche. « Nous ne souhaitons pas nous engager dans une activité qui n'atteindra pas son équilibre avant six ou sept ans », explique Antoine de Tardieu, directeur général adjoint de Ouest-France. La position du journal toulousain est plus ambiguë. Tout en ne s'associant pas à la position de ses seize confrères, ses responsables ont entrepris des discussions avec le groupe Vivendi pour accroître sa position dans le capital de Télé Toulouse.

Quant à La Nouvelle République

du Centre-Ouest, elle est une des plus concernées, dans la mesure où l'appel à candidatures lancé par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et qui sera clos, mardi 23 février, concerne notamment la ville de Tours. « Au stade où nous en sommes, on n'a pas à s'impliquer dans une déclaration publique qui n'est pas directement motivée par l'appel aux candidatures », répond Jacques Saint-Cricq, président du directoire. La position de La Montagne est totalement différente. En effet, les responsables du quotidien clermontois ont bien l'intention de présenter un dossier au CSA : « Toute autre solution risquerait de déstabiliser économiquement le paysage médiatique local. Par ailleurs, cela devrait nous permettre de reconquérir les parts de marché que le hors média nous a pris », précise M. Caillard.

En affirmant clairement leur stratégie, les seize quotidiens régionaux s'adressent au gouvernement et au CSA pour leur réclamer les moyens de l'appliquer, c'est-à-dire l'attribution de fréquences.

Françoise Chitot

## Les réticences des journaux de l'Ouest

Ce sont la plupart des principaux quotidiens régionaux qui ont signé le communiqué sur les télévisions locales. Il s'agit de titres familiaux ou indépendants comme L'Alsace, Midi Libre, La Montagne, Le Républicain lorrain, La République du Centre, Sud-Ouest, Le Télégramme de Brest, La Voix du Nord, de journaux du groupe Hersant, comme Le Progrès, Le Dauphiné libéré, L'Union, des deux quotidiens de Gérard Lignac (L'Est républicain, Les Dernières Nouvelles d'Alsace), de ceux du groupe Hachette (La Provence, Nice-Matin) et du quotidien du groupe Amaury Le Parisien. Ouest-France, La Nouvelle République du Centre-Ouest, Paris-Normandie et La Dépêche du Midi ne sont pas associés au communiqué.

Les journaux signataires viennent de toutes les régions de France, à l'exception de l'Ouest, où seul Le Télégramme de Brest a manifesté son intention de développer un projet de télévision locale.

## Les pirates à l'abordage de Canal Plus par Internet

INFORMATIQUE et piratage ont toujours fait bon ménage. La Toile sert de réseau aux filibustiers en tous genres, qui peuvent y échanger informations et travaux dans la confidentialité. La télévision payante semble être leur nouvelle cible, en particulier Canal Plus. Dès son lancement en novembre 1984, la chaîne cryptée avait vu fleurir les premiers décodeurs pirates. Malgré les nombreuses ripostes judiciaires et technologiques, cette activité n'a jamais cessé. Désormais, l'attaque arrive par Internet.

De nombreux sites français et étrangers proposent ouvertement toute une panoplie de logiciels permettant de décrypter Canal Plus et nombres de chaînes thématiques du bouquet CanalSatellite. Aux États-Unis, les bouquets numériques semblent eux aussi en butte aux agissements des pirates. En Europe, les chaînes payantes comme l'allemande Premiere ne sont pas épargnées.

Avec Internet, la vie des pirates et des utili-

sateurs de logiciels illégaux est simplifiée. Plus besoin de se rencontrer. Les échanges ont lieu d'ordinateur à ordinateur. Les données sont immatérielles, stockées sur des sites à l'existence éphémère, donc difficilement repérables par la police comme par les services techniques des chaînes agressées. Nombre de ces sites sont émis depuis des pays étrangers : celui qui offre le logiciel pirate PCTV fonctionne depuis la Suède.

## ANONYMAT ET IMPUNITÉ

L'anonymat et l'impunité de l'utilisateur sont eux aussi quasi assurés. Rien de plus simple pour lui de se connecter, puis de télécharger gratuitement un des nombreux logiciels pirates de Canal Plus analogique. Il suffit ensuite d'acheter dans les magasins spécialisés en informatique une carte de capture vidéo du type Miro pcv. Elle vaut de 600 à 800 francs (de 90 à 120 euros).

Cette démarche non commerciale rejoint

« la philosophie libertaire d'Internet », admet Serge Salval, directeur des affaires juridiques et immobilières de Canal Plus. Toutefois, la chaîne cryptée a déposé plainte en juillet et ses services techniques s'activent à trouver une parade. Celle-ci serait actuellement testée, avant d'être appliquée. « En douze ans, précise M. Salval, Canal Plus a remporté 1 300 jugements contre des pirates et des utilisateurs ».

Pour l'heure, les filibustiers de la Toile ciblent uniquement la diffusion de Canal Plus analogique. A ce jour, les équipes de la chaîne de Pierre Lescure n'ont pas détecté de logiciels illégaux pour la version numérique lancée en avril 1996. Le répit devrait être de courte durée. Un site pirate propose déjà, pour 299 deutschemarks (environ 153 euros), des cartes numériques pour décoder Canal Plus, Telepiù, Premiere, DFI (bouquet numérique du groupe Kirch), et les bouquets Multichoice.

Olivier Dumons et Guy Duthéil

## L'audience de la radio continue de progresser

LE SONDAGE publié par Médiamétrie, vendredi 15 janvier, montre, une nouvelle fois, que l'audience radio se porte bien. En un an, l'ensemble des stations ont gagné 2,6 points d'audience, et elles atteignent 82,6 %, un score jamais atteint. La durée d'écoute est, elle aussi, en progression.

Comme à l'automne, les radios généralistes en ont profité avec un gain de 0,7 point, mais ce sont les musicales qui progressent le plus, en passant de 33,9 % à 36,3 %. L'autre hausse spectaculaire est celle des programmes locaux qui gagnent 2,6 % en passant de 20,8 % à 23,4 %. Le groupe des indépendants prend ainsi la sixième place au hi-parade des radios. Du coup, tout le monde est content et les responsables des stations se sentent confortés dans leurs choix. Toujours en tête, RTL passe de 17,5 à 17,9 % en un an. « La force de RTL réside dans la combinaison gagnante des variétés et de l'info », commente Philippe Labro, vice-président de RTL. La station de la rue Bayard engrange notamment les résultats de l'accent mis sur l'actualité et de la relance des Grosses Têtes, notamment avec l'arrivée de Jean Yvaine. Agée de vingt-deux ans, cette émission atteint des records d'audience et se situe en tête des programmes de l'après-midi.

## LA BARRE DES 12 %

Avec 9,4 %, Europe 1 poursuit sa remontée. « Après avoir longtemps nagé autour des 8,6 %, nous nous stabilisons à 9,5 % », se réjouit Jérôme Bellay, directeur général de l'an-

tenne, qui voit poindre les 10 % qu'il s'est fixés. Arguant du succès de la tranche matinale, il estime avoir enfin trouvé sa formule.

Le service public réussit aussi une belle performance avec France-Inter, qui passe de 11,9 à 12,1 %, franchissant ainsi pour la première fois la barre des 12 %. En revanche, France-Info perd 1,6 % par rapport à l'année dernière et chute à 10,1 %. Des chiffres dont le nouveau PDG de Radio France, Jean-Marie Cavada, tiendra compte dans la définition des orientations stratégiques qu'il présentera au personnel, vendredi 22 janvier. La seule généraliste à vraiment mal se porter est RMC, qui n'a pas encore défini son nouveau format, et qui chute de 3,4 % à 2,7 % en un an.

Du côté des musicales, le groupe NRJ est toujours resplendissant de santé. Après une légère érosion de son audience, la station NRI recueille 12,1 % d'audience et partage la deuxième place avec France-Inter. Quant aux autres radios du groupe, elles sont soit stables, soit en progression, comme la dernière arrivée, Nostalgie, qui passe de 4,9 % à 6,5 %. Dans le groupe RTL, RTL 2 atteint 4,1 % et progresse de 0,5 %, alors que Fun Radio, qui vient d'annoncer son nouveau format, enregistre un recul de 0,4 %. Dans le groupe Europe, Europe 2 progresse d'un demi-point, atteint 6,4 % et « bat son record historique », RFM perd 0,1 %. Quant à Skyrock, elle perd 0,1 % et recueille 5,6 %.

F. Ch.

## Les ambitions françaises du câblo-opérateur américain UPC

AMSTERDAM de notre correspondant. Croître rapidement, ou bien se retirer du marché français : tel est le dilemme posé à la direction de United Pan Europe Communications (UPC). La société de câble de droit néerlandais est actuellement propriété à 100 % de l'américain United International Holdings (UIH).

Mais le premier trimestre verra son entrée à la Bourse d'Amsterdam, puis au Nasdaq de New York. UIH restera actionnaire majoritaire. Combien rapportera l'émission d'actions ? Le président d'UPC, Mark Schneider, refuse de confirmer les rumeurs

variant entre 400 et 600 millions de florins (182 à 273 millions d'euros). Mais une chose est certaine : l'argent servira à accroître la présence d'UPC en Europe, notamment par acquisitions.

En France, UPC ne possède que MédiaRéseaux, actif entre Marnela-Vallée et l'est de Paris, et qui affichait, au 30 septembre 1998, 20 955 abonnés. C'est peu pour une activité très lourde en investissements. « D'une manière générale, notre présence doit être plus large. Si cela ne peut être obtenu, il faut se retirer. C'est ce que nous avons fait, en Irlande, reconnaît Mark Schneider. En France, il y aura beaucoup d'op-

portunités de rachats. C'est intéressant pour nous ».

UPC est actif dans une dizaine de pays européens, auxquels s'ajoutent Malte et Israël. Ses principaux marchés sont la Norvège (45 % de parts de marché), l'Autriche (40 %), les Pays-Bas (23 %), et la Belgique (4 %). « Vous pourriez croire que nous sommes une société de câble traditionnelle. Mais nous sommes beaucoup plus que ça », affirment ses dirigeants.

## TOUTJOURS EN LIGNE

Car, outre le lancement de huit chaînes thématiques dans les deux prochaines années, et grâce

à un réseau ultramoderne, UPC fournit des services de téléphonie et d'Internet à haut débit, « tous-jours en ligne ».

En France, le groupe conclura « d'ici deux à quatre semaines » un accord d'interconnexion avec France Télécom. Par ailleurs, UPC discute avec divers partenaires potentiels dans la téléphonie mobile : « L'idée est d'avoir un terminal sans fil à la maison qui fonctionne dans un rayon de quelques centaines de mètres. Au-delà, le téléphone passe sous la norme GSM de l'opérateur partenaire », explique Mark Schneider.

Alain Franco

Informations et essais :  
0 803 00 10 20



Et ce n'est qu'une des multiples raisons de venir découvrir la Multipla Fiat.

Les 16 et 17 janvier\*, Week-End Portes Ouvertes Fiat.

Ce week-end, vous allez découvrir une voiture qui ne ressemble à aucune autre voiture. Pourtant, c'est une voiture, mais en mieux. Mais pour l'essayer et apprécier vraiment ses 3,99 m de long, son triple Airbag Fiat® frontal (un Airbag Fiat® conducteur et un Airbag Fiat® passagers double volume), son ABS et ses 6 places dont 3 à l'avant, pensez à emmener 5 personnes avec vous...

**MULTIPLA FIAT. SINGULIER & PLURIEL.**

LA PASSION NOUS ANIME. **FIAT**

www.fiat.com

هنا من الجود



## TABLEAU DE BORD

## AFFAIRES

## INDUSTRIE

● **ALSTOM** : L'Etat de Floride a annoncé jeudi 14 janvier l'arrêt de la construction d'un TGV (lire p. 32).

● **RENAULT** : un haut responsable roumain, président du Fonds des propriétés d'Etat, a jugé « inacceptable », notamment en termes de prix, certaines des conditions posées par Renault pour acquérir 51 % des actions du constructeur roumain Daclat. La date limite pour la clôture des négociations est fixée au 13 avril.

● **NISSAN** : le président du deuxième constructeur automobile japonais, Yoshikazu Hanawa, s'est déclaré, jeudi 14 janvier, prêt à étudier « sérieusement » une éventuelle « alliance capitalistique » que pourrait lui proposer DaimlerChrysler.

● **MEILLOR** : l'équipementier automobile français, spécialiste des joints d'étanchéité, va intégrer le groupe allemand Freudenberg, le numéro 1 européen du secteur.

● **TOTAL** : les actionnaires du pétrolier français ont approuvé à plus de 97 %, jeudi 14 janvier, la fusion avec le belge Petrofina. Le nouvel ensemble doit céder de 5 à 10 milliards de francs (0,7 à 1,5 milliard d'euros) d'actifs non stratégiques d'ici à deux ans.

● **ELF AQUITAINE** : le pacte qui lie les actionnaires de référence depuis la privatisation, en février 1994, prendra fin le 14 février. Ce pacte regroupe 3,8 % du capital, répartis entre Axa-UARJA BNP, le Crédit Agricole, Albert Frère et l'UBS.

● **SALSIGNES** : la société Mine d'Or de Salsignes (MOS), dont les actionnaires australiens veulent se désengager, pourrait être reprise par une nouvelle société, Minouval, détenue par deux tiers par les salariés.

## SERVICES

● **EAU** : la municipalité de Berlin a engagé, vendredi 15 janvier, l'appel d'offres visant à céder 49,9 % de son service des eaux à un partenaire privé. Les français Vivendi, en partenariat avec RWE, et Suez-Lyonnaises des eaux, associé à Thyssen, Veba, Enron et Thames Water, sont

candidats pour ce qui représente le plus gros contrat d'eau en Europe.

● **BOUYGUES TELECOM** : l'opérateur téléphonique et la chaîne de télévision TF1 ont annoncé leur prise de participation (respectivement 20 % et 15 %) dans le fournisseur d'accès à Internet World On Line, contrôlé par le groupe suisse Sandoz. 120 000 abonnements sont attendus d'ici à fin 1999.

● **COLT** : TELECOMMUNICATIONS : l'opérateur américain va étendre son réseau à cinq régions françaises en 1999. Sur le marché français, Colt a enregistré, en 1998, 200 millions de francs (30,5 millions d'euros) de chiffre d'affaires.

● **AIR FRANCE** : une grève d'une partie du personnel de maintenance d'Air France, pour protester contre un accord sur les 35 heures, l'emploi et les salaires, a perturbé jeudi matin le trafic des aéroports parisiens de Roissy et Orly-Ouest.

## FINANCE

● **CCF** : Les Mutuelles du Mutua Assurance (MMA), deuxième actionnaire du CCF avec 7,8 % du capital, auraient chargé la banque américaine Lehman Brothers de chercher un acquéreur pour cette participation, selon La Tribune du 15 janvier.

## RESULTATS

● **KODAK** : le numéro un mondial de la photographie a réalisé un bénéfice net de 1,39 milliard de dollars (1,19 milliard d'euros), contre seulement 5 millions de dollars un an plus tôt. Kodak a supprimé 16 000 emplois pour redresser sa situation.

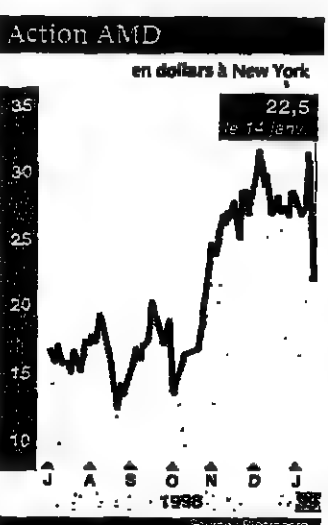
● **MARKS AND SPENCER** : le groupe britannique de grands magasins a annoncé jeudi 14 janvier un recul de 5,1 % de ses ventes durant la période de Noël et averti que cela peserait sur ses bénéfices annuels, estimés entre 625 et 675 millions de livres (880 à 950 millions d'euros).

● **THYSSEN** : le groupe de sidérurgie allemand a enregistré une chute de 6 % de son chiffre d'affaires à 5 milliards d'euros (32 milliards de francs) au cours du quatrième trimestre, à la suite de l'effondrement des prix et de la demande d'acier. Le groupe table sur une remontée des cours à partir de l'été.

## VALEUR DU JOUR

## AMD est distancé par Intel

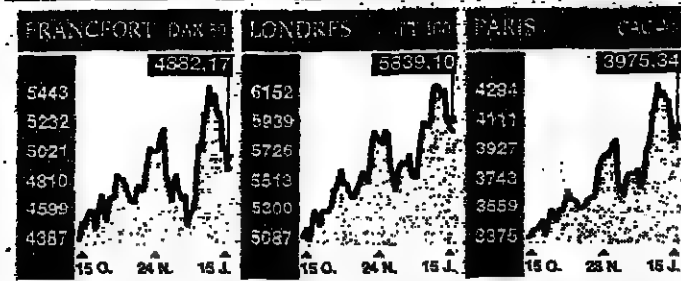
LE CONTRASTE est saisissant. Deux jours après la publication des excellents résultats d'Intel (numéro un mondial des microprocesseurs), les performances de son rival Advanced Micro Devices (AMD) pour le quatrième trimestre 1998 ont fait pâle figure. Ce dernier a publié, jeudi 14 janvier, un résultat net de 22,3 millions de dollars (19,05 millions d'euros), nettement inférieur aux attentes des analystes, qui tablaient sur un profit de 28 millions de dollars. Conséquence, l'action a chuté de 19 %, à 22,5 dollars en une seule séance. Les investisseurs ont pu mesurer la distance qui sépare encore Intel d'Advanced Micro Devices à l'issue de l'exercice 1998. Le premier a réalisé un chiffre d'affaires de 26,3 milliards de dollars, soit dix fois plus que les 2,5 milliards de dollars d'AMD. Surtout, Intel a dégagé un bénéfice net de 6,9 milliards de dollars, contre une perte de 104 millions pour son rival. Mais c'est l'incapacité d'AMD à combler son retard que les investisseurs ont sanctionnée. En début d'année, AMD paraissait en mesure de prendre des parts de marché à Intel en commercialisant une puce d'entrée de gamme (la K-6) spécialement étudiée pour équiper les micro-ordinateurs à moins de 1 000 dollars, le segment de marché le plus dynamique. Or la montée en puissance d'AMD s'est heurtée à la contre-attaque d'Intel. Ce dernier a décidé d'oc-



cuper lui aussi ce créneau en commercialisant son propre microprocesseur : le Celeron. De plus, il a fortement réduit le prix de ses puces les plus vendues : les Pentium. Si la concurrence grandit, le marché progresse encore plus vite. Les ventes de micro-ordinateurs ont bondi de 41 % en décembre du fait de l'engouement des consommateurs pour Internet. Les investisseurs reprochent donc à AMD de se pénaliser lui-même par son incapacité chronique à répondre à la demande. Au quatrième trimestre, le groupe a dû livrer 5,5 millions de puce K6, contre 3,8 millions au trimestre précédent. Malheureusement, son système de production a eu du mal à absorber ce regain d'activité.

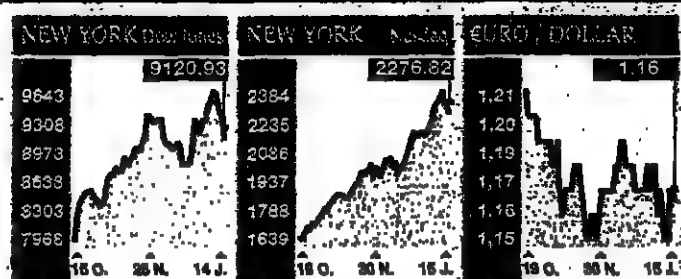
Enguérand Renault

## EUROPE



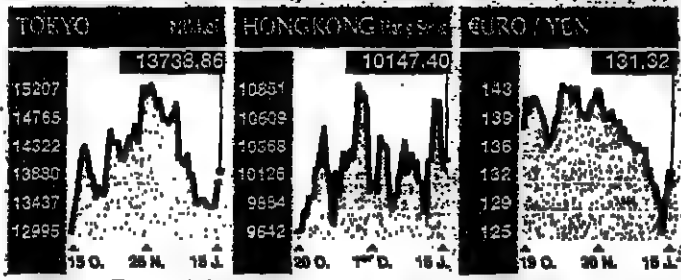
Europe 12h37	Indice	Différence	Var. %	Var. %
EUROPE	EURO STOXX 30	3222,44	-1,12	-0,44
EUROPE	EURO STOXX 100	3222,44	-1,12	-0,44
EUROPE	EURO STOXX 50	3222,44	-1,12	-0,44
PARIS	CAC 40	3222,44	-1,12	-0,44
PARIS	NICOMAX	3222,44	-1,12	-0,44
PARIS	SBF 120	3222,44	-1,12	-0,44
PARIS	SBF 250	3222,44	-1,12	-0,44
PARIS	SEMI-MARCHÉ	3222,44	-1,12	-0,44
AMSTERDAM	AEX	3222,44	-1,12	-0,44
BRUXELLES	BEL 20	3222,44	-1,12	-0,44
FRANCFORT	DAX 30	3222,44	-1,12	-0,44
LONDRES	FTSE 100	3222,44	-1,12	-0,44
MADRID	IBEX 35	3222,44	-1,12	-0,44
MILAN	MIBIT 30	3222,44	-1,12	-0,44
ZURICH	SPI	3222,44	-1,12	-0,44

## AMÉRIQUES



Amériques 10h15	Indice	Différence	Var. %	Var. %
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9120,93	-1,12	-0,44
ÉTATS-UNIS	S&P 500	9120,93	-1,12	-0,44
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	9120,93	-1,12	-0,44
ÉTATS-UNIS	NYSE INDEX	9120,93	-1,12	-0,44
BRAZIL	BOVESPA	9120,93	-1,12	-0,44
MEXICO	IPC	9120,93	-1,12	-0,44
BURNING ALKES	IBEX 35	9120,93	-1,12	-0,44
SANTIAGO	IPSA GENERAL	9120,93	-1,12	-0,44
CARACAS	CAPITAL GENERAL	9120,93	-1,12	-0,44

## ASIE - PACIFIQUE



Asie 10h15	Indice	Différence	Var. %	Var. %
TOKYO	NIKKEI 225	10147,40	-1,12	-0,44
HONGKONG	HANG SENG	10147,40	-1,12	-0,44
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	10147,40	-1,12	-0,44
SEOUL	COMPOSITE INDEX	10147,40	-1,12	-0,44
STONY	ALL ORDINARIES	10147,40	-1,12	-0,44
BANGKOK	SET	10147,40	-1,12	-0,44
BOMBAY	SENSEX	10147,40	-1,12	-0,44
WELLINGTON	NZSE-40	10147,40	-1,12	-0,44

## SUR LES MARCHÉS

## PARIS

LE MARCHÉ parisien s'inscrivait en baisse, vendredi 15 janvier, dans le sillage des places boursières américaines et européennes affectées par la crise brésilienne. Après avoir ouvert en net repli, de plus de 2 %, l'indice CAC 40 se reprit et ne cédait plus que 1,01 %, à 3 953,86 points, à la clôture.

## FRANCFORT

LES OPÉRATEURS étaient toujours préoccupés par la situation brésilienne, vendredi 15 janvier, et par le renforcement de l'euro face au dollar. L'indice Dax s'inscrivait en baisse de 1,32 %, à 4 838,06 points. La veille, le marché allemand avait poursuivi sa glissade et cédé 1,59 %.

## LONDRES

L'INDICE Footsie a baissé, jeudi 14 janvier, de 0,51 %, à 5 820,20 points. La Bourse londonienne, qui avait ouvert sur une note positive, a ensuite souffert des développements de la crise brésilienne.

## HONGKONG

LA BOURSE de Hongkong a terminé en baisse vendredi 15 janvier, repartant partiellement le recul de Wall Street la veille dans un climat de crainte concernant la crise au Brésil. L'indice principal Hang Seng a perdu 0,4 %, pour finir à 10 147,40 points. Les investisseurs s'inquiètent également de la multiplication des faillites de fonds d'investissement chinois.

## NEW YORK

L'INDICE Dow Jones de la Bourse de New York a terminé en repli de 2,44 %, à 9 120,93 points, à l'issue de la séance du jeudi 14 janvier. Les difficultés financières au Brésil et les craintes d'une nouvelle dépréciation du réal ont pesé sur la tendance. L'ouverture du procès en destitution du président Clinton n'a pas amélioré le moral des investisseurs, et les mauvais résultats annoncés par plusieurs sociétés ont également affecté la cote.

## TAUX

LE MARCHÉ obligataire américain a continué de s'apprécier, jeudi 14 janvier. Le rendement de l'obligation du Trésor à 30 ans, principale référence outre-Atlantique, a cédé 6 centièmes, terminant à 5,06 %. Cet engouement des opérateurs pour les obligations d'Etat américaines, généralement considérées comme les plus sûres du marché, est qualifié par les opérateurs de « flight to quality », « fuite vers la qualité ». A l'ouverture des marchés européens, vendredi 15 janvier, le rendement de l'obligation d'Etat allemande à 10 ans cédait 2 centièmes, à 3,65 %, tandis que son équivalent français était stable à 3,78 %.

## MONNAIES

AFFAIBLI par la crise brésilienne et les risques qu'elle fait peser sur l'économie américaine, le dollar se repliait en début de matinée, vendredi 15 janvier, s'échangeant à 112,8 yens, tandis que l'euro se raffermissait à 1,175 dollars.

## ÉCONOMIE

## La banque centrale du Brésil dément vouloir laisser flotter le réal

LA BANQUE centrale du Brésil a démenti catégoriquement, jeudi 14 janvier, les spéculations d'après lesquelles elle envisagerait d'adopter un système de taux de change flottant. La banque centrale a annoncé dans un communiqué qu'elle ne peut faire face aux besoins du marché et qu'elle se tient prête à utiliser les réserves et les taux d'intérêt pour défendre la politique de changes. La banque centrale suit attentivement les mouvements du marché et rendra disponibles les liquidités nécessaires à la défense du système de bande de fluctuation. Après la démission, mercredi, de son président, Gustavo Franco, la banque centrale du Brésil avait annoncé l'élargissement de la bande de fluctuation dans laquelle oscille la devise brésilienne (de 1,12-1,22 réal pour un dollar à 1,20-1,32), ce qui équivaut à une dévaluation du réal de près de 8 % (lire page 3).

L'Agence de notation financière Standard & Poor's a abaissé, jeudi, la note de la dette publique à long terme en devises du Brésil à B+ et celle de la dette à court terme en monnaie locale à BB-. La décision de Standard & Poor's porte sur 58,1 milliards de dollars (50 milliards d'euros) de dette brésilienne libellée en devises et 250 milliards de dollars (215,5 milliards d'euros) de dette libellée en réaux. L'effet d'un abaissement de note est de renchérir le coût des emprunts pour le pays concerné en assouplissant ses émissions de dette d'un taux d'intérêt plus élevé.

La panique déclenchée mercredi sur les marchés par l'aggravation de la crise brésilienne a fait ressurgir le spectre du « credit crunch », cauchemar financier où les crédits pour les pays émergents s'assècheraient brutalement.

CHINE : le pays devrait connaître une croissance de 7,5 à 8 % cette année, estime le Centre national d'information, dont les prévisions ont été publiées vendredi par le journal China Securities.

ÉTATS-UNIS : Washington a officiellement signalé à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) son intention d'imposer 100 % de droits de douane sur 520 millions de dollars (442 millions de francs) d'exportations européennes en rétorsion au régime communautaire d'importation de bananes jugé discriminatoire, ont

indiqué jeudi les services du représentant pour le commerce.

ALLEMAGNE : la troisième économie mondiale a affiché un taux de croissance de 2,8 % en 1998. Il s'agit de la croissance la plus forte depuis la réunification en 1991, mais ce chiffre masque un net ralentissement au quatrième trimestre lié à un essoufflement des exportations.

ITALIE : le déficit public en 1998 devrait s'établir à 2,7-2,8 % du PIB pour 1998, et la croissance devrait se situer entre 1,4 et 1,5 %, selon des estimations de l'Institut de conjoncture italien Istat.

FRANCE : le président du Medef (ex-CNPF), Ernest-Antoine Seillière, a qualifié, jeudi, à Toulon de « trop optimiste » le taux de croissance sur lequel le gouvernement table pour 1999. Lors d'une conférence de presse, M. Seillière s'est également étonné que le premier ministre ait appelé, mercredi, « les grandes entreprises à ne pas être trop frileuses » : « comment peut-on se féliciter d'une croissance et qualifier les entrepreneurs de frileux ? », s'est interrogé le président du Medef.

EURO : le président de la Banque centrale européenne (BCE), le Néerlandais Wim Duisenberg, a rejeté, jeudi, une proposition franco-allemande de mettre en place des « lignes directrices » pour l'évolution de l'euro sur les marchés des changes.

Le pourcentage d'Allemands favorables à l'euro est passé de 43 à 49 % entre décembre et début janvier, selon un sondage de l'Institut Peeples à paraître vendredi dans le quotidien économique allemand Handelsblat. Le front des anti-euros s'est en revanche rétréci : dans des proportions encore plus grandes, passant de 41 % en décembre à 27 % début janvier.

La Grèce doit accélérer sensiblement le processus de réforme structurelle de son économie si elle souhaite atteindre son objectif d'intégrer la monnaie commune européenne en 2001, indique, jeudi, l'OCDE.

## Taux de change des pays euro

Euro contre	Taux	Contre franc	Taux
EUROFRANC	6,55967	FRANCO EURO	0,15248
EUROSCHEMME	1,93687	SCHEMME EUROFRANC	0,51639
EURO ITALIENNE (100)	1,93687	EURO ITALIENNE (100) EUROFRANC	0,51639
EURO ESPAGNOL (100)	1,66639	EURO ESPAGNOL (100) EUROFRANC	0,60054
EURO PORTUGAIS (100)	2,00482	EURO PORTUGAIS (100) EUROFRANC	0,49878
EURO CHILIEN (100)	1,27883	EURO CHILIEN (100) EUROFRANC	0,78253
EURO ARGENTIN (100)	0,07878	EURO ARGENTIN (100) EUROFRANC	12,70582
EURO JAPONAIS (100)	1,09367	EURO JAPONAIS (100) EUROFRANC	0,91457
EURO SUISSE (100)	1,36120	EURO SUISSE (100) EUROFRANC	0,73405

## Cours de change croisés

1998 12h31	Cours	1998 12h31	Cours
DOLLAR	0,85802	FRANC	1,17783
YEN	119,81008	YEN	119,81008
FRANC	0,85802	FRANC	1,17783
LIVRE	0,80510	LIVRE	1,24278
FRANC SUISSE	1,36120	FRANC SUISSE	0,73405

## Taux d'intérêt (%)

Taux 14h01	Taux	Taux	Taux
FRANCE	5,10	ALLEMAGNE	5,10
ALLEMAGNE	5,10	ALLEMAGNE	5,10
ALLEMAGNE	5,10	ALLEMAGNE	5,10
ALLEMAGNE	5,10	ALLEMAGNE	5,10
ALLEMAGNE	5,10	ALLEMAGNE	5,10

## Matières premières

En dollars	Cours	En dollars	Cours
MÉTALX (LONDRES)	1482,5	MÉTALX (LONDRES)	1482,5
CUVRE 3 MOIS	1482,5	CUVRE 3 MOIS	1482,5
ALUMINUM 3 MOIS	1482,5	ALUMINUM 3 MOIS	1482,5
PLOMB 3 MOIS	1482,5	PLOMB 3 MOIS	1482,5
ETAIN 3 MOIS	1482,5	ETAIN 3 MOIS	1482,5
ZINC 3 MOIS	1482,5	ZINC 3 MOIS	1482,5
NICKEL 3 MOIS	1482,5	NICKEL 3 MOIS	1482,5
MÉTALX (NEW YORK)	1482,5	MÉTALX (NEW YORK)	1482,5
ARGENT A TERME	1482,5	ARGENT A TERME	1482,5
PLATINE A TERME	1482,5	PLATINE A TERME	1482,5
OR A TERME	1482,5	OR A TERME	1482,5
GRAINES DE CACAO	1482,5	GRAINES DE CACAO	1482,5
SOJA (CHICAGO)	1482,5	SOJA (CHICAGO)	1482,5
MAIS (CHICAGO)	1482,5	MAIS (CHICAGO)	1482,5
SOJA TOURTEAU (CHG.)	1482,5	SOJA TOURTEAU (CHG.)	1482,5
SOFTS	1482,5	SOFTS	1482,5
CACAO (NEW YORK)	1482,5	CACAO (NEW YORK)	1482,5
CAFFÉ (LONDRES)	1482,5	CAFFÉ (LONDRES)	1482,5
SUCRE BLANC (PARIS)	1482,5	SUCRE BLANC (PARIS)	1482,5

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)



## STOXX 653

dit suisse Holding (-2,6 %), Banca di Roma (-1,6 %) et ABN Amro (-1,1 %) ont subi des prises de bénéfice. Seuls Unicredit Italiano (+3,3 %), Banco Santander (+2,5 %) et Banco Bilbao Vizcaya (+1,5 %), des valeurs qui s'étaient fortement dépréciées lors des séances précédentes, ont réalisé des gains significatifs.

● Les valeurs des télécommunications, notamment KPN (+7,6 %), Orange (+2,7 %), Telefonica (+2,4 %), Olivetti (+2,4 %), Vodafone (+1,2 %) et Telecom Italia (+1,2 %) ont été bien orientées. Selon le *Financial Times*, Vodafone s'approprierait à majorer son offre sur AirTouch.



100



du 11 au 15

VALEURS FRANÇAISES

● L'action Alstom cédait 4,9 % à l'ouverture de la Bourse de Paris, vendredi 15 janvier. Le constructeur d'infrastructures ferroviaires est affecté par la décision de l'état de l'arrêt de l'interdiction de la mise en service d'un projet de train à grande vitesse dans lequel il était impliqué.

● Le titre Groupe André poursuivait sa chute, cédant à nouveau 3,9 % dans les premiers échanges, vendredi. La hausse de 8,6 % des ventes trimestrielles est jugée décevante par les analystes.

● L'action CCF cédait 0,6 %, vendredi, en début de matinée. Les Mutuelles du Mans auraient fait appel aux services de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers afin de vendre 8 % du capital du CCF. Selon la presse espagnole, Banco Santander aurait l'intention d'acheter 25 % du capital du CCF.

● L'action Sagem gagnait 1,6 %, vendredi matin. Le système fabricant de téléphone mobile au monde a annoncé une augmentation de 12 % de ses ventes.

● L'action LVMH était en baisse de 3,2 % à l'ouverture, vendredi. Après avoir démenti la veille, des intentions d'OPA sur Gucci, le groupe devait faire connaître ses intentions dans la journée.

● Les valeurs pétrolières Elf Aquitaine (-5 %), Esso (-4 %) et Total (-1 %) subissaient le contrecoup de la baisse des cours du pétrole, vendredi matin.

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 15 JANVIER

Cours relevés à 12h31

Liquidation : 22 janvier

France	Préfecture	Cours	Cours	%	Valeur
	en francs	en francs	en francs	en francs	en francs
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000

NOUVEAU MARCHÉ

VENDREDI 15 JANVIER

Cours relevés à 12h31

Valeurs	Cours	Cours	%	Valeur
	en francs	en francs	en francs	en francs
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10

SICAV FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 14 janvier

Émetteurs	Valeurs	Cours	Cours	%	Valeur
	en francs	en francs	en francs	en francs	en francs
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000

ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000

GRANDEUR N'EST PAS UNE QUESTION DE TAILLE

VENDREDI 15 JANVIER

Cours relevés à 12h31

Valeurs	Cours	Cours	%	Valeur
	en francs	en francs	en francs	en francs
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10

CRÉDIT AGRICOLE

Une sélection.

Cours de clôture le 14 janvier

Émetteurs	Valeurs	Cours	Cours	%	Valeur
	en francs	en francs	en francs	en francs	en francs
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000

ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ALP (T.P.)	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000

ABRÉVIATIONS

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; M coupon détaché ; D droit de préférence ; C contrat d'assurance ; L offre ; d = démission ; 1 offre réduite ; 2 demande de réduction ; 3 cours indicatif.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Valeurs	Cours	Cours	%	Valeur
	en francs	en francs	en francs	en francs
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10

CRÉDIT AGRICOLE

Une sélection.

Cours de clôture le 14 janvier

Émetteurs	Valeurs	Cours	Cours	%	Valeur
	en francs	en francs	en francs	en francs	en francs
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000
ADP	148,50	148,50	99,99	-0,10	1000

LE MONDE ÉCONOMIE

Un NOUVEAU M



# AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 16 JANVIER 1999

**SPORTS** Richard Virenque a signé, jeudi 14 janvier, un contrat de deux ans avec l'équipe italienne Polti, qui lui garantit un salaire mensuel d'environ 500 000 francs (76 219 €).

● **MIS EN CAUSE** par l'ancien directeur sportif et l'ancien soigneur de l'équipe Festina, le coureur varois a toujours nié les accusations de dopage à l'EPO portées contre lui.

● **FIN 1998**, il avait exprimé son intention de prendre sa retraite faute de trouver un nouvel employeur.

● **LES AFFAIRES** de dopage, qui ont entaché la saison 1998, n'en sont pas terminées pour autant puisqu'un médecin, membre de la fédération française de cyclisme, est sous le coup d'une procédure disciplinaire pour prescription de produits do-

pants à des jeunes coureurs. ● **LES SIX ÉQUIPES** françaises professionnelles ont jusqu'au 31 janvier pour se soumettre à un suivi médical longitudinal.

## Le cyclisme s'apprête à affronter une nouvelle saison difficile

L'arrivée de Richard Virenque dans l'équipe italienne Polti met un terme au marché des transferts. Mais pas aux affaires de dopage ni aux tensions dans le milieu du vélo, qui demeure sous l'œil de la justice

LE FEUILLETON s'est achevé, jeudi 14 janvier, dans un salon d'un hôtel parisien. Accompagné de son frère Lionel, Richard Virenque a signé un contrat de deux ans en faveur de l'équipe cycliste italienne Polti, un géant de l'électroménager en Italie. L'annonce devait être officialisée vendredi, lors d'une conférence de presse, en présence de Franco Polti, le président de l'entreprise.

Cet épilogue, après six mois d'ébullition autour de l'ancien coureur des Festina, met également un terme au marché des transferts à l'issue d'une saison historique. Malgré le séisme suscité par les révélations de dopage dans un milieu jusque-là marqué par la règle de l'omerta, l'immense majorité des acteurs ont retrouvé ou conservé un employeur.

Annulée le 6 décembre 1998 par ses proches, la retraite du champion français, à l'âge de vingt-neuf ans, n'aura été qu'un épiphénomène. Depuis le début de l'année, les rumeurs concernant l'arrivée prochaine de Richard Virenque au sein d'une équipe se sont multipliées. Mappel et Lampre, côté italien, Once et Kelme, côté espagnol, ont chacun à leur tour été cités. L'hypothèse d'un accord avec Polti a été évoquée pour la première fois voilà deux semaines.

Le 6 janvier, à Monaco, Franco Polti et Lionel Virenque sont parvenus à un accord : un contrat courant sur les deux saisons à venir avec un salaire mensuel estimé à 500 000 francs (76 219 euros) et la certitude de disputer l'un des trois grands tours (Espagne, France, Italie). « Polti est venu vers nous dès les tout premiers jours de janvier », a déclaré au Monde le frère



Polti sera la troisième équipe de la carrière du Français.

du champion. Début décembre, nous n'avions aucune proposition convenable et nous avons dû attendre les tout derniers jours de 1998 avant de reprendre espoir.

Pour sa huitième saison chez les professionnels et sa troisième for-

mation, le Français file vers l'Italie, où il partagera la place de leader avec Ivan Gotti, vainqueur du Tour d'Italie en 1997, lui aussi recruté par Polti au cours de l'intersaison. Reste maintenant à savoir sous quelle licence le quadruple vain-

queur du Grand Prix de la montagne du Tour de France va courir en 1999. Française ou Suisse ? « Bien que la date de renouvellement ait expiré le 31 décembre, nous espérons obtenir une dérogation de la part de la Fédération française de cyclisme », nous a affirmé Lionel Virenque.

Si durant la période qui a immédiatement suivi les polémiques entre Richard Virenque et ses anciens patrons, les grandes formations professionnelles ne se sont pas empressées pour l'embauche, les sponsors eux, ne l'ont pas lâché. Malgré les secousses estivales de l'affaire Festina, le « fiancé de la France de juillet » semble avoir conservé un capital « image » encore important. C'est du moins la conviction de Gianluigi Stanga, le manager de Polti, selon lequel « la popularité de Richard Virenque n'a nullement été affectée par les révélations sur le dopage organisé au sein de l'équipe Festina ». Un Français en chasse un autre chez Polti puisque, au moment où la formation italienne s'offre Virenque, elle remercie Luc Leblanc.

### DES SPONSORS SE RETIRENT

Richard Virenque, qui a toujours nié les accusations de dopage portées contre lui et toute son ancienne équipe par son directeur sportif Bruno Roussel et son soigneur Willy Voet, a maintenant moins de trois semaines pour se préparer à la reprise des épreuves sur route. Troisième du Tour de France en 1996 et deuxième en 1997, le Varois a longtemps craint de faire les frais d'une saison 1998 marquée par les divulgations en cascade de l'usage banalisé des produits dopants comme l'EPO, les hormones de croissance ou les

anabolisants dans le peloton cycliste professionnel.

Ces divulgations ont semé le trouble chez certains gros partenaires, notamment en France. Le retrait de la Mutuelle de Seine-et-Marne, qui finançait une formation professionnelle de treize coureurs, n'a pas été compensé par l'arrivée d'un « repenseur ». La société Casino, principal sponsor de la formation du même nom, a fait part de son intention de quitter le cyclisme en 2000, tout en rédui-

trick Kiel, qui instruit l'affaire Festina, est loin d'avoir bouclé son dossier. Ces dernières semaines encore, les policiers du SRPJ de Lille (Nord) ont procédé à des auditions. Juste avant Noël, la plupart des coureurs de l'équipe Casino ont été à leur tour convoqués et placés en garde à vue. A Reims, le juge Odile Madrolle mène toujours l'instruction dans une autre affaire de transport d'EPO et de produits illicites, celle qui éclabousse la formation hol-

### Le Varois reste un bon « véhicule marketing »

Bien sûr, il y a eu l'affaire de l'été 1998. Et le désormais fameux « à l'insu de mon plein gré » de la marionnette des « Guignols de l'Info », sur Canal Plus. Mais, malgré tout, Richard Virenque reste manifestement encore un bon « véhicule marketing » aux yeux de certains. « Son image n'est pas si atteinte », considère Georges Pohn, PDG du fabricant français de chaussures de vélo Carnac Sport. Richard Virenque peut rebondir. « Carnac Sport, qui dispose d'un contrat avec le cycliste jusqu'à fin 1999, souhaite mener à terme cette collaboration, dans la mesure où il n'y a pas incompatibilité » avec les contrats déjà passés par sa nouvelle équipe. La révélation du système de dopage chez Festina et l'absence de résultats de Richard Virenque ont toutefois conduit certains sponsors à rompre leurs contrats. Carnac Sport admet avoir « revu à la baisse » les sommes versées à l'athlète pour la seconde moitié de 1998.

sant dès cette année la somme qu'elle lui consacrait (plus de 20 millions de francs en 1998) jusque-là. Enfin, selon nos informations, l'ancienne formation GAN, devenue Crédit agricole, aurait reconsidéré son implication si elle avait dû négocier son engagement avec l'équipe de Roger Legeay après le Tour plutôt qu'avant. Incontestablement, le cyclisme a souffert et rien ne permet de dire qu'il n'en sera pas de même dans les mois à venir.

Pendant ce temps, le juge Pa-

landaise TVM. Si Richard Virenque est aujourd'hui débarrassé de l'angoisse du chômage, s'il est soulagé à l'idée de renouer avec sa « passion », son sport, lui, n'est pas sauvé pour autant. A l'aube de cette nouvelle saison, les nuages continuent d'obscurcir l'horizon du cyclisme. Les pratiques trop longtemps en vogue n'ont pas disparu comme par magie, même si Richard Virenque a pu se remettre en selle.

Yves Bordenave

## Un médecin fédéral exerçant à Tours est soupçonné de prescriptions interdites

UNE FOIS DE PLUS, un médecin officiel de la Fédération française de cyclisme (FFC) se trouve au centre d'une affaire de prescriptions de produits illicites à des jeunes coureurs. En octobre 1998, le docteur Pierre Le Brun, praticien de médecine sportive au Centre médical Girardeau de Tours (Indre-et-Loire), spécialiste en traumatologie du sport et responsable médical au comité régional de l'Orléanais a été accusé par un coureur de lui avoir délivré une ordonnance comportant la prise de pantostone, un produit dérivé de la testostérone à effet anabolisant, figurant sur la liste des produits interdits par l'Union cycliste internationale (UCI) et la FFC.

Au printemps 1998, le coureur en question, un amateur évoluant dans la région de Vendée, est contrôlé positif à l'issue d'une épreuve. Aussitôt les résultats des analyses d'urine connus, la Fédération fait procéder à une expertise qui confirme les premières analyses. Convoqué six mois plus tard devant la commission de discipline, le jeune homme plaide sa bonne foi, produit une ordonnance et cite le docteur Le Brun. Celui-ci, entendu comme témoin, défend sa prescription et fait état « d'un acte thérapeutique exigé par la santé de son patient ». Il déclare l'avoir informé de la nature du produit et des restrictions liées à

son usage pour les sportifs en activité.

Il n'empêche. La commission prononce une sanction à l'encontre du coureur et la Fédération entame une enquête sur les pratiques du médecin. D'autant que de nouvelles informations remontent vers le siège de la FFC à Rosny (Seine-Saint-Denis), qui mettent en cause le docteur Le Brun. L'Association de lutte contre le dopage, qui rassemble

des jeunes coureurs regroupés essentiellement dans la région de l'Orléanais, collecte une série de témoignages. Elle obtient plusieurs ordonnances dont elle fait connaître la teneur aux autorités fédérales.

### ORDONNANCES « DOPANTES »

Ainsi, celles destinées à ce jeune coureur de dix-neuf ans, espoir du comité de l'Orléanais. Interrogé par Le Monde celui-ci a confirmé :

« Je consulte régulièrement ce médecin depuis plusieurs années. Je vais chez lui pour réaliser des tests à l'effort et en 1996, j'étais en cadets, il m'a prescrit en injection directe du kéncort R 40 pour soigner des allergies. J'ai appris par la suite que ce médicament est un corticoïde inscrit sur la liste des produits interdits. Il ne m'en a pas avisé. Heureusement, lorsque je suis rentré chez moi, ma mère, qui est laborantine, a regardé l'ordonnance et m'a

dit de ne pas prendre ce produit. » L'incident en reste là. Le jeune espoir continue de se présenter à la consultation du praticien tourangeau et lui conserve toute sa confiance. « Ensuite, l'année d'après, lorsque je suis passé en juniors, je commençais à bien marcher », poursuit notre Interlocuteur. « Je pouvais viser l'équipe de France. Au début de la saison hivernale, il m'a prescrit de la testostérone, du pantostone par voie

orale, que je devais ingérer pour optimiser mon travail en salle de musculation. Toujours sans me préoccuper quant à la nature de ce produit, ni des conséquences auxquelles je m'exposais en l'absorbant. Là aussi ma mère et moi avons cherché des renseignements, et je n'en ai pas pris. »

### PROCÉDURE DISCIPLINAIRE

Depuis décembre 1998, la Fédération de cyclisme aurait entrepris une démarche disciplinaire à l'encontre du docteur Le Brun. « Nous avons diligentié une procédure en interne et nous nous réservons la possibilité d'aller jusqu'au conseil de l'Ordre si besoin », a déclaré au Monde Christophe Laverne, responsable juridique de la FFC. Une confrontation aurait même dû se dérouler fin décembre, mais elle a été reportée de plusieurs semaines pour des raisons d'indisponibilité.

Pourtant, interrogé par Le Monde, le comité régional de l'Orléanais affirme que le docteur Le Brun compte toujours parmi ses membres. En octobre, il s'est même vu confier la coordination régionale du suivi médical longitudinal des coureurs de ce comité. Mais, aux dernières nouvelles, il aurait « de lui-même cessé ses fonctions auprès de la FFC ».

Y. B.

Y. B.

## Le suivi médical longitudinal concernera 500 coureurs en France

LES CYCLISTES PROFESSIONNELS sous contrat dans une des six formations françaises ont jusqu'au 31 janvier pour se soumettre aux obligations du suivi médical longitudinal. Cette opération comporte un volet physiologique et un volet biologique. Réalisé sous la direction du docteur Gérard Dine, président de l'Institut de biotechnologie de Troyes, le second volet prévoit un prélèvement sanguin ainsi que des analyses hématologiques, biochimiques, immunochimiques et immuno-enzymologiques.

Les coureurs de Festina, de Cofidis et de Castrol devaient se présenter les 14 et 15 janvier au centre de Troyes. Le camion laboratoire de l'unité mobile du centre se déplacera le 18 janvier à l'Insep, à Paris, afin de procéder aux examens des coureurs de La Française des Jeux. Au total, ces visites médicales d'un genre nouveau concerneront d'ici la fin mars 500 coureurs professionnels et amateurs.

« En 1996, lorsque nous avons proposé à l'Union

cycliste internationale (UCI) ce système de suivi, cette instance ne l'avait pas jugé utile », ironise le docteur Dine. A terme, le ministère des sports, à l'origine de cette initiative, souhaite étendre cette procédure à l'ensemble des fédérations de sports olympiques. De nature strictement médicale, ce programme vise notamment « à assurer la détection préventive de produits biomédicaux d'usage détourné, inaccessibles aux contrôles urinaires classiques ».

### « PROBLÈME DE SANTÉ PUBLIQUE IMPORTANT »

Pour la fédération de cyclisme, le docteur Armand Mégret, médecin fédéral, coordonne les résultats. Bien que mis en cause en septembre 1998 dans une affaire de prescription de produits proscrits par les règlements antidopage (Le Monde du 11 septembre 1998), ce praticien de médecine sportive de l'hôpital de Lannion (Côtes-d'Armor) jouit de la confiance du président de cette fédération, Daniel Baal.

Dorénavant, les coureurs ne seront autorisés à participer aux différentes épreuves qu'après avoir satisfait à un bilan de santé trimestriel. Bilan que seul le docteur Mégret est habilité à consulter. A la date du 10 janvier, 74 certificats d'aptitude avaient été délivrés, soit la totalité des dossiers étudiés. « Nous n'avons pas eu à notifier de contre-indication à la pratique du cyclisme de compétition », a confié au Monde Daniel Baal.

Pour sa part, à l'Institut de Troyes, Gérard Dine dresse un premier constat et parle « d'un problème de santé publique important ». Mais il note également une réaction positive des principaux intéressés. « Notre démarche est exclusivement médicale, souligne-t-il. On est là pour aider, pas pour sanctionner. Les coureurs l'ont compris. J'espère simplement que nous ne serons pas une caution. »

**Le Monde**  
**ECONOMIE**

CHACQUE LUNDI AVEC LE MONDE DATÉ MARDI

Un NOUVEAU Monde économie issu du rapprochement avec Le Monde initiatives pour :

- Etablir un lien plus étroit entre l'économie et le social
- Défricher les secteurs porteurs d'avenir
- Vivre la nouvelle Europe issue de la monnaie unique

lundi 18 janvier

**Le Monde**  
daté 19

سكرا من الحاد



كثير من الناس

## Les textiles antibactériens et anti-odeurs passent avec succès l'épreuve du marché

Le secteur de la literie est le principal utilisateur de ces produits

Les produits de santé représentent 7 % du marché de la literie et devraient plafonner, autour de 10 à 12 %. Outre les applications grand pu-

blic, d'autres intéressent les hôpitaux qui espèrent réduire certains risques infectieux. Mais la prudence s'impose : la peau, au contact de ces

tissus, est le siège de délicats équilibres. Une flore résidente y joue un rôle de barrière vivante contre les agressions microbiennes extérieures.

AU JAPON, on trouve des substances antibactériennes sur la surface de certains stylos bille. On parle même d'en mettre dans les billets de banque, peut-être pour que cet argent passant de main en main ne soit plus de l'argent sale. Sans sombrer dans cette obsession collective de l'hygiène, propre au pays du Soleil-Levant, les acteurs du textile ont, depuis deux ans, bien compris l'intérêt des tissus bioactifs, qualifiés, selon les étiquettes, d'antibactériens, d'antimicrobiens au sens large ou d'anti-odeurs.

Comme l'ont constaté quelque trois cents industriels et chercheurs récemment réunis à Paris pour un colloque sur les nouveaux textiles et vêtements fonctionnels organisé par l'Institut textile de France (ITF) et l'Usine nouvelle, ces produits ont passé avec succès l'épreuve du marché. On les retrouve essentiellement dans le secteur de la literie, mais aussi dans les chaussettes et les sous-vêtements. « Il y a sept ou huit ans, personne n'en voulait », se souvient Hugues-Arnaud Meyer, PDG d'Abell, leader européen de la couette et de l'oreiller dit de santé. Aujourd'hui, les produits de santé représentent 7 % du marché literie en 1998 et la progression n'est pas terminée. L'asymptote devrait se trouver autour de 10 à 12 % du marché. Les hôpitaux sont également intéressés car, selon le professeur Jean Cotte, du Centre européen de dermatocologie, ces matières pourraient permettre « de réduire en partie les risques infectieux postopératoires », ces fa-

neuses maladies nosocomiales qui touchent un patient sur dix. Surfant sur une vague hygiénique, apparemment plus durable qu'un simple phénomène de mode, les industriels du textile ont donc mis au point des produits aux propriétés antibactériennes. Pour ce faire, ils ont repris à leur compte les substances antiseptiques utilisées depuis longtemps par la médecine : les composés phénoliques et les métaux lourds qui peuvent altérer diverses fonctions de la bactérie (membranes cytoplasmiques, diverses enzymes, etc.).

### MÉTIER NATUREL

Les techniques ne manquent pas pour ajouter ces agents, dits « biocides », sur ou dans le tissu. Dans le cas des fibres synthétiques, « une des méthodes de traitement consiste à mettre l'antibactérien dans le polymère liquide - fondu ou en solution - avant l'obtention de filaments », explique Michel Bourgeois, chef de projet à l'Institut textile de France. Pour ce qui est des fibres naturelles, le principe actif est intégré soit par simple dépôt, soit par apprêtage, soit par introduction de microcapsules, soit encore par greffage radiochimique (Le Monde du 10 juin 1998).

Le marché existe. Les antibactériens et les techniques ont fait leurs preuves. Mais, pourrait-on s'interroger, qu'en pensent les milliers de bactéries présentes sur le corps de chacun d'entre nous ? Car la peau n'assure pas seule son rôle de barrière protectrice. Siège d'une riche flore microbienne constituée de champignons et de bactéries ré-

sistant bien à l'absence relative d'humidité, notre épiderme a besoin, pour remplir correctement ses fonctions, de tous ses hôtes naturels. Contrairement à nombre d'idées reçues, les bactéries ne sont pas toutes « méchantes ». Et celles que l'on qualifie de pathogènes ne le sont pas tout le temps. Ainsi, sans le savoir et sans que cela lui pose le moindre problème, une personne sur quatre transporte dans ses narines le « redoutable » staphylocoque doré.

« La surface cutanée est le siège d'un écosystème microbien riche et varié qui joue un rôle essentiel dans l'équilibre de l'organisme », explique le professeur Jean Freney, microbiologiste à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon. Les micro-organismes trouvent sur la peau les nutriments nécessaires à leur développement, que ceux-ci soient apportés par la sueur, le sébum ou les débris cellulaires. Cette flore résidente joue un rôle de barrière vivante contre les agressions microbiennes extérieures et s'oppose à l'implantation de bactéries pathogènes. La rupture de cet équilibre par application inconsidérée ou massive d'antiseptiques comporte paradoxalement des risques d'infection non négligeables.

Les fabricants de textiles antibactériens doivent donc faire face à un affreux casse-tête : être efficace et inoffensif tout à la fois. Comment limiter la prolifération bactérienne et les odeurs dans les zones « à risques » que sont les aisselles et les pieds - on peut trouver jusqu'à dix millions de bac-

téries par centimètre carré dans les creux axillaires - sans toutefois altérer la flore résidente ?

### PRUDENCE

Il faut simplement jouer la carte de la prudence, conseille Jean Freney, et « proposer des produits n'ayant qu'une action bactériostatique - c'est-à-dire qui limite le développement des bactéries sans modifier, quantitativement et qualitativement, la flore commensale - et non une action bactéricide. D'autre part, il faut éviter, si possible, un contact direct du produit antibactérien, même en très petite quantité, avec la peau, pour limiter la sélection des souches résistantes. Les mécanismes d'action indirecte semblent préférables dans l'état actuel de nos connaissances ».

En l'absence de norme précise dans un domaine qui a explosé en seulement quelques mois, le principe de précaution s'impose. Les fabricants sont pour l'heure simplement tenus de vérifier ou de prouver l'innocuité de ces fibres traitées vis-à-vis de la peau humaine. Alors que de la layette tricotée avec du coton antimicrobien a fait son apparition sur le marché, Jean Freney rappelle une anecdote qui sonne comme une mise en garde : « Il y a quelques années, une infirmière a mis à un bébé une couche imprégnée d'alcool. Peu de temps après, cet enfant avait un taux d'alcoolémie de 2,90 grammes par litre de sang », soit presque six fois plus que le seuil autorisé pour les conducteurs.

Pierre Barthélémy

## Premiers essais de dépistage de la maladie de Creutzfeldt-Jakob

UNE LARGE CAMPAGNE de dépistage prédictif de la nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ), affection similaire à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB, ou maladie de la « vache folle ») va être organisée dans les prochains mois en Grande-Bretagne.

Cette opération est devenue possible du fait de la mise au point d'un nouveau test pratiqué sur des prélèvements d'amygdales. Il permet en effet d'établir un diagnostic sans avoir recours - comme c'était le cas précédemment - à une biopsie cérébrale qui, dans la plupart des cas, ne pouvait être pratiquée que post mortem.

Ce test, présenté dans le prochain numéro du *Lancet* daté du 16 janvier, a été conçu par une équipe de chercheurs anglais et écossais, dirigée par le professeur John Collinge (Imperial College School of Medicine, Londres). Selon eux, il est désormais possible, à partir de techniques conventionnelles (d'immunohistochimie et de western blot), d'identifier de manière spécifique la protéine-prion pathologique à l'origine de l'ESB et de la nouvelle forme de MCJ.

De nombreux éléments expérimentaux laissent penser que, chez l'homme, cet agent transmissible non conventionnel infectait, dans un premier temps, les organes contenant des tissus lymphoïdes (ganglions, rate,

amygdales), avant de gagner le système nerveux central, où les lésions qu'ils provoquent sont à l'origine des symptômes puis, rapidement, de la mort du malade. La présence et la réplique du prion-pathologique dans ces organes permettraient donc d'espérer la mise au point d'un test pouvant aisément être mis en pratique et, peut-être, établir l'existence de l'infection avant même l'apparition des symptômes neurologiques.

### PRÉLÈVEMENTS D'AMYGDALES

Au terme d'un travail conduit sur différents tissus prélevés sur des malades souffrant de différentes formes de MCJ et d'affections neurologiques, l'équipe du professeur Collinge estime détenir, aujourd'hui, une méthode diagnostique efficace pouvant, à partir de prélèvements d'amygdales, être mise en œuvre sur une large échelle.

Jeudi 14 janvier à Londres, il a été annoncé que des tests allaient être effectués sur les amygdales de milliers de Britanniques afin de détecter une possible épidémie à venir de la nouvelle forme de MCJ. Dans six mois environ, les chercheurs de l'hôpital Saint Mary's de Londres entameront une série de tests à grande échelle et espèrent avoir examiné quelque deux mille Britanniques dans les deux ans à venir.

Chaque année, outre-Manche, quatre-

vingt mille personnes subissent une ablation des amygdales. Les tests seront donc menés sur ces amygdales sans qu'une sélection préalable ait été faite. Seules les amygdales des enfants de moins de neuf ans seront éliminées de l'échantillon, la Grande-Bretagne ayant interdit dès 1989 la consommation de certains organes suspects du bœuf. « Cette étude nous permettra de voir, insiste le professeur Collinge, quelle proportion de la population est porteuse de la maladie. Elle nous dira si c'est un problème de taille modeste ou si des milliers de personnes sont en train d'incuber la maladie. Nous saurons si une épidémie majeure se prépare ».

Si les résultats obtenus étaient négatifs, il ne faudrait pas pour autant triompher. Beaucoup d'inconnues demeurent quant à la détection et au développement de la maladie. « Mais si les craintes d'une épidémie sont fondées, nous pourrions au moins préparer une contre-offensive médicale », affirme le professeur Collinge. « Ces résultats doivent d'ores et déjà renforcer la vigilance que l'on doit avoir pour les produits biologiques humains et bovins destinés à l'usage thérapeutique », estime, pour sa part, le docteur Dominique Dormont, président du comité des experts français des maladies à prions.

Jean-Yves Nau

## Le dernier virus informatique envoie son butin en Chine

Premières victimes, les abonnés d'AOL

PICTURE.EXE est un virus de la famille cheval de Troie. Un vrai. Estampillé « dangereux » par les spécialistes de la lutte contre cette plaie des informaticiens, qu'ils soient professionnels ou amateurs.

Certains experts doutent de son originalité, arguant d'une parenté avec des cousins déjà connus. D'autres notent que le titre de virus ne peut être appliqué à un programme qui n'a pas la faculté de se reproduire tout seul. Une querelle de puristes : en tout état de cause, « picture.exe » fait courir un risque indéniable aux internautes, surtout s'ils sont abonnés au fournisseur de service en ligne America Online (AOL).

Le « nouveau » micro-informatique semble avoir été repéré juste avant Noël. Il est apparu dans des messages électroniques intempestifs (spam en anglais), dont l'intitulé suggestif, « baty » (timbré, toqué, en français), ne présage rien de bon. Le fichier « picture.exe » est associé à ce message.

Une fois exécuté par l'internaute imprudent, le programme crée deux fichiers baptisés respectivement « manager.exe » et « note.exe », qui restent inertes tant que l'ordinateur n'est pas arrêté. Ils se réveillent dès que l'utilisateur relance sa machine. A chaque redémarrage, le virus effectue une partie de son plan diabolique. Il finit ainsi par créer une liste cryptée de tous les fichiers, présents dans l'ordinateur, qui sont issus d'Internet (format html), ou qui contiennent du texte (format text).

Si la victime est abonnée à AOL, « picture.exe » lit, de surcroît, le fichier dans lequel sont dissimulés son nom d'utilisateur et son mot de passe. Les spécialistes de la lutte anti-virus présumant qu'une telle manœuvre a pour objectif de communiquer ces informations confidentielles à l'auteur du virus. Un soupçon qui se vérifie lors du lancement suivant de l'ordinateur. En effet, « manager.exe » tente alors d'exporter son butin en l'envoyant à une adresse électronique localisée... en Chine. Les

éditeurs d'anti-virus comme Network Associates et Symantec ont déjà publié la parade à « picture.exe ». Il suffit de mettre à jour, via Internet, leurs logiciels de protection pour être immunisé contre le virus chinois. « Ce cheval de Troie est particulièrement dangereux pour les utilisateurs qui ont installé un logiciel client AOL sur leur machine », commente François Paget, expert anti-virus chez Network Associates.

Sur son site Internet, Symantec prévient que « 90 % des chevaux de Troie circulent sur les services en ligne et bon nombre d'entre eux sont programmés pour voler des noms d'utilisateurs et des mots de passe afin de les communiquer à

Au redémarrage, le virus effectue une partie de son plan diabolique

quelqu'un qui les utilise aux frais de la victime ».

Ce piratage est d'autant plus gênant pour les victimes quand leur abonnement est limité à un forfait de quelques heures par mois. AOL fait partie des cibles privilégiées en raison de son nombre d'abonnés, qui dépasse aujourd'hui les 15 millions.

La peur panique engendrée par les dégâts que peuvent causer les virus est telle que bon nombre de pirates l'exploitent pour provoquer de fausses alertes. Ainsi, en 1998, « win a holiday » a trompé bon nombre d'internautes (dont nous-mêmes, *Le Monde* du 20 octobre 1998) et engendré une avalanche de courriers électroniques alarmistes prévenant du risque d'un effacement du disque dur. Aujourd'hui, « buddyst.zip », un nouveau faux virus mais vrai canular, prend le relais en propagant la même menace sans fondement.

Michel Alberganti

## Les nouveaux diamants des chercheurs du CNRS et du CEA

UNE ÉQUIPE du laboratoire de photophysique moléculaire (CNRS-université Paris-Sud), en association avec des chercheurs du CEA, est parvenue à produire de nouvelles structures de carbone dont le réseau est proche de celui du diamant. Cette découverte, arrivée un peu par hasard, a fait l'objet d'un brevet qui pourrait permettre à l'industrie de fabriquer des cristaux de grande taille (quelques centimètres). Si le diamant est apprécié en joaillerie, il l'est aussi de l'industrie des composants en raison des propriétés électroniques et thermodynamiques exceptionnelles du diamant. La stabilité des lignes de carbone qui ont été créées à cette occasion est telle qu'elles tiennent à 1200 degrés, là où les autres s'effondrent à seulement 200 degrés.

## Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Vous ne payez rien d'avance

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro

Après signature de votre souscription de préférence et envoi de votre RIB, ou RLE, vous n'avez plus à vous occuper de rien. De ce fait, vous ne pouvez plus nous reprocher de vous avoir abandonné temporairement pour cause de simple oubli.

Après signature de votre souscription de préférence et envoi de votre RIB, ou RLE, vous n'avez plus à vous occuper de rien. De ce fait, vous ne pouvez plus nous reprocher de vous avoir abandonné temporairement pour cause de simple oubli.

### SPECIAL VACANCES

J'ai bien noté que je pouvais faire suspendre ou réduire mon abonnement pendant mes vacances.

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : 0 800 022 021

## Bulletin d'abonnement

☐ OUI, je désire m'abonner au Monde pour seulement 173 F par mois (26 numéros) par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle 00100002

Prénoms : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Authorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde.

« Je vous abonne au Monde » vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, si ces derniers le jugent utile, à quelques publications, avec lesquelles nous entretenons des échanges, pour être traitées de votre part. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de nos publications, merci de nous le signaler.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	ORGANISME CRÉANCIER Le Monde 21 bis, rue Claude-Bernard, 75006 Paris CEDEX 05	
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER		
Nom : _____		
Prénoms : _____		
N° : _____		
Code postal : _____		
Ville : _____		
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)		
N° : _____		
Code postal : _____		
Ville : _____		
Désignation du compte à débiter		
Compte courant	Compte d'épargne	Compte de chèques

Recevez Le Monde chez vous pour seulement

173 F\* par mois



En vous abonnant au Monde vous êtes certain de ne manquer aucun dossier, reportage, article correspondant à vos centres d'intérêt. Vous recevez bien sûr tous les suppléments et cahiers spéciaux à paraitre dans l'année.

Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31-12-1999.



## Milan célèbre l'homme du Millenium

Les créateurs italiens présentent les premières collections de l'an 2000 : culte de la fourrure et de la rock star années 70

MILAN

de notre envoyé spécial  
Tout s'annonçait bien : l'Italie dans l'Euroland et un renfort de créateurs anglais apte à fortifier la position milanaise en matière de mode homme. Pourtant, la présentation des collections masculines automne-hiver 1999-2000 à Milan, du 8 au 13 janvier, n'a pas montré d'enthousiasme excessif à préfigurer l'hiver du Millenium. Entre-temps, la métropole du PO a découvert la violence urbaine attribuée aux immigrés clandestins venus de la proche Albanie. Sept assassinats en quelques jours ont justifié des déploiements policiers jusqu'aux abords des podiums. Dans un registre différent, la conquête de Gucci par Bernard Arnault (lire ci-contre) inquiétait les ténors - parfois fragiles - de la mode italienne.

Renonçant aux défilés à grand spectacle, les créateurs milanaïsi ont intensifié la créativité de leurs produits - après des années de luxe sage - pour mieux les singulariser. A l'exemple de ceux-ci, l'homme est invité à quitter l'indiforme pour exalter son « je » avec toutes les armes - masculines ou féminines - à sa disposition. Après les moines zen de cet hiver, l'icône choisie est la rock-star des années 70. Cela va du lyrisme glamour (gilet en plumes chez Trussardi, Jean brodé de fleurs indiennes chez Gucci), à la simple pincée de strass rouge sur une redingote de ma-

riage ou un veston de communiant (Versace), aux costumes classiques de Jean-Paul Gaultier pailletés, ou au costume en cuir noir cigarette de Gianfranco Ferré, très « Walk on the wild side » - mais sachant se tenir.

pin retourné), il se fait carrément hirsute chez Gaultier pour hériter, chez d'autres, entre Artila et Peary. La fourrure glisse sur le bas des pantalons de Dolce & Gabbana, molletonne les cols des boyards de Vivienne Westwood et des lutins

### Bernard Arnault mieux qu'Elton John

Iggy Pop chantait au défilé Versace. Elton John siégeait chez Antonio d'Amico. Chez Armani, les journalistes ont bien reconnu MC Solar, mais la véritable star qui figeait, ce jour-là, son sourire pour la meute des photographes n'était autre que Bernard Arnault. Le président de LVMH, vers qui convergeaient, depuis une semaine, les conversations angossées du Milan de la mode, avait choisi de révéler son visage à cette ville orgueilleuse, ébranlée par son raid sur Gucci. Avec l'aide obligeante de Prada, dont l'administrateur délégué, Patrizio Bertelli (réputé excellent skipper), lui a cédé 9,5 % des actions Gucci et appelle à une mystérieuse « synergie ». LVMH, dont le dernier bilan n'aurait pas été si fameux, vient en tout cas de réaliser un beau rebond dans un pays qui avait échappé jusque-là à ses convulsions. A l'heure qu'il est, le patronat italien semble avoir bien digéré la « perte » de Gucci, symbole national, devenu international. Bernard Arnault n'a fait que poursuivre sur une autre échelle la « globalisation » amorcée par des marques italiennes : rachat de l'allemand Hugo Boss par le géant du textile et de la confection Marzotto, acquisition de Joyce Ma par le trust piémontais HDR. « C'est comme cela que se construit l'Europe », philosophe Gianfranco Ferré, dont le capital est, « pour l'heure, en restructuration ».

Le véritable « outrage » résidait dans l'usage universel des peaux et des fourrures, honni par Brigitte Bardot et les siens. Si l'homme aux peaux de bête devient félin sophistiqué dans sa version Gucci (superbes vestes et gilets en vison) ou costume national (blousons en la-

de Miu-Miu Homme, pour se risquer, chez D-Squared, en manchons et chapkas géantes pour bunnies futuristes. Nicola Trussardi, qui proposait, à côté de pulls en cachemire dix-huit fils tricotés main, d'admirables gilets en croco doré, résume : « La femme a beaucoup obtenu. L'homme de se rattraper en augmentant sa séduction par une virilité un peu sauvage. » Si non brutale, du moins brute.

Malgré la tentation d'un retour aux épaisseurs protectrices (dissus renforcés au Néoprène, ou simplement matelassés...), la déstructuration et l'ultra-souple restent de mise. La maille inspire des gilets ultra-longs à Trussardi et à Missoni, de petits costumes serrés à Romeo Gigli, des vestes chandails à Antonio Fusco... Les matières continuent de proclamer leur richesse (cachemires bouillies chez Etro...), elles se glorifient d'apports « techniques » (viscose et fil d'acier chez Ferré Studio...) et s'évadent - c'est la nouveauté - dans les chinés pâles, hérités des heureuses années 50. Nino Cerruti, dont le classicisme aborde, cette saison, un tournant plus sport, explique : « L'évolution du tissage des matières naturelles a produit une nouvelle génération de tissus, meilleurs pour la tenue et le tombé et, surtout, bien plus lumineux. » Ceux-ci forment le langage naturel des minimalistes, qui l'ont interprété chacun dans leur style. Calvin Klein, en poursuivant la tendance militaire en vogue depuis deux ans - et que Tom Ford revisite, pour Gucci, dans un esprit plus soft, Jil Sander, en lançant, parallèlement à ses blousons blancs d'excellente coupe, de luxueux costumes cousus main qui devaient élargir sa clientèle.

### VISION ARISTOCRATIQUE

Giorgio Armani, avec une collection plus simplissime que jamais, et qui, portée par des clergymen adhérents, cachait des trésors de technicité.

A cette vision d'un futur sombre, d'autres ont préféré offrir des talismans de survie.

Parmi les vêtements de sports de plein air, l'heure est venue d'urbaniser les tenues de ski (bas de pantalons à zip ouvert chez Dirk Bikkembergh, vaste pantalon de snowboard chez Gucci, anoraks géants chez Vivienne Westwood...), de tout harnacher de mousquetons (D-Squared), d'attacher velcro, de martingales (Miu-Miu Homme), en un florilège de « piercing » vestimentaire. Les vêtements ultraprofessionnels se renforcent (ouvriers sidérurgistes, marins-pêcheurs, gladiateurs...), au point d'inspirer, chez Prada, toute une collection d'esprit « chasse et pêche », dont l'esthétique prime sûrement l'utilité.

Le vêtement ergonomique, éclatant dans la collection dessinée par Neil Barrett pour Samsonite (blouson de voyage dont le col se transforme en coussin gonflable), se réduit chez d'autres à une simple sangle permettant de porter sa veste en sac à dos. A savoir si c'est le vêtement qui s'est changé en accessoire, ou l'inverse...

Jacques Brunel



## La morosité des barons italiens

REPOUSSÉ entre le 14 et le 17 janvier « pour ne pas nuire à la période des soldes », le 55<sup>e</sup> Pitti imagine Uomo s'affirmera, cette année encore, le premier Salon mondial de l'habillement masculin avec 609 exposants et 53 000 acheteurs ou visiteurs attendus. Logée dans un ancien fort de Florence, cette gigantesque foire alimente un laboratoire de réflexion, dont les résultats sont chaque année consignés dans un livre.

La thématique de l'ouvrage paru cet hiver - *L'icône et l'Italie dans la culture pop globale* - n'est autre que le pouvoir séducteur des images italiennes, grâce auxquelles Leonardo de Vinci, la pizza et les Maserati ont fait le tour du monde. A côté d'expositions nombreuses - l'une d'elles commissionnée par le designer français Marc Sadler évalue au travers d'objets et de vêtements ce que sera la mobilité de l'homme en 2020 -, le Pitti se veut aussi un forum où les principaux tisseurs et confectionneurs de la Botte confrontent leurs réflexions sur la conjoncture.

Et ces barons de l'industrie italienne ont vécu - malgré leur position mondiale dominante - avec une certaine morosité l'année 1998. L'habillement italien pour homme a réalisé un chiffre d'affaires de quelque 50 milliards de francs (plus de 7 milliards et demi d'euros) dont 30 (4 milliards et demi d'euros) à l'exportation.

La reprise de la consommation en Europe et sa relative santé aux Etats-Unis ont à peine comblé leurs pertes au Japon - accessoirement en Grande-Bretagne -, et les espoirs restent très partagés sur l'évolution de la situation en 1999. Le grand tisseur de luxe Gildo Zegna n'est pas loin d'appeler de ses vœux « des rachats et des fusions transnationales pour accroître la compétitivité ».

A l'opposé de ces solutions financières ou industrielles, le Britannique Paul Smith appelle, quant à lui, à cultiver « la personnalité, les valeurs traditionnelles, les services et la conversation ».

pour guider le consommateur dans un marché jugé uniforme.

Un exemple : miroir de la mode, la Babel du Pitti ménage des frontières mouvantes entre ses différents pôles. Rien n'est aujourd'hui plus courant que d'imperméabiliser le cachemire au Teflon ou de marier le coton aux résines polyuréthanes.

Pendant que le très formel se relaxe, le très décontracté, à l'inverse, gagne en tenue. On attend néanmoins des tendances nouvelles, issues du voyage (sacs cousus sur les vêtements), de la nostalgie (chapeaux, vestes à coupes hautes...), de la technologie (fibres de verre et d'acier...), des sous-vêtements (avènement des t-shirts en soie), ou du sport encore (doublures et duvets intérieurs détachables). L'ingéniosité italienne y est souvent pour beaucoup.

J. B.



Pour Nicola Trussardi, la sauvagerie passait ce mois-ci par des châles à franges aux réminiscences tropicales de raphia, portés avec de somptueux pantalons reptiliens. Mais le couturier a mieux encore débridé sa fantaisie dans les feux d'artifice de daim et de cuir glacé.

**STOCK B**  
L'ENTREPOT DES GRIFFES AU MASCULIN

Marques de Prestige

**SOLDES**

Du 2 janvier au 12 février 1999

Le plus grand Magasin d'Usine de Paris pour l'homme

114, rue de Turenne 75003 Paris - Tél. 01.53.01.56.35  
M<sup>o</sup> République ou Filles du Calvaire  
ouvert du mardi au samedi de 9h à 18h le lundi de 10h à 18h

مكتبة من الكتب



## Pluies et vent au Nord-Ouest

**SAMEDI**, les pluies et les vents forts liés à la perturbation qui s'enfonce doucement vers le Sud-Est toucheront un large quart nord-ouest du pays. Le flux de sud-ouest amène de l'air humide et doux sur le pays.

**Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie.** - On se réveillera sous la pluie, parfois soutenue, avec des vents de sud-ouest forts, pouvant atteindre 90 à 100 km/h jusque dans les terres. Temps agité et nombreuses averses. Il fera de 9 à 12 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - La journée sera grise, pluvieuse et ventée. Le vent de sud-ouest pourra atteindre 70 à 90 km/h dans le nord et près des côtes. Il fera de 9 à 12 degrés.

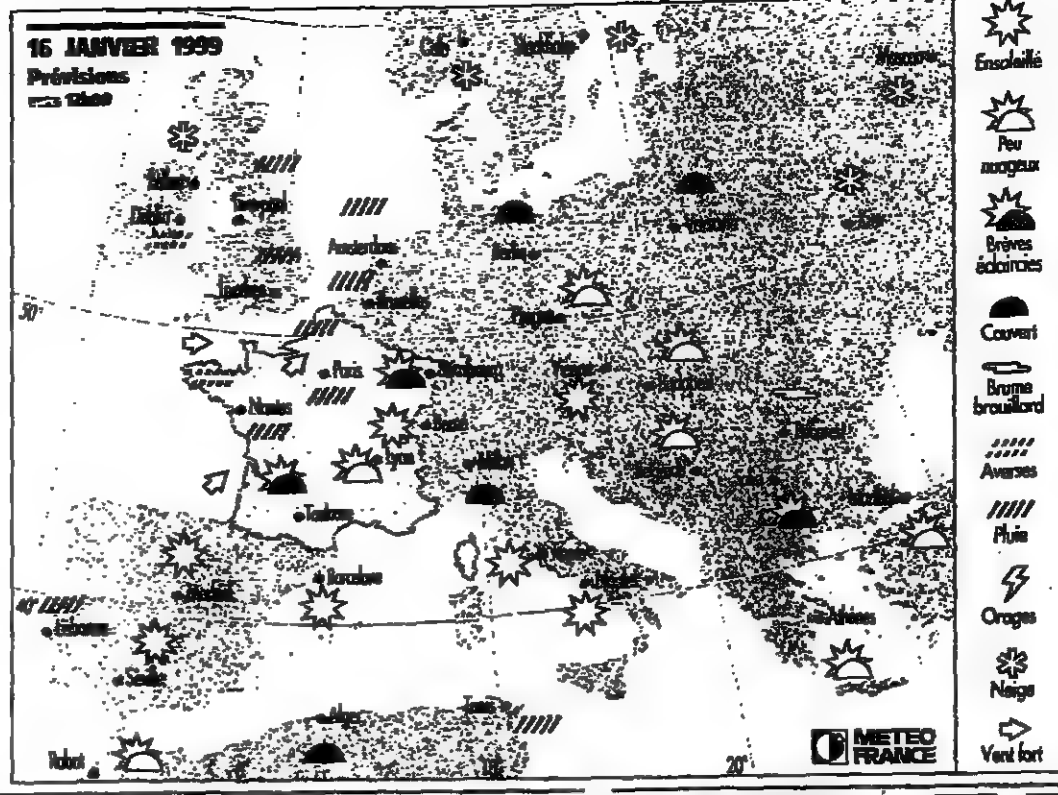
**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - Malgré la grisaille et de fréquents passages de nuages élevés, le soleil apparaîtra, en particulier en Franche-Comté, puis en Alsace. Le vent de sud, qui amène une rela-

tive douceur avec des températures atteignant 7 à 12 degrés, soufflera fort.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Grisaille, vent et pluie s'installeront en Poitou-Charentes. Le vent de sud-ouest y atteindra 60 à 80 km/h. Le ciel se voilera par le nord et les pluies toucheront la Gironde dans l'après-midi. Il fera de 10 à 14 degrés, localement 17.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Le ciel du Limousin sera souvent nuageux. Quelques pluies, en particulier au nord, pourront se déclencher. Plus à l'est, le soleil fera une belle prestation avant l'arrivée des nuages. Fort vent de sud, en particulier dans la vallée du Rhône.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Du Languedoc-Roussillon au Var, les nuages, poussés par un vent de sud qui atteindra 60 km/h, envahiront rapidement le ciel et donneront des pluies sur les reliefs exposés. Il fera de 8 à 14 degrés.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

**CANADA.** Vacances Air Transat propose des promotions sur les vols à destination du Canada. Ainsi, des trajets entre Paris et Montréal sont à l'affiche à 950 F (145 €), pour un départ le lundi 15 février, à 1090 F (165 €), pour un départ le samedi 13 février, et à 1190 F (181 €), pour des départs les lundi 22 et samedi 27 février et le lundi 1<sup>er</sup> mars. Des voyages entre Montréal et Paris sont proposés à 850 F (130 €), pour un départ le dimanche 7 février, et 990 F (150 €), départs les vendredi 12 et dimanche 14 février. Renseignements au 01-53-02-23-34.

**CHINE.** Le groupe Swissotel a ouvert un nouvel hôtel de luxe (327 chambres dont des suites) à Dalian, importante ville portuaire située dans le nord de la Chine, au bout d'une presqu'île. Il s'ajoute à la vingtaine d'établissements gérés dans le monde par cette compagnie de SainGroup.

**PRÉVISIONS POUR LE 16 JANVIER 1999**

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; F : pluie; N : neige.

PARIS	5/13	N
LYON	3/13	N
MARSEILLE	3/13	N
NANTES	5/13	N
NICE	5/13	N
PARIS	5/13	N
PAU	5/13	N
PERPIGNAN	5/13	N
RENNES	5/13	N
ST-ETIENNE	5/13	N
STRASBOURG	5/13	N
TOULOUSE	5/13	N
TOURS	5/13	N
FRANCE	5/13	N
PORT-DE-FR	5/13	N
NOUMEA	5/13	N

PARIS	5/13	N
LYON	3/13	N
MARSEILLE	3/13	N
NANTES	5/13	N
NICE	5/13	N
PARIS	5/13	N
PAU	5/13	N
PERPIGNAN	5/13	N
RENNES	5/13	N
ST-ETIENNE	5/13	N
STRASBOURG	5/13	N
TOULOUSE	5/13	N
TOURS	5/13	N
FRANCE	5/13	N
PORT-DE-FR	5/13	N
NOUMEA	5/13	N

PARIS	5/13	N
LYON	3/13	N
MARSEILLE	3/13	N
NANTES	5/13	N
NICE	5/13	N
PARIS	5/13	N
PAU	5/13	N
PERPIGNAN	5/13	N
RENNES	5/13	N
ST-ETIENNE	5/13	N
STRASBOURG	5/13	N
TOULOUSE	5/13	N
TOURS	5/13	N
FRANCE	5/13	N
PORT-DE-FR	5/13	N
NOUMEA	5/13	N

PARIS	5/13	N
LYON	3/13	N
MARSEILLE	3/13	N
NANTES	5/13	N
NICE	5/13	N
PARIS	5/13	N
PAU	5/13	N
PERPIGNAN	5/13	N
RENNES	5/13	N
ST-ETIENNE	5/13	N
STRASBOURG	5/13	N
TOULOUSE	5/13	N
TOURS	5/13	N
FRANCE	5/13	N
PORT-DE-FR	5/13	N
NOUMEA	5/13	N

PARIS	5/13	N
LYON	3/13	N
MARSEILLE	3/13	N
NANTES	5/13	N
NICE	5/13	N
PARIS	5/13	N
PAU	5/13	N
PERPIGNAN	5/13	N
RENNES	5/13	N
ST-ETIENNE	5/13	N
STRASBOURG	5/13	N
TOULOUSE	5/13	N
TOURS	5/13	N
FRANCE	5/13	N
PORT-DE-FR	5/13	N
NOUMEA	5/13	N

PARIS	5/13	N
LYON	3/13	N
MARSEILLE	3/13	N
NANTES	5/13	N
NICE	5/13	N
PARIS	5/13	N
PAU	5/13	N
PERPIGNAN	5/13	N
RENNES	5/13	N
ST-ETIENNE	5/13	N
STRASBOURG	5/13	N
TOULOUSE	5/13	N
TOURS	5/13	N
FRANCE	5/13	N
PORT-DE-FR	5/13	N
NOUMEA	5/13	N

## SPORTS D'HIVER

### Des brochures pour préparer les vacances

EN CES TEMPS d'hiver, alors que la neige se rappelle au bon souvenir de nombre de Français, des brochures offrent aux candidats à l'évasion vers les pentes blanches des pages de propositions aussi diverses que variées. Elles peuvent s'adresser aux adeptes de la glisse, mais parfois elles n'oublient pas ceux qui les accompagnent.

Il en est ainsi de la brochure des Résidences de tourisme. Pour les amateurs de poudreuse qui ne sont pas pour autant des skieurs, elles proposent un hébergement adapté assorti d'un programme leur permettant de partir avec des amis skieurs sans pour autant rester inactifs.

Les Résidences de tourisme

mettent à leur disposition des appartements équipés d'une cuisine ainsi qu'un programme d'activités douces. A Chamonix, des sorties transfrontalières à Courmayeur ou Aoste, Genève, Annecy et Megève. Dans ce programme, une semaine en studio pour 3 personnes coûte 4 900 F (747 €), l'escapade d'un jour, de 90 à 180 F (13,72 à 27,44 €). Egalement proposées, des initiations à la conduite d'un attelage de chiens de traîneau (Autrans), des promenades en raquettes (Samoëns), des remises en forme dans un centre de balnéothérapie, voire des baptêmes en parapente, en tandem évidemment (Val-Frédus). Renseignements au Guide des Résidences, tél. : 01-93-75-26-50.

Plusieurs nouveautés dans la brochure « La Neige 98/99 » éditée par Nouvelles Frontières. Dans le Jura, à Bois-d'Amont, une résidence « 2 étoiles » accueille les amateurs de ski nordique (220 km de pistes). Aux Menuires, au cœur de la Savoie olympique, deux résidences offrent accès aux « Trois vallées » (600 km de pistes), de même que les Fermes de Méribel, une résidence « 4 étoiles » de 67 appartements de luxe avec piscine intérieure.

Toujours en Savoie, la brochure propose à La Rosière - La Thuille des résidences qui peuvent accueillir les adeptes du hors-piste et de la descente en hélicoptère, dans le cadre d'un forfait ski franco-italien. A noter qu'aux Mémoires, à La Rosière, Valmorel, La Tania, Les Deux-Alpes et l'Alpe d'Huez, le séjour est gratuit pour les non-skieurs.

Enfin, destinée à une clientèle familiale exigeante, trois hôtels-clubs Paladiers à Tignes - Val-Claire (le Diva), Arc 1600 (La Cachette) et Morzine-Avoriaz (le Viking), qui, à certaines dates, proposent des semaines de demi-pension + remontées mécaniques entre 2 430 (370 €) et 2 790 F (425 €) par personne. Renseignements au 0803-33-33-33.

### Les hauteurs de neige dans les stations

VOICI les hauteurs d'enneigement au jeudi 14 janvier. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires et stations françaises de sports d'hiver qui diffuse aussi ces renseignements sur son site Internet : <http://www.sifrance.fr>.

Le premier chiffre indique, en centimètres, la hauteur de neige en bas des pistes; le second, en haut des pistes.

**DAUPHINÉ-ISÈRE**  
L'Alpe d'Huez : 70-160; Alpe du Grand-Serre : 50-80; Auris-en-Oisans : 45-55; Autrans : 60-90; Chamrousse : 60-70; Le Collet d'Allevard : 50-110; Les Deux-Alpes : 40-200; Lans-en-Vercors : 65-80; Méandre : 50-80; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 20-70; Les Sept-Laux : 50-50; Villard-de-Lans : 60-100.

**HAUTE-SAVOIE**  
Avoriaz : 50-120; Les Carroz d'Arâches : 52-210; Chamonix : 65-173; Châtel : 95-140; La Clusaz : 55-110; Combloux : 40-115; Les Contamines-Montjoie : 30-140; Flaine : 82-210; Les Gets : 50-100; Le Grand-Bornand : 70-110;

**SAVOIE**  
Les Allons : 25-62; Les Arcs : 66-182; Arêches-Beaufort : 50-125; Aussois : 50-50; Bonneval-sur-Arc : 57-120; Bessans : 60-41; Le Corbier : 35-80; Courchevel : 20-115; La Tania : 40-105; Crest-Voland-Cohennoz : 40-80; Flumet : 70-140; Les Karells : 60-110; Les Menuires : 53-120; Saint-Martin-Belleville : 30-120; Méribel : 60-115; La Norma : 50-50; Notre-Dame-de-Bellecombe : 85-140; La Plagne : 80-185; La Rosière 1850 : 110-140; Saint-François-Longchamp : 45-130; Saint-Sorlin-d'Arves : 60-80; Les Saisies : 65-100; Tignes : 77-170; La Toussuire : 40-50; Val-Cenis : 40-80; Val-Frédus : 20-50; Val d'Isère : 78-150; Valloire : 35-75; Valmeinier : 35-75; Valmorel : 58-142; Val-Thorens : 70-130.

**ALPES-DU-SUD**  
Auron : 100-150; Beuil-les-Launes : 10-120; Isola 2000 : 120-185; Montgenèvre : 25-40; Orcières-Méridette : 55-70; Les Orres : 50-60; Pra-Loup : 60-110; Puy-Saint-Vincent : 60-100; Riou-Sud 1850 : 30-40; La Saussa-Super-Sauze : 40-100; Serre-Chevalier : 30-50; Superdévoluy : 75-120; Valberg : 100-120; Val d'Allos/Le Seignus : 40-50; Val d'Allos/La Four : 60-80; Vars : 35-45.

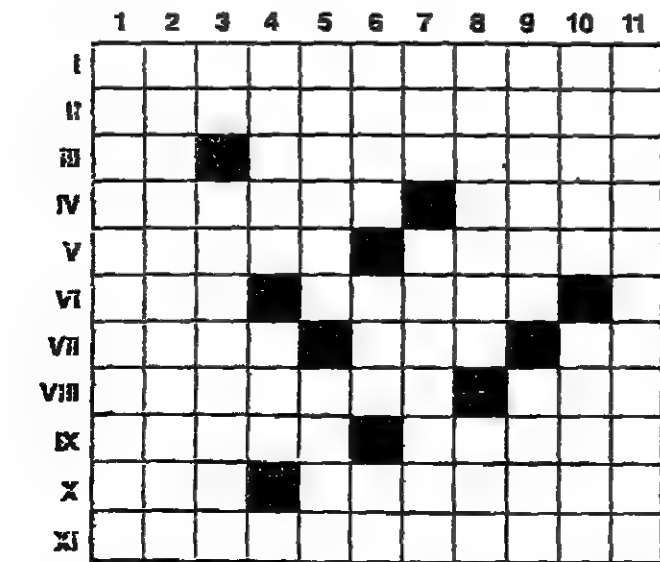
## DEPECHE

**POLO SUR NEIGE.** Introduit en Angleterre en 1869 par un officier de l'armée des Indes, exporté en Amérique en 1876, consacré aux JO de Londres, en 1908, le polo est, depuis quatre ans, un des temps forts de l'hiver mégalopolite. Du 21 au 24 janvier, sur le site aménagé de la Côte 2000, quatre équipes intégrées de nombreux joueurs argentins se disputeront le « Megève Polo Master », remporté l'an dernier par les Fermes de Madie. Egalement programmées, des démonstrations de ski loring (un skieur tracté par un cheval) et une cavalcade à laquelle participeront les 120 chevaux de la compétition. Renseignements à l'Office de tourisme, tél. : 04-50-21-27-28.

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 99014

3615 LEMONDE, toupez SOS (2,23 F/min).



### HORIZONTALEMENT

1. Fonctionne seul et sans contrainte. - II. Qui exonère. - III. Elevé s'il est contre, bien distingué. - IV. Bien que familier, il sent mauvais. Vont faire leur tour du monde. - V. Chambre sans confort. Passionnée. - VI. Vieille bête. Plus courante que voleurs. - VII. Sortie extérieure. Cité antique. Lancé pour jouer. - VIII. Faisait des essais. Retrouvées dans le journal. - IX. Bien que grêle, il fait un gros travail. Fit

disparaître de la liste. - X. Se jette dans le Danube. Ancien empereur du Vietnam. - XI. Héritage depuis le concile d'Epheze.

### VERTICALEMENT

1. Mouvement dans les cours. - 2. Souvent répétée. - 3. Dans la moyenne. Rétractaire aux laboratoires. - 4. Fils d'Agrippine. Claude l'adopte. Travail temporaire. - 5. Gamie au sommet. Aida Française s'amer contre les Anglais.

6. Taché par endroits. Le centre du monde. Un peu d'irrespect. - 7. Au cœur de l'Aquitaine. Agglutina poils et laine. - 8. Un peu d'embonpoint. Coule dans les puits. - 9. Perdient leurs plumes au passage. Abbé de Cluny. - 10. Rapace d'Amérique. Génie ou démon. Il est dans l'air. - 11. Remise en route à toutes pompes.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 99013

**HORIZONTALEMENT**  
I. Embrocation. - II. Nouer. Jaspé. - III. Gré. Gaulois. - IV. Opérette. Ni. - V. Ra. Alca. Ueo. - VI. Go. Belges. - VII. El (le). Etienne. - VIII. Mol. Se. Fête. - IX. Egal. Râleur. - X. Nicot. Ma. Dé. - XI. Testicules.

**VERTICALEMENT**  
1. Engorgement. - 2. Morphologie. - 3. Buée. Lacs. - 4. Ré. Rabe. Lot. - 5. Orgelets. Ta. - 6. Atelier. - 7. Aju. tague. Am. - 8. Také. Enfil. - 9. ISO. Usine. - 10. Opine. Etude. - 11. Nestor. Eres.

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'autorisation de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 457.

Imprimé au Monde 12, rue de la Harpe 75005 Paris Cedex 05

PRINTED IN FRANCE

## PHILATÉLIE

### Le programme des Terres australes

LE TERRITOIRE des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) s'en tient à une politique rationnelle en ce qui concerne les émissions de timbres-poste qui lui sont propres. Le programme philatélique 1999 compte quatorze valeurs, un timbre à 5,20 F sur le 40<sup>e</sup> anniversaire de l'Année géophysique paru fin 1998 et treize autres mis en vente le 1<sup>er</sup> janvier.

Il renvoie à l'histoire, la flore et la faune du territoire : 1 F Epidote (minéral, dessin et gravure R Forget); 2,70 F Manchot à jugulaire (dessin A. La-vergne, gravure C. Andréotto); 3 F Manchot de Crozet (C. Andréotto); 3 F Pierre Skand (1911-1998) (R. Albusson); 4 F Jacques-André Martin (1911-1949) (R. Béquet); 5,20 F Rose d'Estan (C. Jumelet); 5,20 F Le Floréal (S. Mathé); 8 F Albatros-Nids artificiels (R. Quilivic); 24 F Festuca contracta (J. Larrivière); 29,20 F Programme « Goolena » (R. Forget); triptyque à



24 F + 3 F et vignette centrale sans valeur, 50<sup>e</sup> anniversaire des bases de Kerguelen et d'Amsterdam (R. Béquet). Le manchot à jugulaire a été retenu comme motif de la gravure annuelle des TAAF à tirage limité. Noter, enfin, que le premier numéro de Terres australes est paru. Cette « lettre d'information du territoire des Terres australes et antarctiques françaises », trimestrielle, de quatre pages en couleur (rédacteur en chef Thierry Pénin), éditée à l'initiative du nouvel administrateur supérieur du territoire, Brigitte Girardin, a pour but de faire

connaître les TAAF (TAAF, 34, rue des Faurauds, 75017 Paris).

P.J.

\* Les timbres sont en vente : à la Recette principale de Paris Louvre, 52, rue du Louvre, 75001 Paris; à la RP de Saint-Denis de la Réunion, 60, rue du Maréchal-Lederc, 97400 Saint-Denis; dans les gérances postales de chaque district des TAAF; par correspondance, auprès du Service philatélique de La Poste, 18, rue François-Borwin, 75758 Paris Cedex 15.

### EN FILIGRANE

**Ventes.** La vente sur offres Soluphil (5, rue du Helder, 75009 Paris; tél. : 01-48-01-61-00) clôturée le 26 janvier disperse un millier de lots, dont un 10 c bistre-brun Présidence neuf (prix de départ 80 000 F) et une centaine de lots de la guerre de 1870-

1871 avec ballons montés, pigeons-grammes et tentatives d'entrée. Le même négociant propose une sélection de 75 timbres et lettres rares classiques de France, dont un 1 F million sur lettre de Saint-Quentin du 1<sup>er</sup> juillet 1849 (125 000 F).



## CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 16 JANVIER 1999

**HISTOIRE** Deux expositions et un colloque, à Aix-en-Provence et à Marseille, consacrent la reconnaissance de l'action de Varian Fry, un jeune Américain envoyé à Marseille en août 1940

par l'Emergency Rescue Committee (ERC), fondé à New York deux mois auparavant. Il a pour tâche d'organiser la fuite hors d'Europe d'artistes et d'intellectuels. ● ARRIVÉ à Marseille

avec une liste de deux cents noms, Varian Fry sauvera environ deux mille personnes. Jusqu'au 2 juin 1942, quand l'administration française décide de fermer son « Comité américain

de secours ». ● PARMI les célébrités dont il organisa le départ figurent outre Victor Serge et son fils Vlado, les surréalistes André Breton, André Masson, Max Ernst accompagné de Peggy

Guggenheim, puis Marcel Duchamp et Jean Hélion. ● CES EXPOSITIONS écrivent un chapitre d'une histoire en cours d'élaboration, celle de la vie artistique en France sous l'Occupation.

## Varian Fry, l'homme qui sauva les avant-gardes européennes des persécutions nazies

Deux expositions et un colloque rendent hommage à ce jeune intellectuel américain qui vint à Marseille en 1940 pour organiser le départ des artistes et des intellectuels. Il sauva ainsi André Breton, Max Ernst, André Masson et bien d'autres

**SUR LES QUAIS, VARIAN FRY ET LES CANDIDATS À L'EXIL.** Galerie d'art du conseil général des Bouches-du-Rhône, 21 bis, cours Mirabeau, 13100 Aix-en-Provence. Tél.: 04-42-93-09-67. Tous les jours, de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 11 avril. L'exposition « Varian Fry et la Mission américaine de sauvetage » aura lieu du 18 mars au 30 juin à l'Hôtel du département, 52, avenue de Saint-Just, 13000 Marseille. Tél.: 04-91-21-23-00. Le colloque sur le même thème s'y tiendra les 19 et 20 mars.

### AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial

Le 4 décembre 1940, Marseille en délire: Pétain y vient en voyage officiel. La ville est sur les trottoirs et aux balcons. Le portrait du maréchal sur la Canebière mesure 8 mètres de haut. L'archevêque, le préfet, le maire et l'académie locale reçoivent avec émotion le visiteur. Il les salue. Il salue la foule derrière les barrières, sur le Vieux-Port. Il salue le chien de la Légion. Il ne cesse de saluer, et les photographes de la photographie.

Les seuls qu'il ne salue pas, ce sont les indésirables, les « internés administratifs suspects de pouvoir troubler l'ordre public ». Il y en a vingt mille, pas moins. Ils sont retenus par la police quatre jours partout où ils peuvent être enfermés, par exemple sur un bateau dans le port. Sur le *Sinola* sont incarcérés André Breton et Victor Serge, agitateurs politiques notables, l'un poète, l'autre romancier, tous deux révolutionnaires. Ils y retrouvent un citoyen américain, Varian Fry. Il vient de New York pour les sauver du pétainisme et des nazis. Il est donc suspect.

### 3 000 DOLLARS ET UNE LISTE

Pour étudier son action, deux expositions et un colloque se tiennent à Aix-en-Provence et à Marseille. Que la région fut, de 1940 à 1942, le dernier refuge des artistes et des intellectuels avant l'exil ou la persécution, que les surréalistes y reformèrent brièvement leur groupe, on le savait de longue date. Ce que fit Varian Fry, dans quelles conditions, avec quelles difficultés, il fallait ces recherches pour l'établir plus précisément. Fry arrive à Marseille, en train, au matin du 14 août 1940. Il a sur lui 3 000 dollars, une liste de deux cents noms, une lettre de recommandation de l'épouse du président des États-Unis, Eleanor Roosevelt, et une attestation qui certifie qu'il se livre en Europe à une enquête sur les réfugiés et leurs besoins. Fry a trente-deux ans, une formation en philologie classique, un emploi dans l'édition new-yor-



Varian Fry (au premier plan). Debout à gauche, Jacqueline Lamba-Breton et sa fille, Aube Breton; à droite du banc, Victor Serge.

kaïse, des opinions politiques libérales. Il a aussi des souvenirs: en 1935, il a voyagé en Allemagne.

Deux mois auparavant, il a été fondé à New York l'Emergency Rescue Committee (ERC). Après l'effondrement de l'armée française, Reinhold Niebuhr, président des American Friends for German Freedom, pro-

### Air-Bel, refuge du surréalisme

Aux réfugiés, il faut de la place et de la discrétion. Loin du centre de Marseille, dans un parc, se trouve une bâtisse de dix-huit pièces. Elle s'appelle la villa Air-Bel et appartient à un vieux médecin, le docteur Thummin. Pour un loyer dérisoire, il accepte de la louer au CAS, et elle devient la cache du surréalisme. Breton y vit avec Jacqueline Lamba et leur fille Aube. Il y écrit *Fata Morgana*, que la censure refuse – et reconstitue brièvement un groupe, dont les membres ont nom Max Ernst, Victor Brauner, Oscar Dominguez, Wilfredo Lam, Jacques Hérold, André Masson, Hans Bellmer, tous peintres en danger. Passent aussi René Char, Tristan Tzara ou Arthur Adamov. Ils composent des cadavres exquis et des collages collectifs. Ils inventent un jeu de cartes dit depuis « Jeu de Marseille », avec quatre familles, Amour, Réve, Révolution, Connaissance. Ils se retrouvent au café An breilou de loup, quartier général des républicains espagnols en exil. Ils survivent.

voque une réunion sur la situation des réfugiés. Elle est réglée par l'article 19 de la convention d'armistice signée par Pétain le 22 juin: « Le gouvernement français est tenu de livrer sur demande tous les ressortissants allemands désignés par le gouvernement du Reich et qui se trouvent en France, de même que dans les pos-

sessions françaises, les colonies, les territoires sous protectorat et sous mandat. » Par exemple Walter Benjamin, Max Ernst ou Hans Hartung, anti-nazis déclarés.

L'assemblée crée l'ERC, qui collecte les premiers fonds et s'intéresse à la cause Eleanor Roosevelt, laquelle se fait fort d'obtenir du pré-

sident des visas d'entrée aux États-Unis. Deuxième étape: dresser la liste de ceux qu'il faut sauver absolument. A cette entreprise contribuent des émigrés, dont Thomas Mann, et des Américains, dont le fils d'Alfred Barr, directeur du Museum of Modern Art de New York: Arp, Chagall, Ernst, Kandinsky, Matise

et Picasso sont dans ce répertoire – celui qu'emporte Varian Fry, chargé d'organiser leur départ.

A son arrivée à Marseille, il s'aperçoit vite que « les listes de réfugiés étaient de toute évidence arbitraires, et il écrit plus tard. Elles avaient été dressées rapidement et de mémoire par des personnes qui vivaient à plusieurs milliers de kilomètres de là et n'avaient qu'une idée très vague de ce qui se passait réellement en France. » Ce qui se passait? La surveillance et la répression de toute activité intellectuelle et artistique et la concentration à Marseille et dans la périphérie de tous les persécutés, artistes connus et anonymes, en famille, français, allemands, autrichiens ou « apatrides » – tous privés de toute nationalité. Ils sont là parce que les cargos vers les Antilles partent de Marseille. Il en part aussi vers l'Espagne et le Portugal, vers Lisbonne où se trouvent paquebots et hydravions à destination des États-Unis.

Fry a deux missions: préparer le départ des réfugiés, les aider à survivre jusqu'à là. Il leur fait des visas et des billets, de l'argent, des logements, de quoi se nourrir et se chauffer – il neige à Marseille en décembre 1940. Il faut tout cela en quantité, car les cas s'accumulent. La liste de Fry compte deux cents noms célèbres en août 1940? En 1941, les registres de son Comité américain de secours (CAS) en

comptent des milliers. Deux mille, à peu près, sont sauvés grâce à sa lutte contre l'administration marseillaise et les services du consulat américain, dont le souci est de ne pas déplaire à Vichy.

### BUREAUCRATIE ET FILIÈRES

Ses alliés? Ceux qui forment les services du CAS, installés à l'Hôtel Splendide, puis rue Grignan: des émigrés allemands en danger et Daniel Bédélite, militant SFIO, ancien secrétaire à la préfecture de police de Paris, spécialiste du style administratif. Autres secours: des fonctionnaires qui « ferment les yeux » et les consuls de pays restés au poste malgré l'occupation de leurs pays – Lituanie, Pologne, Tchécoslovaquie – et qui fournissent des passeports, jusqu'à leur arrestation.

Il y a aussi ceux qui financent, ceux qui logent, ceux qui patronnent. Les collectes aux États-Unis sont financées par Peggy Guggenheim – qui se trouve alors à Grenoble –, Mary Jane Gold, milliardaire américaine restée à Marseille pour aider Fry, et des émigrants riches qui, en partant, prêtent de l'argent. Les patronages sont

ceux de Françoise Rosay, Pablo Casals, André Gide, Georges Duhamel, Emmanuel Mouret, Vladimir d'Ormesson. La comtesse Lily Pastre, dans sa propriété de Montredon, accueille Joséphine Baker, Georges Auric, Darius Milhaud, Clara Haskill, André Masson, successivement ou simultanément. La comtesse, qui doit sa fortune à un apéritif, fonde l'association pour que l'esprit vive, organise des fêtes et abrite ses pensionnaires en attente d'un bateau. Les surréalistes locataires de la villa Air-Bel ont les mêmes angoisses.

Varian Fry s'épuise à dupier la bureaucratie et à inventer des filières. Il verse des subsides hebdomadaires à plus de cinq cents réfugiés. Son efficacité est remarquable. Le 25 mars 1941, Breton et sa famille, Victor Serge et son fils Vlado embarquent sur le *Capitaine-Paul-Lemerle*, où monte aussi un ethnologue inconnu, Claude Lévi-Strauss. Le 31 mars, André Masson, sa femme et ses fils montent à bord du *Carimare*, direction la Martinique. Le 13 juillet, Peggy Guggenheim et Max Ernst quittent Lisbonne en avion. Dans les mois qui suivent et jusqu'à l'Occupation, en novembre 1942, par les nazis de la « zone libre », d'autres parviennent à partir: Marcel Duchamp ou Jean Hélion, évadé d'un camp de prisonniers en Poméranie.

Fry ne réussit pas à faire partir tous ceux qui sont en péril. Victor Brauner et Hans Bellmer se cachent durant toute la guerre, et survivent. D'autres sont pris. Louise Straus, peintre et historienne d'art, a été entre 1919 et 1922 la première femme d'Ernst. Réfugiée en France, elle fait appel au CAS, et son fils, Jimmy Ernst, intervient en sa faveur auprès de Barr, en vain. Elle trouve abri un moment à Mantes-la-Jolie, chez Jean Giono. Arrêtée par les nazis, elle disparaît dans un camp d'extermination, comme le sculpteur Otto Freundlich, déporté à Mauthausen.

Le 6 septembre 1941, Fry est expulsé. Il quitte la France par Perpignan et Port-Bou, là où Walter Benjamin s'est suicidé un an auparavant. Grâce à Bédélite, le CAS survit jusqu'au 2 juin 1942. Ce jour-là, il est fermé par la police française, à la demande de l'administration française.

Quant à Fry, il fut bientôt oublié aux États-Unis. Quand il mourut, en 1967, il enseignait le latin dans le Connecticut.

Philippe Dagen

## L'art sous l'Occupation, une histoire méconnue

LES EXPOSITIONS et le colloque marseillais écrivent un chapitre d'une histoire en cours d'élaboration: l'histoire de la vie artistique en France sous l'Occupation. Pendant quatre décennies, celle-ci n'avait fait l'objet d'aucune curiosité particulière, comme si l'oubli pouvait avoir raison des mauvais souvenirs des uns et des remords des autres. On reconnaît là un phénomène français, un « retard », un souci d'ignorance qui ont duré si longtemps que, un demi-siècle plus tard, cette période revient enfin au premier plan, violemment.

Il a d'abord fallu redécouvrir les éléments de l'histoire institutionnelle, afin de décrire ce que furent les politiques artistiques à Vichy et à Paris, comment elles cédèrent à l'ultra-traditionalisme pétainiste et comment elles se rangèrent à l'impératif de collaboration. Ce travail a été celui de l'historienne Laurence Bertrand-Dorléac, en deux ouvrages, *Paris 1940-1944, ordre national, traditions et modernités* (Publications de la Sorbonne, 1986), et *L'Art de la défaite, 1940-1944* (Seuil,

1993). Sur la couverture de ce dernier figure l'image emblématique de l'époque: sur le quai de la gare de l'Est, le 30 octobre 1941, un groupe d'artistes français et d'officiers nazis attendent le départ du train qui conduit les premiers en Allemagne pour un voyage évidemment de propagande, largement exploité comme tel par la presse collaborationniste parisienne. Derrière, Vlaminck, Van Dongen et Despland sont les membres les plus illustres de la délégation, qui visita l'atelier d'Arno Breker, sculpteur officiel du Reich.

### PICASSO À PARIS

L'année suivante, ce dernier expose à l'Orangerie des Tuileries, grand spectacle préfacé par Cocteau et patronné par un comité d'honneur où figurent Brasillach, Drieu La Rochelle, Chardonne, les voyageurs de 1941 et Maillol – ce dernier ayant du moins l'excuse d'obtenir de Breker la libération de Dina Vierny, juive, résistante et modèle de Maillol, de Bonnaud et de Marisse. D'autres initiatives eurent moins de retentissement et

d'efficacité, parce que le milieu artistique français se montra généralement réticent, par prudence ou par conviction.

A cette histoire politique et parisienne, il importe désormais d'ajouter des éléments provinciaux jusqu'à présent méconnus. C'est ainsi que les expositions actuelles autour de Varian Fry, organisées par le conseil général des Bouches-du-Rhône, ont été précédées dans les mêmes lieux en 1997 par l'exposition « Des peintres au camp des Milles, 1939-1941 », qui a décrit comment les autorités françaises ont interné dans une briqueterie proche d'Aix-en-Provence des « apatrides » et des réfugiés politiques, parmi lesquels Ernst, Bellmer et Wols. L'action de Varian Fry avait été rappelée auparavant par Bernard Noël dans *Marseille - New York, 1940-1945* (André Dimanche, 1985), et le réalisateur David Kerr en a fait en 1998 un film, *Varian Fry, passeur d'artistes*.

Aujourd'hui se multiplient – sauf à Paris – les expositions qui font de l'antiracisme et de l'émigration leur sujet. Au Musée des Beaux-Arts de Montréal a eu lieu en 1997 l'exposi-

tion « Exilés, émigrés: l'exode des artistes européens devant Hitler ». A San Francisco s'est achevée au début de janvier « Picasso et les années de guerre, 1937-1945 ». Pour les commissaires, Steven Nash et Robert Rosenblum, il s'agissait tout à la fois d'analyser les modes de représentation de la guerre dans l'œuvre de Picasso et de tenter de faire le point sur son attitude durant l'Occupation, avec une question sous-entendue: comment Picasso a-t-il pu, en dépit de *Guernica* et de ses positions antifranquistes et antinazies, continuer à vivre et à travailler à Paris tout au long de l'Occupation?

C'est dire que l'enquête n'est pas achevée. Elle l'est d'autant moins que l'affaire du pillage systématique des collections juives (*Le Monde* du 25 novembre 1998) fait obligation d'entreprendre ce qui ne l'a pas encore été, faute d'informations suffisantes: l'histoire du marché de l'art en France de 1940 à 1944, de sa soudaine prospérité, de ses trafics et de ses obscurités.

Ph. D.

Survival Frontlines présente

**4, 5, 6 Février**

NostalGitan

**Guy Marchand**

au Bataclan

100 : 01 43 14 35 35 - free rpa report, apas

Financé par le Fonds de l'Étude de l'Art

Financé par le Fonds de l'Étude de l'Art

سكنا من ليل



## Herbie Hancock et Chick Corea, aux confins du jazz

Issus de la même génération, les deux pianistes publient chacun un coffret de six CD. Le premier est une réédition augmentée, le second une nouveauté

EN 1978, une tournée, suivie de deux enregistrements, avait réuni Chick Corea (né en 1941) et Herbie Hancock (né en 1940). Deux pianistes de jazz au parcours similaire. Les années 60 les avaient révélés, chacun en leader, puis en compagnon temporaire de Miles Davis. Hancock joue dans le fameux quintette avec Wayne Shorter, Ron Carter et Tony Williams, puis participe à la première période électrique du trompettiste avec Corea, qui a rejoint Miles Davis dans cette ultime révolution marquant le passage dans les années 70. L'époque est au jazz-rock, rebaptisé fusion, ce mélange d'électronique, de funk et de jazz joué sur le mode de la virtuosité. Hancock, avec *The Headhunters*, et Corea, avec *Return to Forever*, en deviennent deux des principales vedettes.

Le genre passe. Il reviendra. Hancock et Corea ne cessent de faire des tours et des détours entre l'acoustique et l'électrique, parfois opportunistes, tendus à l'occasion par les atouts du compositeur, ponctuant leur retour vers un jazz plus classique de belles déclarations d'intentions. La parution de deux coffrets les réunit cette fois à distance : six CD chacun, pas de jaloux. Une réédition pour Hancock, une nouveauté pour Corea. Sous enseigne Blue Note, la compagnie phonographique américaine, pour Hancock et le club de jazz new-yorkais pour Corea. Dans les deux cas, les pianistes sont tout à leur avantage, comme instrumentistes, comme meneurs d'orchestre, comme hommes du jazz.

Le coffret Hancock rassemble les séances enregistrées au Studio Van

Gelder (*Le Monde* du 17 novembre 1998) pour Blue Note entre 1961 et 1969. Il regroupe, dans l'ordre chronologique – sans problème de déstructuration des albums originaux, enregistrés dans leur totalité en un ou deux jours –, sept disques 30 centimètres, régulièrement réédités en CD avec des prises alternatives. Le coffret en ajoute de nouvelles plus un thème inédit. La reproduction des pochettes au format d'un timbre et de leurs notes d'origine, accompagnées d'un appareil de réévaluation, correspond au minimum attendu de ce type de coffret. Pour la musique, ce *Complete Blue Note Studio Sessions* donne dans le maximum. Hancock vit là sa période probablement la plus créative, avec celle de ses premières expériences électriques et celle qui, en 1982, verra le succès planétaire du hit techno-funk *Rock It*.

### UN DISQUE, UNE FORMULE

Pratiquement à chaque disque, Hancock essaye une formule. D'abord inscrit dans la lignée du hard bop d'Art Blakey ou d'Horace Silver (*Takin' Off* et le premier succès qu'est *Watermelon Man*), il élargit le champ d'intervention du quintette avec rythmique, saxophone et trompette : Grant Green (guitare) et Grachan Moncur III (trombone) participent à *My Point of View* (1963) ; des percussionnistes interviennent dans *Inventions and Dimensions* (1963) ; surtout, à partir de *Empyrean Isles* (1964), s'entendent, avec Ron Carter et Tony Williams, les premiers frôlements avec une structure harmonique non déterminée et un espace

d'improvisation très ouvert que le quintette de Miles va magnifier. Hancock se révèle pleinement dans un jeu économique, d'impulsion et de modulation, en rebond avec les silences, les deux mains en une égale liberté sur le clavier. *Speak Like a Child* (1967), qui l'amène à nouveau à élargir sa formation, vient comme un apaisement et annonce déjà la part rythmique blues du pianiste.

À ce retour en arrière fondateur d'Hancock répond le nouveau groupe de Chick Corea. Il y a dans le sextette Origin une même volonté de se donner un outil qui permette les arrangements et la diversité des approches. Mais, là où Hancock cherchait des interlocuteurs, Corea vise à la stabilité d'un groupe. Les six CD regroupent trois soirées enregistrées en public au club Blue Note, à New York, sans retouches, dans l'ordre des différents sets (Origin joue au Blue Note du 30 décembre 1997 au 4 janvier 1998). Le répertoire est en partie constitué de standards (*It Could Happen to You*, *Blue Monk*, *Bird Feathers*, *Four...*) et de compositions de Corea (*Double Image*, *Soul Mates*).

Origine, contrairement à l'expérience mixte d'un groupe électrique et d'un groupe acoustique présentée en parallèle par le pianiste voilà quelques années, ne se pose ni la question de la modernité ni celle de la tradition. Ce jazz-là est d'abord le reflet de l'évolution du pianiste. On y entend des essais de musique de chambre que l'alliance intelligente des trois vents (Steve Wilson et Bob Sheppard aux flûtes, saxophones et clarinettes et



Chick Corea à Montreux, en 1980.

Steve Davis au trombone) rend pertinente ; on y entend aussi cet ancrage dans les musiques du Sud (Brésil, formes arabo-andalouses), que Corea a souvent emmenées vers l'empirisme mais qui, ici, procèdent plus d'une délicate ornementation.

On y entend surtout un groupe vivant, en action et en réaction. Seule la rythmique semble, par endroits, tentée par un jeu démonstratif. Mais Corea, vigilant, d'une dextérité musicale affolante et sans ostentation, retient ces jeunes mu-

siciens, les ramenant à sa musique dans une proposition faite de simplicité et de clarté qu'on avait pu croire un peu perdue chez lui.

Sylvain Siclier

★ Herbie Hancock, *The Complete Blue Note Studio Sessions*, un coffret de six CD, Blue Note: EAN 7243 4 95569 2 8, distribué par EMI. Chick Corea, *A Week at the Blue Note*, un coffret de six CD, EMI Records: EAN 7243 4 95569 2 8, distribué par Harmonia Mundi.

## SÉLECTION DISQUES

### VICTORIA DE LOS ANGELES

Chants d'Espagne  
Ars Musica de Barcelona, Alicia de Larrocha, Gerald Moore, Gonzalo Soriano, Miguel Zanetti (piano), etc.

Il y a eu et, grâce au disque, il y a toujours le vif de Membrin enfant, Maria Callas en Tosca, en Violetta Valéry, le piano de Clara Haskil, il y a Victoria de Los Angeles. Des artistes qui touchent par les moyens les plus humains au mystère de la musique, vecteur d'émotion sur lequel il est bien difficile de mettre des mots. Essayons quand même. Le timbre lumineux et tendre de la soprano catalane, un art qui la fait passer de l'ironie

espégle à la nostalgie, ou plutôt qui lui permet d'être jeune fille et femme à la fois, de chanter tous les répertoires avec une humanité désarmante qui transcende la muséologie – il y a dans ce coffret de la musique médiévale, baroque, Renaissance, traditionnelle et une flopée de Granados, Falla, Nin, Rodrigo, Montsalvage, Turina – font de Victoria de Los Angeles la seule artiste que l'on imagine chanter dans la rue, à l'entrée du taureau dans l'arène, à l'église, à l'opéra, dans un salon.

Alain Lompech  
★ Un coffret de 4 CD EMI 566937-2.

### DES MUSICIENS

#### A THERESIENSTADT

Œuvres de Pavel Haas, Gideon Klein, Viktor Ullmann  
Quatuor Debussy, Pierre-Yves Pruvost (baryton), Charles Bousset (piano).

En 1941, les nazis transforment la ville militaire de Terezin (en allemand Theresienstadt), au nord de Prague, en ghetto. Pendant quatre ans, elle va survivre au rythme des convois qui amènent sans cesse de nouveaux déportés juifs et des trains qui partent pour Auschwitz. Dans cette cité vouée à la mort se développe une vie à part. Musiciens, écrivains, peintres y composent, y écrivent, y dessinent. À l'occasion d'une exposition organisée par le Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation de Lyon (*Le Monde* du 11 décembre), un disque a été édité. Il comprend les *Quatre Chants* sur des poèmes choisis de Pavel Haas, la *Fantaisie* et *Jugue* pour quatuor à cordes de Gideon Klein, des lieder et le *Troisième Quatuor* de Viktor Ullmann : des œuvres composées dans le ghetto, graves, sereines, sarcastiques, amoureuses. Le Quatuor Debussy, le baryton Pierre-Yves Pruvost, le pianiste Charles Bousset interprètent avec une probité exemplaire ces témoignages poignants d'une culture assassinée. Des pièces qui naviguent entre postromantisme, impressionnisme, sérialisme et expressionnisme, ils donnent une lecture claire, retenue, profonde.

Pierre Mouliner  
★ Disque édité en partenariat avec le Conservatoire national supérieur de musique de Lyon et disponible au Centre historique de la Résistance et de la déportation, 14, avenue Berthelot, 69007 Lyon. Tél. : 04-78-72-23-11.

### BONNIE PRINCE BILLY

#### I See a Darkness

Sous son propre nom ou sous les pseudonymes de Palace, Palace Brothers ou Palace Songs, Will Oldham est devenu une figure de la scène underground américaine en dénudant et détournant les canons du folk et de la country. En héritier dégligné de Hank Williams et de Gram Parsons, il a recherché le sanglot et les idées noires, au point d'en désaccorder sciemment sa guitare et ses cordes vocales. À la fin, parfois, du supportable. Sous le patronyme de Bonnie Prince Billy, cet auteur-compositeur d'exception s'est fait un interprète plus doux et profond. Le monde pèse toujours sur ses épaules, mais on aperçoit un peu de lumière au bout de son tunnel. Plûrissant moins avec

le déraillement, des complaintes comme *A Minor Place*, *I See a Darkness* ou *Madeleine-Mary* révèlent leur grandeur. Sans que l'intrigant Will Oldham renonce à son singulisme.  
Stéphane Davet  
★ 1 CD Domino 72438-455-7. Distribué par Labels/Virgin.

### STINA NORDENSTAM

#### People are Strange

Si « les gens sont étranges », que dire de Stina Nordenstam, chanteuse suédoise qu'un goût prononcé pour les arrangements claudoprophétiques a mis en marge de la scène pop scandinave. Même l'enregistrement d'un disque de reprises ne fait qu'accentuer son particularisme. Des chansons célèbres – *Reason to Believe*, de Tim Hardin, *Sailing*, de Rod Stewart, *Bird on a Wire*, de Leonard Cohen, *People are Strange*, des Doors, *Purple Rain*, de Prince... – côtoient des titres plus anonymes. On ne les distingue pas pour autant. À l'honneur, Stina Nordenstam a préféré le kidnapping. Entrée par effraction, elle modifie à sa guise rythme, structure et mélodie – mais épargne les textes –, transformant ces refrains mille fois chantés en blues poétiques jusque-là inconnus. La bizarrerie habitée de ces morceaux choisis fascine par instant, mais l'assaut d'un ténor sur la longueur.  
S. D.  
★ 1 CD EMI/West 3984-24506-2. Distribué par WEA.

### CANDY KANE

#### Swango

Californienne, ancienne star du monde du X, inconduite du « Be yourself » (« Sois toi-même »), passée au Texas et à la musique par amour du boogie-woogie, la chanteuse Candy Kane est de plus dotée d'un physique aux dimensions – en particulier au-dessus de la taille – exceptionnelles, qu'elle assume en le mettant encore un peu plus en avant. Avec elle, il y a un impeccable orchestre, le guitariste Jeff Ross, et surtout Sue « Beebe » Palmer, pianiste insensée, qui joue à la perfection, en hauteurs, en notes, en états, en nuances, en un boogie d'enfer. Candy Kane n'avait pas su donner sur disque toute la mesure de son talent scénique. C'est chose faite avec *Swango*, tout en langoureux et en sautes d'humeur maîtrisées, qui mélange compositions de la matresse femme et standards (*Dream a Little Dream of Me*, *Just Because*, *Everybody Needs Love*, un credo rock, avec « wop-doup » assurés par un chœur masculin). La chanson-titre, *Swango*, est un tango-boogie-flamenco-java un peu cajun en français, composé par Candy Kane en hommage à un pays apte à l'amour et qui l'a comprise : Sue Palmer est à l'accordéon.

★ 1 CD Sire 4344-31028-2. Distribué par WEA.

### ANNIE EBREL

#### ET RICARDO DEL FRA

#### Voulez-Luar - Velluto di luna

Une voix, celle, bretonne, d'Annie Ebrel, jeune chanteuse traditionnelle ; une contrebase, celle du jazzman italien Ricardo del Fra, qui a aussi travaillé avec un autre Breton, Jacques Pellen (*Sorcerer*, chez Coop Breizh). L'idée était assez bonne de réconcilier les apôtres du gwerz avec les nocturnes de la contrebase. Mais le chant breton, alanguiné, comme renvoyé dans son chemin linéaire, se prive d'un éclat que la jeune génération (Annie Ebrel, Denise Prigent) essaie pourtant de garder tout en assurant d'étranges mélanges (Prigent et la

### DÉPÊCHES

■ **FESTIVAL** : la chambre régionale des comptes du Centre a procédé au cours de l'année 1998 à la vérification des comptes sur la gestion de la SARL Le Printemps de Bourges. Elle vient de rendre ses conclusions définitives. Elle relève notamment « la présence d'un trop grand nombre de sociétés satellites » gravitant autour du festival et conteste certains allers-retours financiers entre elles et la SARL.

■ **ROCK** : le « Best of » de La Mano Negra, groupe français aujourd'hui disparu, a dépassé le cap des 200 000 exemplaires (double disque d'or) vendus, selon la maison de disques Virgin.

■ **De jeunes entrepreneurs** fers de rock originaires de Laval (Mayenne) viennent de lancer un label, TajiriRecords, dont la première production est un disque par un groupe local, Twirl Comics et Melodies Family. Cette formation a déjà vendu quelque 5 000 exemplaires de son premier simple autoproduit par ses soins.

■ **REGGAE** : Michael Rose, l'ex-leader du trio Black Uhuru, qu'il avait quitté en 1984, revient en compagnie de la section rythmique composée par Sly Dunbar (batterie) et Robbie Shakespeare (basse), avec un album intitulé *X Uham*, qui paraît chez Tabou/Tad Records/Wagram. Ce nouveau disque avait été publié en 1996 sous la forme d'un disque de vinyle avec un tirage de seulement 500 exemplaires.

■ **MUSIQUES DU MONDE** : EMI publie le troisième volume d'*Oriental Sensations*, sélection de titres de chanteurs et de musiciens (il y en a eu deux précédents). Parmi eux, Reineke L'Oranais (qui vient de disparaître), Lili Boniche, Lili Labassi, El Kablaoui Tounsi, Cheikh Raymond.

■ **Musique D'aujourd'hui** : Wagram Music *Mama Safari*, un double album qui constitue une rétrospective en vingt titres de sa carrière. Le saxophoniste et chanteur camerounais y propose deux compositions inédites : *A la chaire humaine*, inspirée par Aimé Césaire, et *Sabr au village*.

## Partage de midi

de Paul Claudel

mise en scène

Georges Desarthe

avec

Reginald Hugué

Samuel Labadie

Jean-Pierre Malo

Valentine Varela

dramaturgie Jean Bado

scénariste

Daniel Klammer

costumes

Yvonne Saccant de Nèze

lumière Michel Bouchat

son André Sarte

coproduction

Théâtre Vidy-Lausanne E.T.E.

Théâtre National de Québec

Théâtre du Gymnase-Marseille

saïte Jean Vilar

du 14 janvier

au 12 février 1999

renseignements Location

01.53.63.90.00

Europe 1

FRANCE PREMIÈRE

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

Théâtre National de Chaillot

refus ascé  
Têtes Raide

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou

la chambre  
époque m  
un nou



## Les refus ascétiques des Têtes Raides

Le groupe-phare de la chanson rock à la française a choisi le cadre presque intime du Lavoir moderne pour créer un nouvel opus surréaliste

« NON », TÊTES RAIDES. Lavoir moderne parisien, 35, rue Léon, Paris-18<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Marcadet-Poissonniers. 20 h 30. Jusqu'au 20 février (sauf le dimanche). 100 F (15,24 €).

Trois Olympia complets, en mai 1998, auraient pu pousser les Têtes Raides à la surenchère. La chanson rock - Louise Attaque, Miossec et autres forçats de la scène - a le vent en poupe. Parain reconnu de cette tendance (leur premier album *Not dead but bien raides*, réédité ces jours-ci en CD pour la première fois, est sorti il y a dix ans), le groupe parisien allait-il postuler au Zénith ou au Palais des sports ? « Non », répond, avec résolution, le titre de leur nouveau spectacle. Pendant six semaines, dans une petite salle atypique de la Goutte-d'Or, le Lavoir moderne, Les Têtes Raides affirmeront ce besoin de poésie, de théâtralité, de marge qui fait depuis toujours la sève de leur musique, réaffirmée dans leur dernier album, *Chamboulou* (Tôt ou Tard/WEA). Cent quarante personnes et le plein est fait.

On comprend vite ce qui, dans ce lieu, a pu séduire les musiciens. Un décor de vieilles poutres, de briques usées et de chaux. Des matériaux très proches de ceux utilisés par Les Chats pelés, ce collectif d'arts plastiques et graphiques formé par Christian Olivier - chanteur et auteur des Têtes Raides -, Zémle et Benoît Morel - membre du groupe frère, La Tordue. De leurs petits personnages en terre et en bois, cousins de l'art brut, ils fa-

çoncent depuis leurs débuts un univers visuel en totale cohérence avec l'esthétique musicale des deux groupes.

Un espace scénique, à même le sol, à la hauteur d'un public tellement à portée de voix que le groupe a décidé de chanter sans micro, de jouer sans amplification (à l'exception parfois d'une guitare ou d'une basse acoustique, si discrètes...). Un « non » à l'électrification du rock et à l'approche du théâtre. Un parti pris de proximité qui modifie le regard et l'écoute. Sur ce grand plancher, entre ces murs de vieilles entrepôts sans coulisses, les musiciens vont agencer leur ballet. Sur le mode ascétique cher aux Têtes Raides. Tout de noir vêtus, refusant le sourire - mais pas l'humour -, les cinq garçons ont l'air frustré de marins sous le vent. Deux femmes distillent un peu de légèreté, particulièrement Anne-Gaëlle, au violoncelle, violon et contrebasse, d'une grâce qu'on aimerait dessiner.

### ET LA PLUIE QUI TOMBE

Christian, accordéon en bandoulière, choisit parfois la solitude d'un personnage rêveur et grémillant. Ses camarades, dispersés par la mise en scène des effets musicaux, soignent l'expressivité d'une valse briguebalante ou d'une polka cubiste. Dans cet opéra à trois sous, le groupe peut se reformer aussi vite (batterie et piano sont sur roulettes) en une fanfare qui fait bloc sous le nez du public. Héli-con, trombone, clarinette, saxophone soufflent au bord de l'égaré-



Les Têtes raides, cinq garçons et deux femmes.

ment. Sobrement, les lumières servent ces déplacements. Les chansons n'ont pas le monopole du spectacle. Les Chats pelés ont concocté, en super-8 noir et blanc, des films d'animation d'une drôle d'enfance. Des textes - Virgile, Rimbaud, Camus, Joyce Mansour ou Roland Dubillard - surgis d'un cahier géant ou d'un livre-masque sont lus lors d'intermèdes pré-nants. Durant tout le concert, un curieux porteur s'occupera de l'intendance. Prêt à la fête, le public est également attentif aux gestes, aux silences, au triste bruit de la pluie qui tombe - par un ingénieux système de tuyauterie - pendant un instrumental.

Zola parle, dans *L'Assommoir*, de ce Lavoir moderne. Une raison pour qualifier, une fois de trop, Les

Têtes Raides de groupe néoréaliste. On perçoit bien quelques échos noirs de Fréhel et de cuivres de guinguette mais la langue de Christian Olivier a sans doute plus à voir avec le surréalisme. Au point d'ailleurs qu'on reprochera parfois à ses textes trop d'énigmes et de non-sens. Car on n'aime pas tout chez Les Têtes Raides. Cette voix, par exemple, encore trop souvent tentée par une grandiloquence monocorde, d'une intensité linéaire : l'absence de créativité et de variété mélodique aussi. N'empêche ! Le groupe nous donne deux heures de spectacle et beaucoup de magie. Les spectateurs interrogent le porteur, rhabillé devant nous. Un rappel ? « Non. »

Stéphane Davet

### NOUVEAU FILM

#### L'AMOUR ET APRÈS

Il a beau être question d'un mariageage situé au Canada, ce film n'en demeure pas moins une comédie sentimentale bémolée à Hollywood. Soit, en guise de postulat, deux couples en panne, comme on en voit assez rarement. D'un côté, un jeune yuppie qui défie quotidiennement la mort depuis la fenêtre de son building au lieu de faire un enfant à sa ravissante jeune femme. De l'autre, une ex-actrice de série B qui contraint son mari, un réparateur à domicile en pleine possession de ses moyens, à l'abstinence depuis que la fuite de leur fille a brisé leur ménage. Le hasard faisant bien les choses, le réparateur ira bricoler chez la jeune femme, tandis que le jeune homme filera vaguement avec l'actrice. Le maniérisme de la mise en scène et les minauderies des acteurs tenant lieu d'élégance, autant dire que cet impeccable imbroglie se dénouera sans qu'un souffle d'inquiétude ait décoiffé quiconque. Jacques Mandelbaum Film américain d'Alan Rudolph. Avec Nick Nolte, Julie Christie, Lara Flynn Boyle, Johnny Lee Miller. (1 h 53.)

« BOURDELLE ET SES ÉLÈVES », Musée Bourdelle, 18, rue Antoine-Bourdelle, Paris 15<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Montparnasse-Bienvenue, Falguère. Tél. : 01-49-54-73-73. Tous les jours, sauf lundi, de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 7 février. Catalogue, 168 p., 195 F (29,73 €).

« Bourdelle et certains de ses élèves », précise Rodia Dufet-Bourdelle, la fille du sculpteur. Certains, certes, mais pas n'importe lesquels. Qu'on en juge : Alberto Giacometti (1901-1966), Germaine Richier (1902-1959) et le Tchèque Otto Gutfreund (1899-1927). Antoine Bourdelle (1861-1929) fut lui-même l'élève et l'assistant de Rodin, quinze ans durant : « J'étais son disciple, déclara-t-il au marchand René Gimpel. Aujourd'hui, je suis devenu un antiscipule de Rodin. Je lui dois beaucoup, beaucoup de technique, mais c'est tout. Il a tué, tué tous ses élèves, tous ses disciples... » En 1909, il commence à enseigner à l'Académie de la Grande Chaumière, à Montparnasse. En insistant, comme le

rappelle sa fille, pour que ses étudiants ne fassent pas la même chose que lui : « Chantez votre propre chant... »

Ces trois-là trouvèrent leur voie. En conservant cependant certains principes, hérités du maître. L'axiome selon lequel la sculpture « est la réalisation d'un objet, et non la représentation de la nature », en fait partie, comme cette nécessité proclamée de construction, qui pourrait faire de Bourdelle un protocubiste : « Il faut de l'architecture dans toutes les sculptures, et des plans, des plans ! »

#### LA COULEUR ET LES TROUS

Des plans, on en trouvera chez Gutfreund, qui rencontra Bourdelle lors de la rétrospective que ce dernier exposa à Prague en 1909. Pour lui, Bourdelle fait bouger, à tous les sens du terme, la sculpture. « Bourdelle procède, dans les bas-reliefs, en opposition à Rodin. Il place les figures sur le même plan et leur donne la même plasticité. peut-être pour les faire mieux correspondre à l'architecture du monument. Ses bas-reliefs ont leurs propres effets de lumière, effets qu'il obtenait en exagérant la profondeur de certains détails. Ainsi il rythme, brise la surface par des petites facettes - ceci donne une forte impression de mouvement... Tout tremble et crie. »

Partant des méplats du rocher sur lequel s'appuie le célèbre *Héracles archer*, Gutfreund sera un des premiers à adapter à la sculpture les principes du cubisme analytique. Ce que Giacometti a trouvé chez Bourdelle est plus difficile à

déterminer. De son propre aveu, son enseignement ne lui a « pas apporté beaucoup ». Et pourtant, Giacometti lui doit la couleur. En 1921, Bourdelle commença à peindre certains de ses plâtres, ce que fit aussi son élève, qui peignit aussi des bronzes. Il voulait ainsi souligner l'expression, rester « fidèle à la présence d'un être ».

Germaine Richier aussi s'essaya, avec éclat, à la polychromie. Elle fut également, comme son professeur, attachée à des thèmes déjà chers à Rodin, puis à Maillol, qui puisaient dans la mythologie. Elle fut enfin, plus que d'autres sans doute, fascinée par le trou.

Les sculptures de Richier sont criblées de trous. Tantôt, ils traversent une tête de l'occiput à l'orbite, amenant la lumière à y danser, pour animer un regard vide ; tantôt, ils se transforment en béance, qui emplit la sculpture et entame avec elle un dialogue qui est un des plus féconds du siècle : c'est l'idée d'un « vide actif », théorisée dans les années 50 par l'artiste Francesco Marino Di Teana, où l'espace compris entre les formes est tendu, dynamique, et en retour fait vivre les pleins.

Di Teana, né en 1920, fut trop jeune pour suivre l'enseignement de Bourdelle, et ne figure donc pas dans l'exposition. Mais il professe pour le maître un tel intérêt qu'il démontre que, soixante-dix ans après sa mort, Bourdelle, enterré parfois un peu vite par des historiens pressés, inspire encore tout un pan de la sculpture moderne.

Harry Bellet

**Don Juan**  
Molière  
du film d'animation  
Footsbarn Travelling Theatre  
01 53 05 19 19  
12 janvier - 13 février 1999  
ATHENEE  
Théâtre de la Ville

**Requiem pour Srebrenica**  
Olivier Py  
DU 19 JAN. AU 14 FÉV. 99 / 01 46 14 70 00

**La Fuite en Egypte**  
Texte et mise en scène Bruno Bayen  
15 janvier - 14 février  
Théâtre de Gennevilliers Centre Dramatique National  
Location 01 41 32 26 26

### SORTIR

**Gary Thomas Quartet**  
Repéré par le batteur Jack DeJohnette puis par Miles Davis, le saxophoniste Gary Thomas a fait, un temps, figure de jeune prodige du jazz. Un peu dispersé entre le bop néomodernisme et une forme de jazz funk, il a fini par imposer sa présence avec un son généreux et massif et des idées claires.  
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>.  
M<sup>re</sup> Saint-Germain-des-Près. Les 15, 16 et 19, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

**Bana**  
Né à Mindelo, dans l'archipel du Cap-Vert, il fut un temps le parrain de la musique cap-verdienne à Lisbonne, où il ouvrit un restaurant. Depuis, il s'est frotté avec beaucoup de monde, dont Cesária Évora, à qui il fit enregistrer en 1986 son premier disque. Pour le public communautaire, en dehors de toutes les polémiques agitant le milieu musical, Bana reste une référence. Excellent chanteur, il interprète de langoureuses mornas et de joyeuses coladeras, alternant *saudade* et bonne humeur à danser collé-serré.

Nov Morning, 7-9, rue des Petites-Écuries, Paris 10<sup>e</sup>.  
M<sup>re</sup> Châtelet-Les Halles. Le 15, à 20 h 30. Tél. : 01-43-23-51-41.

**De 110 F à 130 F**  
**La Fuite en Egypte**  
Bruno Bayen revient sur le mythe de la jeune fille d'Argos, prêtresse de l'Héra argienne, et qui fut aimée de Zeus. Mais que sait-on de la ? Si profuses soient les versions du mythe, si nombreuses les

assimilations culturelles et les interpolations dues au long périple de l'héroïne, son ascendance est douteuse, le trajet de son voyage imprécis, comme le nombre de ses enfants. A-t-elle une histoire ? Ou est-elle une géographie et une constellation de légendes de Méditerranée ? Avec Carine Bailhod, Yann Collette, Françoise Lebrun, Nathalie Levy-Lang...  
Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. M<sup>re</sup> Gabriel-Péri. Du 15 janvier au 14 février. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-41-32-26-26. De 80 F à 140 F.

**Des films engagés face à la censure politique**  
Dans le cadre de la thématique « L'engagement citoyen », ce week-end débute par la projection d'*Afrique 50* et *Avril vingt ans dans les Aurès*, en présence du réalisateur, René Vautier, qui fit en 1973 une grève de la faim pour obtenir la fin de la censure politique. Les *Scénars de la gloire*, de Stanley Kubrick (interdit pendant dix-huit ans), *Le Petit Soldat*, de Jean-Luc Godard (interdit pendant trois ans), *L'Espoir*, d'André Malraux (interdit pendant six ans), illustreront l'aspect « guerre et censure ». Enfin, parmi les films interdits dans l'ex-bloc soviétique, sera projetée *L'Orville*, de Karel Kachyna, film de la nouvelle vague tchèque qui dénonce les méthodes policières de l'Etat et fut interdit pendant plus de vingt ans.  
Forum des images, porte Saint-Eustache, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet-Les Halles. Les 15, 16 et 17 janvier. Tél. : 01-44-76-62-01. 30 F.

**THEATRE DU BOND-POINT**  
COMPAGNIE MARCEL MARÉCHAL  
Pierre Arditi, Michel Aumont  
Marcel Maréchal, Chantal Neuwirth  
**rêver peut-être**  
de Jean-Claude Grumberg  
m.e.s. Jean-Michel Ribes  
PARIS la vie France Inter  
Réservation 01 44 95 98 10

### GUIDE

#### FILMS NOUVEAUX

*L'Amour, et après* d'Alan Rudolph (Ets-Unis, 1 h 53).  
*Amour, vengeance et trahison* de Brad Anderson (France-Grande-Bretagne, 1 h 30).  
Au cœur du mensonge de Claude Chabrol (France, 1 h 53).  
Casses en tous genres de John Hamburg (Ets-Unis, 1 h 29).  
Et plus si affinités de Brad Anderson (Ets-Unis, 1 h 36).  
Le Fleuve d'or de Paulo Rocha (Portugal, 1 h 43).  
Khroustov, ma voiture ! d'Alexei Guerman (France-Russie, 2 h 17).  
Marakchi Express de Gilles MacKinnon (Grande-Bretagne, 1 h 45).  
Soudains-toi... l'été dernier 2 (\*) de Danny Cannon (Ets-Unis, 1 h 40).  
La Vie est dure, nous aussi de Charles Castell (France, 1 h 35).  
Without Air de Neil Abramson (Ets-Unis, 1 h 38).  
Kiao Wu artisan pickpocket de Jia Zhang Ke (Chine, 1 h 48).  
(\*) Film interdit aux moins de 12 ans.

#### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (223 F/min).

#### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.  
Les Oranges d'Aziz Chouati, mise en scène de Laurent Vacher.  
Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris 14<sup>e</sup>. RER Cité-Universitaire. Le 15, à 20 heures. Tél. : 01-43-13-50-50. De 55 F à 110 F. Jusqu'au 19 février.  
Le Poème de l'air d'après Francis Ponge, Pablo Picasso et Jacques Dor, mise en scène de Claire Le Michel.  
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. M<sup>re</sup> Saint-Denis-Basilique. Les 16 et 17, à 15 heures. Tél. : 01-48-13-70-00. 30 F et 50 F.  
Polyeucte martyr de Pierre Corneille, mise en scène de Christian Schiaretti.  
Les Gémeaux, 49, avenue Georges-Clemenceau, 92 Sceaux. Les 15 et 16, à 20 h 45 ; le 17, à 17 heures. Tél. : 01-46-61-36-67. 110 F et 140 F.  
Solfèges de l'Orchestre de Paris Schubert : Quintette pour piano et cordes

D 567 « La Truite », Claire Desert (piano).  
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Termes. Le 16, à 11 heures. Tél. : 01-40-28-28-00. 30 F.  
Trio Henry  
Œuvres de Chopin.  
Salle Chopin (Pleyel), 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Termes. Le 16, à 17 h 30. Tél. : 01-45-61-53-00. De 80 F à 120 F.  
John Stuckfield Quartet  
Surreal, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet. Les 15 et 16, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.  
Antonio Faraó Quartet  
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet. Les 15 et 16, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.  
Sophia Domacki Trio  
Instantis chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. M<sup>re</sup> Robespierre. Le 15, à 20 heures. Tél. : 01-42-87-25-91.  
Claude Nougaro  
Palais des sports, porte de Versailles, Paris 15<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Porte-de-Versailles. Le 15, à 20 heures. Tél. : 01-48-28-40-10. De 150 F à 250 F.  
Zazie  
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Opera. Les 15 et 16, à 20 h 30 ; le 17, à 17 heures. Tél. : 01-47-42-25-49. 160 F.

Bressans, chansons  
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Le 15, à 21 heures. Tél. : 01-41-60-72-72. 140 F. Jusqu'au 7 février.  
Malika Domrane, Assia Guemra, Fettouma Oudila  
Cabaret sauvage, parc de la Villette, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Porte-de-la-Villette. Le 15, à 20 heures. Tél. : 01-40-03-75-15. 100 F.  
Abdelkader Choua  
Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert, Paris 15<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Boucicaut. Le 15, à 20 h 30. Tél. : 01-45-54-95-31. 80 F.  
Chaba Fadel et Cheb Abba  
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>re</sup> Bastille. Le 15, à 20 h 30. Tél. : 01-40-21-70-70. De 80 F à 120 F.

#### RÉSERVATIONS

Natalie Dessay (soprano)  
Ruben Ufchiz (piano)  
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. Le 28 janvier, à 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 390 F.

#### DERNIERS JOURS

20 janvier :  
Les Fresques de Tiepolo  
Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-83-40-91. 47 F.

كلنا من الاله



EN VUE

■ Le gouvernement chinois vend 640 000 dalles de la place Tiananmen à Pékin à 12 dollars (10,25 euros) l'unité.

■ La Chine commercialise un CD-ROM rassemblant vingt volumes des œuvres politiques et poétiques du Grand Timonier. Henry Kissinger publie *The Kissinger Transcripts*, où il rapporte une confidence de Mao Zedong à Richard Nixon : « Mes livres n'ont rien d'instructif. »

■ Les Furbies contenant « un système d'enregistrement intérieur », la NSA, l'agence américaine chargée du renseignement militaire, interdit à ses employés d'emmener au bureau ces peluches interactives qui ont fait fureur auprès des enfants à Noël.

■ Un tribunal de Nuremberg vient de condamner un radio-amateur allemand qui lançait des « Heil Hitler » sur les ondes.

■ Les anciens propriétaires polonais, évincés sans indemnités par les nazis pour la construction des camps d'Auschwitz et de Birkenau, menacent de bloquer, au printemps, la marche des survivants de l'Holocauste sur leurs terrains expropriés.

■ Kulvir Singh Malhi et son frère Surinder viennent de solliciter la clémence de la Cour suprême des Emirats arabes unis, sans même exiger l'argent de la *djira*, le prix du sang, pour John Aquino, Philippin condamné à mort, meurtrier, en 1990, à Almani, de leur père Harbajan, immigré hindou.

■ Le corps du vénérable Songchoi, moine bouddhiste, brûlé à température normale sur un bûcher de santal en 1993, avait produit trente-huit perles ou *sariras*, considérées comme le signe de l'illumination. Selon Kim Sang-guk, scientifique sud-coréen, il faut dépasser 2 000 degrés pour en obtenir d'un mort ordinaire.

■ Pour Margherita Hack, astrophysicienne de l'université de Trieste, la liquéfaction du sang de saint Janvier, miracle napolitain biennuel, est un phénomène chimique normal. « On ne peut entrer dans la dynamique d'un fait surnaturel qui signifie suspension des lois de la nature », lui répond tranquillement Enrico Cirillo, prêtre de la chapelle du Trésor de saint Janvier.

■ Mercredi 13 janvier, à Edirne en Turquie, Necati Puskullu, au désespoir à l'idée que son enfant n'est pas de lui, se pend après une querelle avec sa femme. Elle le détache, tente en vain de le rassurer. Nouvelle scène : Necati se coupe le pénis, cette fois, et le jette dans le jardin. Hillaal mettra une heure à chercher l'organe sous les arbres, dans la nuit, avant de le rapporter à son mari en attente de greffe à l'hôpital.

Christian Colombani

# Une propriété amazonienne de 7 millions d'hectares

L'hebdomadaire brésilien « Veja » raconte comment un homme d'affaires douteux tente de s'approprier un morceau de forêt vierge équivalent à la Belgique et aux Pays-Bas réunis



**HOMME D'AFFAIRES** immensément riche (en 1992, le magazine américain *Fortune* évaluait son patrimoine à 1,2 milliard de dollars) et maître chanteur versé dans l'écoute clandestine compromettante, Cecilio do Rego Almeida n'a jamais cessé, ces dernières années, de défrayer la chronique brésilienne des coups tordus et des transactions louches. Dans sa dernière livraison, l'hebdomadaire *Veja* lui consacre, outre sa manchette de couverture intitulée *Assalto à Amazônia* (« Braquage en Amazonie »), une enquête de six pages qui « décortique » sa tentative d'appropriation d'un domaine de 7 millions d'hectares de forêt quasiment vierge au cœur de l'Etat amazonien du Para. Cette superficie, souligne *Veja*, « est comparable à celle

de la Belgique et des Pays-Bas réunis. Faute d'information sur une propriété aussi gigantesque existant dans un autre pays, il est possible que Cecilio soit devenu un phénomène mondial : le plus grand latifundiste de la planète ».

L'hebdomadaire révèle que cette prétendue propriété, composée de deux domaines voisins, appartient - légalement et presque en totalité

- à l'Etat du Para (4 millions d'hectares), à l'Institut de colonisation et de réforme agraire (2 millions d'hectares) ainsi qu'à la Fondation nationale de l'Indien (200 000 hectares). En fait, l'enquête s'attaque à un processus de spoliation bien connu au Brésil, celui dit du « grilagem », qui se fonde pour l'essentiel sur des documents contrefaits et le nettoyage par le vide », à savoir

l'expulsion par des hommes de main des gens établis sur les terres convoitées. Le « conquistador » Almeida a d'ailleurs réussi le tour de force de constituer, moyennant des soldes de misère, une milice indienne chargée de veiller à l'intégrité du territoire qu'il revendique. « On protège la propriété contre les envahisseurs, en échange on nous fournit des munitions », a déclaré à *Veja* le cacique des Kipais, une tribu installée dans la région.

Jamais inquiété jusqu'à présent par les autorités régionales ou fédérales, M. Almeida a décidé, il y a deux ans, de faire fructifier son fief en fondant la société Rondon Projetos Ecologicos, dont la vocation proclamée vise, après réalisation hypothétique d'ouvrages d'infrastructures estimés à 100 millions de

dollars, un ambitieux projet d'écotourisme international dénommé « Amazon Dream » (« Rêve amazonien »). A en croire les prospectus et les videocassettes lancés en portugais et en anglais, « on constate, note *Veja*, que l'intention déclarée de Cecilio est de construire des hôtels de luxe et un aéroport et d'ouvrir des sentiers afin que les touristes puissent connaître de près l'ambiance de la forêt. Tout cela, souligne la publicité, pour préserver la beauté naturelle, la faune et les peuples indigènes ».

■ **ÉCOLOGIQUEMENT CORRECT** ■ Des confidences faites par M. Almeida à un ex-directeur de l'Institut brésilien de l'environnement se réfèrent aussi à la prochaine création d'une ONG susceptible de vendre à l'étranger, via Internet, des titres donnant droit à l'acquisition d'une parcelle, garantie « écologiquement correcte », du territoire concerné. Cependant, aucune démarche officielle n'a été engagée en ce sens auprès des autorités brésiliennes compétentes. « Ce silence peut s'expliquer », indique l'hebdomadaire, par le fait que la demande serait refusée en raison de l'illégalité des titres de propriété. Cela n'empêche pas l'entrepreneur de songer à repousser ses frontières. Il a déjà fait savoir qu'il avait disposé à acheter une bande de terre reliant les deux domaines en question, pour englober une superficie d'un seul tenant de 15 millions d'hectares, soit à peu près celle de l'Uruguay ».

Jean-Jacques Sévilla

## DANS LA PRESSE

### LIBÉRATION

Jacques Amalric

■ C'est comme un vent de panique qui souffle sur ce qu'il est convenu d'appeler le lobby français du « tout-nucléaire » : la coalition rouge-verte allemande était donc sérieuse lorsqu'elle parlait, en arrivant au pouvoir, de programmer l'abandon du nucléaire ! (...) En trois mois, la coalition allemande a fait plus que les écologistes français en dix ans pour persuader une partie de l'opinion publique française que le nucléaire n'a pas forcément vocation à l'éternité. (...) Que répondre à la question du stockage des déchets ?

A celle du risque zéro ? Au manque de compétitivité croissante de l'énergie nucléaire ? Autant d'interrogations qui commencent à faire leur chemin au pays de la sacro-sainte indépendance énergétique.

### LCI

Pierre-Luc Séguillon

■ La France n'a aucune raison de se culpabiliser parce qu'elle a fait le choix du nucléaire et que son voisin allemand, à la suite d'autres pays, a pris la décision d'y renoncer. Le nucléaire nous a donné l'indépendance énergétique. (...) Devant le tribunal de l'écologie, notre pays peut démontrer que son option énergétique le fait moins pol-

lueur que d'autres. (...) Reste que la France a toute raison de s'inquiéter et de se demander si elle doit ou non, à l'avenir, poursuivre dans la voie du nucléaire ou amorcer une réorientation de ses choix énergétiques. (...) La décision ne sera pas aisée à prendre. En toute hypothèse, elle devra être pesée en fonction de trois critères : un critère politique - notre indépendance énergétique et la signification de cette indépendance dans le contexte européen - ; un critère écologique - le nucléaire est-il ou non l'un des meilleurs moyens de ne pas compromettre notre environnement ? - ; un critère économique - pouvons-nous en supporter le coût ? En aucune manière, il

ne faudra céder à l'air du temps, à la mode ou à quelque oukase venu de l'extérieur.

### FRANCE-SOIR

Yves Thirard

■ Les maîtres queux de la popote chiraço-centriste s'envoient les plats à la figure. Blessé dans la bagarre, au propre comme au figuré, M. Séguin a cherché à recoller les morceaux. (...) Mais son propos n'était pas de la première fraîcheur et le tube de mayonnaise semblait grippé. (...) Point n'est besoin d'analyse savante dans ces conditions. Si elle ne change pas, de corps et d'esprit, c'est bien que la droite n'a qu'un seul objectif : perdre.

## www.geocities.com/CapitolHill/Senate/2927

Que sont devenus les agents de l'ex-police secrète de la Tchécoslovaquie communiste ?

■ **PÉTA**, un informaticien tchèque de quarante-six ans, était las de voir les médias s'intéresser uniquement aux « collaborateurs » de la police communiste (StB), qui, très souvent, furent eux aussi des victimes contraintes de servir le « bras armé de la classe ouvrière ». Depuis la révolution de velours de novembre 1989, les révélations sur les célébrités ou les dissidents qui avaient flanché sous la pression ont été nombreuses. Pendant ce temps, les véritables policiers de la StB dissoutte se sont tranquillement reconvertis, sans être inquiétés. Leur discrète immersion dans la société a suscité l'apparition de légendes sur leur nouvelle puissance, qui se serait désormais économique.

Péta, qui préfère rester anonyme, a voulu savoir ce que sont devenus ces « sbaci », qui ont détruit la vie de milliers de personnes, emprisonnées, contraintes à l'exil, empêchées de travailler ou d'étudier. Il a eu l'idée de confronter les listes d'agents la StB avec les extraits du registre du commerce, disponibles sur le Web, puis il a publié les



résultats de sa recherche sur son propre site. Il a dû se limiter aux quelques deux cents agents ayant exercé à Prague et dans sa région, seule liste fiable publiée en 1992 par un hebdomadaire tchèque.

On découvre ainsi que 20 % des « sbaci » sont à la tête de sociétés

privées. Ils sont propriétaires d'une entreprise, gérants de SARL ou siègent au conseil de sociétés anonymes. Les 80 % restants sont des salariés, des travailleurs indépendants et des retraités. Leur secteur de prédilection est l'immobilier. Les registres du commerce démentent

par ailleurs le mythe de leur enrichissement : la majorité d'entre eux ont fait faillite au moins une fois.

Néanmoins, quelques-uns ont réussi leur reconversion, comme cet ancien responsable de la « lutte contre le stalinisme », aujourd'hui administrateur de l'orchestre de chambre Suk, l'une des meilleures formations du pays. D'autres ont pris pied dans d'importantes institutions financières. Un ancien major est désormais président du conseil de surveillance de la société Reiswoltz, spécialisée dans la « liquidation de documents et d'informations ».

La StB ayant compté plus d'un millier d'agents, Péta espère compléter sa liste grâce à la coopération d'internautes tchèques. Il suffit de lui communiquer le nom, la date de naissance, le numéro d'identification national - indispensable pour éviter les erreurs dans un pays où les homonymies sont fréquentes - de « sbaci » actifs en province avant 1989.

Martin Plüchta

## SUR LA TOILE

### MOINS CHER PAR INTERNET

■ La compagnie aérienne américaine Delta a imposé à ses clients une commission de 2 dollars (1,72 €) pour toutes les réservations aller-retour sur ses vols intérieurs, à l'exception des réservations faites sur Internet. - (AP)

### COURRIER RAPIDE

■ Selon le *Times* de Londres, une école irlandaise de seize ans, Sarah Flannery, a mis au point un nouveau code permettant de transmettre des courriers électroniques confidentiels via Internet dix fois plus vite qu'avec le code utilisé actuellement, qui date de 1977. Sarah, qui est la fille d'un professeur de mathématiques du Cork Institute of Technology, a déclaré qu'elle allait probablement publier son code au lieu de le breveter, car elle ne veut pas que les gens soient obligés de payer pour s'en servir.

### BÉNÉFICES

■ Yahoo ! Inc., l'un des principaux moteurs de recherche de l'Internet, a annoncé un chiffre d'affaires de 76,4 millions de dollars (430 millions de francs, 65 millions d'euros) et un bénéfice net de 18,5 millions de dollars pour le dernier trimestre 1998. - (Reuters.)

## Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à **360 F** d'économie soit **7 semaines de lecture GRATUITE**

Offre valable jusqu'au 31/12/99

**ABONNEZ-VOUS ET DEVEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE**

**OUI**, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1 086 F ☐ 1 AN - 1 980 F

au lieu de 565 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

\* Prix de vente au numéro (tous en France métropolitaine uniquement) ☐ 301 MQ 001

je joins mon règlement soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Date de validité \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

☐ M. ☐ Mme Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

TARIFS HORS FRANCE	
	USA - CANADA
1 AN	2 190 F
3 mois	598 F

■ Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement etc. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 9h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

■ Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension vacances un numéro exclusif : 0 800 022 021 - 24h/24

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements, 24, avenue du Général-Lacaze 93448 Charenty Cedex.

## Carte postale

par Alain Rollat

IL N'Y A PAS que Gérard Holtz sur la piste de Dakar. Il y a aussi Yatéra Wagui. C'est le meilleur supporter de l'équipe Renault et de Jean-Pierre Chevènement. Chaque jour, que Dieu fait, il rend grâce au ciel et à la République de lui avoir permis, pendant trente ans, d'être un bon métallo dûment estampillé par le ministère de l'Intérieur.

Il est aujourd'hui, « grâce à la France », le plus heureux des hommes. Il n'y a pas plus fortuné, dans son village, sur les bords du fleuve Sénégal, qu'un retraité de l'industrie automobile française. Il coule une retraite en or. Son village, enfin honoré par France 2, est d'ailleurs devenu l'un des plus résidentiels du Mali. On l'appelle « le petit Paris ». Les anciens travailleurs émigrés en sont les rois. Sous l'arbre à palabres, où ils échangent leurs souvenirs en les enjolivant chaque jour da-

vantage, ils ont remplacé les anciens combattants dans la considération générale. Ils sont les nouveaux poilus de la mémoire collective. Yatéra Wagui n'en finit jamais de raconter aux enfants ébahis les affres de sa guerre de trente ans contre le « froid du Havre ».

On reconnaît le vétéran malien des campagnes de France au sein extrême qu'il porte à garder sa valise en bon état de marche. Yatéra Wagui exhibe la sienne dans son salon. Il l'a posée en majesté au-dessus d'une cantine où elle est devenue une nature morte, une œuvre d'art. Seul le téléviseur bénéficie d'un statut culturel aussi privilégié. Yatéra Wagui conserve le sien à l'abri d'une housse bien ventilée. Il tient aussi à préciser que son magnétoscope « vient de France ». Il y tient comme à la prunelle de ses yeux. Le téléviseur et le magnétoscope sont au poilu des temps modernes ce

que la baïonnette et l'éclat d'obus étaient à celui de Verdun. La boîte à images a simplement remplacé la musette à souvenirs.

C'est donc sur écran que Yatéra Wagui cultive la nostalgie de son héroïsme. C'est avec compassion qu'il accueille la caméra dans son mémorial : « Maintenant, en France, il n'y a plus de travail. Il y a du racisme. Je déconseille aux jeunes d'y aller... » Il nous plaint. Il nous aime. Malgré notre civilisation mécanique qui prétendait le couper de ses racines. Il garde un bon souvenir de ses tranchées du Havre parce qu'il en est revenu. Il nous aime comme ses ancêtres aimaient les Gaulois de jadis. Il parle de la France universelle, comme les poilus parlaient de la Patrie. Il parle d'un pays que les « sauvages » n'ont pas connu. Il en parle pourtant, c'est étrange, avec la ferveur d'un Jean-Pierre Chevènement.







هكذا في الحظ

## Barbe-à-sable

par Pierre Georges

L'AVENTURE, c'est l'aventure. Et le rire, c'est le rire. Pourquoi le cacher ? Lorsque l'on a appris que les Indiens avaient attaqué la caravane du Dakar, dans le désert mauritanien, mercredi soir, entre chien et fennec, on n'a pas vraiment pleuré de désespoir.

Ils voulaient de l'émotion, de « l'ultime », du raid dans les océans de sable, nos chevaliers-vapeur ? Servis sur un plateau ! Comme dans un western. Les apaches étaient armés, déterminés, vaguement chevaleresques et parfaitement cyniques. Ils n'ont pas tiré un coup de feu. Si un peut-être, dans un pneu. Ils n'ont frappé, ni molesté personne. Simplement, ils ont tendu leur embuscade, entre falaises et dunes, attendant qu'arrive le traassabarien circus. Guet-apens, tout le monde descend !

Razzia sur le Dakar. Ils ont pris l'argent, l'essence, des véhicules et salut la compagnie, bonne continuation, merci pour tout ! La bande à Touaregs, de parfaits sauvages, avait frappé, là où cela fait le plus mal, au ridicule. Le ridicule qui, ordinairement semblerait, dans nos mémoires, réservé aux troupes du shérif de Nottingham et du Prince Noir malmémées en forêt de Sherwood.

Ce n'est pas qu'on ait quelque chose contre le Dakar. Ni quelque chose pour d'ailleurs. On s'en désintéresse totalement. Comme d'une rituelle incongruité au calendrier des pays riches s'amusant en pays pauvres, dans toute l'indécence d'une caravane publicitaire et sportive. Et l'on conçoit même que les participants puissent y trouver leur

plaisir, poignée de gaz dans le coin, gros cœur, le premier arrivé au Sénégal a gagné. A condition de ne pas écraser, plus que nécessaire, les gamins étourdis des sables sans clous et des brousses sans trottoirs.

Non, ce qui fatigue un peu, c'est tout ce bruit, toute cette fureur, tous ces Gérard Holtz déguisés en Lyauté du 20 heures, de l'aventure en carton-désert et des admirables bivouacs pour soirée des chaumières télévisuelles. Ce sont ces images où l'on voit les journalistes se prendre pour les méharistes de l'extrême, déguisés comme pour le grand bal quotidien des Dunes, adoptant la posture d'ethnologues barbe-à-sable pour nous conter, manière d'alibi, l'aimable, édifiante et rude vie des tribus sahariennes.

Ce qui nous fatigue beaucoup, c'est l'appellation même des émissions de service public pour célébrer ce grand culte héroïque et quatre-quatreaux. « Cap Dakar », « Le Journal du Dakar », « La Piste du Dakar » et même, même, ils l'ont osé « Bivouac ».

Le Dakar passe, en malheur. Les Touaregs restent. En selgneurs. Qu'au moins, grâce leur soit rendue d'avoir mis un peu de désordre dans l'obscur et l'ennuyeux jeu de pistes pour concessionnaires fortunés et caravane sponsorisée. Il manquait au spectacle, et à l'audimat, ce parfum de piraterie, cette révolte des gueux, ou des hommes bleus, sans lequel l'appel du désert, version rallye-raid, ressemblerait désormais par trop à une procession rituelle et injurieuse des nantis du Nord en Sahel conquis.

## Le Conseil constitutionnel valide l'essentiel de la réforme du scrutin régional

Les dispositions sur la parité et sur la publicité des débats censurées

LE CONSEIL constitutionnel a rendu public, vendredi 15 janvier, sa décision sur la loi relative au mode d'élection des conseillers régionaux et des conseillers de l'Assemblée de Corse, ainsi qu'au fonctionnement des conseils régionaux. Il a validé les principales dispositions de ce texte.

La réforme du mode de scrutin régional - qui instaure un scrutin de liste à deux tours, à la proportionnelle mais avec une prime majoritaire à la liste arrivée en tête au premier tour, à l'instar du système en vigueur pour l'élection des conseils municipaux dans les communes de plus de 3 500 habitants - a été considérée par les juges constitutionnels conforme à la loi fondamentale. Le Conseil souligne, en outre, que ce nouveau régime électoral « devrait favoriser, à compter du prochain renouvellement, l'émergence d'une majorité stable » au sein des conseils régionaux, et éviter, par conséquent, que les assemblées régionales se trouvent dans une situation ingouvernable, comme cela a été le cas en Rhône-Alpes par exemple, depuis mars 1998.

De même, le Conseil constitutionnel n'a pas retenu les griefs formulés par les députés et les sénateurs de droite qui l'avaient saisi, contre les seuils introduits par le législateur pour permettre à une liste de se maintenir au second tour (5 % des suffrages exprimés au premier tour) ou de fusionner avec une autre liste (3 % des voix).

Enfin, le Conseil a admis la conformité à la Constitution des dispositions de la loi destinées à permettre à un président de conseil régional, s'il ne dispose pas de la majorité, de faire adopter son budget grâce à un mécanisme de vote bloqué (le « 49-3 régional »).

En revanche, les neuf juges de la rue de Montpensier ont censuré deux dispositions de la loi, qui avaient, l'une et l'autre, été introduites par des amendements parlementaires lors de l'examen du texte à l'Assemblée nationale. D'une part, il a censuré les deux articles qui imposaient aux listes candidates aux élections régionales d'assurer la parité entre candidats masculins et féminins. Cette disposition anticipait en quelque sorte sur la révision constitutionnelle en cours d'examen au Parlement, mais non encore adoptée définitivement. Logiquement, le Conseil s'en est tenu aux règles constitutionnelles actuellement en vigueur et à sa jurisprudence de 1982.

### TRANSPARENCE

A l'époque, il avait estimé, à propos d'une loi interdisant aux listes de candidats aux élections municipales de comprendre plus de 75 % de personnes du même sexe, que l'établissement des listes de candidats à un scrutin politique ne doit comporter aucune distinction fondée sur le sexe. Le Conseil en reste donc, pour l'heure, à cette norme constitutionnelle, fondée sur l'ar-

ticle 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et sur l'article 3 de la Constitution, selon lesquels la qualité de citoyen ouvre le droit de vote et d'éligibilité dans des conditions identiques à tous ceux qui n'en sont pas exclus pour une raison d'âge, d'incapacité ou de nationalité.

La seconde censure est plus surprenante. Elle porte sur une disposition d'apparence technique : la loi fixait le principe que les débats de la commission permanente du conseil régional devaient être publics, sauf si la majorité de ses membres décidaient de siéger à huis clos. Les sénateurs contestaient ce principe de publicité : ils l'estimaient contraire au principe de « libre administration des collectivités locales », selon lequel les régions doivent pouvoir fixer librement les modalités de fonctionnement de leur commission permanente ; pour les sénateurs, « il appartient à chaque conseil régional, lorsqu'il établit son règlement intérieur dans le mois qui suit son renouvellement, de décider s'il entend que les séances de sa commission permanente soient publiques ou non ».

En dépit du souci de transparence qui inspirait la loi, le Conseil constitutionnel a donné raison aux sénateurs. Il a jugé que cette disposition « restreint la libre administration d'une collectivité territoriale ».

Gérard Courtois

## La Floride renonce à son projet de TGV

PRÈS DE CINQ ANS APRÈS l'échec du TGV au Texas (Le Monde du 22 août 1994), l'Etat américain de Floride met un terme à son projet de liaison à grande vitesse entre Miami, Orlando et Tampa, d'un montant de 6,3 milliards de dollars (5,4 milliards d'euros). En arrêtant purement et simplement le financement, jugé « non viable », Jeb Bush, nouveau gouverneur de Floride, revient sur l'accord signé en 1994 avec le consortium américano-européen Florida Overland Express (FOX). Il met ainsi provisoirement un terme à l'ambition du groupe franco-britannique Alstom d'exporter le TGV aux Etats-Unis.

Au mois d'août 1996, le ministre des transports de la Floride choisissait le consortium FOX, regroupant le spécialiste américain des infrastructures Fluor Daniel et deux industriels du ferroviaire, le canadien Bombardier et Alstom. Ce dernier devait assurer la fourniture de la signalisation, des motrices, des bogies et des chaînes de traction de dix-huit rames de TGV. Le choix de la technologie du TGV s'était fait aux dépens de l'inter-City Express allemand.

### UNE COMMANDE EN MOINS

Le financement devait être mixte. L'Etat fédéral aurait contribué à hauteur de 40 % du montant et versant 70 millions de dollars (60,3 millions d'euros) par an sur trente ans. En outre, il était prévu une émission de bons du Trésor de l'Etat de Floride pour 3 milliards de dollars (2,6 milliards d'euros) et un crédit du gouvernement fédéral américain de 2 milliards de dollars (1,7 milliard d'euros). Ces emprunts devaient être remboursés par les recettes provenant des passagers, dont le nombre devait atteindre 8,25 millions en 2010.

Avec la décision de l'Etat de Floride, c'est une commande de 2,75 milliards de francs (420 millions d'euros) qui échappe à Alstom. La signature définitive ne devait intervenir qu'en 2002, précise le groupe, qui affirme que ce projet n'était « pas encore inscrit dans le carnet de commandes ». La SNCF était candidate à l'exploitation de cette ligne TGV par l'intermédiaire de sa filiale SNCF International.

Rafaële Rivals

François Bostrnavaron

## La journée d'action des chômeurs divise les associations

SELON LE SECRÉTAIRE NATIONAL des comités de chômeurs de la CGT, François Desanti, la journée d'action, prévue vendredi 15 janvier, en faveur des chômeurs, devait se traduire par des manifestations et des occupations ponctuelles de bâtiments dans au moins quarante-cinq départements. Les collectifs ACI, Apeis et MNCP ont décidé finalement de rejoindre le mouvement, mais critiquent la manière dont celui-ci a été organisé. Alors que quatre chômeurs sur dix passent par l'Unedic, la CGT réclame « un système d'indemnisation unique pour l'ensemble des privés d'emploi, un revenu minimum décent de 6 700 francs pour un chômeur et une meilleure représentation démocratique des chômeurs ». A Paris, un rassemblement symbolique est prévu devant le siège de l'Unedic, où se tient un conseil d'administration de l'assurance-chômage. Des actions plus soutenues devaient avoir lieu en province, notamment à Perpignan, Caen, Montbéliard, Bordeaux, Roubaix-Lille, mais aussi, pour la première fois, à Nîmes, Quimper et Saint-Brieuc.

### DÉPÊCHES

■ **SNOWBOARD** : la Française Isabelle Blanc, âgée de vingt-trois ans, est devenue championne du monde du slalom parallèle, jeudi 14 janvier, à Berchtesgaden (Allemagne). Sa compatriote, la championne olympique Karine Ruby, a pris la quatrième place.

■ **GUADELOUPE** : le trésorier-payeur général de la Guadeloupe, Jean-Pierre Maloïsel, a annoncé, jeudi 14 janvier, qu'il quittait son poste, estimant que l'archipel « est dans le coma » et qu'il « n'est pas persuadé qu'une perfusion pourrait faire quelque chose ». « Tout le monde s'en moque et tire à hue et à dia, a-t-il ajouté dans un entretien au quotidien France-Antilles (daté 14 janvier), il n'y a aucun effort de concertation, pas de dialogue politique. » M. Maloïsel, âgé de soixante et un ans, précise que, après deux années et demie en poste, il a demandé lui-même son départ.

■ **FUSION** : le conseil d'administration du Banco Central Hispano (BCH), troisième groupe bancaire espagnol, a été convoqué, vendredi 15 janvier à 15 heures, pour approuver une fusion avec le Banco Santander, numéro un espagnol du secteur. Le BCH a demandé à la Commission des valeurs une suspension de la cotation de son titre à la Bourse de Madrid.

■ **FRONT NATIONAL** : Bruno Racouchot, directeur du cabinet de Jean-Marie Le Pen, élu au conseil régional d'Ile-de-France, a fait savoir, par lettre datée du 9 janvier, qu'il avait décidé de siéger au conseil régional aux côtés de Jean-Yves Le Gallou, proche de Bruno Mégret. Le « groupe » de M. Le Gallou rassemble donc dix-huit conseillers, auxquels s'ajoute la voix de Yves de Coatgourden, qui, désapprouvant l'organisation du congrès extraordinaire de Marignane (Bouches-du-Rhône), les 23 et 24 janvier, a demandé à n'être qu'apparenté à ce groupe. Le « groupe » des lepénistes compte, quant à lui, dix-sept conseillers régionaux.

■ **MARIGNANE** : une vingtaine de partis politiques, organisations syndicales et associations antiracistes de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur appellent à une manifestation, samedi 23 janvier, à 14 heures, à Marignane (Bouches-du-Rhône), pour protester contre l'organisation, ce même jour, du congrès des mégrétistes. Ces organisations soulignent dans un communiqué que « Mégret ou Le Pen, l'idéologie est la même » et que « plus que jamais », il faut « refuser tout ensemble l'extrême droite, ses idées et ses alliés ».

Tirage du Monde daté vendredi 15 janvier 1999 : 538 586 exemplaires.

## Vers l'annulation du budget de l'Ile-de-France

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF de Paris annulera le budget 1998 de la région Ile-de-France s'il suit les conclusions prononcées par son commissaire au gouvernement, Michel Pocheron, vendredi 15 janvier. Celui-ci estime que le président du conseil régional, Jean-Paul Huchon (PS), a « clos prématurément » les débats préalables au vote, le 30 avril 1998, pour empêcher l'adoption d'un budget non conforme aux vœux de sa majorité.

Le tribunal avait été saisi de deux requêtes, présentées par Jean-Yves Le Gallou (FN) d'une part, Roger Karoutchi (RPR) et Bernard Lhéridoux (UDF) d'autre part. Ces élus demandent l'annulation du budget adopté le 12 mai 1998 dans le cadre de la nouvelle procédure du « 49-3 régional », car ils estiment que les conditions nécessaires pour l'appliquer n'étaient pas réunies. Cette procédure, prévue par la loi du 7 mars 1998, relative au fonctionnement des conseils régionaux, prévoit que si le budget fait l'objet d'un

vote de rejet ou s'il n'est pas voté le 30 avril à minuit, le président du conseil régional peut présenter, dans les dix jours, un nouveau budget automatiquement adopté si un contre-projet n'est pas voté à la majorité absolue.

Les requérants reprochent à M. Huchon d'avoir suspendu la séance, le 30 avril, à 18 h 30, pour empêcher le vote d'un budget qui aurait été fortement amendé par la droite et le Front national, sur des points essentiels tels que les lycées et le logement. Ils affirment que le conseil régional aurait pu voter le budget avant minuit, puisqu'il n'avait plus qu'à adopter un article d'équilibre. La région répond que le vote de cet article aurait été impossible avant minuit et que la procédure du « 49-3 » permet d'empêcher le vote d'un budget « dénature ». Selon le commissaire au gouvernement, au contraire, « rien ne permet de dire que l'objectif ne pouvait être atteint, dans la mesure où il n'y avait pas de blocage institutionnel ». M. Pocheron a proposé, en outre,

d'« écarter l'argumentation » selon laquelle le « 49-3 » permettrait de faire adopter un budget conforme aux vœux de la majorité.

Le tribunal administratif de Paris devrait rendre un jugement analogue à celui du tribunal d'Orléans à propos du budget du Centre, le 9 juillet 1998, mais avec six mois de retard, le conseil régional d'Ile-de-France ayant été fort lent à produire son mémoire en défense. La portée de l'arrêt, attendu dans un mois, sera cependant incertaine, le budget 1998 ayant été exécuté.

Rafaële Rivals

François Bostrnavaron

Une nouvelle voie.

Le Salon de l'Apprentissage et de l'Alternance

Bien choisir ses études supérieures en alternance

Paris - Grande Halle de la Villette

14, 15 et 16 janvier 1999

Maison Porte-de-Pantin

RTL l'Étudiant

GRAND JURY

RTL Le Monde

FRANÇOIS FILLON

Porte-Parole du RPR

Débat animé par OLIVIER MAZEROLLE

avec PATRICK JARREAU - LE MONDE et ANITA HAUSSER - LCI

DIMANCHE 18H30

SUR

RTL & LCI